UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE PHILOSOPHIE

TENSION ENTRE L'IDEE REPUBLICAINE ET LA DEMOCRATIE AU SEIN DU PARTI REPUBLICAIN DU PEUPLE (CHP)

Özge ÇOPUROĞLU KUZU

Directeurs de Recherche :

Professeur Jean-Michel DE WAELE

Maître de conférences Mehmet Türker ARMANER

OCTOBRE 2011

REMERCIEMENTS

En préambule à cette thèse, je souhaite adresser mes remerciements les plus sincères aux personnes qui m'ont apporté leur aide et qui ont contribué à l'élaboration de mon travail.

Je tiens à remercier en tout premier lieu à mes deux co-directeurs de thèse, Mehmet Türker Armaner et Jean-Michel De Waele.

J'exprime mes profonds remerciements au professeur Mehmet Türker Armaner pour l'aide compétente qu'il m'a apportée et son encouragement constant à finir un travail commencé il y a longtemps. Ensuite je remercie sincèrement le professeur Jean-Michel De Waele en tant que co-Directeur de thèse et Doyen de la Faculté de la Faculté de sciences sociales et politiques, pour m'avoir donné la possibilité d'étudier la science politique à l'Université Libre de Bruxelles et qui s'est toujours montré à l'écoute et très disponible tout au long de la réalisation de cette thèse malgré ses charges académiques et professionnelles.

Mes remerciements vont également au professeur Kenan Gürsoy, l'Ambassadeur de la Turquie au Vatican et l'Ancien Doyen de la Faculté de Lettres et de Sciences à l'Université Galatasaray pour sa générosité et la grande patience dont il a su faire preuve envers moi pendant ces longues années.

J'ai eu la chance d'avoir le soutien du professeur Süleyman Seyfi Öğün. Son œil critique m'a été très précieux pour structurer le travail interdisciplinaire entre la philosophie et la science politique.

Je remercie tout particulièrement les membres du jury: les professeurs Besim Dellaloğlu et Ramona Coman pour avoir accepté de juger ce travail.

J'exprime aussi ma gratitude à l'équipe du CEVIPOL, Centre d'Etudes de la Vie Politique à l'Université Libre de Bruxelles qui m'a accueilli et a très gentiment collaboré dans la réalisation de cette tâche. Car l'aboutissement de cette thèse a aussi

été encouragé par de nombreuses discussions avec des collègues de disciplines variées. Je m'abstiendrai à citer des noms ici, pour ne pas en oublier certains. Cependant, je tiens particulièrement à remercier Julien Danero avec qui je suis très fière d'être collègue ami. Julien a toujours trouvé le temps d'être à mes côtés pour tous les moments difficiles même s'il traversait dans des moments critique dans les recherches pour sa thèse.

Je remercie sincèrement à tout le personnel du département de la Philosophie de l'Université Galatasaray, particulièrement à Öğüt Berkson et Nuray Araz qui ont accepté de répondre à mes nombreuses questions avec une grande compréhension et générosité.

Daniela Mariucuta a beaucoup contribué à mettre en forme mon français très approximatif et m'a encouragé à finir ce travail par des gestes d'amitié pour lesquels je lui suis reconnaissant.

Je tiens à remercier spécialement à mes parents Sennur et Alim Çopuroğlu sans qui cette thèse n'aurait jamais vu le jour, pour l'inspiration, l'aide et l'amour qu'ils m'ont consacré.

Enfin, j'adresse mes plus sincères remerciements à Mirza qui m'a toujours soutenue avec son amour et encouragée au cours de la réalisation de ce travail. Merci à tous et à toutes !

TABLES DE MATIERES

	Page
Remerciements	ii
Tables de matières	iv
Abbréviations	x
Liste des diagrammes	xii
Liste des tableaux	xiii
Résumé	xiv
Abstract	xxi
Özet	xxviii
Introduction	1
1. Présentation et mise en contexte théorique du sujet, de la question de départ et de l'objectif du travail	2
2. Précision conceptuelle, explications méthodologique et problèmes inhérents au sujet	10
2.1. L'appartenance ethnique	11
2.2. La localisation géographique	11
2.3. L'attachement religieux	12
2.4. La formulation de l'encodage suivant les composants préétablis	13
2.5. Les relations établies en fonction de l'encodage	14
3. Structure générale du travail de recherche	15
Chapitre I : Des problèmes conceptuels de la relation entre la démocratie et l'idéologie kémaliste républicaine sur le plan de la modernisation	18
1.1. L'évolution conceptuelle du « développement politique »	22
1.1.1. L'impact des évolutions conjoncturelles après la seconde Guerre mondiale	22
1.1.1.1. L'influence conjoncturelle	22
1.1.2. L'influence des développements théoriques dans les sciences sociales	23
1.1.2.1. La signification de la démocratie au sens de développement politique	23
1.1.2.2. Les relations entre la société, l'organisation sociale et le changement dans le cadre du développement politique	24

Page

1.1.3. Les définitions diverses du concept du développement politique 25

1.1.3.1. Le développement politique au sens de la démocratisation : le problème des conditions sociales de la démocratie 25

1.1.3.2. Le développement dans l'ordre et dans la stabilité 30

1.2. La relation entre le développement politique et l'idéologie selon la démocratisation 32

1.2.1. Les antécédents de la théorie de modernisation 32

1.2.1.1. Les relations économiques dans la société moderne 33

1.2.1.2. Les relations politiques dans la société moderne 33

1.2.2. Le passage de la société traditionnelle à la société moderne 34

1.2.2.1. L'intelligentsia modernisatrice ou l'activisme modernisateur 36

1.2.2.2. La modernisation en tant qu'industrialisation 39

1.2.2.2.1. Les conséquences politiques de la modernisation 40

1.2.2.2.2. La dictature et les origines sociales de la démocratie 42

1.3. La qualité idéologique de la théorie de la modernisation 44

1.3.1. Le développement politique au sens de l'émancipation humaine 45

1.3.2. Le kémalisme républicain en Turquie comme un projet du changement social 46

1.3.2.1. La fondation contractuelle de la république 48

1.3.2.1.1. Qu'est-ce que le contrat social ? 49

1.3.2.1.2. La volonté générale et le rejet des fractions 49

1.3.2.1.3. Penser la religion civile 50

1.4. Le retour et la consolidation du paradigme républicain 50

1.4.1. Le concept du « néo républicanisme » et ses traits essentiels au centre de nouvelles interrogations 51

1.4.2. Le néo républicanisme propose « une théorie de liberté et du gouvernement » 57

Page

1.4.3. Les impasses du modèle républicain : CHP au sommet de la tension entre les élites républicaines et les élites politiques démocrates 60

1.5. Conclusion 63

Chapitre II : La relation entre le kémalisme républicain et la démocratie 68

2.1. Les origines du kémalisme républicain 73

2.1.1. Bref survol de la modernisation ottomane 73

2.1.2. Kémalisme inspiré par l'héritage de Gökalp 76

2.2. Les principes du kémalisme républicain et le Parti Républicain du Peuple (CHP) 79

2.2.1. Fondement du régime politique : « républicanisme » 81

2.2.1.1. Le Parti Républicain du Peuple et la démocratie 84

2.2.2. Etatisme comme une solution temporaire aux problèmes du développement économique 86

2.2.3. Le nationalisme et le développement politique 87

2.2.4. Le réformisme kémaliste et le populisme 90

2.2.5. La laïcité et le républicanisme 92

2.3. Analyse de la relation entre le kémalisme républicain et la démocratie 95

2.3.1. Relation entre l'idée républicain kémaliste et la démocratie sous l'angle du concept de la « tutelle » 95

2.3.2. Le contenu de la « Civilisation Contemporaine » : la démocratie et le conservatisme bureaucratique 98

2.3.2.1. La science positive comme principe essentiel du niveau de « la Civilisation Contemporaine » 99

2.3.2.2. Le solidarisme et l'étatisme 100

2.3.2.3. Le Parti Républicain du Peuple : la chute du paradigme 102

2.4. Spectre de la vie politique turque 104

2.4.1. Les politiques du centre-gauche dans l'ère de l'après-Guerre Froide 105

2.4.2. La prévalence des clivages culturels 113

2.4.2.1. La division religieuse 114

2.4.2.2. La division ethnique 115

2.4.3. Les implications de la division électorale 117

2.5. Conclusion 118

Page

Chapitre III : La compréhension social – démocrate du Parti Républicain du Peuple 120

3.1. CHP à l'heure actuelle, retour au perspectif de Bülent Ecevit : une nouvelle interprétation social-démocrate par Kemal Kılıçdaroğlu 121

3.1.1. Rupture significative dans le CHP par l'arrivée de Kılıçdaroğlu 125

3.2. La signification de la rupture historique entre Ecevit et İnönü : l'arrière plan contextuel 128

3.2.1. Considérations économiques 130

3.2.2. Considérations politiques : la bureaucratie et l'intelligentsia 131

3.2.3. Le CHP: l'idéologie de la gauche démocratique et le révisionnisme kémaliste 133

3.3. Le révisionnisme, une possibilité d'adaptation idéologique 145

3.3.1. La dimension comparative 145

3.3.2. États-providence nationaux 147

3.3.3. Gestion macro-économique keynésienne 148

3.4. La troisième phase révisionniste : la social-démocratie venant en accord avec la mondialisation 151

3.5. La rigidité d'adaptation idéologique 159

3.5.1. L'Islam Politique comme un agent d'adaptabilité 161

3.5.2. L'AKP : une politique de la justice sociale ? 163

3.5.3. Le CHP : la projection continue d'une politique centriste ? 167

3.6. Conclusion 173

Chapitre IV : Evaluation des discours prononcés par le leader du parti d'opposition en Turquie pendant les rencontres du référendum en septembre 2010 175

4.1. Le changement de la Constitution de 1982 180

4.1.1. Le contenu du changement constitutionnel 180

4.1.2. Les droits économiques et sociaux 182

4.1.3. Protection constitutionnelle pour les employés et les associations d'employés 183

4.1.4. Les libertés individuelles 184

4.1.4.1. La dissolution des partis politiques 185

4.1.5. Des réformes judiciaires importantes 185

4.1.6. Les positionnements 188

Page

4.2. Positionnements sur le changement constitutionnel apparus dans le discours du CHP 190

4.2.1. La répartition des villes étudiées selon les attributs 190

4.2.1.1. La majorité ethnique 192

4.2.1.2. La location géographique 192

4.2.1.3. L'attachement religieux 192

4.2.2. Question de l'immunité parlementaire lors des meetings tenus sur le projet du changement constitutionnel 193

4.2.3. La corruption, la pauvreté et le chômage : trois problèmes fondamentaux du pays 198

4.2.3.1. Relation entre la localisation géographique et « la pauvreté et le chômage » apparue dans les discours 203

4.2.3.2. L'abus religieux et ethnique 205

4.2.4. Les croyances, les identités ethniques 208

4.2.5. L'injustice, droit de croyant 212

4.2.6. L'Etat social proposé comme solution aux problèmes actuels 215

4.2.7. De la question kurde 219

4.2.8. Des problèmes devant la démocratisation du pays : Les libertés sociales, le seuil de 10% ; la pression et les écoutes illégales 228

4.3. Relations établies entre les éléments constituants les discours du CHP lors du référendum pour le changement constitutionnel 234

4.4. Conclusion 242

Conclusions Générales 245

1. Reprise de la problématique initiale et rappel de l'idée directrice 245

2. Bilan des résultats de la recherche présentés par fréquences 247

3. Bilan des résultats de la recherche présentés par rapport à la théorisation 252

4. Interprétation des résultats de la recherche 256

Bibliographie 258

Annexes 272

Annexe 1 : Carte des locations géographiques des villes choisies 273

Annexe 2 : Résultats du Référendum en fonction des villes 274

Page

Annexe 3 : Rapport d'attributs sommaire 275

Annexe 4 : Liste des villes étudiées 277

Annexe 5 : Rapport sommaire des nœuds 281

Annexe 6 : Rapport synthèse de relation 286

Curriculum Vitae 289

ABBREVIATIONS

ADD	:	Association de la Pensée d'Atatürk *Atatürkçü Düşünce Derneği*
AKP	:	Parti de Justice et du Développement *Adalet ve Kalkınma Partisi*
ANAP	:	Parti de la Mère Patrie *Anavatan Partisi*
AP	:	Parti de la Justice *Adalet Partisi*
AVF	:	Fédération des Fondations Alévies *Alevi Vakıfları Federasyonu*
BDP	:	Parti de Paix et de Démocratie *Barış ve Demokrasi Partisi*
CHP	:	Parti Républicain du Peuple *Cumhuriyet Halk Partisi*
CUP	:	Comité de l'Union et Progrès *İttihat ve Terakki Cemiyeti*
ÇYDD	:	Association pour Soutenir la Vie Contemporaine *Çağdaş Yaşamı Destekleme Derneği*
DSİP	:	Parti Socialiste des Ouvriers Révolutionnaires *Devrimci Sosyalist İşçi Partisi*
DP	:	Parti Démocrate *Demokrat Parti*
DSP	:	Parti Démocratique de Gauche *Demokratik Sol Parti*
DTP	:	Parti de Société Démocratique *Demokratik Toplum Partisi*
DYP	:	Parti du Chemin Juste *Doğru Yol Partisi*
ESK	:	Conseil Economique et Social

		Ekonomik ve Sosyal Konsey
FP	:	Parti de la Vertu
		Fazilet Partisi
GP	:	Parti Jeune
		Genç Parti
HSYK	:	Cour constitutionnelle et le Conseil supérieur de la magistrature
		Hakimler ve Savcılar Yüksek Kurulu
IMF	:	International Monetary Fund
		Fond Monétaire Internationale
MHP	:	Parti de Mouvement Nationaliste
		Milliyetçi Hareket Partisi
MSP	:	Parti de Salut National
		Milli Selamet Partisi
ÖDP	:	Parti de la Liberté et de la Solidarité
		Özgürlük ve Dayanışma Partisi
RP	:	Parti de la Prospérité
		Refah Partisi
SP	:	Parti du Bonheure
		Saadet Partisi
SETA	:	Fondation de la Recherche Économique Sociale et Politique
		Siyaset Ekonomi ve Toplum Araştırmaları Vakfı
SHP	:	Parti Social Démocrate Populaire
		Sosyal Demokrat Halk Partisi
TESEV	:	Fondation turque des Etudes Economiques et Sociales
		Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etütler Vakfı
TİP	:	Parti des Ouvriers de Turquie
		Türkiye İşçi Partisi
TSK	:	Forces Armées Turques
		Türk Silahlı Kuvvetleri
TÜSİAD	:	Association des Industriels et Hommes d'Affaires de Turquie
		Türkiye Sanayici ve İşadamları Derneği
YAŞ	:	Conseil Militaire Suprême
		Yüksek Askeri Şura

LISTE DES DIAGRAMMES

	Page
Diagramme 1 – Le Changement Constitutionel	235
Diagramme 2 – L'objet de la politique	238
Diagramme 3 – Immunité Parlementaire	240
Diagramme 4 – La question kurde et l'unité nationale	241

LISTE DES TABLEAUX

		Page
Tableau 2.1 :	Liste des partis politiques turcs	109
Tableau 2.2 :	Les résultats des éléctions générales et le spectrum idéologique entre 1983 – 2011	112
Tableau 4.1:	L'immunité parlementaire par rapport à la répartition des villes étudiées	196
Tableau 4.2.	L'accent mis sur la corruption, la pauvreté et le chômage par rapport à la répartition des villes étudiées	199
Tableau 4.3 :	L'accent mise sur la location géographique, la pauvreté et le chômage	204
Tableau 4.4.	L'accent sur l'abus religieux et ethnique par rapport à la répartition des villes étudiées	206
Tableau 4.5 :	L'accent mis sur les croyances religieuses et identités ethniques par rapport à la répartition des villes étudiées	208
Tableau 4.6 :	L'accent mis sur l'unité par rapport aux croyances religieuses et identités ethniques	210
Tableau 4.7:	L'accent mis sur l'injustice et le droit du croyant par rapport à la répartition des villes étudiées	213
Tableau 4.8 :	Accentuation sur l'ordre juste par rapport au Travail	218
Tableau 4.9:	L'accent sur l'état de prospérité en fonction de la répartition des villes étudiées	219
Tableau 4.10 :	Analyse croisée de la location géographique et de la pauvreté et du chômage par rapport à la question kurde suite à la répartition des villes étudiées	221
Tableau 4.11 :	Analyse de la fréquence de la terreur par rapport à la question kurde à travers la répartition des villes anatoliennes	225
Tableau 4.12 :	Analyse croisée de la pression, libertés sociales et le Seuil dans le cadre des problèmes de la démocratie	233
Tableau 5.1 :	La fréquence des sujets ayant moins de 1.000 mentions	252

RESUME

L'objectif principal de cette thèse est de démontrer qu'il existe une « tension entre l'idée républicaine et la démocratie au sein du Parti Républicain du Peuple (CHP) » en Turquie. Le référendum qui a eu lieu le 12 septembre 2010 sur le changement constitutionnel a provoqué une grave crise au sein du CHP. Il est largement critiqué par l'opinion publique qu'un parti se définissant social-démocrate, comme le CHP, refuse nettement le projet de changement constitutionnel de la constitution actuelle, rédigée en 1980 par les acteurs du dernier coup d'Etat. Par conséquent, l'idéologie républicaine kémaliste véhiculée par le CHP est aujourd'hui au centre de nouvelles interrogations.

Le débat autour de la construction d'une démocratie durable et sa consolidation se poursuit en Turquie où l'on s'efforce de comprendre le processus de modernisation du pays. En partant de ce point, la recherche de la compréhension social-démocrate du Parti Républicain du Peuple a donc constitué notre question de départ. Notre réflexion part du constat qu'il existe une incompatibilité entre l'idée républicaine et la démocratie en cours de cristallisation au sein du Parti Républicain du Peuple.

Historiquement, la constance social-démocrate du Parti Républicain du Peuple remonte aux années 1970, lorsque son leader, Bülent Ecevit à l'époque, a lancé le mouvement de "la gauche du centre" dont les principes essentiels sont basés sur la vocation à la justice sociale, à l'intervention modérée de l'*E*tat dans les domaines économiques et à l'intégration du secteur privé, encouragé pour l'intérêt national commun.

Aucune de ces principes politiques n'ont causé une tension entre la vision des républicains et la démocratie dans la période qui suit la Deuxième Guerre Mondiale durant laquelle le système économique keynésien a efficacement apporté des solutions aux revendications démocratiques. En effet, il y avait compatibilité avec les

idéaux républicains qui accordent un rôle crucial à l'égalité de tous les citoyens devant la loi.

Ainsi, le Parti Républicain du Peuple, qui avait développé dans les années 80 un discours de gauche basant sur la redistribution des revenus, a commencé à connaître des difficultés à renouveler leur vision sociale-démocrate à la fin de la période de l'économie politique et au début *de* l'apparition de la phase de la culture politique (voir J.G.A. Pocock). C'est-à-dire, comme l'a souligné la théorie néo-républicaine, le développement économique, élément indispensable de la modernisation, a donné inévitablement lieu à la spécialisation des individus dans la société et *a* entraîné un déclin relatif du tissu social. La manifestation des identités culturelles, résultat de ce passage, a rendu incapable la réduction du problème à une simple dimension économique ou géographique. Aussi, la construction de la citoyenneté fondée sur un partage commun du passé se trouve-t-elle en quête

Dans cette perspective, la présente thèse essaie de comprendre pourquoi le Parti Républicain du Peuple, qui se dit social-démocrate, connaît des difficultés d'adaptation au processus de démocratisation. Car en effet, sur la géographie actuelle qui se développe, les réponses économiques apportées aux demandes sociales s'avèrent insuffisantes. L'on constate la nécessité de produire des politiques capables de répondre aux besoins sociaux des groupes ethniques ou religieux. Ainsi, la volonté de conservation des valeurs républicaines en Turquie engendre une tension entre la démocratie et l'idée républicaine.

Sous la direction de son précédent leader Deniz Baykal (1992-2010), Le Parti Républicain du Peuple a connu cette tension au sommet surtout à cause du renforcement de la conduite spéciale de son leader. L'arrivée du nouveau leader Kemal Kılıçdaroğlu a suscité des mouvements rénovateurs au sein du parti. Dans l'histoire du Parti Républicain du Peuple il y a un moment similaire, qui rappelle cette rupture : quand Bülent Ecevit a gagné face à İsmet İnönü. En utilisant *le même* slogan qu'Ecevit, à présent Kemal Kılıçdaroğlu essaie de porter la même bataillé menée à l'époque par Ecevit en faisant tourner le visage du parti à la social-démocratie. Ce faisant, Kılıçdaroğlu essaie de combler l'écart entre le parti et le peuple étant donné que son parti est toujours accusé d'être centriste, étatiste et élitiste.

Or le parti, en s'appropriant justement le même discours que prononçait Ecevit, rend la tension d'autant plus manifeste. Parce qu'en effet, l'appel à la justice sociale, à la redistribution égalitaire des revenus et l'interventionnisme étatiste dans les régions sous-développées du pays sont des politiques qui ont représenté des solutions durant les années de gestion économique keynésienne. Par contre, dans notre ère multiculturelle, c'est plutôt par les revendications culturelles au niveau ethnique et religieux que le développement politique du pays est interpelé.

N*ous* faisons donc ce constat fondamental pour notre étude que le Parti Républicain du Peuple utilise encore les slogans de l'Etat de prospérité et l'Etat social de base économique pour répondre à des problèmes urgents du pays, comme la question kurde ou les différentes revendications religieuses (notamment, la portée du foulard et la reconnaissance des droits des étudiants de l'école de prière). La question kurde nous fournit un exemple flagrant: les solutions proposées sont généralement basées sur l'amélioration de la qualité de la vie des habitants des régions défavorisées du pays où, justement, la population majoritaire est kurde. Voici donc comment la tension s'augmente quand le problème est réduit à ses dimensions économiques et géographiques, alors que la reconnaissance de l'identité culturelle (sa langue, ses origines, son histoire) de l'ethnie kurde est complètement effacée.

Au vu de ces constats, notre propos s'est structuré autour de 4 chapitres. **Dans le premier chapitre**, nous avons commencé par exposer les grandes lignes de la théorie de la modernisation pour construire l'arrière plan de notre recherche. Ensuite, dans le même chapitre, nous avons également exposé l'idée néo républicaine. Nous avons pensé que le croisement des théories de modernisation et des théories républicaines pouvait nous aider à souligner qu'il existe une tension entre l'idée républicaine et les revendications sociales en Turquie qui met en cause le processus de démocratisation.

Le second chapitre a été consacré en premier lieu à la présentation de l'idéologie kémaliste et à la relation que le CHP entretient avec la social-démocratie afin de mettre en lumière notre problématique qui porte sur la tension entre l'idée républicaine et la démocratie au sein du CHP. Dans cette optique, nous avons essayé d'expliquer comment le CHP kémaliste qui se définit aujourd'hui comme social-démocrate, vu son appel à la justice sociale et à la redistribution égalitaire des

revenus, a connu des difficultés d'adaptation au *processus* de démocratisation inévitable de toute société multiculturelle.

Dans les parties suivantes de la thèse, nous avons donc tenté d'expliquer la raison de cette rigidité évidente du Parti. Ainsi, pour pouvoir montrer concrètement comment s'est produit la tension entre les élites républicaines[1] et la démocratie, nous nous sommes penchés, dans le dernier chapitre de la thèse, sur un corpus de discours prononcés par le leader du Parti. Mais avant, dans le **troisième chapitre,** nous avons entrepris une analyse de la sociale démocratie proposée par Bülent Ecevit et censée renaître à l'heure actuelle grâce au nouveau chef du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu. La rupture historique qu'a connue le CHP avec B. Ecevit et İnönü se reproduit aujourd'hui avec la rupture entraînée par la confrontation entre Baykal et Kılıçdaroğlu. Cette rupture est significative pour le changement de discours au sein CHP. La symétrie observée entre Ecevit et Kılıçdaroğlu nous a offert une piste de réflexion pour analyser le CHP et la social-démocratie à travers le débat sur les clivages culturels, notamment ceux ethniques et religieux.

Ainsi, la problématique centrale de notre recherche empirique peut être résumée de la façon suivante : comment la tension entre l'idée républicaine et la démocratie se structure-t-elle dans les discours du CHP ? Alors, notre **quatrième et dernier chapitre** est formé sur une analyse de discours du CHP prononcés par son leader Kemal Kılıçdaroğlu pendant les meetings réalisés dans la période du référendum qui a eu lieu le 12 septembre, au terme de 3 mois à partir du mois de juillet.

Le choix de cette période se justifie par les raisons suivantes :

La nouvelle constitution turque a été soumise à un référendum le 12 septembre 2010 au 20ème anniversaire du coup d'Etat de 1980. C'est l'opposition turque, représentée par le CHP, qui a saisi la Cour constitutionnelle contre ce texte qui apporterait des changements fondamentaux pour la vie politique et sociale du

[1] La distinction entre les élites bureaucratiques républicaines et les élites politiques démocrates est empruntée à Metin Heper pour qui, les élites bureaucratiques républicaines désignent les bureaucrates kémalistes et à la fois l'armée; et les élites politiques démocrates représentent les cadres dirigeants des partis en dehors du CHP. Ainsi, les élites politiques défendent la démocratie populaire et ils sont plus sensibles aux intérêts des groupes et des individus plutôt qu'à l'intérêt général tandis que pour les élites bureaucrates, l'importance est accordée d'abord à la consolidation de la République et ensuite à la démocratie. Metin Heper, *Türkiye'nin Siyasi Hayatı* (*La vie politique de Turquie, du point de vue théorique, historique et comparé*), Doğan Egmont Yayıncılık ve Yapımcılık Ticaret A.Ş. (maison d'édition), Février 2011(Première édition pour la traduction turque), İstanbul, page : 67.

pays. Par conséquent, la Cour constitutionnelle a annulé une partie des articles de la Constitution. Cependant, l'essentiel de ce nouveau texte, qui représente la première constitution civile de la Turquie, a été préservé. Les résultats du Référendum nous montrent que 49,5 millions d'électeurs ont été inscrits sur une population de 73 millions, et les sondages ont donné 58 % des votes pour le "oui" et 42 % des votes pour le "non".

Mais quelles sont les principales modifications qu'apportent la nouvelle Consitution?Le projet de la nouvelle Constitution propose que l'interdiction des partis politiques devienne plus difficile, et l'armée soit pour la première fois susceptible d'être soumise à la justice civile. La réforme soumet également la dissolution des partis politiques au contrôle du Parlement, dominé par l'AKP du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan. La révision constitutionnelle propose enfin de nouveaux droits pour les fonctionnaires et la protection de l'égalité des sexes, et ouvre la possibilité de juger les auteurs du coup d'Etat militaire de 1980.

Appréciée par l'Union européenne comme "un pas dans la bonne direction", la réforme limite les prérogatives de la justice militaire. Mais elle renforce également le parti démocrate-conservateur musulman au pouvoir, l'AKP, en apportant des changements importants au sein deux instances judiciaires bastions de longue date de la laïcité : la Cour constitutionnelle et le Conseil supérieur de la magistrature (HSYK), en charge de la nomination des juges et des procureurs. Pour l'opposition laïque ou nationaliste, cette réforme signifie surtout l'entrée de ceux qui sont proches de l'AKP au sein de la Cour constitutionnelle et du Conseil supérieur de la magistrature, qui permettra au parti de mieux contrôler le pouvoir judiciaire.

Ceci dit, cette période est doublement significative: premièrement, pour surprendre le positionnement du CHP envers le referendum et mettre en évidence la rupture que le parti a connue à travers son changement du leader. Deuxièmement, comme cette période tombe juste après l'arrivée de Kılıçdaroğlu à la tête du CHP, elle est également une occasion pour faire la première présentation de sa politique auprès du peuple turc lors des rencontres.

Pour construire notre analyse de cas, nous avons dépouillé tous les discours de Kılıçdaroğlu prononcés lors des visites dans le pays faites dans la cadre du processus de Référendum. Rendant l'atmosphère des élections législatives, les rencontres ont été réalisées au total dans 59 villes anatoliennes et à Istanbul, où l'on

peut distinguer une certaine diversité de tendances politiques selon l'appartenance ethnique, géographique et religieuse. L'étude de ces rencontres durant le Référendum s'est avérée utile pour illustrer les idées principales concernant la compréhension de la social-démocratie par le CHP républicain.

Enfin, cette analyse de discours nous a conduit à des conclusions qui démontrent largement notre thèse initiale selon laquelle il existe entre l'idée républicaine et la démocratie en Turquie une tension manifeste dans ces discours véhiculant l'idéologie kémaliste républicaine.

Voici les conclusions générales tirées de la présente thèse:

En premier lieu, nous avons constaté que les raisons pour lesquelles le Parti Républicain du Peuple refuse le projet constitutionnel *reposent* majoritairement sur des motifs économiques. *Ainsi*, le leader du parti se demande à plusieurs reprises si ce projet répond aux besoins des ouvriers, fonctionnaires et des retraités de l'Etat. De la même manière, nous avons clairement vu qu'il existe l'idée de développement économique est fortement mise en avant dans les rencontres organisées dans les villes situées à l'Est et au Sud-est du pays *où vivent des communautés de kurdes*. La question kurde a été ainsi réduite aux dimensions économiques et géographiques.

D'autre part, le leader du Parti Républicain du Peuple souligne à plusieurs reprises que la politique menée par son parti **est respectueuse des différences** ethniques et culturelles. L'appel à l'unité nationale tient place de solution aux conflits issus des différences religieuses et ethniques.

Par l'analyse du corpus de discours, nous avons réussi à démontrer que le Parti utilise un vocabulaire républicain pour parler des problèmes graves du pays, comme la question kurde et la reconnaissance des droits religieux.

Un deuxième point qui nous a attiré l'attention est liée au fait que pour le leader du Parti les écoutes téléphoniques illégales et les meurtres non résolus représentaient les seuls problèmes de la démocratisation de la Turquie. Ce point nous a donné la possibilité de comprendre que la démocratie selon le Parti Républicain du Peuple est donc considérée d'abord comme le droit de contestation. Par contre, une telle réduction du problème porte en soi les symptômes de la tension en ce qui concerne la relation entre l'idée républicaine et la démocratie en train de cristallisation au sein du parti. Ainsi, l'accent mis sur l'unité nationale nous montre

que le Parti s'est approprié l'idée républicaine, de protection de l'intérêt général commun face aux intérêts particuliers.

De la même manière, la définition de la citoyenneté fournie par le Parti Républicain du Peuple kémaliste et soulignée dans toutes les réunions. L'on a constaté un refus catégorique des idées portant sur les différences ethniques et culturelles et de toute valorisation d'un passé commun. Cette position explique d'ailleurs pourquoi le Parti Républicain du Peuple est défavorable au changement constitutionnel.

Nous avons donc pu argumenter pourquoi l'autocritique et l'alternative au statu quo apportées par les partis social-démocrates de lOccident n'ont pas trouvé un écho au sein du Parti Républicain du Peuple qui se réclame être le parti fondateur de l'Etat. Autrement dit, le parti n'a pas trouvé la bonne manière de faire face au défi de l'idéologie kémaliste officielle. Nous avons essayé d'apporter une explication à cette situation par la notion de rigidité adaptative dans différentes parties de notre thèse.

Pour toutes les raisons invoquées ci-dessus, nous pouvons affirmer que nous avons démontré la présence d'une tension réelle entre l'idée républicaine et la démocratie en train de se cristalliser au sein du Parti Républicain du Peuple turc.

ABSTRACT

The main objective of this thesis is to demonstrate that the existence of a " tension between the republican idea and the democracy within the Republican People's Party (CHP)" in Turkey. The referendum on the constitutional change which took place on September 12th, 2010 provoked a grave crisis within the CHP. It is widely criticized by the public opinion that a party like the CHP, both defining itself social democrat and definitely refusing the project of constitutional change, where the current constitution was drafted in 1980 by the actors of the last coup d'état. Consequently, the republican kemaliste ideology conveyed by the CHP has become the center of further questioning nowadays.

The debate around the construction of a sustainable democracy and its consolidation continues in Turkey is also significant for efforts to understand the process of modernization of the country. This is the starting point of our quest for the social democrat understanding of the Republican People's Party. The argumentation here bases on proving the existence of an incompatibility between the republican idea and the democracy as crystallized within the Republican People's Party.

Historically, the social democrat position of the Republican People's Party can be traced back to 1970s, when Bülent Ecevit, its leader at that period, launched the movement of "left of the center". Its essential principles were based on the emphasis for the social justice, moderate intervention of the State in the economic life and support for the private sector where they show respect the common national interests.

None of these political principles caused a tension between the republicans' vision and the democracy in the period following the Second World War, when the keynesian economic system kept bringing effective solutions for the democratic demands. Moreover, there was compatibility with the republicans' ideals who grant a crucial role to the equality of all the citizens in front of the law.

Therefore, the Republican People's Party, who had developed a left oriented speech in the 80's based on the redistribution of income, had begun to face difficulties in renewing their social-democratic vision when the period of the political economy ended and the phase of the political culture replaced (see J.G.A. Pocock). In other words, as the neo-republican theory is underlined, the economic development as the indispensable element of the modernization inevitably gave rise to the specialization of the individuals in the society and entailed a relative decline of the social fabric. Coincidental appearance of the cultural identities as a result of such a process at that period, made the reduction of the problem incapable to a simple economic or geographical dimension. Then, the construction of the citizenship established on a common past became questionable.

In this perspective, the present thesis tries to understand why the Republican People's Party, who introduces itself social democrat, faces difficulties in adaptation to the process of democratization. Because, in the current geography where it develops, the economic answers given to the social demands turn out insufficient. Here, we can notice the necessity of developing policies capable of answering the social needs of the ethnic or religious groups. Therefore, the will of preservation of the republican values in Turkey engenders a tension between the democracy and the republican idea.

During the supervision of its previous leader Deniz Baykal (1992-2010), the Republican People's Party faced this tension at maximum levels especially because of the extremely rigid attitude of its leader. The arrival of the new leader Kemal Kiliçdaroglu aroused movements of reforms within the party. In the history of the Republican People's Party there was a similar break, when Bülent Ecevit won the leadership in front of Ismet Inönü. By using the same slogan as Ecevit, today Kemal Kiliçdaroglu tries to carry the same fought previously led by Ecevit in turning the face of the party towards the social democracy. This time, Kiliçdaroglu tries to fill the distance between the party and the people, given the fact that his party is always accused as centrist, state biased and elitist.

One of the main arguments of this study is the fact that, current utilization of exactly the same messages as Ecevit makes the well-known tension more apparent. Because the call of the social justice, the equaliterian redistribution of income, interventionism and state control in the underdeveloped regions of the country are all

policies which represented solutions during the years of keynesian economic management. On the other hand, in today's multicultural era, it is rather by the cultural demands at the ethnic and religious level that the political development of the country is tested.

Thus, the fundamental point of this study is as follows : the Republican People's Party still uses the slogans of the welfare state and the social state of economic base to answer urgent problems of the country, such as the Kurdish question or the various religious demands (particularly, the women's wearing scarf and the recognition of the rights of the students of the islamic schools. The Kurdish question supplies us a blatant example: the proposed solutions are generally based on the improvement of the quality of life of the inhabitants in the regions where the majority population is Kurdish. So, here the tension increases when the problem is reduced to its economic and geographical dimensions, while the recognition of the cultural identity, mother tongue, origins and history of the Kurdish ethnic group is completely erased.

In view of these points, the study is formed around 4 chapters. In the **first chapter**, we began by explaining the main lines of the theory of the modernization in order to build the background of the study. Then, in the same chapter, the neo - republican idea is also displayed. It is believed that, the cross-examination of the modernization and the republican theories could help us to understand the existence of a tension between the republican idea and the social demands in Turkey which questions the process of democratization.

The **second chapter** is mainly dedicated to the presentation of the Kemaliste ideology and the CHP's policies of the social democracy. These policies are related to the tension between the republican idea and the democracy within the CHP. In such an approach, it is tried to explain how the kemaliste CHP defines itself as social democrat today, together with its calls for the social justice and the equaliterian redistribution of income and faces difficulties of adaptation in the process of inevitable democratization with a multicultural society.

In the following parts of the thesis, we thus tried to explain the reason of this evident rigidity of the Party. In order to be able to present concretely how the tension

is occurred between the republican elites[2] and the democracy, quotations from the speeches pronounced by the leader of the Party are analyzed in the last chapter of the thesis. But before, in the **third chapter**, we undertook an analysis of social democracy proposed by Bülent Ecevit and supposed to be reborn nowadays thanks to the new leader of the CHP, Kemal Kiliçdaroglu. The historic break which knew the CHP previously with B. Ecevit and Inönü reproduces with the break pulled by the confrontation between Baykal and Kiliçdaroglu today. This break is significant for the change of speech in the CHP. A symmetry is observed between Ecevit and Kiliçdaroglu offered us a track of reflection to analyze the CHP and the social democracy through the debate on the cultural splits, particularly those of ethnic and religious.

Therefore, the central problem of our empirical research can be summarized in the following way: how the tension between the republican idea and the democracy forms itself in the speeches of the CHP? Then, **our fourth and last chapter** is formed on an analysis of speech of the CHP pronounced by its leader Kemal Kiliçdaroglu during meetings realized for the period by the referendum which took place on September 12th, in the term of 3 months from July.

The choice of this period justifies itself by the following reasons : The new Turkish constitution was subjected to a referendum on September 12th, 2010 in the 20th anniversary of 1980 coup d'état. It is the Turkish opposition, represented by the CHP, that seized the Constitutional court against this text which would bring fundamental changes for the political and social life of the country. Consequently, the Constitutional court cancelled some articles of the Constitution. However, the main part of this new text, which represents the first civil constitution of Turkey, was protected. The results of the Referendum show us that 49,5 million voters were registered on a population of 73 millions, and the polls gave 58 % of the votes for "yes" and 42 % of the votes for "no".

---

[2] The distinction between the republican bureaucratic elites and the democratic political elites is taken from Metin Heper, for whom, the republican bureaucratic elites indicate the kemalist bureaucrats and at the same time the army; and the democratic political elites represent the executives of the parties except the CHP. So, the political elites defend the people's democracy and they are more sensitive to the interests of the groups and the individuals rather than to the general interest whereas for bureaucratic elites, the importance is granted at first to the consolidation of the Republic and then to the democracy. Metin Heper, *Türkiye'nin Siyasi Hayatı* (The political life of Turkey, the theoretical, historic and compared point of view), Doğan Egmont Yayıncılık ve Yapımcılık Ticaret A.Ş. (Publishing house), in February, 2011 (First edition for the Turkish translation, İstanbul, page : 67

But what are the main modifications bring by the new Constitution? The project of the new Constitution proposes that the ban on the political parties becomes more difficult, and the army is for the first time susceptible to be subject to the civil justice. The reform also subjects the dissolution of the political parties to the control of the Parliament, dominated by the AKP of the Prime Minister Recep Tayyip Erdogan. The constitutional revision proposes finally new rights for the state employees and the protection of the gender equality, and open the possibility of judging the actors of military coup d'état of 1980.

Appreciated by the European Union as " one step in the right direction", the reform limits the privileges of the military justice. But it also strengthens the Muslim democratic-conservative party in the power, the Justice and Development Party (AKP), by bringing changes important for the breast two judicial authorities long-time bastions of the secularism: the Constitutional Court and the Council for the Judiciary (HSYK), in charge of the appointment of the judges and the prosecutors. For the secular or nationalist opposition, this reform means especially the entrance of those who are friendly to the AKP within the Constitutional court and within the Council for the Judiciary, who will allow the party to control better the judiciary.

This period is significant in two ways: in the first place, to present the location of the CHP to the referendum and the break experienced in the party through its change of the leader. Secondly, as this period falls just after the arrival of Kiliçdaroglu to the head of the CHP, it is also an opportunity to explain its policies to the Turkish people during the meetings.

In order to build our case studies, we obtained all of the speeches of Kiliçdaroglu pronounced during the country-wide visits during the process of Referendum. Returning the atmosphere of the general election, the meetings were realized in 59 Anatolian cities and in Istanbul, where we can distinguish a certain variety of political tendencies according to the ethnic, geographical and religious membership. The study of these meetings occurred during the Referendum turned out useful to illustrate the main ideas concerning the understanding of the social democracy by the republican CHP.

Finally, this analysis of speeches led to us to conclusions which demonstrate widely our initial thesis. According to them an obvious tension exists between the

republican idea and the democracy in Turkey also reflected in these speeches which convey the kemaliste and republican ideology.

Here are the general conclusions derived by the present thesis: First of all, we noticed that the reasons for which the Republican People's Party refuses the constitutional project mainly due to economic motives. That's why, the leader of the party wonders repeatedly if this project meets the needs of workers, civil servants and the retired people. Similarly, we clearly saw that, the idea of economic development is strongly emphasized in the meetings organized in cities located in the East and the Southeast of the country where Kurdish communities live. The Kurdish question was so reduced to the economic and geographical dimensions.

On the other hand, the leader of the Republican People's Party underlines repeatedly that the policies led by his party is respectful to ethnic and cultural differences. The call for the national unity still holds the central place for solution of the conflicts stemming from religious and ethnic differences.

By the analysis of the texts of speeches, we managed to demonstrate that the Party uses a republican vocabulary to speak about the grave problems of the country, such as the Kurdish question and the recognition of the religious rights.

A second point which attracts our attention is related to the fact that, for the leader of the Party the illegal phone-tapping and the unsolved murders represented the main problems of the democratization of Turkey. This point gave us the possibility of including that the democracy according to the Republican People's Party is thus considered at first as the right of contesting. On the other hand, such a reduction of the problem carries the symptoms of the tension in itself as regards the relation between the republican idea and the democracy crystallization within the party. So, the accent put on the national unity shows us that the Party appropriated the republican idea, of protection of the common general interest in front of particular interests.

In the same way, the definition of the citizenship supplied by the kemaliste Republican People's Party and underlined in all of the meetings. We noticed a downright refusal of the ideas concerning the ethnic and cultural differences and any valuation of common past. This position further explains why the Republican People's Party is unfavorable to the constitutional change.

We were thus able to argue why the self-criticism and the alternative in the status quo brought by the social democratic parties in the west did not find an echo within the Republican People's Party which refers to be the founding party of the State. In other words, the party did not find a proper way of facing the challenge of the official kemaliste ideology. We tried to bring an explanation to this situation by the notion of adaptive rigidity in various sections of our thesis.

For all the reasons mentioned above, we can assert that we have demonstrated the presence of a real tension between the republican idea and the democracy crystallizing within the Turkish Republican People's Party.

ÖZET

Bu çalışmanın temel hedefi Cumhuriyet Halk Partisi bünyesinde cumhuriyetçi düşünce ile demokrasi arasında bir gerilimin var olduğu savını kanıtlamaktır.12 Eylül 2010 tarihinde gerçekleştirilen ve mevcut anayasanın değiştirilmesine ilişkin referandum CHP adına ciddi bir krize yol açmıştır. Cumhuriyet Halk Partisinin kendisini sosyal demokrat bir parti olarak tanımlıyor olmasına rağmen, 1980 askeri darbesi sonrasında yürürlüğe girmiş olan bir anayasanın değişmesi projesini reddediyor olması partiyi çok sert eleştirilere maruz bırakmıştır. Bu durumun bir başka sonucu da CHP tarafından taşınan cumhuriyetçi Kemalist ideolojinin yeniden sorgulanması olmuştur.

Öte yandan, süreklilik gösteren bir demokrasinin Türkiye'de oluşması ve sağlamlaştırılması çevresindeki tartışmalar, ülkenin modernleşme sürecinin anlaşılması açısından önem kazanmaktadır. Bu noktadan hareketle, Cumhuriyet Halk Partisi'nin sosyal demokrasi algısının araştırılması çalışmamızın başlangıç noktasını oluşturmuştur. Kanıtlamaya çalıştığımız düşünsel yapı, Cumhuriyet Halk Partisi'nde cumhuriyetçi düşünce ile demokrasiye ilişkin değerler arasında bir uyumsuzluk gösterdiğidir.

Tarihsel olarak, CHP'nin sosyal demokrat duruşu o dönem başkanlığını yapmakta olan Bülent Ecevit'in Ortanın Solu fikrini öne sürmesini takiben 1970'lere kadar uzanır. Söz konusu yaklaşımın temel prensipleri sosyal adalet, iktisadi alanlarda devletin ılımlı müdahalesi, özel teşebbüsün ulusal çıkarların hizmetinde çalışmak koşuluyla desteklenmesi olmuştur. Bu siyasal prensiplerden hiçbirisi İkinci Dünya Savaşı sonrasında refahı sağlamak üzere yapılanmış Keynes'çi iktisadi düzenin hüküm sürdüğü dönemde cumhuriyetçilerin bakış açısıyla demokrasi arasında bir gerilim yaratmamış, aksine demokratik talepler karşısında somut çözümler ortaya koymuştur. Aslına bakılacak olursa demokrasi ve tüm vatandaşları

kanun önünde eşit olarak gören cumhuriyetçi düşünce arasında bir uyumdan bahsetmek bile söz konusu olmuştur.

Bu şekilde Cumhuriyet Halk Partisi'nin 1980lerde gelirlerin yeniden dağıtılması üzerinden geliştirdiği sol söylem, yeni cumhuriyetçi düşünürlerden J.G.A.Pocock'un ilk kez olarak çalışmalarına konu ettiği ekonomi politikaları dönemin yerini kültür politikalarına bırakmasıyla, sosyal demokrat vizyonunu yeniden gözden geçirmekte zorlanmıştır. Bir diğer deyişle, yeni cumhuriyetçi kuramın altını çizdiği modernleşmenin önkoşulu olarak öne sürülen ekonomik gelişmenin, kaçınılmaz olarak toplumdaki bireylerin uzmanlaşması ve özgünleşmesine yol açarak, sosyal dokunun göreceli olarak çözülmesine yol açmıştır. Tam da bu noktada sürecin doğal bir sonucu olarak ortaya çıkan kültürel kimlikler, problemin basitçe coğrafi ya da ekonomik bir boyuta indirgenmesini artık imkânsız kılmaktadır. Bu şekilde birlikte yaşanmış geçmişe dayandırılan vatandaşlık düşüncesi artık daha çok sorgulanır olmuştur.

Bu açıdan bakıldığında, bu tezin amacı kendisini sosyal demokrat bir parti olarak tanımlayan Cumhuriyet Halk Partisi'nin, demokratikleşme sürecine adapte olmakta neden zorlandığını anlamaya çalışmaktır. Çünkü aslında, gelişen güncel coğrafyada sosyal talepleri verilen iktisadi yanıtlar yetersiz kaldığını görmekteyiz. Bunun sonucu olarak ise etnik ve dini grupların sosyal ihtiyaçlarına cevap verebilecek politikalar üretmenin gerektiğini anlayabiliyoruz. Böylece, Türkiye'deki cumhuriyetçi değerlerin korunması arzusu kendi içerisinde demokrasi ve cumhuriyet fikri arasında bir gerilimi de yaratmaktadır.

Önceki lideri Deniz Baykal (1992-2010) yönetimindeki Cumhuriyet Halk Partisi'nin bu gerilimi doruk noktalarında yaşamasının temel nedenlerinde birisi, liderinin bu yönde katılaştırarak güçlendirilmesine dayanan davranışı oldu. Kemal Kılıçdaroğlu'nun başkanlığa gelişi parti içinde reformcu hareketlerin oluşmasına yol açtı. Cumhuriyet Halk Partisi tarihinde benzer bir zaman Bülent Ecevit'in İsmet İnönü'ye karşı kazandığı yenilikçi zafer ile vuku bulmuştur. Günümüzde Ecevit'çi bir sloganı benimseyen Kemal Kılıçdaroğlu, şimdi partisini yeniden gerçek bir sosyal demokrasi partisi yönüne çevirerek partisinin her zaman merkeziyetçi, devletçi ve seçkinci olmakla suçlanması yönündeki önyargıları kırmaya ve halkla arasında köprü olmaya çalışmaktadır.

Çalışma konumuzun ana savlarından birisi de aynı Ecevit'çi söylemin günümüzde hala kullanılır olmasının aslında gerginliği daha da belirgin hale getirmesine dayanmaktadır. Çünkü aslında, sosyal adalet, ülkenin az gelişmiş bölgelerde gelir ve devlet müdahalesinin eşitlikçi yeniden dağıtılması için yapılan çağrı Keynes'çi iktisadi yönetim döneminde geçerliliği olan siyasi çözümlerdir. Buna karşılık, bizim çok kültürlü toplumlarımızda siyasi gelişim etnik ve dini taleplerle sınava tabi tutulmaktadır. Dolayısıyla çalışmamızda Cumhuriyet Halk Partisi'nin Kürt sorunu ve eşarp kapsamı ve İmam ve Hatip Okullarındaki öğrencilerin haklarının tanınması dâhil olmak üzere dini talepler gibi ülkenin acil sorunları karşısında, refah devletinin sloganlarını ve bu sosyal sorunlar karşısında ekonomik temelli içerikler kullandığı çalışmamızın öne sürdüğü iddialara temel hazırlamaktadır.

Kürt sorunu bizler için bu konuda açık bir örnek teşkil ediyor: bu sorunun çözümü için önerilen çözümler genellikle aslında ülkenin çoğunlukla nüfus Kürt dezavantajlı bölgelerinde yaşayan insanların yaşam kalitesini artırmaya dayanmaktadır. Tam da bu noktada, Kürt etnik kültürel kimliğinin tanınması (dili, kökeni, tarihi) tamamen silinmesiyle birlikte, sorunun ekonomik ve coğrafi boyutları indirgendiğinde gerilimin nasıl arttığını görmekteyiz.

Bu bulgular göz önüne alındığında, tartışmamızı dört bölüm çevresinde yapılandırdık. İlk bölümde, öncelikle araştırma arka plan oluşturmak için modernleşme teorisinin ana hatlarını açıklamaya çalıştık. Yine aynı bölümde, aynı zamanda yeni cumhuriyetçi düşüncenin dayandığı temel prensipleri gözler önüne serdik. Tezin ortaya çıkmasında fayda sağlayan teorik arka plan, modernleşme ve cumhuriyetçi düşünce kuramlarının kesiştiği nokta olarak kurgulanmıştır çünkü Türkiye'de toplumsal talepler arasında bir gerilim olduğunu vurgulamak için yardımcı olacağını düşündüğümüz alt yapı cumhuriyetçi fikir ve demokratikleşme sürecini içermektedir.

İkinci bölüm CHP içinde cumhuriyetçi düşünce ve demokrasi arasındaki gerginlik ile ilgili sorunlarımızı vurgulamak için öncelikle Kemalist ideolojinin sunumuna, sonra da CHP'nin sosyal demokrasi ile olan ilişkisinin açılmasına ayrılmıştır. Bu amaçla, bugün kendisini sosyal demokrat olarak tanımlayan Kemalist CHP'nin, sosyal adalet ve gelirin eşitlikçi dağıtımı üzerinden yaptığı çağrı olarak algıladığı sosyal demokrasinin modernleşme sürecine uyum sağlama mücadelesinde

herhangi bir demokratik çok kültürlü toplumda kaçınılmaz olarak nasıl zorluk yaşadığını açıklamaya çalıştık.

Tezin ilerleyen bölümlerinde, yaşanan bu gerilimi sebepleriyle birlikte CHP'ye ilişkin "adaptasyon sertliği" kavramı ile temellendirmeye çalıştık. Üçüncü bölümde, Bülent Ecevit tarafından önerilen ve CHP'nin yeni lideri Kemal Kılıçdaroğlu ile şu anda sözde yeniden doğuş içinde olan sosyal demokrasinin bir analizini yapmaya çalıştık. CHP içerisinde Kılıçdaroğlu'nun Deniz Baykal ile yaşadığı tarihsel kopma İnönü ve Ecevit arasında tarihsel olarak vuku bulmuş çatışma nedeniyle simetrik olarak bugün yeniden üretilmiştir. Bu kırılma ve CHP içindeki rota değişikliği bizim çalışma konumuz için önemlidir. Ecevit ve Kılıçdaroğlu arasında gözlenen simetri bize etnik ve dini de dâhil olmak üzere kültürel bölünmeler üzerinde tartışma olanağı ile CHP ve sosyal demokrasiyi geniş olarak analiz etmek için bir yol haritası sunmuştur.

Böylece, deneysel araştırmamızın temelindeki meseleyi şu şekilde özetlenebiliriz: cumhuriyetçi fikir ve demokrasinin yapısı arasındaki gerginlik Cumhuriyet Halk Partisi'nin söyleminde nasıl yeniden şekillenmektedir? Böylece, söz konusu gerilimin Cumhuriyetçi seçkinler ve demokrasi arasında nasıl oluştuğunu somut olarak göstermek için, tezin dördüncü ve son bölümünde, partinin liderine ait referandum sürecinde gerçekleştirmiş olduğu konuşmalarını ele aldık. Bu şekilde, Temmuz 2010 tarihinden başlamak suretiyle 12 Eylül tarihinde yapılan referandum dönemine kadar yapılan mitingler sırasında CHP lideri Kemal Kılıçdaroğlu tarafından yapılan konuşmaların söylem analizi çalışmamızın deneysel bölümünü oluşturur.

Deneysel araştırmamız için bu belirli dönem aralığını seçmemizin bazı haklı sebepleri bulunmaktadır: İlk olarak, Türk Anayasası 12 Eylül 1980 darbesinin 20. yıldönümü olan 12 Eylül 2010 tarihinde referanduma sunulmuştur. CHP, ülkenin siyasi ve sosyal hayata köklü değişiklikler getirecek bu anayasal değişiklik girişimine karşı tavrını ortaya koymak için durumu Anayasa Mahkemesi'ne taşımıştır. Bu durumun sonucunda, Anayasa Mahkemesi önerilen yeni Anayasa paketinde bazı maddeleri iptal etmiştir. Ancak, Türkiye'nin ilk sivil anayasa temsili olarak yeni Anayasa'nın maddelerinin çoğu korunmuştur. Halk oylamasında onaya sunulan Referandum sonuçları, 73 milyonluk bir nüfusta, kayıtlı 49,5 milyon seçmen

içerisinden % 58'inin "hayır" oyu verdiğini , "evet" içinse % 42 'sinin oy verdiğini göstermektedir.

Peki, yeni bir Anayasa ile getirilmesi öngörülen başlıca değişiklikler nelerdir? Hazırlanan yeni anayasa paketi göre siyasi partilerin yasaklanması daha zor hale gelmesini sağlamaktadır ve ilk defa ordu sivil adalete tabi kılınmaktadır. Reform ayrıca siyasi partilerin kapatılmasını Başbakan Recep Tayyip Erdoğan'ın partisi olan Adalet ve Kalkınma Partisi'nin (AKP) kontrolündeki Parlamento'ya bırakmaktadır. Son olarak söz konusu anayasa değişikliği çalışanların ve cinsiyet eşitliğinin korunması için yeni haklar teklif ederken,1980 askeri darbesinin faillerinin yargılanmasına imkân da açmaktadır.

Avrupa Birliği tarafından "doğru yönde atılmış bir adım" olarak takdir gören reform, askeri adli imtiyazlarını sınırlamaktadır. Öte yandan, laikliğin uzun süredir kanatlarını oluşturan iki önemli makamda önemli değişiklikler getiren reform paketi, muhafazakâr demokrat bir parti olarak kendisini tanımlayan iktidardaki AKP'yi güçlendirir: Anayasa Mahkemesi ve Hâkimler ve Savcılar Yüksek Kurulunu'nun atanmasından artık AKP sorumludur. Laik ve milliyetçi muhalefet için, reform sonrasında partinin yargı üzerindeki denetimini arttıracağı endişesi söz konusudur.

Anayasa değişikliği karşısında ana muhalefet partisinin ve temsil ettiği cumhuriyetçi bakış açısının kendisini nasıl ifade ettiğini anlamak için deneysel çalışmamızda referandum sürecinde, Kılıçdaroğlu tarafından gerçekleştirilen tüm konuşmalar analiz edilmiştir. Nitel veri analizi sistemine dayanan Nvivo'nun kullanıldığı çalışmada, seçim atmosferinde gerçekleşen toplantıların yapıldığı şehirleri, etnik köken; coğrafya ve din ile politika eğilimleri arasında bir çeşitlilik ayırt etmek suretiyle Anadolu ve İstanbul olarak toplam 59 ilde tasnif etmiş bulunmaktayız. Referandum sırasında gerçekleştirilen söz konusu mitinglerin, cumhuriyetçi CHP'nin yansıttığı sosyal demokrasi anlayışı ile ilgili temel fikirleri göstermek için yararlı olduğu düşündüğümüz için konuşma metinlerini detaylı olarak incelemiş bulunuyoruz.

Sonuç olarak söz konusu söylem analizi bizi başlangıçta öne sürmüş olduğumuz cumhuriyetçi bakış açısı ve demokrasi arasında Cumhuriyet Halk Partisi bünyesinde görünür olan gerilimin açığa çıkartılması adına bazı tespitler öne sermiştir.

Elde ettiğimiz çıkarımlardan kısaca bahsedecek olursak: İlk olarak, Cumhuriyet Halk Partisi anayasa taslağını reddetme dayanaklarının büyük oranda ekonomik nedenlere temellendiği görülmüştür. Yapılan analiz sonucunda yaklaşık her konuşmada söz konusu anayasa değişikliğinin, işçilerin, çalışanların ve devletin emeklilerin ihtiyaçlarını ne kadar karşıladığı sorulmuş ve değişikliğin açıkça hiçbir refah değişimi öngörmediği ifade edilmiştir. Benzer şekilde, Kürt toplulukların yaşadığı ülkenin doğu ve güney kentlerinde düzenlenen toplantılarda şiddetle ekonomik gelişme fikrini fikrinin vurgulandığı görülmüştür. Daha açık bir ifade kullanılacak olursa, Kürt sorununun ekonomik ve coğrafi boyutlara indirgenerek çözüme dair öneriler sunulduğu tespit edilmiştir.

Öte yandan, Cumhuriyet Halk Partisi'nin lideri Kemal Kılıçdaroğlu partisinin politikasının etnik ve kültürel farklılıklara saygı duymak olduğunu fakat politikanın etnik kimlikler ve dini aidiyetlerle ilgili olmadığının altını sık sık çizdiği tespit edilmiştir. Bu çerçevede ulusal birlik çağrısı dini ve etnik farklılıklardan kaynaklanan çatışmaları çözmek adına sıkça vurgulanmaktadır. Konuşma metinlerinin tamamını analiz ederek, Kemalist ideolojinin resmi taşıyıcısı olan Cumhuriyet Halk Partisi'nin Kürt sorunu ve dini haklarının tanınması gibi akut sorunlar karşısında cumhuriyetçi bir içerik kullandığını ortaya koyduk. Dikkati çeken ikinci bir konu ise parti liderine göre Türkiye'deki demokrasinin uygulanmasındaki öncelikli sorunların yasa dışı telefon dinleme ve faili meçhul cinayetler olduğu gerçeği ile ilgilidir. Bu noktadan yola çıkarak Cumhuriyet Halk Partisinin algısındaki ideal demokrasi anlayışının öncelikli olarak protesto etmek hakkı olarak görüldüğü şeklinde yorum yapmamız yanlış olmayacaktır. Buna karşılık problemin bu boyuta indirgenmiş olması parti içerisinde kristalleşen cumhuriyetçi bakış açısı ve demokrasi arasında bir gerilimin var olduğuna ilişkin belirtileri de gözler önüne sermektedir. Öte yandan, ulusal birliğe yapılan vurgu özel çıkarlarına karşı ortak çıkarlarını korumak için, partinin cumhuriyetçi bakış açısını ne denli sahiplenmiş olduğunu gösterir. Benzer şekilde, Kemalist Cumhuriyet Halk Partisi tarafından hemen her toplantıda vurgulanmış vatandaşlık tanımı, etnik ve kültürel farklılıkları fikir reddi olmuş ortak bir geçmişin yaşanmışlığına dayandırılmak istenmektedir. Bunun anlamı, Cumhuriyet Halk Partisi nezdinde hazırlanacak bir anayasanın her türlü dini ve etnik farklılık ve aidiyetlerden uzak tutulması şeklinde yorumlanabilir.

Bu noktalardan yola çıkarak özeleştiri ve Batı'daki sosyal demokrat partilerin yapmış olduğu gibi partinin kurucusu olan mevcut duruma (*statu quo*) bir alternatif

getirilmekte zorluk yaşanması gerçeği Cumhuriyet Halk Partisi bünyesinde gerilimin tırmanmasına yol açmaktadır. Bu durumu, çalışmamızın farklı bölümlerinde Türkiye'nin yakın geçmiş siyasal ve düşün hayatıyla ilgili çalışmalara dayandırmak suretiyle adaptasyon katılığı kavramı ile açıklamaya gayret gösterdik.

Bütün bu belirtmiş olduğumuz nedenlerden dolayı, Türkiye Cumhuriyeti'nin modernleşme bağlamında demokratikleşme sürecinde resmi ideolojinin taşıyıcısı olan Cumhuriyet Halk Partisi bünyesinde billurlaşan cumhuriyetçi düşünce ve demokrasi arasında gerçek bir gerilim varlığını kanıtlamış olduğumuz düşünüyoruz.

INTRODUCTION

Le débat autour de la construction d'une démocratie durable et sa consolidation se poursuit en Turquie que l'on s'efforce de comprendre le processus de modernisation du pays. Apprécié par l'Union européenne comme un bon pas pour la démocratie, le Parti de Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) au pouvoir a lancé un projet de changement de Constitution actuelle qui a été rédigée par les acteurs du coup d'état 1980. Prévoyant plusieurs modifications, le projet du changement constitutionnel est présenté à un referendum qui a eu lieu en septembre 2010.

De côté de l'opposition, le référendum sur le changement constitutionnel a provoqué une grave crise au sein du parti. De fait, l'idéologie républicaine véhiculée par le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) kémaliste est à l'heure actuelle au centre des nouvelles interrogations puisqu'il refuse largement le projet de changement constitutionnel que l'on considère comme un pas en avant pour la démocratisation du pays.

Le dictionnaire français Robert définit la « *tension* » par la signification fournie comme deuxième sens comme une crispation, ou « une tension de relation, un état de ce qui menace de rompre »[1]. Par conséquent, ce que nous entendons par la tension entre l'idée républicaine et la démocratie cristallisée au sein du Parti Républicain du Peuple, c'est que le CHP kémaliste républicain a une difficulté de compatibilité d'adapter son idéologie officielle avec les revendications démocratiques nouvelles venant des différentes parties de la société turque qui se réfèrent à la fois aux minorités nationales, aux populations autochtones marginalisées et aux minorités issues de milieux religieux. Pour comprendre la difficulté de cette

relation, nous constituons donc notre question de départ suite à la recherche de la compréhension social-démocrate du CHP. D'ailleurs, nous pensons que la compréhension de la social-démocratie du Parti Républicain du Peuple pose un problème dans sa considération de la démocratie lorsqu'il s'appuie sur son identité républicaine.

1. Présentation et mise en contexte théorique du sujet et de la question de départ et de l'objectif du travail

La constance social-démocrate du Parti Républicain du Peuple remonte aux années 1970, lorsque son leader Bülent Ecevit à l'époque, avait lancé le mouvement de « gauche du centre » dont les principes essentiels sont basés sur l'appel à la justice sociale, à l'intervention modérée de l'Etat dans les domaines économiques et à l'encouragement du secteur privé pour qu'il soit intégré au nom de l'intérêt national commun.

Aucune de ces activités politiques n'ont été source d'incompatibilité entre l'idée républicaine et la démocratie dans la période qui a suivi la seconde Guerre mondiale durant laquelle le système économique keynésien était efficace pour apporter des solutions aux revendications démocratiques. En effet, les problèmes démocratiques étaient acceptables pour les idéaux républicains qui accordent un rôle crucial à l'égalité des opportunités de tous les citoyens devant la loi.

Par conséquent, le Parti Républicain du Peuple (CHP) qui développait un discours de gauche à travers la redistribution des revenus jusqu'aux années 1980, a commencé depuis lors à connaître des difficultés à apporter des révisions à la vision social-démocrate.

Notre réflexion part de la constatation qu'il existe une tension entre l'idée républicaine et la démocratie cristallisant au Parti Républicain du Peuple suivant la compréhension de la social-démocratie par le parti par rapport à l'idéologie officielle kémaliste qu'il véhicule même si l'objectif ultime est de même la modernisation au sens du développement politique.

---

[1] Le Robert quotidien, " *tension: (2) état de ce qui menace de rompre, tension de relation, crispation*", Dictionnaires Le Robert, Paris : 1996, page: 1988.

Pour rendre possible la réalisation de notre analyse, nous estimons que le croisement de deux théories qui sont la théorie de modernisation et la théorie néo républicaine sera applicable. D'un côté, la théorie de la modernisation dont l'approche développementaliste met en lumière les processus du développement politique dans les sociétés non-occidentales, de l'autre côté, elle nous dispose les requis ou les conditions pour que le processus de développement soit achevé. Dans cette perspective, nous proposons de nous appuyer principalement sur les analyses fournies par Seymour Martin Lipset pour comprendre les éléments composants du développement politique. Lipset a délibérément soutenu plus largement que « tous les aspects divers de développement économique – l'industrialisation, l'urbanisation, la richesse et l'enseignement – ont si étroitement été en corrélation pour former un facteur majeur qui a le politique corrolaire de démocratie ».[2] Ainsi, la modernisation elle-même selon Lipset se manifeste en grande partie par le changement des conditions sociales qui favorisent une culture démocratique. Dans ce contexte, c'est particulièrement la redistribution et la citoyenneté qui empêche des ouvriers de la lutte révolutionnaire et l'égalité économique résultante qui tient compte de la démocratie efficace : « une société s'est divisée entre une grande masse appauvrie et une petite élite favorisée qui résulterait l'un ou l'autre dans l'oligarchie […] ou dans la tyrannie »[3].

La citoyenneté est un concept qui constitue également l'objet de l'idée républicaine selon laquelle la citoyenneté et la vertu au sens de l'engagement civique sont deux éléments constitutifs. Inversement à la théorie libérale du gouvernement représentatif selon laquelle l'Etat doit être neutre sur le plan éthique, le néo républicanisme accorde la priorité à l'action du citoyen, non à l'activité marchande de l'individu. La conception de l'idéal républicain de J.G.A. Pocock semble relever d'une vision éthique de la vie publique qui présuppose le partage par les citoyens d'une même conception du bien que les citoyens doivent défendre contre les menaces de corruption[4]. Un autre théoricien de l'idée républicaine, Philipp Pettit définit pour la première fois la liberté comme une non-domination. Pettit oppose à

---

[2] Seymour Martin Lipset, **Siyasal İnsan,** *(L'homme politique),* traduit de l'anglais par Mete Tunçay, éditions Teori Verso A.Ş., Ankara : 1986, page:40.

[3] Seymour Martin Lipset, **Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy**, American Political Science Review, No :53, Los Angeles : mars 1959, pages : 69-105.

[4] Serge Audier, **Le modèle de l'animal politique selon Pocock**, Les théories de la république, Editions la Découverte, Paris : 2004, page: 75.

l'idée libérale de la liberté comme absence d'interférence, l'idée républicaine de la liberté comme absence de domination[5].

Un point qui retient notre attention en ce qui concerne la théorie néo républicaine est liée à l'acceptation que la théorie de la modernisation soulignant le développement économique comme une condition préalable du développement politique, donne lieu à la spécialisation et à la diversification des individus dans une société et crée une conscience culturelle qui produirait le passage d'une phase de l'économie politique à une phase de culture politique. Autrement dit, la construction de la citoyenneté fondée sur un partage commun du passé se trouve finalement en quête avec les discussions identitaires accrues suivant les valeurs globales suivant la diversification qui peut mettre en cause relativement le déclin de l'esprit civique suivant les acquis du processus de la modernisation.

En ce qui concerne les républicains en Turquie représentés manifestement par le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP), il ne sera pas erroné de dire que le CHP qui se définit social-démocrate, maintient une politique de gauche basée sur la redistribution égalitaire des revenus et sur la justice sociale. Par contre, en fonction de la mission originale de transposer les principes kémalistes, le parti connait des difficultés d'adaptation dans l'examen de la démocratie que les sociétés modernes multiculturelles doivent passer. Parce qu'en effet, sur la géographie actuelle qui se développe, les réponses économiques apportées aux demandes sociales ne sont plus suffisantes et il existe une nécessité de produire des politiques capables de répondre aux besoins sociaux de bases ethniques ou religieuses. C'est ainsi que la tension entre la démocratie et l'idée républicaine apparaît au point de la conservation des valeurs républicaines en Turquie vu que les élites politiques démocratiques tenaient la démocratie populaire et sont plus sensibles aux intérêts des groupes et des individus plutôt qu'à l'intérêt général. Par contre, pour les élites bureaucrates, l'importance est accordée d'abord à la République et puis à la démocratie.

Plus clairement, comme l'a souligné la théorie néo républicaine que nous envisageons, le développement économique considéré comme le requis de la modernisation, a donné inévitablement lieu à la spécialisation des individus dans une

[5] Philip Pettit, **Républicanisme, Une théorie de la liberté et du gouvernement**, traduit de l'anglais par Patrick Savidan et Jean-Fabien Spitz, Paris : Editions Gallimard, 2004, pages :94-97.

société et a causé relativement le déclin du tissu social. La manifestation des identités culturelles comme résultat de ce passage, a rendu incapable de réduire le problème en une simple dimension économique ou géographique. Par là, la construction de la citoyenneté fondée à travers un partage commun du passé, se trouve en quête avec les discussions des identités inférieures accrues suivant les valeurs globales.

Le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) sous la direction de son précédent leader Deniz Baykal a connu cette incompatibilité au sommet aussi par le renforcement de la conduite spéciale de son leader. Une rupture par l'arrivée du nouveau leader Kemal Kılıçdaroğlu a suscité des mouvements rénovateurs au sein du parti. Historiquement, le Parti Républicain du Peuple (CHP) avait connu dans son histoire la symétrie de cette rupture quand Bülent Ecevit a emporté la victoire face à İsmet İnönü. En utilisant à la fois le slogan d'Ecevit, Kemal Kılıçdaroğlu essaie d'attraper le même vent mené à l'époque par Ecevit en faisant tourner le visage du parti à la social-démocratie. Ce faisant, Kılıçdaroğlu essaie de combler l'écart entre le parti et le peuple comme son parti est toujours accusé d'être centriste, étatiste et élitiste.

En regardant les scores obtenus à la suite du référendum en 2010, nous arrivons à voir que son intention n'a pas trouvé suffisamment de réponse même s'il espérait augmenter les scores du parti aux mêmes niveaux qu'il a connu dans les années 1970, comme l'avait fait Bülent Ecevit. Par contre, la tension se manifeste quand le parti s'approprie justement le même discours que prononçait Ecevit. Parce qu'en effet, l'appel à la justice sociale, la redistribution égalitaire des revenus et l'interventionnisme étatiste dans les régions sous-développées du pays sont des politiques qui trouvaient des réponses durant les années de gestion économique keynésienne. Par contre, dans notre ère multiculturelle, c'est plutôt par les revendications culturelles au niveau ethniques et religieuses que le niveau du développement politique du pays se questionne.

Dans cette perspective, nous pensons que le Parti Républicain du Peuple (CHP) utilise encore les slogans de l'Etat de prospérité et l'Etat social de base économique en face des questions du pays comme la question kurde ou les revendications religieuses basant sur le port du foulard et l'autorisation aux étudiants de l'école de prière d'obtenir les mêmes droits que ceux des étudiants classiques. Un exemple à cette conduite se produit manifestement pour la question kurde en quoi les solutions

accordées sont généralement basées sur l'amélioration des niveaux de vie des habitants des régions défavorisées du pays dont la population dominante est kurde. En effet, nous voyons que la tension augmente quand le problème est réduit aux dimensions économiques et géographiques en ignorant toute reconnaissance pour l'ethnie kurde suivant sa langue, ses origines, sa culture et son histoire.

Comme nous pouvons voir suivant l'approche néo républicaine, le développement économique comme la condition de la modernisation a donné lieu à la spécialisation des individus dans une société que les républicains voulaient unifier et uniformiser au départ et celle-ci a causé relativement le déclin du lien social. La manifestation des idées culturelles ont rendu incapables les solutions apportées par la réduction du problème à un niveau économique ou géographique.

Dans le premier Chapitre d'analyse, pour comprendre où se positionne le Parti Républicain du Peuple (CHP) dans le processus en Turquie et pour expliquer quel conflit social se traduit en la formation d'un parti, les relations entre la légitimité et l'efficacité du système sera suivie par une discussion des sources de clivage dans la société turque et les voies dont les résolutions diverses de questions historiquement cruciales résultent en formes de clivage qui réduisent le conflit à un niveau raisonnable. Finalement, le comportement de ces facteurs divers sur la compréhension de la social-démocratie par le CHP sera évalué.

Par conséquent, nous préférons emprunter le modèle fourni et utilisé par Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan en ce qui concerne la cristallisation et l'émergence des clivages au sein des partis nationaux. En tenant compte des interprétations diverses à propos de l'adaptabilité du modèle Rokkan sur le système partisan turc, nous sommes conscients du fait que la question sur le niveau auquel ce modèle correspond dans le cas turc est le sujet d'une autre étude qui exige une autre analyse approfondie. Alors, les études du politologue turc Şerif Mardin sont assez remarquables pour dire que la carte fournie par Lipset et Rokkan serait applicable dans le cas turc pour ce qui est de la révolution nationale qui met en cause les deux types de clivages ; Etat/église que l'on peut traduire comme Etat/religion dans notre cas et le centre/périphérie.

« *Les trois révolutions font naître des conflits qui vont se structurer en clivages fondamentaux. […]Deux de ces clivages constituent les produits immédiats de ce que Rokkan appelle 'révolution nationale' : centre/périphérie et Eglise/Etat* ». En

acceptant essentiellement la validité de la carte, Şerif Mardin souligne qu'il existe sûrement des spécificités de la société turque dont les clivages peuvent se traduire différemment.

Les révolutions nationales étudiées dans ce modèle, ont manifesté dans la vie politique et sociale la séparation d'une part entre l'Eglise (la religion) et l'Etat, et d'autre part révèle le paradoxe de centre-périphérie. En d'autres mots, ces contradictions de la vie politique que les partis nationaux et les partis religieux, d'autre part dans les partis des minorités ethniques, linguistiques ou culturelles comme une réaction aux politiques de différences de l'Etat-nation centralisé, s'expriment la diversité des forces environnementales. « *Deux de ces clivages sont des produits immédiats de ce que l'on pourrait appeler la 'révolution nationale' : le conflit entre le centre-édificateur d'une culture nationale et la résistance croissante des populations assujetties et ethniquement, linguistiquement ou religieusement distinctes, en province et dans la périphérie : le conflit entre l'Etat-nation, centralisateur, standardiste et mobilisateur, et les privilèges historiquement établis de l'Eglise* »[6].

C'est une contradiction qui se forme d'un côté entre l'Etat national avec la religion, et de l'autre côté se produit entre la culture dominante et culture minoritaire à travers lesquelles les forces politiques trouvent donc les formes d'expression. Dans tous les domaines où il existe le mouvement de la nationalisation, la volonté d'établir un pouvoir politique va de pair avec le processus de création de l'unité de la culture nationale et la langue. Cela tend aussi à détruire les autres cultures et langues qui résultent un choc entre le centre et la périphérie. Dans cette optique, la puissance du Parti de Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP), peut être considérée comme une victoire de la périphérie contre l'élite centrale qui correspond pleinement au schéma dessiné par Lipset et Rokkan.

Une fois que la tension sera précisée dans le deuxième Chapitre nous appuyant sur le cadre théorique dessiné dans le cadre du premier, nous allons essayer de repondre pourquoi cette tension est produite par la notion de rigidité d'adaptation de l'idéologie kémaliste républicain approprié par le CHP. Finalement, nous proposerons de restructurer concrètement cette tension au dernier Chapitre dans les

[6] Daniel-Louis Seiler, **Les partis politiques**, Paris : Armand Colin, 1993, page: 65.

discours du CHP prononcés par son leader, Kemal Kılıçdaroğlu vu que le CHP est connu comme un parti politique qui est fortement organisé autour de son leader.[7]

Ainsi, la problématique centrale de notre recherche peut être questionnée et résumée de la façon suivante : comment la tension entre l'idée républicaine et la démocratie se structure-t-elle dans les discours du CHP? Pour cela, nous voulons rappeler que le positionnement du CHP envers le changement constitutionnel soumis au Référendum de 2010 sera évalué.

D'ailleurs, la nouvelle constitution turque a été soumise à référendum le 12 septembre 2010 lors du 20ème anniversaire du coup d'Etat de 1980. C'est l'opposition turque représentée par le CHP qui a saisi la Cour constitutionnelle contre ce texte qui apporterait des changements fondamentaux pour la vie politique et sociale du pays. Par là, la Cour constitutionnelle a annulé une partie des articles. En revanche, l'essentiel de ce nouveau texte, qui représente la première constitution civile de la Turquie est préservé.

Dans cette optique, la nouvelle Constitution propose que l'interdiction de partis politiques devienne plus difficile, et l'armée sera pour la première fois susceptible d'être soumise à la justice civile. La réforme soumet également la dissolution des partis politiques au contrôle du Parlement, dominé par le Parti de Justice et de Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan. La révision constitutionnelle propose enfin de nouveaux droits pour les fonctionnaires et la protection de l'égalité des sexes, et ouvre la possibilité de juger les auteurs du coup d'Etat militaire de 1980. Mais elle renforce également le parti démocrate-conservateur musulman au pouvoir, l'AKP, en apportant des changements importants au sein deux instances judiciaires bastions de longue date de la laïcité : la Cour constitutionnelle et le Conseil supérieur de la magistrature (*Hakimler ve Savcılar Yüksek Kurulu*, HSYK), en charge de la nomination des juges et des procureurs.

[7] D'ailleurs, selon la Loi 5708 sur les partis politiques en Turquie modifiée le 28 mars 1986, la mission de représenter un parti appartient à son directeur général. De même, « le directeur général préside naturellement le Conseil Central de Décision et de Direction. » Disponible sur : http://mevzuat.basbakanlik.gov.tr/Metin.Aspx?MevzuatKod=1.5.2820&sourceXmlSearch=&MevzuatIliski=0, dernière consultation le 10 octobre 2011.

Les résultats du Référendum nous montrent que 49,5 millions d'électeurs inscrits, sur une population de 73 millions, ont voté. Par conséquent, les sondages ont donné 58 % des votes pour le « oui » et 42 % des votes pour le « non ».

Pour l'opposition laïque ou nationaliste, cette réforme signifie surtout l'entrée de ceux qui sont proches de l'AKP au sein de la Cour constitutionnelle et du Conseil supérieur de la magistrature, qui permettra au parti de mieux contrôler le judiciaire avant les élections législatives de juin 2011. Cette période est aussi significative concernant le positionnement du CHP envers le référendum et met en évidence la rupture que le parti a connue à travers son changement du leader. De plus, le fait que cette période tombe juste après l'arrivée de Kılıçdaroğlu à la tête du CHP, porte une importance pour faire la première présentation auprès du peuple turc lors des rencontres.

Pour construire notre grille d'analyse, nous avons recueillis tous les discours de Kılıçdaroğlu prononcés lors de son tour du pays dans la cadre du processus de référendum. Nous avons réussi à tirer les textes originaux des discours prononcés par le site internet officiel du Parti Républicain du Peuple que nous présentons également dans le logiciel utilisé que nous avons enregistré sur le CD-Rom attaché à la fin de notre travail.

Reflétant l'ambiance des élections législatives, les rencontres ont été réalisées nettement dans 59 villes anatoliennes où l'on peut distinguer une certaine diversité de tendances politiques selon l'appartenance ethnique, géographique et religieuse. Nous présentons la liste des villes étudiées dans l'Annexe 4.

Dans cette perspective, l'étude de ces rencontres durant le référendum est utile pour regrouper les idées principales qui nous offriront une piste d'analyse sur la compréhension de la social-démocratie du CHP républicain.

Finalement, cette analyse de discours pourra nous conduire à des conclusions pour la démonstration de notre thèse initiale selon laquelle il existe entre l'idée républicaine et la démocratie en Turquie que nous tenterons de structurer dans le discours du CHP véhiculant l'idéologie kémaliste républicaine.

Nous avons accès aux textes originaux prononcés lors des rencontres sur la page internet du Parti Républicain du Peuple (CHP). L'attention spéciale est mise sur la sélection des villes qui sont placées dans les différentes régions géographique de la

Turquie et représentent des caractères ethniques différents ainsi que leurs tendances religieuses.

2. Précision conceptuelle, explications méthodologiques et problèmes inhérents au sujet

Nous présentons les locations géographiques des villes choisies par Kılıçdaroğlu sur la Carte que nous trouvons en Annexe 1. Pour certains, la répartition géographique des villes est significative sur la tendance politiques de leurs citoyens. Généralement, le niveau économique et social des villes situées à l'ouest et au sud du pays est plus développé, dans lesquelles les habitants sont considérés plus modernes et moins religieux ; tandis que les populations de celles qui sont situées au nord et en Anatolie orientale et centrale sont moins développées au niveau économique, mais plus conservatrices au niveau religieux. La première difficulté s'apparaît lorsque nous faisons une classification concernant la population est mélangée avec la population alévie. Pour avoir une information précise, nous avons emprunté les données officielles fournies par la Fondation des Alévies (*Alevi Vakıfları Federasyonu*, AVF)[8].

La distribution ethnique présente une image plus complexe. Nous savons que la population kurde était à l'origine installée aux provinces orientales à l'Est et au Sud-est de la Turquie. En raison du mouvement migratoire des zones rurales vers les centres urbains, les grands groupes du peuple kurde vivent dans les grandes métropoles comme Istanbul, Ankara et Mersin. Selon l'Article 3 de la Constitution turque définissant que « l'Etat turc forme avec son territoire et sa nation une entité indivisible. Sa langue officielle est le turc »[9], le peuple kurde ne peut pas se présenter ou être identifié officiellement en tant que kurde durant le recensement. Pour pouvoir classer les villes à population kurde, nous avons emprunté les seules données fournies par le Parti de Paix et de Démocratie (*Barış ve Demokrasi Partisi*, BDP),

[8] Site officiel disponible sur http://www.alevifederasyonu.org.tr/, dernière consultation le 10 octobre 2011.

[9] La Constitution de la République de Turquie, Modifiée par la loi n°4121 du 23.7.1995, Première Partie, Principes Généraux, III. Intégrité de l'Etat, langue officielle, drapeau, hymne national et capitale, Article 3 : « *L'Etat turc forme avec son territoire et sa nation une entité indivisible. Sa langue officielle est le turc*. » Disponible sur http://www.bleublancturc.com/Turquie/anayasa.htm, dernière consultation le 10 octobre 2011.

parti pro-kurde montrant les gouvernements locaux que le BDP maintient le pouvoir au niveau régional. Sur un nombre de 18 villes en Turquie, le BDP maintient 98 mairies au niveau local et régional.[10] Parmi ces 18 villes, le CHP sous Kılıçdaroğlu a réalisé 7 meetings dans les villes différentes.

Conformément aux réflexions obtenues durant la recherche de la thèse, certains attributs sont assignés aux villes inscrites sur les tableaux dont nous trouvons les résultats. Les attributs que nous présentons sur le Rapport Sommaire Attributs dans l'Annexe 3 sont triples : l'appartenance ethnique, la location géographique, l'attachement religieux.

2.1. L'appartenance ethnique

Pour faciliter la classification de l'étude, les villes sont codées à partir des attributs comme « turc, kurde et mixte » selon les origines de la majorité de la population propre à chaque ville. En ce qui concerne de la population mixte, nous avons précisé que la population est mélangée.

Nous nous rappelons que le recensement fait en 1965 était le dernier en Turquie où on a interrogé les citoyens concernant leur appartenance ethnique et religieuse. Les informations fournies par le site internet officiel du Parti de Paix et de la Démocratie (BDP) sont acceptées comme la base de déterminer la classification ethnique des villes.

2.2. Localisation géographique

Le deuxième enjeu de l'encodage est fait selon les localisations géographiques des villes dans lesquelles Kılıçdaroğlu a présenté sa campagne du « non » au Référendum sur le projet du changement constitutionnel.

La classification montrant les positionnements des villes inscrites est attribuée au Nord, au Sud, en Anatolie centrale, à l'Ouest et à l'Est sur le Tableau. Nous avons accordé un attribut spécial pour le Sud-est de la Turquie justement pour obtenir une image plus précise concernant les villes à population kurde.

---

[10] Pour obtenir le nombre total des villes à population mélangée ou à la fois majoritaire kurde, nous avons emprunté les données fournies par le Parti de Paix et Démocratie (BDP) sur son site internet official montrant qu'il existe 18 villes dans lesquelles BDP a gagné le gouvernement local au niveau de 98 mairies.
Disponible sur http://www.bdp.org.tr/yerel-yonetimler/yerel-yonetimler.html, dernière consultation le 10 octobre 2011.

La répartition des villes est présentée sur la Carte des villes étudiées en Turquie que nous pouvons trouver en Annexe 1. La localisation géographique des villes correspondant aux régions choisies est aussi présentée dans la liste des villes étudiées que nous trouvons en Annexe 4.

2.3. L'attachement religieux

Nous nous rappelons que le recensement fait en 1965 était le dernier en Turquie ou on a interrogé les citoyens concernant leur appartenance ethnique et religieuse. Comme les données de recensement avant 1965[11] ont eu l'habitude de montrer la répartition religieuse de la population, l'interrogation officielle sur l'appartenance religieuse a été suspendue ensuite. Ainsi, le groupement des villes dans la liste selon l'attachement religieux est fait selon les données fournies par la Fondation des Alévies que nous avons téléchargé sur le site internet officiel.

D'autre part, nous avons choisit de ne faire aucune attribution aux minorités arméniennes et juives qui ont des appartenances différentes d'abord parce que le changement constitutionnel ne prévoit aucune modification sur leur situation actuelle et puis, ces minorités ne font pas parties d'une discussion politique à l'heure actuelle. C'est plutôt la question des alévies et les revendications sociales de la population pratiquante qui se mettent au devant pour tout ce qui est de question religieuse.

Par conséquent, l'attachement religieux est présenté en termes de groupements suivants :

- Le musulman sunnite ne désigne que la majorité de la population en Turquie qui est musulmane sunnite en termes de groupe religieuses.
- Alévies - L'alévisme constitue la seconde religion en Turquie après le sunnisme. Il représente entre 20 à 25 % de la population nationale. Il se distingue par son non-dogmatisme des dogmes religieux tels le sunnisme ou le chiisme. Bien qu'il soit de tradition très ancienne, certains voient en l'alévisme l'exemple d'une tradition musulmane moderne.

[11] Résultats du Recensement général en 24 octobre 1965. Selon L'Institut Statistiques de Turquie , le nombre de la population turque en 1965 est 31.391.000 dans lequel il existe 2.291.000 dont la langue maternelle est le kurde. Les chiffres montre que le 40% du Sud-Est de la Turquie et seulement 6% de tout le pays entier est kurde. Dans les années 2000, un nombre estimé par le Parti de Paix et de la Démocratie (*Barış ve Demokrasi Partisi*, BDP) il existe approximativement 20.000.000 de kurdes qui vivent en Turquie. Ce chiffre correspondra donc à 30% de toute la population en Turquie.
Disponible sur http://tuikapp.tuik.gov.tr/nufusmenuapp/menu.zul, dernière consultation le 10 octobre 2011

- Mixte – Quelques villes sont classifiées comme « mixtes ou mélangées » sur le Tableau quand les groupes sunnites et alévies sont équilibrés.
- Laïc (Séculaire) - Tandis que le peuple ayant des croyances religieuses puisse soutenir le mode de vie (séculaire) laïque. Un tel attribut est inclus sur le Tableau comme une qualité de soutien.
- Pratiquant - On reconnaît largement en Turquie qu'une partie croissante du peuple parmi les musulmans soutient une vie basée sur des normes islamiques. Pour notre recherche, certaines villes sont encodées comme pratiquante suite à leur tendance dominante dans la société.

En nous appuyant sur les données fournies par le logiciel Nvivo, sur 59 villes que nous avons étudiées, nous arrivons à voir qu'il existe 44 villes dont la population est majoritairement turque ; il existe 4 villes dont la population dominante est kurde ; il existe 11 villes dont la population turque est mélangée avec les kurdes et les alévies.

En ce qui concerne la localisation géographique, nous arrivons à voir qu'il existe 11 villes situées à l'Ouest du pays ; 12 villes sont situées au Nord ; 5 villes sont situées au Sud-est de la Turquie ; il existe 6 villes qui se trouvent au Sud ; 8 villes qui se trouvent à l'Est et dernièrement, 17 villes se trouvent en Anatolie centrale. Nous présentons les chiffres selon la répartition dans le Rapport Sommaire Attributs dans l'Annexe 3.

2.4. Formulation de l'encodage suivant les composants préétablis

Après avoir classé les villes suivant leurs appartenances ethniques, géographiques et religieuses, nous avons téléchargé les textes des discours prononcés par le leader du Parti Républicain du Peuple sur le logiciel Nvivo qui nous offre une possibilité de faire de l'analyse qualitative informatisée. Avant de passer à l'encodage des textes, nous avons fait une lecture générale qui nous a permis de différencier les éléments composants des discours de Kemal Kılıçdaroğlu suivant laquelle nous avons remarqué que les discours du leader tournent autour de 12 points de repère différents. Même si nous avons rencontré une multitude de concepts qui forment ses discours, nous les avons regroupé autour de ces 12 points que le logiciel Nvivo les appelle « nœuds ».

Par conséquent, nous avons regroupé ces concepts sous 7 nœuds hiérarchiques que nous avons classé en relation. Les 7 nœuds hiérarchiques sont donc les suivants : le changement constitutionnel ; les problèmes de la démocratie (en Turquie) ; les croyances et les identités ethniques ; l'intérêt public ; la question kurde ; l'Etat de prospérité et dernièrement la corruption, la pauvreté et le chômage. Pour la dernière, nous voyons que le nœud est composé de trois éléments, parce que Kılıçdaroglu préférait de les exprimer ensemble comme les problèmes fondamentaux de la Turquie.

Ayant regroupé les mots que nous avons codés sous ces 7 nœuds d'une manière hiérarchiques, nous avons recueilli séparément les autres éléments rencontrés dans les discours pour les mettre sous les nœuds libres. Les éléments formant le discours de Kemal Kılıçdaroğlu en ce qui concerne le changement constitutionnel sont donc les suivants : l'immunité parlementaire ; l'injustice et le droit du croyant ; la classe des travailleurs et l'objet de la politique. Après avoir recueilli les points concernant ces 4 points, nous les avons regroupés comme des nœuds libres.

Nous présentons la formulation des nœuds hiérarchiques et libres ainsi que les points classés dans le Rapport Sommaire de Nœuds que nous présentons dans l'Annexe 5.

2.5. Les relations établies en fonction de l'encodage

En partant des éléments formulés suivant l'encodage des discours prononcés, nous sommes arrivés à établir une série de relation entre les nœuds hiérarchiques et libres. Nous avons bénéficié du contenu des discours pour prévoir les relations entre les éléments composants. Par conséquent, nous avons constaté qu'il existe 4 types de relations en regardant les détails des discours prononcés par le leader du Parti Républicain du Peuple. Nous présentons ces 4 types de relations par lesquelles Kemal Kılıçdaroğlu explique comment le changement constitutionnel prévoit des modifications. Nous pensons qu'un exemple à ce type nous aidera à comprendre la nature de la relation établie. Kemal Kılıçdaroğlu en expliquant pourquoi le changement constitutionnel n'est pas favorable, il explique comment le problème de seuil de 10% augmente le problème de la question kurde. Par là, nous comprenons qu'il existe une relation croissante unidirectionnelle entre le seuil et la question kurde. (Voir Annexe 6 - Rapport synthèse de relation).

Cette première relation précisée par le système montre une « *augmentation* ». Pour ce type de relation, nous avons constaté qu'il en existe 5 que nous présentons dans le Rapport synthèse de relation dans l'Annexe 6.

Le deuxième type de relation est de caractère « *dégradant* » et elle est également unidimensionnelle. Par exemple, Kemal Kılıçdaroğlu pense que le changement constitutionnel actuel a un effet négatif sur la justice. Alors, nous avons établit une relation dégradante partant du changement constitutionnel vers la notion de la justice.

Le troisième type de relation est établi entre deux éléments composants des discours quand elles sont en liaison réciproque. Cette relation est donc de caractère « *symétrique* ». Nous avons constaté qu'il existe 10 relations symétriques établies que nous présentons toujours dans le Rapport synthèse de relation.

Le dernier type de relation est de caractère non associatif quand il n'existe « *pas de liaison* » entre deux concepts ou deux points auxquels se réfère Kemal Kılıçdaroğlu pendant ses rencontres tenues dans le cadre du changement constitutionnel présenté au Référendum.

Nous pensons que les relations établies à travers les points auxquels Kemal Kılıçdaroğlu se réfère durant sa campagne du « non » au Référendum, nous offrirons une piste d'analyse pour comprendre comment la social-démocratie est donc saisie par le Parti Républicain du Peuple.

2. La structure générale du travail de recherche

En ce qui concerne la formulation de notre thèse, notre propos se structurera autour de 4 chapitres. **Dans le premier chapitre**, nous commencerons par exposer les grandes lignes de la théorie de la modernisation pour construire le fond de notre recherche. Puis dans le même chapitre, nous continuerons en exposant l'idée républicaine. Nous estimons que le croisement des théories de modernisation et des théories républicaines sera adéquat et efficace pour affirmer et démontrer qu'il existe une tension entre l'idée républicaine et les revendications sociales dans le pays qui met en cause un problème de démocratisation.

Le second Chapitre sera consacré en premier lieu à la présentation du kémalisme et à la relation que le CHP kémaliste entretient avec la social-démocratie qui met en lumière notre problématique qui porte sur la tension entre l'idée républicaine et la démocratie au sein du CHP. Dans cette optique, nous pensons qu'il ne sera pas erroné de dire que le CHP kémaliste qui se définit aujourd'hui comme social-démocrate suivant son appel à la justice sociale et à la redistribution égalitaire des revenus, connaît des difficultés d'adaptation dans l'examen de la démocratie que les sociétés multiculturelles doivent passer.

Parce qu'en effet, suivant la conjoncture qui se développe comme le rappelait la théorie républicaine, une fois que la phase économie politique cède sa place à une phase de culture politique, il apparaît une nécessité de produire des politiques capables de répondre aux besoins sociaux de bases ethniques, ou religieuses. Alors, c'est ainsi qu'une tension entre les élites républicaines[12] et la démocratie nous apparaît dans les discours.

Notre **troisième chapitre** portera sur une préparation d'analyse de la sociale démocratie proposée par Bülent Ecevit qui est censée renaître à l'heure actuelle grâce au nouveau chef du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu. En effet, la rupture historique qu'a connue le CHP avec B.Ecevit et İnönü, se reproduit aujourd'hui à travers la rupture de Baykal et Kılıçdaroğlu. Cette rupture est significative de la reformulation du discours au CHP puisque la symétrie que nous retrouvons entre Ecevit et Kılıçdaroğlu nous offrira la possibilité de montrer quels types de politique le CHP continue de produire. Lié à l'interprétation de la social-démocratie proposée par Bülent Ecevit, le troisième chapitre se bornera aussi à une description des Etats de prospérités nationaux ainsi qu'une explication du système de gestion keynésien qui nous donneront une piste de réflexion pour analyser les raisons pour lesquelles la compréhension de la social-démocratie par le CHP se pose comme un problème. Dans cette perspective, nous allons essayer d'expliquer l'erreur par la rigidité

[12] La distinction entre les élites bureaucratiques républicaines et les élites politiques démocrates est empruntée à Metin Heper pour qui, les élites bureaucratiques républicaines désignent les bureaucrates kémalistes et à la fois l'armée; et les élites politiques démocrates présentent les cadres dirigeants des partis en dehors du CHP. Ainsi, les élites politiques défendaient la démocratie populaire et ils sont plus sensibles aux intérêts des groupes et des individus plutôt qu'à l'intérêt général tandis que pour les élites bureaucrates, l'importance est accordée d'abord à la consolidation de la République et puis deuxièmement à la démocratie. Metin Heper, **Türkiye'nin Siyasi Hayatı,** *(La vie politique de Turquie, du point de vue théorique, historique et comparé)*, Doğan Egmont Yayıncılık ve Yapımcılık Ticaret A.Ş. (maison d'édition), İstanbul : Février 2011(Première édition pour la traduction turque), page : 67.

d'adaptation du Parti Républicain du Peuple en contradiction avec ses homologues en Europe.

Enfin, pour restructurer concrètement la tension entre l'idée républicaine et la démocratie, notre **quatrième et dernier Chapitre** portera sur une analyse de discours du CHP prononcés par son chef Kemal Kılıçdaroğlu pendant les meetings réalisés dans la période du référendum qui a eu lieu le 12 septembre, au terme de 3 mois commençant par le mois de juillet. Dans ce Chapitre, nous estimons pouvoir mettre en lumière que les slogans et le vocabulaire utilisé par le CHP correspondent directement à un vocabulaire utilisé par les sociaux-démocrates en Turquie dans les années 1980 en commençant par Bülent Ecevit. En analysant le contenu des discours concernant les problèmes comme la question kurde et la reconnaissance des identités religieuses, nous pensons de pouvoir démontrer où se produit exactement la tension dont nous venons de parler tout au long de notre étude.

Pour cela, nous pensons qu'il est fort intéressant de construire la grille d'analyse en fonction des 59 rencontres organisées dans les différentes villes de la Turquie. D'ailleurs l'importance réside d'abord sur le fait que le leader du Parti Républicain du Peuple a visité pour la première fois certaines villes se trouvant au Sud-est et à l'Est du pays que ses prédécesseurs ne trouvaient jamais la nécessité de s'y rendre. De l'autre coté, nous trouvons très intéressant d'observer pour la cohérence de notre thèse, si la compréhension de la démocratie pour le Parti Républicain du Peuple varie d'une région à l'autre en fonction de ses appartenances géographiques, ethniques et religieuses.

CHAPITRE I : DES PROBLEMES CONCEPTUELS DE LA RELATION ENTRE LA DEMOCRATIE ET L'IDEOLOGIE KEMALISTE REPUBLICAINE SUR LE PLAN DE LA MODERNISATION

Le débat autour de la construction d'une démocratie et sa consolidation se poursuit en Turquie et suscite toujours autant d'intérêt, que l'on s'efforce de comprendre le processus de transition sociale du pays ou que l'on se penche sur le rôle actuel de l'idéologie officielle en vigueur dans la politique turque. De fait, l'idéologie républicaine kémaliste véhiculée par le Parti Républicain du Peuple est aujourd'hui au centre de nouvelles interrogations.

Notre propos se structurera autour de cinq parties. Dans la première partie contextuelle, nous discuterons pourquoi et dans quels sens la modernisation implique le développement politique qui se mesure avec la démocratie. La seconde sera consacrée à la présentation en deux volets de la démocratisation dans les sociétés occidentales et non-occidentales. Les troisième et quatrième parties seront consacrées à la présentation de notre cadre théorique qui privilégie le croisement des deux courants d'analyses. D'une part, nous adopterons l'approche développementaliste que beaucoup de politologues turcs et nord-américains ont adoptée pour expliquer l'évolution du système politique turc et évoquer le problème de la modernisation à travers le projet de transition sociale proposé par le kémalisme ; d'autre part, nous reprendrons l'idée républicaine qui constituera le support de notre thèse. La cinquième partie exposera notre problématique en suivant les questions auxquelles nous tenterons de répondre au cours de notre recherche.

En effet, plusieurs recherches[13] menées par des scientifiques étudiant la Turquie ont bien montré que la Révolution turque porte un caractère « occidentaliste ». En revanche, ces analyses montrent aussi qu'au niveau de la démocratisation, le pays serait classé parmi les pays non-occidentaux dont la société continue à subir un changement politique et social. La plupart des chercheurs turcs ont tenté d'expliquer le processus de changement social en se basant sur un paradigme[14] fondé par la science sociale américaine après la seconde Guerre Mondiale et correspondant à *la modernisation* que l'on applique pour analyser les processus de changement social dans les sociétés non-occidentales lorsque nous parlons des problèmes de démocratisation. Ainsi, les sociétés non-occidentales qui souhaitent atteindre « la démocratie » comme produit d'un changement social doivent accomplir les mêmes transformations que celles qui ce sont opérées en Occident sur une durée de 400 ans, mais celles-ci doivent être réalisées sur une période plus courte.

Par conséquent, il s'agit d'une intervention de la volonté humaine dans des sociétés où le processus de transition s'opère très lentement. Cette action faisant appel à la réflexion et non à l'instinct, ce sont les parties de la société les plus conscientes de la qualité de l'état moderne et surtout l'*intelligentsia* qui s'attelleront à cette intervention en limitant à la fois la participation politique des groupes subordonnés.

Selon la théorie de la modernisation, l'intervention que l'on observe dans le processus de changement des sociétés non-occidentales semble donc être indispensable lors de la transition de la société traditionnelle à la société moderne. Autrement dit, il faut supporter le régime politique autoritaire et la question de la démocratie sera mise en suspend jusqu'à ce que ce passage se réalise. De ce point de vue, la nécessité d'expliquer les processus de changement dans les sociétés non-

---

[13] Ali Kazancıgil, **Türkiye'de Modern Devletin Oluşumu ve Kemalizm**, *(La Construction de l'Etat Moderne en Turquie et le kémalisme)*, Revue Toplum ve Bilim, No:17, Ankara : 1982, pages: 64-87; Nermin Abadan Unat, **Patterns of Political Modernization and Turkish Democracy**, Turkish Yearbook of International Relations, XVIII, pages : 1-26, 1979, Ankara : SBF, 1983; Ergun Özbudun, The Nature of The Kemalist Political Regime In KAZANCIGİL, Ali & ÖZBUDUN, Ergun, **Atatürk, The Founder of Modern State**, London : C. Hurst and Co., 1981, pages: 79 - 102.

[14] Le paradigme est un ensemble des règles admises et intériorisées comme "normes" par la communauté scientifique à un moment donné de son histoire, pour délimiter et problématiser les faits qu'elle juge digne d'études. Pour Thomas Kuhn, l'adhésion à un paradigme est un phénomène sociologique qui implique la genèse d'une communauté de pensée, de méthodes et d'objectives autour d'outils communs. Thomas Kuhn, **La Tension Essentielle : Tradition et Changement dans les Sciences**, traduit de l'anglais par Michel Biezewski, Gallimard, Paris : 1990, page :141.

occidentales réside dans le conflit entre la tradition pour un peuple idéologiquement traditionnel et le moderne et l'intelligentsia voulant transformer la société selon la modernité que l'on exprime comme l'idéalisation du statu quo occidental pour toutes les sociétés du monde.

Dans cette perspective, le kémalisme a maintenu cette intervention sous une idéologie intégrée et il continue d'exister avec peu de changements dans la vie politique turque, en constituant l'aspect idéologique de la République et en conservant l'adjectif « officiel ». Le Parti Républicain du Peuple conscient de son bagage historique, par le passé la mission de renforcer l'autoritarisme pour parvenir aux objectifs de la modernisation complète. Dans cette optique, il est possible de définir le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) comme « le parti de tutelle[15] » (*Vesayet Partisi*) puisqu'il véhicule le kémalisme comme « l'idéologie de tutelle » (*Vesayet İdeolojisi*). Au premier regard, la tutelle attribuée au kémalisme est considérée par certains comme motrice pour la fondation de la démocratie en Turquie, mais les conséquences de ce courant idéologique fort sont variées si l'on prend en compte les dynamiques internes qui compliquent la compréhension du rôle de cette idéologie dans la politique du pays.

En revanche, au niveau d'un renouvellement idéologique, cet adjectif est utilisé à la fois pour légitimer des actions et des pensées autres que démocratiques. En effet, notre affirmation principale consiste à dire qu'il existe une crise entre l'idée républicaine et la démocratie dans le processus de développement politique du pays.

C'est pourquoi il est indispensable de commencer par poser notre base à travers une description conceptuelle de la modernisation pour finalement construire notre thèse. Ce faisant, dans la première partie de notre recherche, nous nous efforcerons dans un premier temps de répondre aux questions suivantes : Comment la démocratie peut-elle être considérée comme la mesure du développement politique au sens de

[15]Pour l'utilisation du terme "*Vesayet*", nous avons observé qu'il existe deux concepts correspondants à ce mot. Le premier, la tutelle/ tutelage signifie la dictature d'un seul parti politique dans un système où le peuple n'est pas capable choisir le bien à côté du mal. Selon cette approche, le but de la dictature du parti unique réside dans la préparation des conditions sociales et culturelles pour un ordre démocratique. Les politologues comme Tarık Zafer Tunaya, Maurice Duverger et Ergun Özbudun, ont interprété l'idéologie kémaliste dans cette optique selon laquelle l'idéologie officielle est donc légitimée suivant son objectif principal de fonder ultérieurement la démocratie dans le pays. En revanche, le deuxième terme qui correspond à *Vesayet*, est le "guardianship" selon Robert Dahl pour lequel le mot signifie principalement l'authoritarianisme, que les décisions sont prises par "une élite qualifiée" qui ne sera pas controlée par les citoyens, alors ce n'est plus la démocratie mais c'est bien la tutelle (Guardianship). Robert A. Dahl, **Controlling Nuclear Weapons, Democracy Versus Guardianship** , Syracuse University Press, Syracuse, NY, 1985, pg.31.

modernisation ? Quelle est donc la relation qui unit la démocratie et l'idéologie ? Que vise le kémalisme républicain dans son projet de changement social ?

Juan Linz définit la démocratie à partir de la construction des partis politiques et de la nécessité de ne mettre aucune institution en dehors de la responsabilité directe ou indirecte envers l'électeur et effectuer des élections régulièrement et de manière honnête[16]. La Turquie, en ce sens, possède une démocratie établie. En revanche et selon le politologue turc Metin Heper, si la démocratie requiert un système politique institutionnalisé par un pouvoir politique possédant une opposition avec la liberté de pensée et d'expression, nous observons que le pays connaît des difficultés puisque l'état en République turque ne s'est pas construit simultanément avec les forces sociales efficaces et la reconstruction démocratique a été réalisée unilatéralement par les élites de l'Etat soutenant l'idée d'un état fort[17]. Néanmoins, D.Rostow en faisant mention des représentants élus parmi les groupes sociaux, déclare que seules les démocraties comme résultats du compromis, après les conflits, survivent[18].

De ce point de vue, la Turquie reste encore handicapée pour intégrer durablement la vie démocratique au pays. La qualité de l'organisation politique traditionnelle dans la société turque n'est pas basée sur la notion du « consensus » pour laquelle les relations entre les citoyens sont établies suite à un accord mutuel. De plus, il existe une rupture entre le « centre » et la « périphérie » selon lequel le centre, c'est à dire l'Etat exerce une domination et un contrôle sur la périphérie composée par le peuple[19]. Dans une société au sein de laquelle l'organisation traditionnelle figure de cette manière, il est quasiment impossible de fonder un consensus comme condition essentielle de la démocratie. En outre, la démocratie occidentale a institutionnalisé et systématisé une tradition d'opposition du peuple en face de l'Etat tandis que cette situation ne s'est pas présentée dans la société turque

---

[16]Juan J. Linz & Alfred Stepan (éditeurs), **The Breakdown of Democratic Regimes, Crisis, Breakdown and Reequilibration, An Introduction** (Vol I), Baltimore and London: 1978, John Hopkins University Press, page:5.

[17]Metin Heper, **Türkiye'nin Siyasi Hayatı,** *(La vie politique de Turquie, du point de vue théorique, historique et comparé)*, Doğan Egmont Yayıncılık ve Yapımcılık Ticaret A.Ş. (maison d'édition), Février 2011(Première édition pour la traduction turque), İstanbul : page: 125.

[18]Dunkwart Rustow, **Transitions to Democracy towards a dynamic model**, Comparative Politics, Vol.2, No.3, New York: City University of New York, April 1970, pages: 352-355.

[19]Şerif Mardin, **Türk Siyasasını Açıklayabilecek Bir Anahtar: Merkez-Çevre İlişkileri,** *(Une clé pour expliquer la politique turque: les relations centre-périphérie)* , traduit par Şeniz Gönen, Dün ve Bugün Felsefe, İstanbul: BFS, 1985, pages: 167-195.

où la tradition islamique sunnite domine en accentuant originalement l'obéissance à l'autorité.

Dans ce contexte, nous pouvons revenir sur notre affirmation de départ qui consiste à dire que les problèmes de démocratisation que connait la Turquie à l'heure actuelle prennent racine dans le fossé qui sépare l'idée républicaine à ses origines et les revendications démocrates. De même, cette tension est observable à un niveau moindre au sein du Parti Républicain du Peuple dans lequel l'idéologie officielle s'est cristallisée. Par là, l'idée républicaine est aujourd'hui au centre de nouvelles interrogations dans le pays. Les questions de recherche que nous posons sont donc les suivantes : Quelles réponses le républicanisme du CHP peut-il apporter aux difficultés d'une société démocratique en voie de modernisation ? Comment se transforme-t-il dans le contexte actuel de globalisation caractérisé par la montée du multiculturalisme ?

En d'autres mots, nous observons que le positionnement du transporteur de l'idéologie officielle, c'est-à-dire celle du CHP envers la démocratie, garde aujourd'hui sa qualité de sujet qui doit être étudiée à différents niveaux.

1.1. L'évolution conceptuelle du « développement politique »

Le développement politique, en tant que concept est souvent utilisé dans les années qui suivent la seconde Guerre mondiale, en effet il est influencé par la conjoncture politique mondiale ainsi que par les développements en sciences sociales de l'époque. Autrement dit, les utilisations diverses de ce concept à partir des années 1960 possèdent donc les traces de ces influences. Dans cet optique, nous tenterons de traiter d'abord les influences conjoncturelles pour pouvoir discuter de la place de ce concept dans la théorie de modernisation.

1.1.1. L'impact des évolutions conjoncturelles après la seconde Guerre mondiale

1.1.1.1. L'influence conjoncturelle

Le développement politique est un terme utilisé par les sociologues américains traitant de la politique comparée. En fait, l'apparition de cette utilisation était relativement liée au positionnement des Etats-Unis dans la conjoncture politique

mondiale après 1945. De même, le développement économique comme un objectif politique pratique devait être soutenu par les Etats-Unis dans les sociétés européennes et non-occidentales. Selon le politologue turc Levent Köker. Les doctrines marquantes de cette époque gardaient les traits essentiels de cette subvention de peur que les sociétés dépourvues de ce soutien, deviennent elles aussi communistes comme le bloc soviétique. De cette manière, une aide économique et technique contribuerait au développement économique qui à son tour contribuerait graduellement au développement politique. C'est à la lumière de ce constat que le « développement politique » signifiait la stabilité, la démocratie, anti-communisme et le pro-américainisme[20].

1.1.2. L'influence des développements théoriques en sciences sociales

Les années suivant la seconde Guerre mondiale ont marqué certains tournants dans la pensée politique et sociale. L'influence de ce changement sur le concept du développement politique a deux aspects : d'une part, la démocratie est donc définie d'une manière objective qui est dépourvue de jugements de valeurs et d'autre part, tout processus de changements dans les sociétés du monde a été expliqué selon une règle universelle adéquate avec les sciences physiques.

1.1.2.1. La signification de la démocratie au sens de développement Politique

La notion de démocratie dans la première utilisation du développement démocratique était définie comme une méthode de la formation gouvernementale, isolée des valeurs comme l'égalité, la liberté et la participation. À partir d'une telle définition structurale vue comme une méthode en vue de préciser le pouvoir politique, la démocratie est donc conçue dans les sociétés occidentales comme la pluralité menée par l'individualisation depuis la Renaissance, en gardant la supériorité du droit, promouvant le changement de main du pouvoir politique à travers les élections régulièrement effectuées.[21] Selon cette détermination, la

[20] Levent Köker, **Modernleşme, Kemalizm ve Demokrasi** (*Modernisme, Kémalisme et Démocratie*) İletişim Yayınları, İstanbul : 2009, page:28

[21] Roland J. Pennock, **La théorie actuelle et empirique de la démocratie**, Democratic Political Theory, Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 1979, pages: 485-487.

démocratie est une méthode d'organisation constitutionnelle et administrative alors que cette formulation n'est pas convenable pour être un but ultime en soi.[22]

Une fois que la démocratie est vue comme une méthode de la formulation des conditions gouvernementale, nous sommes face à une question essentielle qui consiste à savoir s'il est possible qu'une telle méthode soit valide pour toutes les sociétés.

1.1.2.2. Les relations entre la société, l'organisation sociale et le changement dans le cadre du développement politique

Les qualités attribuées au paradigme dans lequel nous trouvons le développement politique sont « positiviste », « structuro-fonctionnaliste» et « comportementale »[23]. En partant du constat que ce courant porte en soi ces attributions, selon le politologue turc Levent Köker, nous pouvons résumer de la manière suivante, les traits essentiels du changement social au niveau politique :

- L'objet des sciences sociales concerne « les faits sociaux. Les faits sociaux sont composés des comportements de l'homme, puisque le comportement humain exprime les activités observables par l'homme. Dans cette perspective les dimensions non observables de l'homme telles que les valeurs et les buts sont exclus de l'objet des sciences sociales[24].
- La société est un système dans le quel le comportement humain est structuré de certaines façons différentes. Chaque élément du système comme l'acte humaine, les institutions économiques, culturelles et politiques ont un rôle spécifique pour que le système survive. Pourtant, si chaque élément a un rôle spécifique pour que le système survive, la question à laquelle il convient de répondre est donc comment le changement social ou bien le changement du système se réalise ?

---

[22] Joseph A. Schumpeter, **Kapitalizm, Sosyalizme ve Demokrasi**, *(Capitalisme, Socialisme et Démocratie)*, Tome II, Socialisme et Démocratie, traduit de français / anglais par R.Tınaz, Varlık Yayınları, İstanbul : 1971, page:159.

[23] Levent Köker, **Modernleşme, Kemalizm ve Demokrasi,** (*Modernisme, Kémalisme et Démocratie*), İletişim Yayınları, İstanbul : 2009 (11ème édition), Page:32-36.

[24] Nous empruntons ici les traits essentiels fournis par Şirin Tekeli apportant une explication comportementaliste en science politique ; ' le behaviorisme comme un cadre théorique', thèse de doctorat sur la "Contribution de David Easton à la Théorie Politique", thèse publiée, Şirin Tekeli, **David Easton'un Siyasal Sistem Kuramı Bağlamında Siyasal Katılma**, İstanbul: İ.Ü.Yay. No 2129, İktisat F.Yay. No: 370, 1976, pages: 24-41.

- La démocratie est un système qui peut être valide dans un système social où elle sera fonctionnelle. Dans cet aspect, elle peut agir dans un système social moderne qui n'est donc pas traditionnel. En effet, c'est justement pour cela qu'elle nécessite des conditions culturelles et économiques.
- Le changement des sociétés se déroule dans un laps de temps suivant certaines règles ou lois universelles et il ne se développe pas de manière occasionnelle et identique pour toutes les sociétés du monde ».

1.1.3. Les définitions diverses du concept du développement politique

La signification du concept de « développement politique » utilisé sous l'influence des réflexions citées ci-dessus porte un caractère téléologique dans la perspective où le développement politique est dirigé vers un but ultime ; elle est donc dérivative en comprenant les directions et les conséquences du processus d'une modernité plus étendue ; alors elle est fonctionnelle selon les conditions nécessaires pour que la société évolue d'une manière efficace.

1.1.3.1. Le développement politique au sens de la démocratisation : le problème des conditions sociales de la démocratie

Les premières recherches dans lesquelles le concept de développement politique est utilisé nous montrent que celui-ci est fondé sur une définition téléologique de la démocratie selon laquelle le développement politique est dirigé vers un point final qui est donc l'établissement de la démocratie dans le pays.

Levent Köker emprunte les constats de Packenham qui consistent à dire que le développement politique est considéré implicitement ou explicitement identique à la démocratie libérale et constitutionnelle. En effet la démocratie aux Etats-Unis ou en Angleterre est vue comme le standard de la démocratisation. Dans une condition sous laquelle aucun pays n'est explicitement cité comme modèle, nous comprenons que l'un de ces deux pays est considéré implicitement comme exemple.[25] Alors, d'une manière à une autre, le développement signifiait la démocratie et cette dernière est toujours définie à la manière occidentale suivant l'existence de la concurrence politique, le pluralisme, les élections générales et régulières ainsi que la responsabilité des élites envers les groupes de pression et la volonté du peuple, c'est-

[25]Levent Köker, **Kemalizm, Modernizm ve Demokrasi**, *(Modernisme, Kémalisme et Démocratie)*, İletişim Yayınları (éditions İletişim), 11ème édition, İstanbul : 2009, page:34.

à-dire elle est définie par les termes d'un ensemble d'éléments acquis à travers une abstraction du constitutionnalisme libéral[26].

En nous basant sur ces réflexions, nous pouvons donc distinguer de Packenham qui nous sont fourni par Levent Köker deux principes essentiels pour définir le développement politique : d'abord (1) l'objectif ultime du développement politique est l'établissement de la démocratie au sens occidental et puis (2) la démocratie signifie l'institutionnalisation représentative politique du peuple ayant le droit d'élire le gouvernement parmi les groupes d'élites concurrents et de le faire démissionner.

Cette définition est donc fournie en science politique selon les recherches menées par la Comité de Science Politique Comparée du Conseil de Recherches des Sciences Sociales à partir des années 1950 jusqu'à la moitié des années 1960. Par conséquent, le terme du « modernisme politique » est utilisé à la place de la démocratie. Après avoir accepté le développement politique comme un changement vers la démocratisation, nous pouvons maintenant étudier les conditions nécessaires pour que ce changement se réalise.

En parlant des « *Conditions de l'ordre démocratique* », Seymour Martin Lipset dans son livre « L'Homme Politique » défend l'idée que le niveau de la démocratie d'une société est lié à son niveau de développement économique. Alors, la prospérité du peuple marque autant la chance de faire vivre les valeurs de la démocratie dans le pays. Au sens d'un peuple divisé en deux camps entre une grande masse composée des pauvres et un petit groupe d'élite privilégiée, il existe donc soit une oligarchie suivant le gouvernement directoire de la couche minoritaire mais bien supérieure ; soit la tyrannie[27] qui s'appuie sur le despotisme. En utilisant certaines statistiques, Lipset a voulu vérifier son hypothèse d'une manière concrète afin de pouvoir montrer les directions du développement économique comme l'industrialisation, la richesse, l'urbanisation et l'éducation[28].

Dans le période où les formes démocratiques de gouvernement étaient l'exception plutôt que la règle, c'était S. Martin Lipset qui dans son extrait séminal de

---

[26]Robert A. Packenham, **Liberal America and the Third World. Political Development, Ideas and Social Sciences**, Princeton, New Jersey : Princeton U. Press, 1973. pages: 202-204.

[27] Pour définir le tyran, nous voulons garder la définition aristotélicienne fournie par Robert Dahl; un tyran est celui qui a reçu l'appui du peuple au commencement en lui promettant une protection contre les oligarchs mais qui devient lui-même un despote plus tard au nom de la protection de ses propres interêts, Robert A. Dahl, **Modern Political Analysis**, New Jersey: Prentice Hall, 8th ed. 1991, page 58.

1959 « Quelques requis sociaux de la démocratie : le développement économique et le développement politique » a d'abord établi la liaison théorique entre le niveau de développement d'un pays donné et sa probabilité d'être démocratique. Il a indiqué « qu'une nation plus aisée, aura plus de chance pour supporter la démocratie »[29]. Sans aucun doute cette notion est depuis devenue l'opinion communément admise.

Pourtant, nous devons faire attention de ne pas déformer son hypothèse dans la réduction de sa théorie complexe à une compréhension simpliste de développement économique dans un sens économique étroit. Autrement dit, Lipset est souvent attribué avec posant en principe une corrélation simple entre le revenu par habitant et la démocratie, quand en fait, il a délibérément soutenu plus largement que « tous les aspects divers du développement économique - l'industrialisation, l'urbanisation, la richesse et l'enseignement - ont si étroitement été en corrélation pour former un facteur majeur pour lesquels le politique est le corrélaire de la démocratie"[30]. C'est cette liste de facteurs qui constituent les conditions, et non pas nécessairement les causes, pour parvenir à la démocratie, selon Lipset.

Dans ce contexte, pour être maintenu, tout régime démocratique doit fournir la légitimité suffisante perçue par ses citoyens. Ceci est argumenté par Lipset, comme il est typiquement réalisé par le développement économique continu montrant de l'efficacité. De même, tirant lourdement sur Marx, Lipset a souligné le rôle renforcé de la classe moyenne dans une société modernisée en indiquant vers les mécanismes sociaux. Par exemple pour l'égalité centrale, nous trouvons tant en termes sociopolitiques qu'en termes économiques. « *L'écart entre le revenu de professionnel et semi-professionnel […] et ouvriers ordinaires […] est beaucoup plus large dans les pays pauvres que dans les pays développés.* »[31]

Ainsi, la modernisation elle-même selon Lipset se manifeste en grande partie par le changement des conditions sociales qui favorisent une culture démocratique. Plus fort dans le capital humain, c'est par l'enseignement particulièrement ou pour les associations volontaires par exemple, que les ouvriers des pays plus développés

---

[28]Seymour Martin Lipset, **Chapitre I: Les Conditions de l'Ordre Démocratique**, Siyasi İnsan (L'Homme Politique), traduit en turc par Mete Tunçay, TSY Yay., Ankara : 1964, pages:25-29.

[29]Seymour Martin Lipset, **Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy,** American Political Science Review, No: 53 March ,Los Angeles: 1959, Page :75.

[30] Seymour Martin Lipset, **Siyasi İnsan** *(L'Homme Politique)*, traduit en turc par Mete Tunçay, TSY Yay., Ankara : 1964, page :40.

[31] Op.cit, page:48.

sont plus réceptifs aux valeurs démocratiques de la tolérance et moins ainsi envers des idéologies hostiles de régime[32]. Ceci est particulièrement vrai quand on accorde des droits économiques et politiques aux ouvriers. En effet, la modernisation augmente la réceptivité au type de normes et de valeurs qui atténuent le conflit, pénalisent des groupes extrémistes et récompensent des partis démocratiques modérés[33].

Dans ce contexte, selon Lipset, c'est particulièrement la redistribution et la citoyenneté qui empêchent des ouvriers de la lutte révolutionnaire et l'égalité économique résultante qui tient compte de la démocratie efficace : « *une société s'est divisée entre une grande masse appauvrie et une petite élite favorisée résulterait l'un ou l'autre dans l'oligarchie (...) Ou dans la tyrannie* ».[34]

Sur le micro-niveau, le compte rendu de démocratisation de Lipset a été fortement inspiré par Daniel Lerner[35], qui avait identifié l'urbanisation, l'enseignement et la communication (des médias) comme étant des facteurs principaux dans le processus de modernisation individuelle et la participation politique. Lerner avait indiqué qu'avec l'enseignement répandu la crainte de l'élite dirigeante d'un pays gouverné par une masse indisciplinée, incapable de décision informée, baisse, tandis que c'est Lipset qui a souligné les rapports entre la modernisation de micro-niveau et la démocratie de macro-niveau et a conduit le test empirique. Ainsi, la théorie de Lipset dans l'essence est une théorie culturelle.

En somme, le développement économique – tel que l'urbanisation, la richesse et l'enseignement - dans les travaux de Lipset comme une variable servant d'intermédiaire qui fait partie d'un plus grand syndrome de conditions favorables à la démocratisation.

Kitschelt [36] a appelé une explication "profonde" dans laquelle des travaux de développement économiques par le syndrome de conditions. Cependant, puisque la flèche causale n'est pas unidirectionnelle, Lipset a délibérément choisi des éléments

---

[32]Seymour Martin Lipset, **Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy**, American Political Science Review, mars, No: 53 , 1959, page:84.
[33] Op.cit, pages: 83-84.
[34] Op.cit., page:75.
[35] Daniel Lerner, **The Passing of Traditional Society**, New York, Free Press, 1958, page:60.
[36]Herbert P.Kitschelt, Accounting for Postcommunist Regime Diversity: What Counts as a Good Cause? In EKIERT, Grzegorsz & HANSON, Stephen (éditeurs), **Legacies of Communism**, pages: 49-86.Cambridge: Cambridge University Press, juin 2009. Disponible sur http://books.google.co.uk/books?id=8iePAjKwUNwC , dernière consultation le 10 octobre 2011.

requis au lieu des pré-requis de la démocratie comme le titre de son article, indiquant une corrélation non-causale, la relation entre le développement socio-économique et la démocratie puisqu'il argumente que la modernisation est un phénomène multidimensionnelle et que l'on ne peut pas attribuer un effet direct marginal aux composants varients. De même, la qualité de la culture politique serait aussi composée des éléments permettant l'existence la démocratie. De ce point de vue, le but du développement politique réside dans l'établissement de la démocratie dans le pays et nous pouvons y retirer l'idée que fonctionnellement cet établissement est fortement lié à la croissance économique et au changement culturel au niveau de la culture politique.

Suite à cette décomposition des conditions sociales de la démocratie, nous pouvons constater que les sociétés qui ne sont pas occidentales et qui sont sous-développés se croiseront au fil du temps sur un point commun et deviendront identiques sur ce point de la démocratisation avec les sociétés modernes ayant achevé le développement économique. Autrement dit, le changement représente un processus cumulé comme une croissance finalisée vers la démocratie représentative.

La Turquie, pays soutenant une modernisation sociale et économique rapide au 20ème siècle, est actuellement en face d'un défi de modernisation démocratique au 21ème siècle. Si la modernité est quelque chose pour laquelle plusieurs nations sont en concurrence et que plusieurs ont déjà achevées à degrés variés ; la démocratie est au moins un but ultime qu'il faut acquérir et est parfois un examen incontournable pour certains, comme la Turquie. En revanche, il convient de s'interrogere : Pourquoi et comment se revèle-t- elle être une tension suite aux changements et aux résultats de la modernité quand nous parlons de la démocratisation de la Turquie?

En Turquie, il existe un concept proposé pour discuter ce dilemme qui a pris des noms variés comme la démocratie de tutelle ou la démocratie dirigée. Celui-ci prouve délibérément que créer les conditions dans lesquelles la démocratie peut exister, c'est à dire le développement économique et le changement social, continuent. Le programme spécifique du tutorat consiste en l'idée qu'une nation possède la création des conditions à fin d'intégrer l'établissement des réseaux de communication de l'industrialisation, de l'indoctrination et de l'exhortation dans les

valeurs et dans les buts de la nation[37]. D'autre part, il existe aussi le maintien de la conscience sur les questions qui sont les suivantes : « Comment devenir démocratique? Comment tolérer la critique? Comment écouter les besoins du peuple? »

La Turquie est l'un des cas extrêmement rares où la transition était presque réussie et une démocratie significative était établie par un seul parti politique qui était le Parti Republicain du Peuple. Ont ensuite succédé un système multi-partite accompagné par une liberté considérable pour chaque groupe qui souhaitant entrer dans l'arène politique. Le cas turc est aussi significatif à savoir que cette « tutelle » avait maintenu le modernisme comme un projet social pour le développement politique du pays.

1.1.3.2. Le développement dans l'ordre et dans la stabilité

A la suite de la compréhension du développement politique dans le sens de la démocratie, plusieurs critiques ont été apportées. Certaines de ces critiques ont voulu attirer l'attention sur le fait qu'une telle identification du développement politique avec la démocratie est loin d'être scientifique comme elle n'est pas dépourvue des préjugés au point où la condition préliminaire du développement réside dans l'établissement de celle-ci à partir des valeurs des sociétés occidentales. Plus clairement, cette approche peut être donc vue comme une force extérieure pour faire accepter leurs propres valeurs aux autres sociétés[38].

Une autre critique apportée à cette identification pose l'idée que certaines formations concrètes dans les sociétés non-occidentales, ne sont pas compatibles avec les éléments essentiels de la démocratie. De ce point de vue, la plupart de ces sociétés ont acceptées l'idée que la démocratie et le processus rapide du développement ne peuvent pas fonctionner ensemble. Par conséquent, elles se sont dirigées vers une compréhension d'un développement suivants « la stabilité et l'ordre ». Principalement, il est juste de lier la notion de stabilité avec le concept du développement suivant le postulat général consistant à dire que ces sociétés qui ne sont pas prêtes pour une démocratie et que son alternatif est imprécis et parfois dangeureux.

---

[37]WEIKER, Walter F., **Political Tutelage and Democracy in Turkey, The Free Party and Its Aftermath**, Leiden: E.J.Brill, 1973, page:3.

[38]PYE, Lucian W., Aspects of Political Development, an analytic study In KÖKER,Levent, **Modernleşme, Kemalism ve Demokrasi**,*(Modernisme, Kémalisme et Démocratie)*, İletişim Yayınları, İstanbul: 2009, page:41.

Dans ce cadre, la stabilité est développée comme un concept pour expliquer les échos de la modernisation sociale et économique au niveau politique et elle dépend donc de l'institutionnalisation des organismes et de formations politiques. Alors, le degré de la stabilisation est liée aux possibilités qui ont été accordées par les institutions politiques pour la participation des groupes et des individus à la vie politique.

L'insistance de Samuel Huntington à souligner la particularité du mode de développement pour chaque société suffira à nous convaincre concernant les dangers que supposerait « l'exportation » des modèles construits hors de leurs frontières à partir des cas empruntés à l'histoire européenne. En effet les nations du Tiers Monde ont une structure sociale originale et elles se sont soumises à des conditions spécifiques de développement qui interdisent tout parallèlisme avec les trajectoires suivies par la plupart des pays développés depuis la Renaissance. Selon S. Huntington, le processus de modernisation sociale et économique dans les sociétés non-occidentales a augmenté la mobilité sociale et ce processus, il a augmenté la participation politique. Par contre, le fait que le niveau d'institutionnalisation politique n'ait pas fonctionnalisé cette croissance de participation dans le système, une période de changement que l'on doit appeler une « déformation politique »[39] s'est produite à la place d'un développement politique. Le résultat de cette déformation selon l'auteur, se manifeste sous l'apparition des dictateurs militaires ou bien l'hégémonie d'un seul parti consistant des éléments non démocratiques[40]. Reprenant la typologie de Huntington, le politologue turc Ergun Özbudun estime que la Turquie pourrait trouver place – et c'est là qu'il situe le régime kémaliste – suivant une catégorie du système politique « tutélaire » qui serait autoritaire comme les autres régimes limitant la participation politique des groupes subordonnés[41].

---

[39] Samuel P.Huntington, **Siyasal Gelişme ve Siyasal Bozulma**, (Le Développement Politique et la Déformation Politique),traduit en turc par Ergun Özbudun, AÜHFD, Cilt:XXII-XXIII.Sayı:1-4,1965, page:81. L'originale de cet article a été publié sous le titre Political Development and Political Decay dans le revue World Politics, Vol.XVII, New Jersey : Princeton University Press, 1965, pages:386-430.

[40] Huntington préfère de définir ces types d'institutions comme "*praetorienne*" et il insiste sur le fait que l'importance pour un système réside dans la capacité de gouverner le peuple avec son talent pour établir l'ordre et la stabilité mais ce n'est pas le nom qu'il prend. Alors, les critiques apportées par l'auteur au modernisme ne concerne pas la direction ou la forme du changement, mais c'est plutot sa vitesse de ceci.

[41] Ergun Özbudun, The Nature of the Kemalist political regime In Kazancıgil, Ali & Özbudun, Ergun (éditeurs), **Atatürk, Founder of the Modern State** , London: C.Hurst, 1981, page:95.

1.2. La relation entre le développement politique et l'idéologie selon la démocratisation

Le développement politique est saisi comme la direction du processus de changement plus étendu suivant l'évolution de la signification du mot après les années 1960 et surtout à travers les recherches de Huntington. Dans cette perspective ce qu'on entend donc par changement social étendu, c'est bien le modernisme. Autrement dit, le développement politique exprime les reflets de la modernisation économique et sociale sur le plan politique.

Dans la littérature scientifique américaine essentiellement, les aspects divers de la vie sociale et politique de la Turquie ont souvent été étudiés dans le cadre du « Moyen Orient ». En déplaisant aux kémalistes, l'appartenance de la Turquie au Moyen Orient sur le plan culturel est aussi indéniable. Comme dans la plupart des pays de la région, l'Islam a marqué très profondément son histoire, ses structures sociales et ses traditions politiques. Ceci est surtout vrai pour le peuple et les notables locaux qui conservent la culture islamique et rurale contrairement aux élites bureaucratiques et intellectuelles qui ont adoptées la culture occidentale et urbaine. En revanche, sur le plan du développement économique, le pays se trouve à un stade d'industrialisation relativement plus avancé que ses voisins au Moyen Orient.

A la base de cette explication, se trouve l'idée d'une corrélation entre le niveau du développement économique et la démocratie. Autrement dit, les théories du développement politique dont nous venons parler, postulent que les sociétés du Tiers-Monde doivent s'acheminer vers une sorte d'état d'achèvement, suivant un processus linéaire conduisant le système politique traditionnel vers un système politique moderne.

1.2.1. Les antécédents de la théorie de modernisation

La théorie de modernisation développée pour expliquer les processus de transition dans les sociétés qui ne sont pas occidentales, est basée principalement sur une comparaison de deux types de sociétés dites « moderne » et « traditionnelle ». Dans cette typologie, il est expliqué premièrement ce qu'est une société moderne, est définie à travers une « négation » de la societé traditionnelle.

Le concept de la société moderne consiste en une structure politique basée sur les éléments sociaux et économiques qui sont donc concernés d'un certain type d'homme à travers sa relation établie avec la nature, avec la culture et avec un système des relations économiques.

1.2.1.1. Les relations économiques dans la société moderne

La qualité probablement la plus remarquable du type de l'homme moderne est la capacité de consommer infiniement. Une vision du monde selon la quelle l'homme est égal aux autres a une signification quand il a l'occasion de développer sa richesse matérielle et spirituelle en utilisant sa propre force de travail. Il faut aussi ajouter que l'une des qualités importantes de l'idéologie moderne, c'est la transformation de l'univers naturel en un objet sur lequel l'homme peut dominer.[42]

Alors, ce qu'on entend par la société moderne, c'est la capacité de faire une épargne suivant la force de travail de l'individu au niveau des relations économiques. Ceci étant dit, épargner librement à travers la force de travail nous conduit vers la structure économique dite de « capitalisme ». De ce point de vue, une nominalisation du capitalisme pour une relation économique contenant l'idée de matérialiser la force du travail, prend donc le capital comme l'instrument principal pour la production à la place de la terre. Dans cette optique, nous pouvons regrouper les relations économiques développées en Occident après les années 1500 sous le titre du capitalisme. Parallèlement, nous pouvons aller rétrospectivement vers les années 1500 pour le commencement de la société moderne.

Pourtant, nous devons attirer l'attention sur le fait que le modernisme au sens courant désigne le capitalisme industriel du 18ème siècle et non pas le capitalisme commercial de l'époque précédente. Or, nous verrons plus tard dans les analyses de John H. Kautsky que l'auteur pose l'industrialisation comme élément marquant la définition d'une société moderne.

1.2.1.2. Les relations politiques dans la société moderne

La dimension politique de cette abstraction liée à la société moderne implique le pluralisme, la participation et la rationnalisation de l'autorité suivant

---

[42] Theodor Adorno et Max Horkheimer, **Dialectic of Enlightenment**, Traduit de l'allemand par John Cumming, Verso, London : 1972, page:38.
Selon l'auteur, cette transformation a été formulée dans le cadre de la pensée des Lumières selon laquelle l'environnement naturel n'est plus qu'une source produisant des conditions aux quelles nous

l'individualisation comme nous l'avons récemment exposé. En d'autres mots, la modernité politique est saisie comme la démocratie constitutionnelle libérale qui existe dans les sociétés occidentales.

En partant de ce point là – que le développement politique est entendu comme le modernisme politique ainsi que le modernisme politique est entendu comme un avancement vers la démocratie – alors, cette abstraction nous montre que la dimension politique du modernisme est donc la démocratie libérale. La société moderne est conceptuellement définie en se basant sur les éléments de la démocratie libérale comme le capitalisme et l'individualisme au niveau culturel, politique et économique. En partant de cette abstraction positive, la société traditionnelle est donc définie selon la négation de celle-ci. En d'autres mots, la traditionnalité se manifeste comme une catégorie qui implique tout ce qui n'est pas moderne dans ce dilemme de traditionnel-moderne qui constitue le fondement de la théorie de modernisation.[43]

1.2.2. Le passage de la société traditionnelle à la société moderne

La dichotomie entre la société moderne et la société traditionnelle est utilisée pour apporter une explication au processus de changement que les sociétés non-occidentales ont subit. Autrement dit, cela désigne les étapes du commencement et les résultats de cette transition. Effectivement, la théorie de la modernisation est développée concernant les sociétés non-occidentales, explicitement ou bien sous le titre du concept de l'humanité, pour but de trouver les lois générales de l'évolution des sociétés occidentales.

Nous nous rappelons que selon la pensée occidentale, le principe général de la période qui suit les Lumières, c'est l'existence de l'effort intensif pour la recherche des lois historiques de l'avancement humain. Dans ce contexte, le terme d' « humanité » met au centre l'homme occidental. De ce point de vue, l'humanisme est une manière différente de penser de l'éthnocentrisme occidental. Nous supposons que cet éthnocentrisme tel que l'humanité devient identique à la civilisation

---

devons nous adapter. C'est plutôt un univers des objets sur lequel l'homme doit dominer à travers la science positive et instrumentale.

[43] "Principalement, comme plusieurs théoriciens de la modernité l'ont posé, la modernité et la traditionnalité sont des concept asymétriques. Le moderne est posé comme l'idéal et la traditionnelle est définie postérieurement tout ce qui n'est pas moderne." Samuel P.Huntington, **The Change to Change, Modernization, Development and Politics**, Comparative Politics, Volume 3, No:3, Avril 1971, NY, pages:293-294.

occidentale symbolisant le plus avancé dans le monde, peut probabement refléter sur la théorie de modernisation.

> « *L'optimisme des théoriciens de la modernisation* […] *est essentiellement un optimisme du progrès rétroactif. La satisfaction du présent donne lieu à être optimiste sur le passé et que ce dernier est important pour les autres sociétés. La théorie de modernisation des années 1950 et 1960 a très peu à dire sur le futur des sociétés modernes ; on assumait que les pays de l'Ouest y étaient parvenus (là où il fallait parvenir) ; leur passé n'était donc plus important pour montrer leur futur mais c'était important pour les autres pays qui s'efforcent d'établir une transition entre la tradition et la modernité.* »[44]

En reprenant les remarques de Huntington, nous pouvons exposer la qualité de la théorie de la modernisation de la manière suivante, :

- Une évolution vers une société moderne est « *un processus progressiste* »[45]. Nous pouvons distinguer les étapes et les niveaux de la modernisation que toutes les sociétés vont traverser. Même si le leadership et les composants du processus de cette transition varient d'une société à l'autre, chaque société va passer principalement par les mêmes étapes.
- Le processus de modernisation est homogénéisateur vu que les différentes sociétés se ressembleront en évoluant vers la phase de modernisation qui implique les idées et les institutions modernes formées par les impératifs universels.
- Le processus de modernisation est irréversible. Une société parvenue à un certain niveau d'urbanisation, d'éducation et d'industrialisation ne déclinera pas vers un niveau substantiellement inférieur dans le futur.

---

[44] Samuel P. Huntington, **The Change to Change: Modernization, Development, and Politics; Comparative Politics**, Vol.3, avril, New York: The City University of New York, 1971, page 292.

[45] « *Modernization is a phased process*. » Nous avons traduit cet axiome par l'adjectif « progressiste ». D'ailleurs selon Huntington « *Modernization is a revolutionary process. This follows directly from the contrasts between modern and traditional society* ». Dans cette optique, la société traditionnelle se diffère fondamentalement de la société moderne et le changement vers la modernité comprend effectivement un changement radical et total dans les modes de la vie humaine. Pourtant l'auteur met plutot l'accent sur les étapes que chaque société va dépasser en voie de modernisation. C'est à dire, le changement porte un caractère d'évolution progressiste. Pour plus details, voir Samuel Huntington, **The Change to Change: Modernization, Development, and Politics**, Vol.3, No.3, Apr., New York: The City University of New York, 1971, page:288.

- Les traumatismes de la modernisation sont multiples et profonds mais à long terme la modernisation n'est pas seulement inévitable, elle est aussi désirable. C'est un long processus de développement pour le bien-être de l'homme tant au niveau matériel que culturel.

En tenant compte de ces réflexions, nous pouvons relever que la théorie de la modernisation porte un contenu déterministe à grande échelle. Cette qualité déterministe se manifeste dans la compréhension de ce processus portant un caractère progressiste, développementaliste et irréversible et posséde les mêmes les étapes incontournables pour chaque société.

Pourtant, comme on peut l'observer dans la compréhension de l'histoire déterministe, il existe des actions accomplies par l'homme quand nous parlons de la théorie de modernisation. Celles-ci peuvent être dilatoires comme elles peuvent être accélératrices dans l'écoulement de l'histoire. D'ailleurs, la théorie de la modernisation traite plutôt les actions de ce deuxième type. Dans cette perspective, elle prend comme objet d'étude, le rôle de l'intelligentsia dans les sociétés en voie de modernisation.

1.2.2.1. Intelligentsia modernisatrice ou l'activisme modernisateur ?

Quels sont les rôles des groupes et des acteurs dans la société au cours du « passage » de la traditionnalité à la modernité, au cours du processus de changement économique, social et politique? La réponse qui peut être apportée à cette question diffère selon que ces sociétés en transition sont occidentales ou non. Ceci étant dit, il faut toujours garder à l'esprit que « l'Occident s'est modernisé suivant ses propres dynamiques internes »[46]. En revanche, la modernisation des sociétés non-occidentales se déroule dans un temps plus court, d'une façon non automatiquement et elle se manifeste autour de la force accélératrice intensive exercée par les forces extérieures.

L'une des conséquences de cette évaluation réside dans la volonté de ce type de sociétés qui veulent parvenir à l'idéal de la modernité et les reflets de celle-ci sur les formations culturelles et politiques dans ce processus de changement.

---

[46] Un exemple d'étude de cas traitant les facteurs externes et internes du processus de modernisation sous l'angle politique, Chapitre 2 "Modernization from Within"; "A. Modernization From Within and From Without et B. Modernization From Within In Western Europe" In Kautsky, John H., **The Political Conséquences of Modernization**, Canada: édition John Wiley & Sons, Inc., 1972, pages: 44-59.

Selon Kautsky, une compréhension de ces formulations culturelles et politiques peut être exposée de la manière suivante :

- Les sociétés occidentales sont mobiles et elles changent spontanément. Par contre, les sociétés non-occidentales sont des sociétés immobiles dans lesquelles un changement se déroule lentement. Par conséquent, la modernisation des sociétés non-occidentales implique un processus de changement qui se présente à partir d'une intervention extérieure des sociétés occidentales.[47]

Nous avons déjà montré que le changement de la société traditionnelle vers une société moderne n'est pas automatique pour les sociétés non-occidentales. Ceci étant dit, il n'est pas question que les masses traditionnelles constituant la majorité de la société se manifestent stimulantes dans ce processus de changement. Alors, il existe une orientation de la classe d'élites ou d'un groupe d'intellectuels locaux équipés par les instruments conceptuels de la culture occidentale moderne.

La particularité de cette approche explicative apparaît à partir de la possibilité accordée à l'établissement de la démocratie qui soit restreinte quand le processus de modernisation n'est pas accompli. En effet, la modernité est définie suivant certains facteurs de la culture politique et du développement économique comme nous l'avons expliqué précédemment.

D'autre part, une recherche sur les gouvernements des « partis uniques » dans les pays devenant indépendants en Asie et en Afrique à la moitié des années 1960, montre que « peu de ces sociétés sont totalitaires. Presque toutes sont populistes et sont plutôt pré-démocratiques qu'anti-démocratiques ».[48] Une telle compréhension des régimes de « partis uniques » – établis au cours du passage sont considérés comme des régimes pré-démocratiques – reflète donc un regard optimiste selon lequel ces sociétés parviendront définitivement à la démocratie, c'est à dire à la modernisation.

Cet optimisme s'appuie d'une part sur la distinction entre les régimes autoritaires et totalitaires ; d'autre part, il résulte des qualités de l'intelligentsia qui était le pionnier des régimes des « partis uniques » fondés successivement en Asie et en Afrique après la seconde Guerre mondiale.

---

[47] Ibid., pages: 41-49; 60-74.

Pour mieux comprendre la situation pré-démocratique dans les pays non-occidentaux, nous pensons qu'il serait utile de reprendre l'analyse de Juan Linz à travers laquelle nous allons regrouper les caractéristiques des régimes autoritaires et des régimes totalitaires. Selon Linz, un régime politique totalitaire porte les caractéristiques suivantes : il existe d'une part un centre de pouvoir moniste mais pas monolithique, et quel que soit le pluralisme des institutions ou des groupes existant, il tire sa légitimité du centre. Ce type de pluralisme n'est donc pas le produit des dynamiques de la société ancienne mais il est donc créé de manière politique. Puis, nous pouvons voir qu'il existe une idéologie monopolisante, autonome et plus ou moins développée conceptuellement. Le parti politique sous la direction d'un groupe ou d'un leader qui gouverne, trouve la base et la légitimité dans cette idéologie appropriée[49]. L'idéologie n'est donc pas un simple programme ou une définition des limites d'action politique légitime. En revanche, elle apporte un sentiment téléologique au niveau historique et une réalité sociale. Une autre caractéristique du régime politique totalitaire réside dans la volonté d'intégrer, d'encourager les compatriotes pour mobiliser activement la participation à la vie politique et sociale au niveau collectif. Autrement dit, ni l'obéissance passive ni l'indifférence politique ne sont donc voulues ou soutenues.

Tandis que les régimes autoritaires sont définis à partir d'une mentalité spéciale et propre pour créer une mobilisation restreinte et peu étendue. Un groupe ou un leader maintient donc le pouvoir politique dans un cadre faiblement précisé au niveau officiel.[50]

Nous pouvons clairement voir et dire que les régimes totalitaires et autoritaires ne sont pas démocratiques dans les mesures tracées par les démocraties libérales en Occident. Pour nous, il est donc plus complexe de voir à quel point les deux types se distinguent et pourquoi les régimes totalitaires ne sont donc pas autoritaires. Parce que le « parti unique » comme fondateur de l'Etat ayant le but de réaliser totalement le changement social et de créer une nouvelle société, il est défini « totalitaire » de caractère « utopique » de même qu'il est vu « autoritaire » et « pré-démocratique »

---

[48] David Apter, **The Politics of Modernization**, Chicago and London : University of Chicago Press, 1969, page:3.
[49] Juan Linz, **Totalitarian and Authoritarian Regimes**, London: Lynne Rienner Publishers, 2000, page:70.
[50] Juan J.Linz, **Totaliter ve Otoriter Rejimler** (Les Régimes Totalitaires et Autoritaires) traduit en turc par Ergun Özbudun, Siyasal İlimler Türk Derneği Yay., Ankara, 1984, page 130.

quand le but ultime est un changement partiel de la société en mettant l'occidentalisme comme cible.[51]

Dans cette optique, l'intelligentsia[52] apparaît comme précurseur dans le processus de changement vers la modernisation et il est défini à la fois autoritaire et prédémocratique suivant le gouvernement du parti unique qu'il a formé dans le but de réaliser totalement la modernisation.

1.2.2.2. La modernisation en tant qu'industrialisation

Le processus de développement politique est l'interaction permanente entre les processus de la différenciation structurelle, la capacité de répondre aux besoins et d'être en accord avec ceux-ci. Cette interaction entre ces trois dimensions forme un syndrôme pour le développement politique. Par ces termes, nous pouvons conclure que le développement politique peut être considéré comme étant un regain de la capacité politique élargie suivant l'intervention mênée contre la tension créée par la montée des différenciations. Ce point est aussi important pour reformuler notre problématique s'appuyant sur la tension entre l'idée républicaine kémaliste et la démocratie en Turquie en voie de développement.

En revenant sur notre point de départ, une telle compréhension du développement politique va dans le sens de la fondation des institutions politiques requises par la modernisation. Dans cette optique, ce qui est important c'est de savoir comment les relations existent-elles entre « les forces sociales » et « les institutions politiques ». Effectivement, comme nous avons pu le voir précédemment, les nouvelles conceptualisations de la modernisation ont fait gagner un contenu propre aux sociétés en transition attirant l'attention sur les spécificités des sociétés non-occidentales.

---

[51] Selon Karl Popper, Les régimes qui ont l'intention de 'créer' un nouvel homme et une nouvelle société sont totalitaires lorsqu'ils ont la recherche d'un changement dans son ensemble, d'une manière 'utopique', et ils sont autoritaires s'ils cherchent à devenir partiellement occidentalisés. Karl R. Popper, **Açık Toplum ve Düşmanları**, *(La Société Ouverte et ses Ennemis)*, Ankara :Türk Siyasi İlimler Derneği Yayınları, 1967, Chapitre IX, *Ütopyacılık*, pages : 168-180.

[52] Edward Shills critique de la manière suivante comment l'intelligentsia modernisateur rejette partiellement le système des valeurs culturelles. « *The process of elaborating and developing further the potentialities inherent in a « system » of cultural values, entails also the possibility of a « rejection » of the inherited set of values in varying degrees of comprehensiveness. In all societies, even those in which the intellectuals are notable for their conservatism, the diverse paths of creativity, as well as an inevitable tendency towards negativism, impel a partial rejection of the prevailing system of cultural values. The very process of elaboration and development involves a measure of rejection* ». Edward Shills, **The Intellectuals and the Powers: Some Perspectives for Comparative Analysis**, Comparative Studies in Society and History, Vol. 1, No: 1, Oct., 1958, Cambridge: Cambridge University Press, page :8.

Le changement lié à la conceptualisation dont nous venons de parler porte aussi sur la définition de la modernisation comme l'industrialisation. Ce que nous trouvons intéressant dans cette perspective, c'est l'idée que le processus d'industrialisation donne lieu à des résultats divers au sein de sociétés différentes.

Une recherche remarquable étudiant les processus de changements sociaux à travers les influences sociétales de l'industrialisation a été réalisée par John H. Kautsky et s'intitule « Political Consequences of Modernization »[53]. Selon l'auteur, la modernisation est saisie comme l'industrialisation et cette recherche poursuit la formulation des généralisations pour en mettre un point commun entre les sociétés non-occidentales qui sont en voie d'industrialisation. Dans ce qui va suivre, nous nous servirons donc de cette recherche en tirant quelques traits essentiels pour pouvoir résumer comment la théorie de modernisation entend le processus de transition.

1.2.2.2.1 Les conséquences politiques de la modernisation

Une manière importante de conceptualiser le développement politique dans les sociétés en transition démocratique est basée sur une étude du développement dans le cadre des complications créées par l'industrialisation dans l'ensemble de la société, en prenant compte des aspects similaires et différents de chacune.

Selon cette approche traitée dans le recueil intitulé « Political Change in Underdeveloped Countries » de Kautsky, le seul dénominateur commun est donc l'industrialisation. Cette recherche a pour but d'observer et d'exposer les conséquences de l'industrialisation dans les sociétés différentes sans être fixée sur les préjugés concernant la direction du changement et sans limiter les alternatives des changements politiques dans les structures sociales différentes. Publiée pour la première fois en 1972, cette recherche s'est intensifiée de la manière suivante [54]:

- Même si l'on entend l'industrialisation par la modernisation de la manière vue en Occident, en effet, toute sorte de l'industrialisation occasionne des développements au sens modernisateur.
- Les sociétés dans les quelles l'industrialisation donne lieu au développement vers une société moderne, sont des sociétés non-occidentales. Autrement dit,

[53] John H. Kautsky, "Modernization From Within in Western Europe", **Political Consequences of Modernization**, New York: John Wiley & Sons Inc., pages: 49 -59.

dans les sociétés non-occidentales, l'industrialisation est saisie dans le cadre des influences externes et internes qu'elles mettent dans le processus d'industrialisation.

- Contrairement à la modernisation venant de l'intérieur comme nous l'avons vu en Europe occidentale, nous observons une modernisation dirigée venant de l'extérieur au sein des sociétés non-occidentales. Dans cet aspect, l'aristocratie, la colonisation, la coopération du capital local et étranger sont considérés comme des facteurs principaux de la modernité venant de l'extérieur.

- Une fois que les contacts commencent pour la première fois dans le processus, un groupe d'intellectuels est chargé de s'occuper des nécessités de celui-ci dans la société traditionnelle qui est en voie d'industrialisation. Alors ce groupe, en coopérant avec les autres qui se sont appropriés les valeurs de la société industrielle, composent « les agents » qui nourissent le processus de modernisation de l'intérieur.

- Ces forces définies comme « modernisatrices » par Kautsky, gagnent une situation dominante dans la gestion du changement social, même s'ils viennent au pouvoir avec la partie traditionnelle. Cette situation porte un caractère dominant lorsque ce processus devient une sorte de révolution[55].

- L'objectif principal des forces modernisatrices réside dans l'industrialisation de la société d'où elles sortent. Alors, la production des politiques convenables à cet objectif a une qualité déterminante pour l'institutionnalisation politique après la révolution. Dans cette institutionnalisation, les rôles des paysans, de la bourgeoisie interne et externe, des ouvriers industriels apparus récemment deviennent donc importants à travers leurs relations fondées avec les forces modernisatrices[56].

- Kautsky ayant le but d'expliquer l'influence du processus de modernisation sur le changement politique, analyse les structures politiques institutionnalisées par les modernisateurs en les divisant en deux catégories. D'un côté, il existe une structure politique formée par les modernisateurs qui

---

[54] John H. Kautsky, **Political Change in Underdeveloped Countries**, New York: John Wiley & Sons, 1962, pages: 75 – 84.
[55] Op.cit. page: 101: pages: 149 – 152.
[56] Op.cit. page:112.

exercent une pression sur l'opposition et de l'autre côté il existe une structure dans laquelle les modernisateurs partagent le pouvoir avec les autres groupes sociaux par lesquels ils seront dissous au fil du temps. Il faut préciser que l'auteur place la Turquie dans cette deuxième division.

1.2.2.2.2 La dictature et les origines sociales de la démocratie

Partant de ces points là, nous trouvons qu'il est nécessaire de parler d'une autre recherche menée par Barrington Moore, pour pouvoir clarifier les transformations des sociétés traditionnelles agraires en sociétés modernes industrielles.

L'historien Barrington Moore écrit dans son ouvrage « Social Origins of Dictatorship and Democracy »[57] que la manière de définir les concepts de la démocratie et la dictature est convenable avec la ligne générale de la théorie de modernisation. Moore essaie d'identifier la société moderne avec la société industrielle pour but de purifier des éléments téléologique et ethnocentrique. Alors, selon l'auteur il existe trois chemins principaux qui mènent à la société moderne industrielle.

Le premier chemin va vers le résultat démocratique comme en Angleterre, aux Etats-Unis ou en France à travers la coexistence du capitalisme avec la démocratie libérale. Le second est la révolution du haut comme nous voyons en Allemagne et au Japon. Enfin, le troisième est le communisme que l'on voit en Russie et en Chine. Ces régimes politiques dont nous venons de parler sont apparus comme produits des solutions apportées aux problèmes apparus durant le processus de transformation des sociétés agraires en sociétés industrielles. Selon Moore, ces types de régimes portent des caractères de la démocratie libérale ou de dictatures de gauche et de droite.

La théorie comparée utilisée par Moore est basée sur une explication des relations réciproques des forces sociales en comprenant le changement dans le cadre des formulations « révolutionnaires » et « réactionnaires [58]».

Même s'il existe différentes approches, nous pouvons attirer l'attention sur le fait qu'il existe une ressemblance importante entre l'œuvre de Moore et celle de Kautsky à travers leurs intentions de prouver qu'il existe une spécificité pour chaque société en voie de développement.

---

[57]Barrington Moore Jr., **Les Origines Sociales de la démocratie** traduit de l'anglais par Pierre Clinquart, Les Découverte / Maspero, Paris : 1969, page: 7

[58] Op. cit. Pages: 384 – 399, '*Idéologies de la réaction et de la révolution'*.

Une autre raison pour laquelle nous avons cité la recherche de Moore dans le cadre d'un révisionnisme modernisateur est donc son acceptation selon laquelle il existe des différences structurelles au sein des sociétés traditionnelles agraires. En effet, certaines travaillent à l'avantage du développement de la démocratie parlementaire mais il existe d'autres qui rendent difficile et à la fois impossible un tel développement. Alors, selon l'auteur, les qualités structurelles de la société traditionnelle et le contenu de la tradition sont déterminantes pour que l'établissement démocratique soit possible dans une société. Un autre point important dans cette recherche porte l'accent sur une différence principale entre les phases démocratiques et non-démocratiques en tirant l'attention sur la bourgeoisie comme support au développement démocratique. Autrement dit, s'il n'existe pas de bourgeoisie dans une société, nous ne pouvons pas parler d'une démocratisation.

Par contre, nous trouvons une dimension spéciale, différente de la théorie classique de modernisation quand nous réfléchissons aux analyses de Moore et de Kautsky. Cette différence apparaît lorsqu'ils comptent sur l'intelligentsia de mentalité moderne comme ils ont pour but de moderniser les sociétés traditionnelles et qu'ils leur accordent une mission de changer la réalité sociale à l'intérieur de la société.

De toute façon, il faut bien comprendre que les théoriciens classiques de la modernité avaient « surgelé » le développement historique des sociétés occidentales comme il est vu aux années 1960, en considérant implicitement ou explicitement qu'on a enrichi la société idéale à cette époque. Par contre, les deux auteurs ont tenté d'imaginer et de projeter les développements des sociétés non-occidentales dans la dimension future et historique.

Nous pensons que ces tentatives de critiquer la théorie classique de la modernité ont apporté des nouveautés significatives et convenables pour pouvoir parler des processus de changement dans les sociétés non-occidentales comme la Turquie. Selon Levent Köker, les nouveautés que nous venons de recueillir suivant ces analyses sont les suivantes[59] :

- Les catégories historiques suivant lesquelles la modernité et la tradition excluent l'une de l'autre ne sont plus acceptables.

[59] Levent Köker, **Modernleşme, Kemalizm ve Demokrasi,** *(Modernisme, Kémalisme et Démocratie)*, İletişim Yayınları, İstanbul : 2009, page: 72.

- L'histoire n'est donc plus une période de temps précise et limitée ayant des lois universelles.
- Il est possible que dans les sociétés en voie de modernisation, certains éléments de la société traditionnelle aient une influence accélératrice sur la modernisation.

Une telle purification de la théorie de modernisation des éléments téléologique et ethnocentrique peut être considérée comme étant une étape importante pour analyser la dichotomie de la modernité et de la tradition. Par contre, nous sommes bien conscients du fait qu'une telle amélioration de cette théorie risque de nous tromper lorsqu'elle donne lieu à une légitimation des régimes autoritaires comme élément passager mais obligatoires du processus de changement, contrairement à la première approche qui considère la démocratie occidentale comme une valeur universelle.

1.3. La qualité idéologique de la théorie de la modernisation

La théorie de la modernisation était apparue comme une forme spéciale de l'approche positiviste basée sur la thèse selon laquelle il existe une relation isométrique entre le monde réel et la théorie et qui a pour but d'expliquer le changement social dans les sociétés en transition.

Dans cette optique, la signification de cette théorie comme « théorie d'une installation sociale » se manifeste quand elle porte une qualité idéologique du statu quo lorsqu'elle admet le mode de vie institutionnalisé dans les sociétés occidentales des années 1950.

Une telle idéalisation des structures politiques, économiques et culturelles des sociétés occidentales peut être interprétée d'un côté comme une volonté d'universalisation de certaines valeurs. En revanche, d'un autre côté ces valeurs gagnent un caractère de mesure pour analyser les processus de changement des sociétés qui ne sont donc pas occidentales.

Par ces qualités dont nous venons de parler, la théorie de modernisation apprécie le capitalisme sur le domaine économique, idéalise la démocratie libérale

sur le plan politique et accepte l'ordre idéal de la société que chaque société non-occidentale peut traduire comme l'organisation sociale et politique en occident où le capitalisme demeure avec la démocratie libérale. Ces valeurs dans le contenu idéologique peuvent être résumées comme une idée pour la quelle la technologie et l'industrialisation rendent l'homme plus libre ; une acceptation du capitalisme de l'état de prospérité, un système politique basé sur la liberté de penser, d'exprimer et de s'organiser autour de la souveraineté pluralistique, autrement dit, ce système est donc basé sur l'affirmation de la démocratie libérale.

1.3.1. Le développement politique au sens de l'émancipation humaine

Une autre conceptualisation de la théorie de modernisation a pour but d'apporter une réponse aux questions « comment est-ce que le salut humain est possible ? » ; « comment est-ce que l'abus peut être éliminé ? » et « comment l'émancipation humaine peut se réaliser ? »[60] Dans cette optique, nous voyons que le développement implique la délivrance de l'homme des conditions d'exploitation.

Par là, nous voyons qu'implicitement, la notion de développement est synonyme d'amélioration. Si cette amélioration va dans le sens du « bien » ; alors, ce « bien » sera défini suivant des objectifs apparus dans les choix politiques et économiques des gouvernements à court terme.[61]

En effet, le développement est déterminé suite à une imitation des voies de développement vues dans d'autres pays et finalement il est spécifié selon les déterminations des critères à travers lesquelles la réalisation du potentiel humain se trouve. Plus clairement, le développement à travers l'amélioration du potentiel humain contient les niveaux d'éducation favorables, la participation à la gouvernance, le fait d'être membre d'une nation véritablement indépendante économiquement et politiquement dans le sens d'une non-détermination du gouvernement par la perspective des autres gouvernements.

En d'autres termes, le développement dans le sens d'une réalisation totale du potentiel humain comprend obligatoirement la possibilité d'autodéterminer les conditions de vie de l'homme. Dans ce cas, les développements technologiques et industriels peuvent contribuer à la solution que l'on peut apporter au chômage, à la pauvreté et à l'inégalité. Ils peuvent même les éliminer totalement. Par contre, le trait

[60] Op. cit., page: 93.
[61] Idem.

essentiel du développement dans le sens de la réalisation complète du potentiel est incontournablement la démocratie au niveau politique.

Dans cette optique, la démocratie humaine ne va pas dans le sens d'une démocratie libérale au sens occidental, ni une démocratie d'un « parti unique ».

Sur cette ligne, le développement saisi comme une émancipation humaine a lieu pour comprendre la réalité concrète à travers sa formation sociale et spéciale.

C'est autour de cette réalité spécifique que chaque société évolue vers l'idéal démocratique même si les composants se diversifient. Autrement dit, dans chaque société non-occidentale, il existe une tentative de changer les affaires vers la direction idéalisée de la modernisation. Pourtant, ces idéalisations ne sont jamais identiques. Sur le plan politique, elles se placent au niveau de la représentation des intérêts des groupes à l'assurance des libertés parlementaires ; sur le plan économique suivant lequel le marché libre est répandu et sur le plan culturel, elles se placent à travers l'interprétation et l'appropriation de la religion vu que l'Islam, par exemple, se propage dans tous les niveaux moraux et sociaux de la société.

En ce qui concerne le cas de la Turquie, comme pour les autres pays non-occidentaux, nous devons examiner toutes ces facettes de ces idéalisations qui se heurtent. Nous voulons souligner que ces idéalisations sont importantes pour comprendre la forme prise par le changement politique et social en Turquie. Autrement dit, ces idéalisations, formulées par les « objectifs » politiques, culturels et économiques signifient aussi la rationalité de l'action dirigée de la société vers le changement social.

1.3.2. Le kémalisme républicain en Turquie comme projet de changement social

Nous avons vu précédemment qu'une analyse sur l'idéologie officielle est une étape importante pour comprendre le processus de changement en Turquie. Dans cette optique, nous rappelons qu'une analyse des idéologies peut être effectuée à deux niveaux. Le premier se base sur une reprise de l'idéologie étant un système culturel.[62] Le deuxième type d'idéologie dit « dur »[63] comme nous l'observons en

[62] De cette optique, la recherche est centrée la question comment les acteurs sociaux se définissent dans la société où ils vivent, comment ils positionnent leur communauté parmi les autres dans le monde; et la qualité de la somme de toutes ces définitions. Pour une explication approfondie, Clifford Geertz, Ideology as a Cultural System », The Interpretation of Cultures In Köker, Levent,

Turquie, est basé plutôt sur un programme d'action formulé systématiquement par un certain groupe pour transformer la société ou réaliser le changement social suivant des valeurs et des objectifs aux quels ils sont attachés. C'est pourquoi, nous pensons qu'il est fort intéressant d'analyser le kémalisme républicain afin de comprendre le processus de la démocratisation en Turquie.

Dans cette optique, afin de comprendre la constance de cette idéologie, nous devons passer au fil de cette analyse par les points qui sont les suivants [64] :

a. En premier lieu, il est important d'examiner les origines et les facteurs effectifs des valeurs républicaines et des idéalisations concernant l'idéologie du groupe que nous l'appelons intelligentsia forgeant l'idéologie officielle.

b. Ensuite, il convient de prendre en compte la dimension pragmatique de ce type d'idéologie pour mener et diriger le changement social.

c. Il faut aussi remarquer quels types de restrictions ou d'obstacles auxquels il est confrontés.

d. Enfin, nous devons prendre en compte les paradoxes qu'il porte en lui-même.

En tenant compte des réflexions sur le concept de développement politique comme une critique apportée au courant du modernisme, il nous est possible de comprendre une idéologie dans le cadre de ses propres termes. En ce qui concerne notre cas, nous pensons que la structure politique et sociale en Turquie ne nous paraît pas descriptive si nous voulons faire une décomposition de l'idéologie kémaliste en fonction des motrices « modernisatrices », « traditionnelles », « progressistes » ou « réactionnaires ». Pour faciliter la compréhension, nous nous référons à l'analyse de Karl Mannheim, selon ce dernier, il existe deux mesures qui rendent possible l'analyse de l'idéologie dans une société non-occidentale. La première peut être précisée avec le traitement de la question sur la prise de position de l'idéologie au sujet du conserver ou de changer le statu quo.

Modernleşme, Kemalizm ve Demokrasi, *(Modernisme, Kémalisme et démocratie),* İstanbul : İletişim Yayınları, 2009, page : 101.

[63] Şerif Mardin, **Ideology and Religion in Turkish Revolution** In International Journal of Middle East Studies, Tome:II, 1971, Cambridge: Cambridge University Press, 1971, pages: 197-211.

[64] Levent Köker, **Modernleşme, Kemalizm ve Demokrasi**, *(Modernisme, Kémalisme et Démocratie),* İstanbul : İletişim Yayınları, 2009, page:102.

Selon Mannheim, une idéologie comme un système de pensée qui porte sur l'idée de préserver le statu quo, montrera un caractère conservateur[65]. En partant de cette réflexion, il ne sera pas faux de dire que la pensée bureaucratique à base d'élites modernistes, peut être classée dans la catégorie du conservatisme suivant sa volonté de préserver le statut quo. En effet, comme l'explique Mannheim, le conservatisme peut avoir des qualités multiples suivant le contexte social et historique d'où il provient.

De ce point de vue, la situation en Turquie ne nous permet pas de classifier rapidement le positionnement de l'idéologie au niveau conservateur, progressiste, modernisateur ou réactionnaire. Dans ce cadre, il serait aussi cohérent de dire que le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP), en tant que porteur de l'idéologie du kémalisme, pourraît être donc analysé comme étant conservateur au niveau des valeurs républicaines.

Au point de la conservation de ces valeurs formant le système de pensées kémalistes, il convient de mentionner les valeurs élémentaires universelles rousseauistes qui ont permis de formuler l'idéologie fondatrice de la République turque.

En soulignant ces éléments rousseauistes, il nous sera possible de continuer à construire les éléments principaux de notre cadre théorique afin de supporter notre thèse concernant la tension en Turquie entre l'idée républicaine et la démocratie incarnée au sein du Parti Républicain du Peuple.

1.3.2.1. La fondation contractuelle de la République

Jean-Jacques Rousseau, dans son œuvre « Du Contrat Social » redéfinissait l'idée républicaine de la liberté par le gouvernement de la loi et non des hommes. Autrement dit, être libre consiste à obéir à la loi, exprimant la « volonté générale ». La loi est donc impersonnelle et générale et elle a la vocation à protéger chaque citoyen de l'arbitraire. C'est en partant de ce point que Rousseau définissait la liberté comme une garantie non pas contre l'Etat, mais contre l'emprise des autres citoyens.[66]

---

[65] Karl Mannheim, **Essays on Sociology and Social Psychology**, "Conservative Thought", édité par P.Kecskemeti, Routledge and Kegan Paul Editions, London: 1969, pages: 74-164.

[66] A la manière d'Aristote, Le Contrat Social définit la république comme un régime visant le bien commun : « *J'appelle donc république tout Etat régi par des lois, sous quelque forme d'administration que ce puisse être, car alors l'intérêt public gouverne et la chose publique est quelque chose* ». Jean-Jacques Rousseau, **Le Contrat Social ou Principes du Droit Politique**, Livre

1.3.2.1.1 Qu'est-ce que le contrat social ?

Nous pouvons distinguer la volonté générale de la volonté de tous, qui est une forme de volonté particulière. Elle se corrompt sous l'effet des intérêts et des sociétés qui obscurcissent le bien commun. Il faut donc qu'il n'y ait pas de sociétés partielles dans l'Etat et que chaque citoyen agisse d'après lui. L'idée de la volonté générale implique aussi la distinction entre la souveraineté et le gouvernement. La loi étant la déclaration de la volonté générale, il s'ensuit que le peuple, dans sa puissance législative, ne peut exprimer par une assemblée des représentants. Il faut donc distinguer le souverain du gouvernement qui ne doit être qu'un exécutant.

Celui-ci risque cependant d'agir contre la volonté générale du souverain en faisant primer sa volonté particulière, en menaçant aussi ruiner le corps politique. Autrement dit, le problème est de définir « (…..) *Une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et le bien de chaque associé, et par laquelle chacun s'unissant à tous n'obéit pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant* »[67].

Par cet acte d'association est créée une réalité nouvelle, un corps collectif, détentrice d'une souveraineté inaliénable et indivisible. Ainsi l'originalité de Rousseau tient à la manière dont il reformule le républicanisme dans un langage contractuel. C'est en effet grâce au règne de la loi que le sujet peut se délivrer de la dépendance : « *Chacun se donnant à tous ne se donne à personne ; et comme il n'y a pas un associé sur lequel on n'acquiert le même droit que lui cède sur soi, on gagne l'équivalent de tout ce qu'on perd, & plus de force pour conserver ce qu'on a* ».[68] Dans cette perspective, le caractère général de la loi, par conséquent, est la condition de la liberté.

1.3.2.1.2 La volonté générale et le rejet des fractions

Ainsi le modèle rousseauiste de délibération exclut tout espace public compris comme lieu de confrontation des différents groupes et associations, c'est-à-dire, il n'y a pas de place ici pour les conflits entre les groupes hétérogènes.

Un autre point remarquable est que la constitution républicaine ne doit pas être confondue avec la constitution démocratique car d'après Rousseau, la dernière porte

---

II,Chapitre VI, P.Pourrat Frères, Editeurs, Imprimerie de Bourgogne et Martinet, Paris : 1839, page :73.

[67] Op.cit., Livre I, Chapitre VI, "*Du Pacte Social*", page: 41.

en elle de graves défauts depuis son origine. En effet, la théorie républicaine prenait une part critique contre la démocratie et que la tension dont nous venons de parler vient de la théorie par nature à laquelle nous reviendrons dans les parties suivantes de notre recherche.

1.3.2.1.3 Penser la religion civile

Comme les lois sont impuissantes des mœurs vertueuses, selon l'auteur, il faut unifier les citoyens dans l'amour de leur patrie. La menace des volontés particulières ne supplante pas la volonté générale. Les hommes tendent à accorder la priorité à leurs intérêts particuliers. Par contre, la recherche du bien commun n'exige pas chez Rousseau le sacrifice des individus même si l'intérêt public exige de renoncer à la poursuite égoïste des intérêts personnels.

À la lumière de cette réflexion, la République ne conservera sa stabilité que par des croyances sacrées, c'est-à-dire par une « religion civile »[69]. Rousseau insiste même sur le rôle de la religion pour nourrir la vertu des citoyens pour qu'ils s'attachent à la patrie. Alors, la République doit se fonder sur une religion civile constituée de croyances indispensables à l'unité sociale comme la « sainteté » du Contrat social et des Lois, à qui s'ajoute un dogme négatif contre le religieux.

1.4. Le retour et la consolidation du paradigme républicain

« Une des mutations intellectuelles des dernières décennies du XXème siècle aura été le retour en force de l'idée républicaine » dit Serge Audier, professeur des théories de la République. La redécouverte du républicanisme à la fin du XXème siècle a renouvelé les termes du débat en philosophie politique, jusqu'alors dominée par l'opposition entre le libéralisme et le socialisme. L'idée républicaine s'est ainsi imposée comme l'une des voies plus enrichissantes pour sortir des faiblesses théoriques imputées au libéralisme et pour affronter les phénomènes contemporains de dépolitisation, de corruption, et de fragilisation du lien social. De là un riche débat sur l'actualité des thèses néo républicaines, dont on dégagera les enjeux, à partir d'abord des positions se réclamant du républicanisme, notamment chez Pocock,

[68] Op.cit., page:42.
[69] Livre VIII, Chapitre IV, "*De La Religion Civile*", page: 220.

Skinner et Pettit, puis en analysant les discussions autour de cette thématique pour s'interroger sur la tension entre le républicanisme et les revendications démocratiques. En définitive, l'enjeu est de savoir comment la contradiction s'enracine dans le républicanisme lorsqu'il apporte des solutions spécifiques aux problèmes démocratiques actuels.

Par conséquent, nous estimons que la théorie néo républicaine serait applicable et utile à notre thèse pour mettre en lumière la tension entre l'idée républicaine et les revendications démocratiques que nous observons cristallisée au celui Parti du Républicain du Peuple en Turquie.

1.4.1. Le concept du « néo républicanisme » et ses traits essentiels au centre de nouvelles interrogations

Ceux qu'on appelle « tenants » du républicanisme dans la théorie contemporaine sont donc unis à travers d'un cadre classique des conditions nécessaires reliées pour achever une république réglée où le principe central est la vertu civique très répandue. Historiquement, une espèce alternative de la république apparait vers la fin du 18ème siècle au début du 19ème siècle qui prend départ à partir de l'idéal d'une république vertueuse dans la tradition classique. Durant cette période, les penseurs ont construit un système politique d'autogouvernement collectif qui contient la société commerciale.

Ce dessein positif du changement historique assigne un rôle différent au plan institutionnel et assume une conception plus nombreuse du « citoyen ». Ces développements ont été pris dans la pensée de Constant et de Tocqueville structurant leurs anxiétés sur les républiques démocratiques commerciales et pour lesquels les significations apparaissent lorsque l'engagement et la politique culturelle active sont au centre de la compréhension de la liberté[70]. L'absence d'une vertu bien répandue ne menace pas la liberté et les solutions (qui ont besoin de lois et d'institutions) sont

[70]Pour les tenants du républicanisme classique, la vertu civique assure l'existence de la liberté. Encore il faut préciser quelle est leur conception de la liberté. L'homme est libre lorsqu'il vit selon sa nature et peut participer à la vie politique en tant que citoyen égal aux autres. Il s'agit donc d'une liberté qui s'actualise à travers la collectivité et non d'une liberté individuelle. La liberté est cependant très fragile, car l'individualisme menace la vertu civique et peut plonger à tout moment le corps politique dans le despotisme. En effet, lorsque les individus pensent plus à eux qu'au bien commun, il est inévitable, selon les républicains classiques, que le désordre public en résultera, car tous les hommes chercheront à satisfaire leurs désirs individuels et, en conséquence, ne se consacreront plus au bien commun. Dans telles circonstances, la seule façon de ramener l'ordre sera de placer un tyran ou un despote, qui saura réorganiser la société, à la tête du régime. Or, tout comme la vertu civique est liée à la liberté.

dirigées vers la reconstruction des citoyens vertueux[71] qui n'ont pas besoin d'être cherchés.

Dans le cadre générale, nous pensons que le néo républicanisme reste lié à la tradition classique d'une manière non discutable pour certaines raisons. Les penseurs contemporaines ont tendance de le garder tel quel était. Pourtant, ainsi qu'ils retournent aux sources de la tradition républicaine, ils ont troublé l'issue de ce qui est convenable pour le républicanisme concernant les politiques actuelles. Les dessins distincts de la république ont été troublés, selon les penseurs comme Constant et Tocqueville, qui se voient offrir des arguments efficaces pour renouveler la théorie de république dérivée du travail des penseurs comme Rousseau et Machiavel. De même en reposant sur les suppositions et l'engagement concernant la stabilité de la république, l'absence du législateur augmente les questions sur la cohérence théorique du républicanisme au sujet de la transition et la stabilité. Dans la mesure où les théoriciens contemporains du républicanisme classique ne traitent pas ces questions relevées, leurs considérations possèdent certaines confusions et ils gardent certaines observations critiques.

Ces questions révèlent des interrogations pour savoir à quelle mesure la théorie de la République qui accommode la société avec le commerce n'a pas ces propres problèmes y inclut la question de l'égalité politique qui coexiste avec les marchés capitalistes ou bien, l'activité politique qui a besoin de préserver la liberté dans les sociétés commerciales.

En invoquant le langage classique de la vertu civile et en attirant une conception de l'ordre politique au cœur de cette ancienne tradition, le néo républicanisme se donne sur une superstructure pour laquelle l'idéal de la citoyenneté et le système de l'ordre politique sont associés aux républiques du monde ancien. Ce courant de pensée n'est pas homogène. Il groupe des penseurs aussi différents que J.G.A.Pocock, Quinten Skinner, Philipp Pettit.

Toutefois, ces auteurs se rejoignent dans l'idée que la tradition républicaine mérite d'être redécouverte afin de proposer un autre modèle que le libéralisme car en

[71] Seul l'exercice de la citoyenneté, c'est-à-dire la participation active au corps politique, lui permet de contrôler ses passions individuelles et ainsi de s'attacher au bien commun – donc à autre chose qu'à lui-même. L'attachement au bien commun est une première condition de la vertu. Suivant l'acception gréco-romaine de la vertu, les penseurs du républicanisme classique proposent que, pour être vertueux, les citoyens doivent accepter de gouverner mais aussi d'être gouvernés à leur tour. Pour que

effet la tradition libérale comporte des faiblesses théoriques comme l'incapacité de prendre en charge des questions aussi inquiétantes que la corruption politique, la perte du sens civique et l'érosion de l'autorité. Les penseurs que nous venons de choisir sont plus systématique dans leurs travaux du républicanisme en accordant une attention signifiante concernant les conditions de la liberté.

Au premier regard, la discussion thématique joue un rôle central chez Pocock qui résume d'ailleurs les acquis de son histoire du républicanisme dans « Le moment machiavélien », en se référant à l'idéal renaissant de l'homo politicus, c'est-à-dire « zoon politikon » d'Aristote selon lequel l'être humain est par nature un animal politique.[72] Cette tradition républicaine a été longtemps oubliée par les historiens qui avaient centré leur attention sur les concepts juridiques au libéralisme en mettant les concepts à côté comme la citoyenneté et la vertu qui sont constitutif pour le républicanisme. Selon Pocock, le républicanisme accorde la priorité non à l'activité marchande de l'individu mais à l'action du citoyen réalisant son essence d'homme libre par l'engagement dans la vie publique, conçue comme un « devoir ». Par là, l'importance est accordée aux vertus civiques et au patriotisme : la république constitue l'espace privilégié de réalisation du bien commun que les citoyens doivent défendre contre les menaces de corruption. En ce sens, nous pensons que le républicanisme valorise la liberté des « Anciens » en impliquant le dévouement à une communauté particulière, à l'inverse de la théorie libérale du gouvernement représentatif, selon laquelle l'Etat doit être neutre sur le plan éthique.[73]

Nous pensons que l'originalité de J.G.A. Pocock se trouve dans son analyse, lorsqu'il explique pour la première fois comment la phase de l'économie politique a cédé sa place à la phase de la culture politique. En effet, Pocock essaie de nous montrer la contradiction entre la culture et la liberté suivant que la croissance de la culture et du commerce qui donnaient aux hommes assez de liberté pour s'occuper du bien des autres, comme du leur, « il s'ensuivrait alors que la *polis* était construite par les forces-mêmes qui devaient la détruire. »[74] En effet, la redistribution des biens au niveau économique, donne lieu à l'expérience des matières premières dont se nourrissent la passion, l'imagination et l'intellect. Par contre, la situation nous est

---

tous les citoyens acceptent tour à tour et sans désordre les rôles de gouvernant et de gouverné, ils doivent se considérer égaux.

[72] J.G.A. Pocock, **Le Moment Machiavélien, La pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique**, Paris : Presses Universitaires de France, 1997, page:568.

[73] Idem.

[74] Op. cit., page:511.

clairement montrée chez Pocock suivant laquelle une contradiction s'enracine de la dépersonnalisation issue de la redéfinition de l'homme comme un animal producteur et marchand sous l'absence de toute référence au bien public. L'analyse de Pocock est tellement remarquable puisqu'il nous montre comment au fil du processus de modernisation, la phase économique donne lieu à la possibilité de privatisation des individus mais elle a donc un effet pervers de briser la cohésion sociale par la spécialisation du travail ou par la manifestation des revendications identitaires. Dans cette analyse, nous observons parler d'une crise entre le crédo républicain portant sur la valorisation du bien commun suivant la vertu du citoyen ; et le déclin de l'esprit civique suivant les acquis du processus de modernisation, au niveau des revendications démocratiques incontournables.

En effet, selon Pocock, c'est par là qu'il serait donc possible de décrire l'homme comme un « animal culturel », en considérant la culture comme un produit de l'économie. Par contre, comme nous venons de dire, dans ce processus de modernisation, «la spécialisation » à travers les métiers ou la séparation des rôles à travers les pratiques commerciales se controversent avec le dessein classique qui avait uni le citoyen.

Encore une fois, nous estimons que c'est ici qu'on trouve chez Pocock, la tension dont nous voulons mettre en lumière, que les idées républicaines ont du mal à évoluer les revendications démocratiques depuis que nous sommes à la phase culturelle. De même, selon la théorie envisagée, l'un des effets pervers du commerce, c'est qu'il ne conduit pas seulement à une spécialisation du travail comme cause de corruption, mais aussi à la création d'individus partageant des conceptions des biens différents à laquelle le républicanisme a du mal à s'adapter.

D'ailleurs, jusqu'à la fin des années 1970 durant laquelle la théorie Keynésienne[75] était toujours valide pour répondre aux revendications sociales et politiques; les républicains pouvaient encore apporter des réponses aux difficultés

[75] A la différence de la théorie libérale, Keynes croit en une intervention de l'Etat dans l'économie. Pour lui, une crise est due à une mauvaise répartition des richesses ; il faut redistribuer (*to deal*). Ce qu'on entend par la redistribution des richesses, c'est qu'un ensemble de transferts économiques entre les acteurs économiques du pays organisés par les autorités politiques. Ce faisant, l'état providence poursuit un double objectif de protection sociale ; d'assurances contre les risques et les aléas de la vie, mais aussi un objectif de justice sociale via certains mécanismes complexes de redistribution des richesses. Pour cette explication, nous avons profité des analyses fournies par Prof.Dr. Süleyman Seyfi Öğün, professeur d'économie politique à l'Université de Maltepe, lors de nos entretiens sur la culture politique turque. Ce point de repère nous a conduit vers une lecture de la théorie keynésienne

des sociétés démocratiques marquées par la crise du lien social. Par contre, comme nous retrouvons pour la première fois les idées élémentaires chez Pocock, l'économie politique a du mal à s'habituer au passage à la période de la « culture politique » nécessitant une transformation dans le contexte actuel de globalisation caractérisé par un affaiblissement des Etats-nations et la montée du multiculturalisme.

Pour rendre notre explication plus claire, nous reprenons cette analyse sous-tendue par une position très critique à l'égard du commerce, que Pocock formule de la manière suivante :

> « *(.....) Les méthodes des hommes pour se procurer et distribuer les biens nécessaires à la vie fournissaient à l'expérience les matières premières dont se nourrissaient la passion, l'imagination et l'intellect, et dans chacune la personnalité humaine était perçue comme construite sur les configurations adéquates à cette étape de culture. Une théorie de l'homo faber, du travail comme auteur de valeurs pouvait désormais être invoquée par Adam Smith. Il était devenu possible de décrire l'homme comme un animal culturel, et la culture comme le produit de l'économie ; et comme les biens produits et les techniques pour les produire et les distribuer croissaient en complexité à chaque phase, la culture humaine l'imagination croissaient parallèlement en complexité.* »
>
> « *En bref, la spécialisation*[76] *était une cause majeure de corruption ; le seul dont on pouvait dire qu'il pratiquait la vertu ou qu'il vivait dans une cité où la justice était authentiquement répartie, était le citoyen en tant qu'amateur, propriétaire terrien, indépendant et disposé à réaliser dans sa propre personne toutes les fonctions essentielles à la polis. Il n'y avait pas d'art qu'il puisse refuser de faire sien. Mais les arts s'avéraient avoir été construits au fil d'un processus de spécialisation, alors la culture elle-même était en contradiction avec l'ethos du zôon-politikon ; si l'on soutenait en outre-comme il était clairement possible de le faire- que seuls la spécialisation, le commerce et la culture donnaient aux hommes assez de liberté pour s'occuper du bien des autres comme du leur, il s'ensuivrait alors que la polis était construite par les*

---

dont nous venons de parler, la théorie qui promouvait l'intervention régulatrice de l'état dans l'économie du marché.

forces-mêmes qui devaient la détruire. Une fois la terre et le commerce placés dans une séquence historique, l'homme civique se trouvait exister dans une contradiction historique. »

« *Le paradigme du commerce présentait le mouvement de l'histoire comme allant vers la multiplication infinie des biens, et regroupait tout le progrès de la civilisation matérielle, culturelle et morale sous cette rubrique. Mais tant que le progrès n'incluait pas de concept équivalent à celui du zôon-politikon, de l'individu comme être autonome, capable d'opérer des choix autonomes en morale et en politique, il ne pouvait qu'apparaître s'éloigner d'une composante essentielle de la personnalité humaine. En outre cette corruption s'engendrait elle-même ; la société en tant que moteur de la production et de la multiplication des biens était hostile, de façon inhérente, à la société en tant que fondation morale de la personnalité. L'histoire du commerce révélait une fois plus que la république n'avait pas résolu le problème de son existence en tant que valeur universelle dans le temps particulier et contingent.* »[77]

Pour les républicains, la production économique et le commerce ne sont donc que la condition de l'activité politique et non l'inverse. C'est avec cette critique que Pocock retrouve l'idéal d'une relation non médiatisée par les choses, qui serait égalitaire au sein même de la modernité. Selon l'auteur, la modernité aurait été en effet le « théâtre d'un conflit entre libéralisme et républicanisme » occulté tant par les libéraux que par les adversaires socialistes ou conservateurs durant le XXème siècle. Nous devons nous rappeler que Pocock possède une conception optimiste de la modernité mesurant l'importance du républicanisme moderne. Sa critique vise surtout à montrer que Marx n'est pas un « héros solitaire » : la dénonciation des effets mutilants du capitalisme sur la personnalité des ouvriers s'inscrirait en réalité, dans le sillage de la critique par les républicains des dangers du commerce et de la division du travail. [78] Cette analyse accueillie très favorablement en France, néglige toutefois les clivages au sein même du courant républicain. En particulier, Pocock

---

[76] Ce qu'on entend par la spécialisation, c'est la division et la spécialisation du travail suivant la théorie du travail invoquée par Adam Smith.

[77] J.G.A. Pocock, **Le Moment Machiavélien, La pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique**, Chapitre XIV, Le débat du XVIIIe siècle, '*La vertu, la passion et le commerce*' , Paris : Presses Universitaires de France, 1997, pages :511-513.

[78] J.G.A. Pocock, **Vertu, Commerce et Histoire**, Chapitre III, '*Autorité et propriété*, La question des origines du libéralisme', Paris : Presses Universitaires de France, 1998, pages:73-97.

sous-estime l'originalité du républicanisme conflictuel de Machiavel. De plus, sa conception de l'idéal républicain semble relever d'une vision « éthique » de la vie publique qui présuppose le partage par les citoyens d'une même conception du bien.

Un autre penseur du républicanisme, Quintin Skinner, ne propose pas de thèse de la même radicalité que celle de Pocock ; en effet son modèle républicain est moins hostile au libéralisme et il ne valorise pas la participation civique comme une fin en soi, mais un simple moyen au service de la liberté et de la sécurité individuelle. Selon l'auteur, le républicanisme moderne montrerait les limites du libéralisme qui jugeait toute intervention de l'Etat, et privilégiait la liberté individuelle sans mesurer que cette liberté nécessite l'engagement civique.[79]

1.4.2. Le néo républicanisme propose « une théorie de liberté et du gouvernement »

Philip Pettit, dans son livre intitulé « Républicanisme » défend une idée de liberté qui prolonge et infléchit les thèses de Skinner.[80] Son propos est de réhabiliter la théorie républicaine classique, pour qui la liberté est le contraire de la dépendance vis-à-vis d'autrui. Il s'agit de renouer l'idée romaine de *libertas* en définissant d'abord la liberté par l'absence de servitude. Selon l'auteur, « la thèse néo républicaine est en effet que la conception libérale centrée sur la défense de la sphère individuelle contre les interférences de l'Etat, ne s'est pas montrée assez attentive aux situations dans lesquelles l'individu, sans nécessairement subir les agressions ou atteintes effectives d'autrui, se trouve néanmoins obligé de vivre en permanence sous la menace de l'arbitraire, subissant toutes sortes d'humiliations et de vexations. »[81]

Pettit oppose à l'idée libérale de la liberté comme absence d'interférence, l'idée républicaine de la liberté comme absence de domination. Nous parlons d'une domination lorsque le sujet se trouve soumis à la volonté arbitraire d'autrui, ce qui

---

[79] Skinner souligne, dans sa lecture de Machiavel, le lien entre la liberté publique et la liberté de chaque individu. Autrement dit, selon l'auteur la liberté républicaine se trouve donc au service de la sécurité individuelle, elle préserve le sujet de l'arbitraire des puissants. Par là, nous comprenons que l'émancipation des individus grâce au civisme n'implique pas ici leur commune allégeance à une seule conception morale et culturelle. Serge Audier, *'Le républicanisme « instrumental » de Skinner'*, **Les théories de la république**, Paris : Editions La Découverte, 2004, page:77.

[80] Philip Pettit, **Républicanisme, Une théorie de la liberté et du gouvernement**, traduit de l'anglais par Patrick Savidan et Jean-Fabien Spitz, Editions Gallimard, Paris, 2004.

[81] Serge Audier, , "L'idée Républicaine de la liberté selon Philip Pettit, **Les théories de la république** Paris : Editions La Découverte, 2004, page: 80.

signifie un supérieur, durant une longue période, peut ne pas interférer effectivement, tout en exerçant une domination. [82]

> *« La non-domination au sens que nous retenons ici renvoie à la position dont jouit un individu quand il vit en présence d'autres personnes qui, en vertu d'un certain dispositif social, s'abstiennent d'exercer sur autrui un pouvoir de domination. Comme nous le verrons, un tel statut peut posséder divers degrés, bien qu'il puisse être plus commode d'y référer sur le mode du tout ou rien. Nous pouvons dire qu'une personne jouit d'une situation de non-domination quand elle vit parmi d'autres (.....)C'est-à-dire que, dans cette situation, personne n'a la capacité d'exercer de manière arbitraire un pouvoir d'interférence dans ses choix. »*[83]

L'interprétation de liberté selon Pettit nous renvoie à sa prise de position concernant la puissance de la loi comme garantie de toute liberté publique. Il nous faut, pour mieux comprendre ce point, montrer comment l'Etat n'interférera pas de manière arbitraire où le gouvernement fort de sa majorité peut aisément constituer une force de domination pour certains groupes ethniques, culturels ou sexuels. Selon Pettit, les adversaires de la domination doivent déplorer la doctrine du libre contrat en évoluant la contestation assurée. C'est là où nous remarquons que l'auteur souligne l'importance de la loi. En effet, ce positionnement porte sur la question de savoir si la loi elle-même constitue une abrogation de la liberté, une limitation imposée à la liberté préexistante des individus ; limitation qui se justifie parce qu'elle rend possible globalement une plus grande liberté et un plus grand bonheur.

Au-delà d'un système adéquat des lois républicaines, un autre point important se montre nécessaire pour assurer le succès du genre de régime auquel les républicains aspirent. En effet, nous pouvons supposer que les lois dont nous avons dessiné le projet servent efficacement la cause de la non-domination, nous pouvons supposer également qu'elles assignent à la république les objectifs et les formes qui

---

[82] La thèse de Pettit, c'est à dire la conception libérale de la liberté a été trop marquée par la distinction de I.Berlin entre "la liberté positive" et "la liberté négative" selon laquelle la première se définit par l'absence d'interférence d'autrui, c'est-à-dire par une sphère d'action où chacun fait ce qu'il souhaite, du moment qu'il ne nuit pas à autrui. A cette conception oppose la « liberté positive », comprise comme autodétermination, où l'essentiel est la source du pouvoir d'agir, le contrôle collectif par les sujets de leur vie commune. « *Berlin, opte pour la première, en arguant que la liberté positive peut avoir des conséquences oppressives : au nom de la liberté authentique, on peut contraindre l'individu à renoncer à son projet de vie.* » Serge Audier, **Les théories de la république**, '*L'idée Républicaine de la liberté selon Philip Pettit'*, Paris : Editions La Découverte, 2004, page: 81.

conviennent et qu'elles établissent un appareil efficace pour contrôler les représentants officiels de cette république. Par contre, que faut-il ajouter à ces lois si nous voulons réellement faire progresser la liberté comme non-domination ? Nous retrouvons la réponse à cette question chez Pettit en un mot : *des normes*.

> « *Les lois doivent être inscrites dans un réseau de normes qui dominent effectivement-indépendamment de toute coercition par l'Etat – dans le domaine de la société civile. La société civile, c'est la société conçue comme une association qui va au-delà de la famille, mais qui reste en deçà de la société politique ; c'est le genre de société qui s'étend au-delà des limites étroites des solidarités familiales, mais qui ne requiert pas absolument l'existence d'un Etat coercitif. (Taylor, 1995, essai 11 ; Gellner, 1994 ; Kumar, 1993). Si l'on veut que l'Etat parvienne à trouver place dans le cœur des gens, et si l'on veut que les lois possèdent une efficacité réelle, il faut que ces lois travaillent en synergie avec des normes déjà établies ou en voie d'établissement au sein de la société civile. Les normes doivent apporter leur soutien aux lois et les lois doivent apporter leur soutien aux normes.* »[84]

Ainsi, nous retrouvons une symétrie de cette tendance de civiliser la société chez les élites kémalistes en Turquie suivant la volonté d'intégrer et renforcer les valeurs de la République. En effet, nous savons que les lois républicaines doivent être inscrites dans un réseau de normes sociales si l'on veut que les lois républicaines aient une chance de prospérer, elles doivent donc être étayées par des habitudes de vertu civique. Lorsque nous formulons notre affirmation de cette manière, le rapport que cette approche entretient avec la tradition républicaine, nous devient encore plus évident.

Sur la lignée de cette activité de « civiliser la république », une étude remarquable introduite par un politologue turque Dr. Füsun Üstel, porte sur certains caractères du « profil officiel du citoyen », ayant été consacrée à l'arrière-plan historique de la genèse de l'Etat-nation et de la citoyenneté en Turquie.[85] Dr. Füsun

---

[83]Philip Pettit, **Républicanisme, Une théorie de liberté et du gouvernement**, "*La liberté comme non-domination*", Paris : Editions Gallimard, 2004 pour la traduction et l'édition françaises, page:95.
[84]Philip Pettit, **Républicanisme, Une théorie de liberté et du gouvernement**, "*Civiliser la république*", Paris : Editions Gallimard, 2004 pour la traduction et l'édition françaises, page: 324.
[85]Füsun Üstel, **Türkiye Cumhuriyeti'nde Resmî Yurttaş Profilinin Evrimi***, (Evolution du profil officiel du citoyen convenable en République turque)*, Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce C.4: Milliyetçilik, *(Pensées Politiques en Turquie Contemporaine)*, Volume: IV, Tanıl Bora (éditeur), İstanbul : İletişim Yayınları, 2004, pages:275-283.

Üstel a montré, de manière précise et argumentée, comment l'enseignement de l'instruction civique, à partir de 1924, a formé le « profil officiel du citoyen », évoluant au fil des décennies vers un modèle de "citoyenneté naturelle" indexée sur l'ethnicité turque et l'islam et provoquant de ce fait un malaise grandissant sur le plan identitaire. De la même manière, l'auteur considère que l'école comme un appareil idéologique d'Etat, a toujours joué en Turquie un rôle premier dans l'éducation à la citoyenneté.

Dans son analyse, l'étude du contenu des manuels de "Morale et d'instruction civique" en usage dans les écoles primaires et secondaires à partir de la fondation de la République, permet de recenser l'ensemble des prescriptions qui s'attache au rôle du « citoyen convenable » et d'analyser les transformations sémantiques majeures concernant les concepts de patrie, nation, et État. La compréhension du « citoyen convenable », évolue au fil des décennies vers une conception subjectiviste et essentialiste de la nation se distanciant par rapport au discours officiel de nation contractuelle.

Dans la partie de conclusion, cette étude de Füsun Üstel nous offre une réflexion générale sur les interactions et tensions entre les identités culturelles et politiques, le problème de la place de l'ethnicité dans la définition de la citoyenneté comme conséquences de cette ingénierie pédagogique fut par le courant kémaliste.

1.4.3. Les impasses du modèle républicain : CHP au sommet de la tension entre les élites républicaines et les élites politiques démocrates

La discussion du républicanisme est au cœur des débats actuels autour du multiculturalisme. Cette notion porte en soi une ambigüité vu qu'elle se réfère à la fois aux « minorités nationales », c'est-à-dire aux populations autochtones marginalisées suite à des conquêtes ; et à la fois aux minorités venant de l'immigration. Selon les contextes, les luttes en faveur du multiculturalisme nourrissent des revendications diverses ; reconnaissance de possibilités accrues d'autogouvernement, politiques de discrimination positive, et l'inscription juridique du droit à la différence ethnoculturelle. C'est cette considération qui fait que la relation entre le kémalisme, le modernisme et la démocratie constitue un caractère problématique.

Malgré son projet modernisateur au niveau populiste, Le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) comme le porte-parole de l'idéologie

officielle, reste encore le seul parti intégral de la politique turque. Cette forte situation idéologique défend aujourd'hui une position exclusive, particulièrement dans la relation avec la démocratisation et le multiculturalisme nourrissant plusieurs débats concernant le rôle de la religion et le nationalisme en Turquie comme élément perpétuels de l'intolérance et de la xénophobie. La considération kémaliste de la pluralité de la démocratie occidentale est basée sur la lutte et les différences des classes sociales. En revanche, le populisme turc exige qu'il n'y ait pas de classe différente dans la société. Sur cette lignée, les minorités kurdes, arméniennes ou alévies ont été dissoutes sous le parapluie républicain de l'Etat turc. Par contre, ce que nous voyons aujourd'hui, c'est que le problème kurde et la question du « génocide » arménien jouent un rôle traumatisant sur l'arène politique en polarisant le peuple dans des camps différents.

Par cela, il est reproché au républicanisme d'avoir sous-estimé originellement le pluralisme social et politique. Autrement dit, l'erreur de la thèse républicaine serait en effet de fonder la délibération publique sur une entente d'ordre « ethico-politique », supposant un héritage culturel partagé. Le républicanisme défendrait ainsi une idée de la citoyenneté, désormais irrecevable dans les sociétés modernes, conçue comme autogouvernement d'une communauté ethnique et culturelle homogène.

À la base, penser la citoyenneté consiste sur l'idée qu'aucun lien d'appartenance ne permet seul de réaliser toutes les potentiels de chacun. En vérité, une démocratie vivante doit valoriser les multiples appartenances de l'individu dans les diverses sphères associatives et religieuses, et favoriser sa participation à tout échelle politique, depuis la vie locale jusqu'au niveau internationale. Effectivement, pour les néo républicains, l'idée est que l'engagement civique est la condition d'une société libre.

Par contre, selon Walzer, les néo républicains négligeraient l'importance du phénomène associatif, en privilégiant la participation directe à la vie politique et en réduisant les associations à un simple moyen de l'éducation civique. Une telle critique porte sur cette focalisation de la politique révèle une difficulté du néo républicanisme à saisir la spécificité des individus modernes, qui ne peuvent plus se

satisfaire d'une seule appartenance suivant leur identité complexe nourrissant d'une multiplicité d'appartenances- ethnique, religieuses, syndicales.[86]

Le discours républicain, en déniant l'existence d'une diversité de groupes dont certains sont dominés, renforcerait les inégalités au sein du même peuple. En effet, le cas est remarquable en Turquie lorsque nous voyons « la Politique d'Ouverture[87] » menée par le Parti de Justice et de Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) suivant laquelle la remise d'une politique centrée sur la positivité des différences serait donc légitime, car en encourageant les groupes opprimés à se réapproprier leur identité que la culture dominante leur avait appris à renoncer, ils pourraient authentiquement participer à la vie publique.

Nous pouvons maintenant revenir à l'affirmation dont nous étions partis. Cette affirmation consiste à dire qu'il existe une tension entre les républicains et les revendications démocratiques ; et cette tension serait cristallisée au sein du Parti Républicain du Peuple (CHP). Cet examen des causes de la fragmentation sociale diverge du discours dominant du républicanisme turc, qui impute celle-ci au multiculturalisme.

---

[86] Michael Walzer, Pluralisme et Démocratie, (trad.collective, préface par J.Roman, Paris, Esprit, 1997) In AUDIER, Serge, 'Socialisme associatif et républicanisme' , **Les théories de la république** , Paris : Editions la Découverte, 2004, pages: 93-94.

[87] La politique d'ouverture lancée par le gouvernement AKP "envers les kurdes" est une stratégie visant à apporter une solution politique à la question kurde. Elle prévoit d'adopter certaines mesures dans le cadre de cette ouverture dite "ouverture démocratique" réfutée furieusement par les blocs nationaux et républicains de la société. Parmi le paquet des réformes proposé, nous avons donné comme exemple, les mesures qui ont causé une tension sérieuse polarisant la société qui sont donc les suivantes: « le renforcement de la liberté d'expression; l'évacuation de la prison de Diyarbakir où des milliers de prisonniers politiques, à majorité kurde, ont été torturés; la propagande en kurde, c'est-à-dire, les partis politiques pourront désormais faire leurs propagande en faisant usage de la langue kurde ou d'autres langues parlées en Turquie; et finalement dans les écoles primaires, il ne sera plus obligé de prêter serment et de réciter "je suis Turc, je suis juste, je suis travailleur" (*Türküm, Doğruyum, Çalışkanım*). Les informations essentielles de cette explication ont été empruntées à Jean Marcou, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble et fondateur du revue électronique "Observatoire de la vie politique turque", **De l'ouverture kurde à la réforme constitutionnelle ou le cercle vicieux de la transition politique turque**, 16 novembre 2009, disponible sur : http://ovipot.hypotheses.org/1038: dernière consultation le 10 octobre 2011.

1.5. Conclusion

Les théories néo républicaines comme celle de Pocock, dont la critique du droit est sous-tendue par une nostalgie pour des formes idéalisées de communautés homogènes, peuvent nous paraitre irréalistes et irrecevables dans des sociétés fondées sur le respect de la diversité des conceptions du bien. Par contre, nous estimons que la théorie est clairement favorable pour que nous puissions dessiner le tableau de la tension dont nous venons de parler qui se cristallise au sein du CHP. Parce qu'en effet, c'est en partant de cette forme contradictoire proposée par les républicains que les sociétés hétérogènes comme la Turquie ont du mal à s'accommoder avec les revendications démocratiques en voie de modernisation.

En effet, la constance social-démocrate du CHP remonte aux années 1970, lorsque son chef de l'époque, Bülent Ecevit a lancé sa politique de « gauche du centre » dont les principes essentiels sont basés sur l'appel à la justice sociale et à l'intervention modérée de l'Etat dans les domaines économiques. Dans cette optique, le CHP a favorisé l'encouragement du secteur privé en concordance avec l'intérêt commun national. Aucune de ces activités n'ont crée une incompatibilité entre les républicains et la social-démocratie parce qu'en effet, la social-démocratie était considérée comme la justice sociale et la répartition des revenus d'une manière égalitaire.

Un bon exemple de la situation se montre en Turquie avec la montée de Bülent Ecevit dans les années 1970. Sous son impulsion, cette tendance social-démocrate dit « gauche du centre » vers la social-démocratie s'accentue. Ecevit a renouvelé méthodiquement l'appareil du parti.

Une vision étatiste dans cette optique, portait sur l'idée d'une entreprise de l'Etat dans la mesure où le développement économique nécessite les buts du développement national adéquatement les normes de la justice sociale. La tache à accomplir, était donc de diriger toutes les fonctions économiques en intégrant aussi l'entreprise privé au profit du bien commun national. Il était aussi important que toutes ces activités furent sous contrôle du peuple dans le cadre de la justice sociale. Pour cela, il a éliminé les notables et les propriétaires terriens au profit de dirigeants locaux qui partagent sa philosophie que nous reprenons au Chapitre 3 de notre thèse.

Par conséquent, les élections de 1973 étaient gagnées par le Parti Républicain du Peuple devenant un parti de tendance centre-gauche avec son nouveau président. Comme le souligne Bülent Ecevit, les tenants du mouvement « gauche du centre » sont pour la social-démocratie, et ils défendent l'idée que la démocratie ne démarrerai pas au profit du peuple jusqu'à ce que la volonté du peuple se débarrasse des pressions sociales et économiques. [88] Selon Ecevit, chaque membre du peuple doit être libre. Chaque membre doit être libéré de toutes pressions politiques, culturelles, sociales et économiques ainsi que des inégalités de chance pour que chaque homme développe sa personnalité et ses pensées au profit bien social.[89]

Conjoncturellement, comme nous l'avons étudié dans la 4ème partie de ce premier chapitre, durant la période dominée par l'économie Keynésienne[90] qui fut valide comme programme jusqu'aux années 1980, une simple réduction économique de toute solution aux demandes, était compatible avec les idéaux républicains suivant l'idée de la distribution des richesses. En vérité, les demandes sont vues compatibles avec les idéaux républicains qui accordaient un rôle crucial à l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Un exemple que nous pouvons donner pour cette conduite réside dans la question kurde pour laquelle la solution apportée réside dans l'amélioration des conditions de vie suivant une simple réduction du problème aux conditions géographiques et économiques. Par contre, comme l'avait souligné la théorie envisagée, le développement économique comme condition préalable du développement politique, a donné lieu à la spécialisation et à la diversification des individus dans une société en créant une conscience culturelle qui pourrait produire le passage d'une phase de l'économie politique à une phase de culture politique. Autrement dit, la construction de la citoyenneté fondée sur un partage commun du passé se trouve en quête avec les discussions identitaires accrues suivant les valeurs

---

[88] Bülent Ecevit, **Ortanın Solu** (*La gauche du centre*), İstanbul : Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, (La première édition date de 1966 par la Maison d'édition KIM) 2009, page:14.

[89] Idem., page:95.

[90] Nous empruntons à Maurice Roy , les traits essentiels de la théorie Kéynesienne qui peuvent être exposer par les points suivants: « (…..) Mais Keynes est un conservateur. Il tient à le souligner fortement : « *Aucune argumentation convaincante, précise-t-il, n'a été développé qui justifierait un socialisme d'Etat embrassant la majeure partie de la vie économique de la communauté. Ce n'est pas la propriété des moyens de production dont il importe que l'Etat se charge*. » (p.371) Si l'Etat doit intervenir dans le libre jeu des fonctions économiques, ce n'est pas pour abolir l'individualisme capitaliste, mais au contraire pour le sauver de ses propres erreurs. « *L'élargissement des fonctions de l'Etat…nous apparait…comme le seul moyen possible d'éviter une complète destruction des institutions économiques actuelles et comme la condition d'un fructueux exercice de l'initiative individuelle* » (p.373) » Maurice Roy, **Théorie Générale, Keynes**, **Analyse critique**, Paris : Hatier, 1972, pages : 42-43.

globales suivant la diversification qui met en cause relativement le déclin de l'esprit civique suivant les acquis du processus de modernisation.

Effectivement, pour la république étant le régime qui vise le bien commun, le problème est de savoir comment certains conflits peuvent contribuer à cette visée, en permettant aux groupes défavorisés de faire peser leurs revendications. C'est pourquoi, il était nécessaire de mettre à l'épreuve l'histoire du républicanisme proposé par les néo républicains spécialement comme Pocock et Pettit, même s'ils présentent surtout les éléments de continuité dans la théorie plutôt que d'insister sur les clivages au sein même de la tradition. Par conséquent, nous remarquons une autre faiblesse du républicanisme concerne le modèle occidental du développement. Sur ce point, les théories de la république semblent avoir peu de chose à dire, malgré l'importance que certains, comme Pettit, accordent à la question. Cette difficulté tient sans doute au fait que, contrairement à la tradition socialiste et au solidarisme, le républicanisme anglophone s'est penché plutôt sur les solutions économiques. Comme nous venons de montrer récemment, approuvée par la théorie envisagée que la phase de l'homme économique a cédé sa place à celle de l'homme culturel qui met à l'épreuve toute une nouvelle série de revendications sociales.

Ce qui construit la liaison de notre cas avec la théorie envisagée, c'est que le CHP qui développait un discours de gauche à travers la redistribution des richesses jusqu'aux années 1980 n'avait pas de problème avec les valeurs démocratiques. Par contre, depuis les années 1980, suivant l'apparition de la phase culturelle politique, souligné par Pocock, le parti a connu des difficultés en face de l'ouverture social-démocrate.

Par là, l'intérêt de notre thèse n'est pas d'opposer radicalement les revendications identitaires avec la recherche du bien commun. Notre thèse consiste plutôt à montrer qu'il existe une tension entre la quête identitaire (religieuse ou ethnique) et la recherche républicaine de l'intérêt général qui se manifeste dans les discours du Parti Républicain du Peuple (CHP) qui peut se traduire comme une tension entre les valeurs républicaines et la démocratie.

Comme nous pouvons voir suivant la théorie républicaine, le développement économique comme la condition de la modernisation, a donné lieu à la spécialisation des individus dans une société – dont les républicains voulaient unifier et uniformiser

– et celle-ci a causé relativement le déclin du lien social. La manifestation des idées culturelles ont rendu incapables les solutions apportées suivant la réduction du problème à un niveau économique ou géographique.

Sous la lumière de notre théorie envisagée, sans aller trop loin dans le rappel historique , une interprétation « développementaliste » du passage au multipartisme s'appuie dur le concept de centre/périphérie et réduit pratiquement la dynamique sociale à une dichotomie entre les élites bureaucrates et les masses rurales. Dans ce clivage, le centre est formé par les intellectuels, la haute bureaucratie et les militaires, tandis que la périphérie comprend le reste de la société, c'est-à-dire, les notables locaux et les classes inférieures. A l'heure actuelle, à la suite de la prise de pouvoir par le Parti de Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Par*tisi, AKP), la tension se reproduit à travers la substitution du centre par la périphérie que nous avons abordé précédemment.

En partant de ce point, nous pensons qu'il ne serait pas erroné de dire que le CHP kémaliste – qui se définit aujourd'hui comme social-démocrate suivant leur appel à la justice sociale et à la redistribution égalitaire des revenus – connait des difficultés d'adaptation dans l'examen de la démocratie que les sociétés multiculturelles doivent passer. Parce qu'en effet, suivant la conjoncture qui se développe comme le démontrait la théorie étudiée, les réponses proposées par le CHP n'étaient pas suffisantes jusqu'alors, et il existe une nécessité de produire des politiques capables de répondre aux besoins sociaux de bases ethniques, ou religieuses. Alors, c'est ainsi qu'une tension entre les élites républicaines[91] et la démocratie nous apparaît dans les discours.

Cette tension était au sommet chez CHP sous la direction de son ancien chef Deniz Baykal. Ici, le caractère personnel de Deniz Baykal joue sans doute un rôle important pour grimper la tension, par contre nous pensons que le fait de ne pas renouveler la considération social-démocrate du parti depuis la formulation de Bülent

[91]La distinction entre les élites bureaucratiques républicaines et les élites politiques démocrates est empruntée à Metin Heper pour qui, les élites bureaucratiques républicaines désignent les bureaucrates kémalistes et à la fois l'armée; et les élites politiques démocrates présentent les cadres dirigeants des partis en dehors du CHP. Ainsi, les élites politiques défendaient la démocratie populaire et ils sont plus sensibles aux intérêts des groupes et des individus plutôt qu'à l'intérêt général tandis que pour les élites bureaucrates, l'importance est accordée d'abord à la consolidation de la République et puis deuxièmement à la démocratie. Metin Heper, **Türkiye'nin Siyasi Hayatı** (*La vie politique de Turquie, du point de vue théorique, historique et comparé*), Doğan Egmont Yayıncılık ve Yapımcılık Ticaret A.Ş. (maison d'édition), İstanbul : février 2011(Première édition pour la traduction turque), page : 67.

Ecevit dans les années 1970, est la cause majeure de la crise. Sur la même lignée, il est remarquable de constater une rupture passée historiquement entre Ecevit, et son prédécesseur İsmet İnönü, s'est reproduit anachroniquement entre Deniz Baykal et Kemal Kılıçdaroğlu en 2010. La rupture est significative lorsque Kılıçdaroğlu a repris un discours similaire de Ecevit en faisant appel au chômage, à la corruption, à la justice sociale et finalement à l'intervention économique de l'état pour la résolution du problème ethnique dans les villes défavorisées de l'Est du pays.

En considérant le changement conjoncturel dans le monde que nous avons étudié précédemment, et le passage à la « phase politique culturelle » comme les théoriciens comme Pocock le soulignaient, nous pouvons finalement revenir à l'affirmation de notre thèse dont nous étions partis. Cette affirmation consiste à dire qu'il existe une tension entre les républicains et la démocratie et nous pensons que l'analyse des discours que nous proposons de faire au dernier Chapitre, nous offrira finalement une réflexion générale sur les interactions et tensions entre les identités politiques et culturelles, comme le problème de la place de l'ethnicité dans la définition de la citoyenneté, ou bien l'interprétation de la religion dans le cadre de la laïcité vue que l'idée républicaine est au centre de nouvelles interrogations.

CHAPITRE II : LA RELATION ENTRE LE KEMALISME REPUBLICAIN ET LA DEMOCRATIE

D. Rustow voit en Turquie, « *un banc d'essai pour la démocratie dans les pays en voie de développement* »[92]. Effectivement, la démocratie en Turquie fait foi dans les limites dessinées pas le kémalisme suivant l'existence et la continuité de l'Etat. Si la République turque a fondé sa raison d'existence et sa logique de continuité en se basant sur le kémalisme, alors il va falloir préciser l'essence de ce fondement dans ce Chapitre.

Dans cette optique, notre propos se structurera autour de quatre parties. Dans la première partie descriptive, nous aborderons les origines du kémalisme en passant par la modernisation ottomane. La seconde sera consacrée à la présentation des principes sur lesquels l'idéologie républicaine kémaliste s'appui. La troisième exposera la bureaucratisation du message kémaliste qui met en épreuve les problèmes de démocratisation. Dans la dernière partie, l'aperçu de la vie politique turque sera discuté en mettant l'accent sur les clivages culturels comme mesures de la tension.

La montée des mouvements islamistes et l'approfondissement de la question kurde ont marqué la conjoncture politique en Turquie dans les années 1990 et ont joué un rôle pour déterminer le groupement des forces sociales dans le pays. Cette crise signifiait aussi la faillite de l'hégémonie étant voulu établir par Turgut Özal dans les années 1980. Par la suite, l'Etat s'est adressé explicitement au cadre

---

[92]Dunkwart Rustow, "*The Development of Parties in Turkey*" In LAPALOMBARA, Joseph G. & WEINER, Myron, **Political Parties and Political Development**, New Jersey: Princeton University Press, 1996, p.112.

législatif pour fermer certains partis politiques et reprendre des décisions comme celles du 28 février[93].

De l'autre côté, l'Etat a demandé implicitement le soutien de la face cachée de la légitimité publique comme nous avons vu dans l'exemple de Susurluk[94] dans les conditions où les antagonismes ne pouvaient pas être neutralisés ou absorbés. Nous devons souligner le fait que les politiques de Turgut Özal[95], brisant l'hégémonie kémaliste dans la bureaucratie, ont causé un mécontentement au sein des élites kémalistes durant les années 1980. Plus tard, dans les années 1990, ce malaise est augmenté suivant la faiblesse de l'état des partis social-démocrates, à l'égard de la montée de l'action islamiste.

La nécessité de faire régresser ces menaces sur le plan social et pas seulement sur le plan légal se montre afin d'empêcher cette perte d'hégémonie. Alors, c'est à partir des années 2000 que l'encouragement pour une nouvelle interprétation du kémalisme sur le plan civil prend source dans les conditions dont nous venons parler.

Le paysage politique à l'heure actuel met en lumière pourquoi les courants et les organisations voulant critiquer le système kémaliste dans la République turque restent incapables de le faire. Autrement dit, nous n'allons pas exagérer de dire qu'une opposition est possible à la limite du kémalisme suite aux normes constitutionnelles et juridiques. Une tentative éventuelle pour dépasser ces limites serait donc nommé comme « séparatrice », « destructive » ou comme

---

[93] Les « 18 recommandations » émises par le Conseil de sécurité nationale turc lancent le « processus du 28 février » qui vise à réprimer le développement de l'islamisme en Turquie et aboutit en juin à la démission du 1er ministre Necmettin Erbakan ; ce processus a été qualifié de « coup d'État virtuel ». Elise Massicard, **Sivas, une province turque entre local et global** , Les études du CERI, No :79, Octobre 2001, disponible sur : http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude79.pdf, dernière consultation le 10 octobre 2011.

[94] L'accident de Susurluk (novembre 1996) qui, à travers la collision fortuite entre une mercedes et un camion, a révélé à une opinion publique médusée, la collusion établie entre l'Etat (un Ministre de l'Intérieur en poste, un ancien chef de la police), les milieux nationalistes (un criminel recherché depuis dix ans par Interpol et détenteur de vrais-faux papiers) et les milieux politiques du parti au gouvernement (le député DYP S. Bucak, kurde et à la tête d'une milice privée forte de quelques milliers d'hommes), en plus du transport illicite par ces personalités officielles d'armes, d'argent et de faux-papiers. La révélation porte sur le fait qu'impliqué dans une question kurde interminable, l'Etat semblait en être arrivé à déléguer à des milices et à des hommes de main travaillant en pleine illégalité, les opérations "sales" (attentats et disparitions etc...)qu'il ne pouvait pas réaliser lui-même. Pour cette explication, nous avons emprunté les termes utilisés par Martin A.Lee, dans son article intitulé Collusion entre forces de sécurité, Loups Gris et Mafia, « **Les liaisons dangereuses de la police turque** » , Le Monde diplomatique, Archives Mars 1997, disponible sur : http://www.monde-diplomatique.fr/1997/03/LEE/8019, dernière consultation le 10 octobre 2011.

« réactionnaire ». Tenant compte des mouvements marxistes de gauche, ou des tentatives politiques en liaison avec la question kurde ou finalement de la dissolution des organisations islamistes diverses, nous pouvons avoir une idée générale de la consistance de ces « limites ». Cette crise se structure aussi lors du processus de concordance de l'Etat avec les critères d'adhésion à l'Union européenne.

Par conséquent, nous pouvons déduire que l'expression des demandes politiques des différentes parties de la société turque et le transfert de cette expression dans le processus de décision pour avoir une réponse par l'administration, reste réalisable jusqu'à la limite de vision kémaliste. Parce que cette limite désigne en même temps la raison d'existence de l'état républicain laïc. D'un côté, cette situation est conforme avec l'esprit de la fondation de la République turque et de l'autre côté, elle peut être considérée comme un point commun avec les autres état-nations modernes. Par contre, elle crée manifestement une incompatibilité avec les revendications démocratiques des côtés différents de la societé turque.

En effet, la qualité de l'Etat moderne, selon la théorie républicaine que nous avons abordé au Chapitre 1 est précisée suivant la prospérité commune qui dépasse tout intérêt des différents groupes composant la société. Alors, c'est par là qu'une identification est donc construite avec cette prospérité en commun et la raison d'existence de l'Etat. [96] De ce point de vue, le kémalisme peut être saisi comme une expression spécifique de la formation de l'état-nation moderne.

---

[95] Turgut Özal, l'ancien président de la République turque, représente le Parti de Mère Patrie, un parti de droite plutot libérale et urbaine en comprenant aussi des courants conservateurs issus des milieux islamistes.

[96] Cette identification est élaborée dans certaines analyses sur "la démocratie moderne" apparue suivant la démocratisation de l'état moderne au fil de l'histoire. Nous pouvons voir cet encadrement avec « *la dimension vérticale de la démocratie* » de G. Sartori. Selon l'auteur, la démocratie verticale porte sur les décisions arrêtées à l'intérieur du système politique, notamment dans le processus de prise de décisions, soumis à la règle de la majorité et dans l'exercice du gouvernement, fondé sur des lois élaborées par les institutions délibératives et représentatives, donc par l'action de la démocratie représentative. Alors, ce volet de la démocratie exprime « la structure superposée », le mécanisme du pouvoir démocratique, la démocratie comme un mode de gouvernement et de prise de décisions pour ceux qui sont en droit de décider sur des questions jugées vitales et qui opposent souvent les groupes sociaux. Giovanni Sartori, **Demokrasi Teorisine Geri Dönüş** (The Theory of Democracy Revisited) traduit par Tunçer Karamustafaoğlu et Mehmet Turan, éd. Yetkin, Ankara, 1993, pages : 143-197. Une autre analyse, par S. Huntington met en lumière que « *la stabilité politique* » est désirée en soi et elle n'est pas la conséquence automatique du processus de modernisation. Contrairement, ni l'économie, ni le développement politique ne peuvent réussir sans l'ordre politique ; les composants différents du processus de modernisation doivent s'aligner sur le même niveau. Alors, tout cela donne lieu à une stratégie du développement fondée par un dictateur modernisateur qui installe l'ordre politique, la suprématie du droit et les conditions politiques et économiques d'un tel développement. Samuel P.Huntington, **Siyasal Gelişme ve Siyasal Bozulma**, (*Le Développement Politique et la Déformation Politique*), traduit en turc par Ergun Özbudun, AÜHFD, Cilt:XXII-XXIII.Sayı:1-4,

Nous avons pareillement vu dans le Chapitre précédent que dans les sociétés en voie de modernisation, il est possible que l'Etat forme un plan explicatif pour le fait d'intégrer un système autoritaire et oppressif proclamé « passager » pour certains théoriciens. Par contre, vu le fait que la théorie de modernisation est formulée comme le résultat de la réalisation des conditions comme le développement économique, comme la formation d'une culture politique démocratique (suivant la transformation du système politique à la démocratie représentative) vu dans le type idéalisé du système ; il y a parfois le risque de considérer les systèmes autoritaires comme une nécessité de l'histoire bien venant durant le processus du passage.[97]

Effectivement, le but indiqué par l'idéologie officielle en Turquie est « la modernisation » qui comprend l'idée d'élevé le niveau économique, politique et culturel de la société turque de même qu'avec « les civilisations contemporaines » dont Mustafa Kemal parlait[98]. Le kémalisme comprend donc l'industrialisation au domaine économique, au niveau culturel il va faire valider le principe de l'individu-citoyen et sur le plan politique il contient en soi les objectifs démocratiques comme un but ultime. Par contre, il offre paradoxalement un service pour légitimer les obstacles sur le chemin de la liberté d'expression et d'organisation, point important pour l'institutionnalisation de la démocratie. Autrement dit, nous voyons que le fondement politique et idéologique de la république dessinée par le kémalisme contient un paradoxe remarquable dans la pratique.

Plus clairement, en nous appuyant sur la théorie de modernisation envisagée, les systèmes autoritaires civils ou militaires que l'on voit dans les sociétés en voie de modernisation, conservent le risque d'être légitimés sous le nom « prédémocratique » à condition qu'ils restent en alliance avec l'Occident et ils deviennent une idéologie. De ce point du vue, le kémalisme républicain est apparu comme la projection de la

---

1965, page:81. L'originale de cet article a été publié sous le titre "Political Development and Political Decay" dans le revue World Politics, Vol.XVII,Avril 1965, pages:386-430.

[97] Samuel Huntington, Praetorianism and Political Decay In **Political Order in Changing Societies**, New Haven and London: Yale University Press, 1968, pages: 192-237.

[98] Le niveau des "Civilisations contemporaines" (*Muasır Medeniyetler Seviyesi*) est précisé selon l'idéologie officielle pour montrer une cible à la société turque en voie de modernisation. Une thèse de doctorat sur le kémalisme et le sécularisme rédigé par Sinan Ciddi garde la traduction de cette expression de la manière suivante: "Les civilisations avancées". Nous préferons de traduire mot-à-mot que d'utiliser le terme gardé par l'auteur vu que l'idéologie officielle met l'accent sur le caractère séculaire et satisfaisant pour les nécessités de l'époque moderne, plus que l'industrialisation de la société. La thèse est publiée par Sinan Ciddi, sous le titre **Kemalism in Turkish Politics, The RPP's secularism and nationalism** , Routledge Studies in Middle Eastern Politics, New York: 2009, page: 102.

théorie de modernisation en Turquie et que le Parti Républicain du Peuple (CHP) véhicule.

À la suite de cette structure de culture politique turque, une observation de la conjoncture politique actuelle dans le pays nous permet d'observer qu'il existe une tension entre l'objectif de modernisation kémaliste républicaine et la démocratisation comme volet politique de la modernisation à partir des transformations culturelles et politiques que la société turque a expérimentées. Les solutions que l'on pouvait apporter à cette tension portaient soit sur une démocratisation conformément avec le type idéal occidental ; soit sur un renforcement de l'autorité du système politique.

Le premier chemin est perçu dangereux pour l'Etat et pour le kémalisme articulé avec celui-ci. En revanche, l'accent sur la « stabilité » est toujours souligné en invoquant que la démocratie en Turquie n'est réalisable à la limite du kémalisme en tenant compte des conditions spécifiques du pays. Effectivement, la Turquie a connu une longue période du système monopartite qui a marqué tout son processus de démocratisation.

D'ailleurs, Samuel Huntington relève que le parti unique peut remplir deux types de fonctions : soit maintenir et consolider la division en limitant les forces de l'adversaire et en animant ainsi un système politique de type « exclusionnaire », comme nous voyons en Turquie kémaliste, soit procéder de façon autoritaire à la transformation complète de la société en cherchant à atteindre toutes les forces qui la composent et en prenant un système politique du type « révolutionnaire »[99]. Reprenant la typologie de Huntington, Ergun Özbudun estime qu'entre les deux catégories, il pourrait y avoir place – et c'est là qu'il situe le régime kémaliste – pour une catégorie de systèmes politiques « tutélaires » qui, comme les autres régimes autoritaires, limite la participation des groupes subordonnés.[100]

Nous trouvons qu'une dénomination de « parti de tutelle » que l'on peut apporter au Parti Républicain du Peuple est signifiante. Selon Metin Heper, CHP a soutenu une manière de gouverner plus autoritaire surtout durant la fondation de la République suite aux révoltes qui ont commencé en 1925 avec la révolte de Cheikh

[99] Samuel Huntington, Social and Institutionnal Dynamics of One-Party Systems In Huntington, Samuel & Moore, Clement (éds), **Authoritarian Politics in Modern Society**, New York: Basic Boks, 1970, page:15.
[100] Ergun Özbudun, The Nature of the Kemalist Regime In Kazancıgil, Ali et Özbudun, Ergun (éds), **Atatürk, Founder of a Modern State**, London: C.Hurst, 1981, page:95.

Saïd et qui ont perduré jusqu'à nos jours.[101]En venant aux années 2000, sous l'influence de cette attitude, le CHP est toujours en désaccord ou vacillation en face des actions et d'organisations sociales ayant exprimées des demandes non économiques mais plutôt culturelles au niveau ethnique ou religieux. En réalité, nous pensons que la tradition politique de centre-gauche que le CHP véhicule, n'a jamais pu répondre aux revendications des électeurs turcs comme conséquence de l'existence des « six flèches » dans les programmes électoraux.

En partant de ces constats, nous allons dans un premier temps essayer de voir dans ce Chapitre, les principes qui forment l'idéologie officielle. Par la suite, nous tenterons d'établir la relation entre le kémalisme républicain et la démocratie en fonction du Parti Républicain du Peuple qui cherche à confronter avec l'Etat unitaire et les valeurs fondatrices pour mettre en épreuve comment la tension se manifeste dans la vie politique turque.

2.1. Les origines du kémalisme républicain

2.1.1. Bref survol sur la modernisation ottomane

Pour pouvoir évaluer l'idéologie kémaliste, il nous faut reprendre la dernière période de l'Empire ottoman afin de toucher aux développements historiques qui ont préparé la naissance de l'idéologie kémaliste. Effectivement, nous pouvons faire cette évaluation sans trop entrer dans les détails.

---

[101] Cheikh Saïd était un leader musulman et nationaliste kurde qui a mené en 1925 une révolte armée contre le gouvernement de Mustafa Kemal. On désigne souvent la rébellion qu'il a menée comme une rébellion nationaliste kurde. Mais même si la rébellion avait effectivement des raisons nationalistes elle était avant tout religieuse. Les tribus kurdes attaquent les villes en sud-est et soutiennent ouvertement l'ancien régime de l'Empire ottomane qui avait signé le traité de Sèvres garantissant l'autonomie Kurde contre la République. La révolte est soutenue par des sociétés secrètes islamiques. Mustafa Kemal décide créer des tribunaux dits d'indépendance et des cours martiales exécutent ou emprisonnent tous les Kurdes reconnus coupables d'« atteinte à la sûreté intérieure de l'État ». Quarante-six responsables de la révolte et Cheikh Saïd sont pendus sur la grande place de Diyarbakır. De l'autre coté, ces événements ont causé la coupure du passage au système multipartite, en effet la première partie d'opposition est accusé d'avoir aidé la révolte, et par la suite, il est dissout sous le décret du gouvernement. Aujourd'hui, le Cheikh Saïd jouit d'un certain prestige auprès des Kurdes. Metin Heper, **Türkiye'nin Siyasi Hayatı**, (*La vie politique de Turquie, du point de vue théorique, historique et comparé*), İstanbul: Doğan Egmont Yayıncılık ve Yapımcılık Ticaret A.Ş. (maison d'édition), février 2011(Première édition pour la traduction turque), page: 175.

À la suites des premiers échecs et pertes de territoires au 17ème siècle, l'Empire ottoman a avoué l'avancement dans le monde occidental comme si c'était seulement un progrès militaire, technique ou stratégique. Alors, les mouvements de la modernisation dans le pays portaient que sur l'importation de la technique militaire du monde occidental.

Les caractéristiques généraux des renouvellements avant le Tanzimat[102] portent sur une tentative de s'orienter diriger vers l'occident, plutôt que de faire revitaliser les institutions traditionnelles ottomanes comme il disait Niyazi Berkes, le sociologue turc. Selon l'auteur, deux idées importantes se sont manifestées récemment : d'abord, renforcer le pouvoir de l'état par une armée éduquée en fonction des techniques modernes ; et puis, c'est la pensée reposant sur la nécessité du développement économique et technologique pour réaliser ce renforcement.[103]

La manifestation de ces deux idées nous montre également une dualité à la base des mouvements rénovateurs dans l'Empire ottomane qui se borne sur le conflit entre les institutions occidentalisées et traditionnelles. La question à poser est la suivante : est-ce que les nouvelles institutions importées de l'Occident pour revitaliser l'Etat, étaient compatibles avec la notion de la religion étant l'élément principal de l'Empire ?

Les discussions entre les tenants du modernisme et ses opposants concernant le renforcement de l'Etat face à la supériorité de l'Occident, portent deux dimensions remarquables. En premier lieu, la science a été considérée comme une force accélératrice sans discussion, et c'est comme cela que la science avait pris sa place dans le système pour la première fois. En deuxième lieu, ces discussions avaient divisé la société en deux camps, comprenant les tenants et les opposants de la modernisation que les tenants se considéraient comme un groupe novateur. La tendance générale peut être exprimée de la manière suivante : Si le progrès s'exprime suivant l'avancement de la société vers le meilleur, alors les seuls qui peuvent savoir ce qui était le meilleur pour la société ce sont les tenants. Autrement dit, les solutions

[102] C'est un édit de réforme qui se trouve dans une série de textes et de mesures qui vont former le pilier essentiel des *Tanzimat* (la réorganisation). En effet, les Tanzimat visent à sauver l'Etat ottoman qui devient de plus en plus soumis à des pressions extérieures, et qui confronte en même temps des difficultés intérieures croissantes d'ordre économiques et politiques. Pour cela une panoplie de mesures va être entreprise pour remedier à cette situation déteriorée qui menace l'existence même de l'empire. Par conséquent, bien que le sultan continue à occuper une position importante dans l'édifice étatique, son rôle va être eclipsé par la Porte sublime qui devient le centre d'impulsion des réformes.

[103] Niyazi Berkes, **Türkiye'de Çağdaşlaşma,** *(La Modernisation en Turquie)*, İstanbul : Doğu-Batı Yay., 1978,page:69.

des problèmes sociaux peuvent être apportées par le gouvernement de ceux qui connaissent ce « bien ».

Le mouvement des « Jeunes Turcs » pour lesquels cette tendance est renforcée, nous donne un point de départ en tenant compte des conditions historiques. L'historien américain Stanford Shaw résume les résultats des mouvements rénovateurs sur deux points : d'abord, l'Empire ottoman a pris un caractère « autocratique » suivant les mouvements de rénovation dont nous venons de parler ; puis, l'auteur tire l'attention sur le fait qu'une nouvelle classe de dirigeants est apparue.[104]

Dans ce contexte, nous pouvons déceler de la manière suivante les dimensions remarquables de l'idéologie des Jeunes Turcs comme antécédent du kémalisme:

- Les éléments souverains de la pensée des Jeunes Turcs sur les domaines sociaux et politiques peuvent être résumés de la manière suivante : c'est le positivisme, la volonté d'un régime constitutionnel (c'est-à-dire la monarchie) et le populisme. Dans ce sens, nous devons comprendre que l'objectif était de formuler une nouvelle organisation suivant des règles raisonnables en empruntant de l'Occident, la technique et la science pour faire progrès à la société ottomane et sauver postérieurement l'état. Dans ce système, il était important d'institutionnaliser une organisation politique parlementaire et constitutionnelle ayant maintenu par les « intellectuels » éduqués qui savent le « bien » et qu'ils aillent vers « le peuple » pour l'éclairer.

- Même si nous acceptons la liberté et la démocratie comme le fondement du système parlementaire, nous devons quand même saisir la réalité derrière la rhétorique libérale de l'idéologie des Jeunes Turcs. Selon Şerif Mardin, le politologue turc, les Jeunes Turcs « *ont travaillé afin d'intégrer les institutions parlementaires pour prendre la classe bureaucratique semi aristocratique sous-leur contrôle.* »[105]

Aux yeux des Jeunes Turcs, nous pensons qu'il est important de voir que cette volonté pour intégrer le régime parlementaire, a été lancée pour empêcher la

[104] Stanford J.Shaw, Some Aspects of the Aims and Achievements of the Nineteenth Century Ottoman Reformers In WILLIAM Polk R. & CHAMBERS Richard L. (éds), **Beginnings of Modernization in Middle East**, Chicago: The University of Chicago Press, 1968, page: 68.
[105] Şerif Mardin, **Jön Türklerin Siyasi Fikirleri 1895-1908,** *(La Pensée Politique des Jeunes Turcs 1895-1908)* , İstanbul: İletişim Yay., 1983, page:35.

dispersion de l'Etat suivant des courants nationalistes, plutôt qu'un instrument pour réaliser la liberté.

En se réferant à Karl Mannheim, Şerif Mardin redéfinit « l'idéologie » comme l'ensemble des constructions imaginaires qui servent à défendre les positions de ceux qui maintiennent les postes clés et la structure sociale de leur societé. Inversement, l'utopie est définie comme l'ensemble des théories orientées par ceux qui ne se trouvent pas dans ces postes à briser le cadre social pour but de maintenir ces points stratégiques. Alors, dans ce perspectif selon Şerif Mardin, la pensée des jeunes turcs n'est pas radicale, mais elle est plutôt conservatrice.[106]

Dans cette perspective, l'idéologie populiste des Jeunes Turcs nous dessine une image des élites instruites qui cherchent à faire accepter leur « bien » plutôt que de porter une dimension purement démocratique et libérale. De l'autre côté, l'enveloppement du populisme avec le nationalisme (au sens turquisme), nous démontre pour la première fois, l'impossibilité de sauver l'Etat à travers la création de la nationalité « ottomane » qui est liée implicitement au nationalisme des Jeunes Turcs.

De cette manière, les éléments de l'idéologie des Jeunes Turcs sont apparus comme résultats de la modernisation ottomane qui avait donné lieu à une autocratie et une création d'une nouvelle classe dirigeante. Par là, cette forme donne à la République, un héritage de pensée transféré par le kémalisme. Une question doit être posée manintenant. A quel point le caractère conservateur de la bureaucratie ayant la mission de sauver l'Etat existe-t-il aujourd'hui dans le kémalisme? Une réponse apportée à cette question est importante pour comprendre pourquoi il existe une tension entre l'idée républicaine et la démocratie. En revanche, la relation établie entre le kémalisme républicain et la démocratie sera utile à voir après une analyse du système de significations de l'idéologie kémaliste.

2.1.2. Kémalisme inspiré par l'héritage de Gökalp

L'élite kémaliste était éduquée dans la dernière période de la dissolution de l'Empire ottoman. Leur préoccupation primaire était de consolider la construction d'un Etat-nation fort et durable et de fournir une réponse à l'ancienne question « comment peut-on sauver l'Etat ? ». Cette question occupant toujours une place dans la pensée des élites nationalistes, qui par la suite, a formé ultérieurement le

Comité de l'Union et Progrès *(İttihat ve Terakki Cemiyeti* - CUP), autrement dit les Jeunes Turcs.

Le CUP a pris l'initiative sur le domaine politique pour encourager le capital « anatolien » avec une intention spécifique d'élever une bourgeoisie musulmane. Par contre, suite à la disparition du CUP après la première Guerre mondiale, cette ambition n'a pas été réalisée. Malgré l'existence d'une rupture entre le régime ottoman et la République turque, le conditionnement idéologique des élites politiques, civiles et militaires est transmis du premier au dernier, en formant le noyau des décisions prises par le corps. Ainsi se rejoignent au sein du CUP de formes différentes de nationalisme : un nationalisme du type bureaucratique, qui prend en compte les intérêts de l'Etat, et un nationalisme issu de la société civile, sensibilisé d'avantage au problème de la nation. Au cœur de cette rencontre, nous trouvons Ziya Gökalp (1876-1924).[107]

Lorsque nous parlons modernisation, elle n'a pas seulement été un moteur de l'action politique, mais de plus elle a nourrit depuis l'époque des réformes le débat au niveau idéologique. La question qu'on se posait, consistait sur quelle attitude devait-on avoir face à la « civilisation » ? Devait-on l'adopter ou la rejeter ? Fallait-il en emprunter certains éléments de l'Occident ou l'admettre en totalité ? Qu'allait devenir la religion musulmane dans ce processus ?

Maître d'œuvre de la modernisation intellectuelle turque, Ziya Gökalp a tout au long de son livre, réfléchit à ce problème ; dans son esprit, la civilisation, concerne le domaine technique et elle est de caractère international. Par conséquent, elle s'opposait à la culture représentant des valeurs nationales et spirituelles. Les turcs devaient accéder à « la » civilisation tout en conservant leur propre identité nationale (turque) et religieuse (islamique). De cette manière, Gökalp favorisa l'idée d'un

---

[106] Şerif Mardin, Op.cit., pages: 220-221.

[107] Ziya Gökalp dans son oeuvre « *Türkçülüğün Esasları* - Les Principes du turquisme »définissait l'appartenance à la communauté nationale turque comme relevant de la langue, de la culture et de l'éducation permettant l'intégration à la société. Il opposait la culture classique ottomane (composants byzantino-arabo-persan) à la culture folkorique turque d'Anatolie. Les considérations raciales (au sens biologique du terme) étaient étrangères aux Jeunes-Turcs qui étaient des Stambouliotes, des Turcomans des Balkans, des Albanais, des Circassiens, des Kurdes, des Turcs de l'Est. S'il leur ait arrivé de parler des Turcs comme d'une « race » (comme Ernest Renan parlait de « race indo-européenne » et de « race sémitique »), ce n'est certainement pas d'une « race pure ». L'oeuvre de Gökalp a exercé une influence profonde sur les élites républicaines. Ziya Gökalp, L'Histoire du turquisme, **Türkçülüğün Esasları,** *(Les principes du turquisme)*, İstanbul : İnkılap Kitabevi, 1997, pages :3-13.

échange entre l'élite apportant la civilisation au peuple, et le peuple en retour, apportant à l'élite la culture nationale dont elle était dépourvue.

À la lumière de cette approche, Mustafa Kemal et le Parti Républicain du Peuple ont adopté une certaine interprétation sélective et finalement autoritaire du modèle de Gökalp. L'influence la plus apparente de Gökalp réside dans le rejet de l'idéologie marxiste. Au lieu de celle-ci, le principe du « populisme » a été adopté parmi les « six flèches » du Parti Républicain du Peuple (Cumhuriyet Halk Partisi, CHP) dans son programme en 1935. Dans cette perspective, il ne sera pas faux de dire que le souci d'apporter « les lumières » au peuple par la main de l'intélligentsia à l'époque, dont le mot signifiait justement en ottoman « les éclairés », ne date donc pas du courant nationaliste.[108]

D'ailleurs, c'est par la suite qu'un fossé entre l'élite et la masse du peuple apparaît au sein du parti. Le populisme en Turquie a évolué soit vers une forme de paternalisme exercé par les élites ou par l'Etat par rapport à l'idée d'apporter aux classes défavorisées « les lumières » soit vers un solidarisme à la française portant sur une approche durkheimienne où l'accent est mis, non pas sur les classes sociales mais sur la solidarité sociale entre les groupes.

De la même manière, le populisme comme il est officiellement définit par Mustafa Kemal, c'est un système social qui a pour but de fonder l'ordre social dans le travail. Nous voyons aussi que M. Kemal pose le CHP comme un agent de l'unité sociale, plus qu'un parti qui promeut les divisions de classe. D'ailleurs, par ces biais, nous retrouvons les premiers signes de l'idée républicaine dont la théorie envisagée soulignait l'accent mis sur l'ordre et le devoir du citoyen dans le cadre d'unité nationale.

---

[108] En 1913 il a paru une révue à İstanbul, au titre significatif: *Halka Doğru* (Vers le Peuple). Son slogan "vers le peuple" évoque irrésistiblement le mot d'ordre des populistes russes de la seconde moitié du 19ème siècle, les intellectuels turcs émigrés de Russie ont servi de liens entre la Russie et l'Empire ottomane. Dans une certaine mesure, la situation sociale de l'Empire ottomane à la veille de la guerre ressemblait à celle de la Russie du milieu du 19ème siècle: d'un côté, une intelligentsia très peu nombreuse, de l'autre côté, une masse illétrée, essentiellement paysane, avec un prolétariat ouvrier réduit. Pour les intellectuels de Russie, il s'agissait de passer d'une société féodale à une société socialiste en faisant l'économie du capitalisme. Cependant, le populisme en Turquie n'acquit pas cette dimension révolutionnaire, puisque le but n'était pas de renverser l'ordre capitaliste, mais d'y faire accéder les Turcs par l'éducation, la propagande etc. C'est là précisement qu'intervient la politique d'économie nationale, et le projet de former une bourgeoisie nationale. Nous pensons que malgré l'objection rhétorique contre la politique de classes, la période entre 1923-29 a favorisé la création de la bourgeosie nationale. Mehmet Özden, **Bir Halkçı Münevverler Platformu : Halka Doğru Dergisi (1913-1914)**, *(Une plate-forme d'intéllectuels du peuple)*, révue Milli Folklor, 2011, Année :23, No : 89, page : 113., disponible sur : http://www.millifolklor.com/tr/sayfalar/89/12_.pdf, dernière consultation le 10 octobre 2011.

Malgré son acceptation pour un modèle démocratique de l'Etat, la vision de M. Kemal semble d'avoir qualifié cette idée républicaine par une insistance sur la fondation d'une nation homogène et non différenciée qui aurait un aspect progressivement occidental en quittant ses attachements historiques, culturels et même religieux que l'on peut observer dans le comportement politique du Parti républicain du peuple. Autrement dit, nous retrouvons ici, la volonté homogénéisatrice que la théorie républicaine nous soulignait au Chapitre précédent pour laquelle la vision éthique de la vie publique serait basée sur un partage par les citoyens d'une même conception du bien. Effectivement, c'est ce partage qui favorisait un devoir consistant sur l'engagement dans la vie publique formait une attitude démocratique.

2.2. Les principes du kémalisme républicain et le Parti Républicain du Peuple (CHP)

Du vivant d'Atatürk, les six flèches figurant dans le programme du CHP adopté lors du IVème congrès en mai 1935, puis incorporées dans la Constitution par la loi de 5 février 1937 constituent la présentation la plus complète du kémalisme[109].

Le kémalisme formé de cet ensemble de principes et d'actions, est-il encore d'actualité en Turquie ? La réponse est évidemment à rechercher en Turquie même. Cependant, l'analyse doit s'appuyer sur deux facteurs plus généraux, qui englobent aussi le cas turc : le premier est contextuel, le second relève des liens entre les idées et l'action.

Au niveau mondial, depuis quelques dizaines d'années, certains grands principes idéologiques, qui ont inspiré directement ou indirectement le kémalisme ont perdu de leur force d'attraction. Si le nationalisme se porte bien dans de nombreux pays, en revanche l'universalisme, le rationalisme, le laïcisme, la religion et le positivisme sont très largement discutés et contestés.

[109] Pour la première fois, dans l'Introduction du programme du CHP en 1935, on a déclaré que "*tous ces fondaments sont les principes du kémalisme*". Les expressions dans ces principes refletés comme "les six flèches", comme nous allons traiter au fil du chapitre, ont été systematisé après les années 1930 pour but de créer une idéologie. De la même manière, c'était en 1935 qu'on a fait un changement important au point de vue du programme en exprimant tous les principes à couvert du

Une évaluation du kémalisme doit donc prendre en compte ce contexte mondial où les problèmes engendrés par la modernité suscitent des tentations de sacralisation et d'irrationalisme.

En deuxième lieu, il y a la question des rapports entre la doctrine et l'action. Les kémalistes - Atatürk et ses partisans – étaient tout d'abord, des hommes d'action. Héritiers des aspirations et des réalisations de plusieurs générations d'élites modernisatrices, notamment des « Jeunes Turcs », ils ont fait progresser ces idées et ces réformes jusqu'à la création d'un Etat-nation et d'une République laïque. Alors, l'œuvre kémaliste a été réalisée pour l'essentiel entre les années1919 et 1930.

Les éléments idéologiques qui sous-tendaient cette œuvre étaient assez peu explicités, les politiques réformistes étant simplement justifiées par la nécessité d'élever le pays au niveau de ce que les kémalistes appelaient « la civilisation contemporaine ». La formulation systématique du kémalisme en une série de principes doctrinaux, est venue postérieurement : codifiés la première fois en 1935, en tant que programme du Parti républicain du peuple, et symbolisés par six flèches sur l'emblème du parti (CHP), les principes de républicanisme, nationalisme, laïcisme, populisme, étatisme et réformisme ont été inscrits dans la Constitution en 1937.

Par conséquent, pour saisir le rôle du kémalisme dans l'histoire politique turque au 20ème siècle, en évaluer la signification pour la Turquie des années 1990, il ne nous paraît pas très fructueux d'opter pour l'analyse culturaliste en posant les six grands principes formulés ex-post dans les années 1930, comme variables indépendantes. Il nous convient, au contraire, d'appréhender le kémalisme comme une action plutôt qu'une doctrine à laquelle des symboles et des principes doctrinaux donnent un sens.

Si, pour la clarté de notre travail, on analyse le kémalisme à partir des six flèches, nous pensons il est évident que trois sous-groupes peuvent être distingués.

- Le premier comprend les ingrédients fondamentaux du kémalisme, son noyau : le républicanisme, le nationalisme et le laïcisme. La république, la nation et la laïcité: trois mots, trois valeurs à rapprocher, à accoler même, qui, sous des

---

kémalisme, Le programme du CHP est certifié au 4ème Grand Congrès. Ankara, éditions Ulus, 1935, page:3.

formes différentes, recouvrent la même volonté de fonder un Etat nation moderne.

- Le deuxième sous-groupe se résume à *İnkilapçılık*. Ce terme peut se traduire par le réformisme, et aussi par le révolutionnarisme.

Par contre, nous préferons garder la traduction signifiant le réformisme puisqu'il s'agisse des institutions ou des esprits, le kémalisme républicain a introduit une véritable révolution dont les piliers s'appellent le républicanisme, le nationalisme et laïcisme. Nous pensons également que le mot *inkılapçılık* recouvre une autre vérité : celle du progrès, de la modernisation, de la confiance dans l'éducation et la science un mot de gouvernement. Certes, le kémalisme accouple subtilement l'ordre et le progrès. De l'autre côté, comme les mouvements modernisateurs viennent du haut vers le bas, l'aspect politique du réformisme kémaliste concerne la législature pour faire intégrer les réformes et pouvoir confronter les résistances contre les renouvellements. Pour cet aspect, nous voyons que le réformisme est en paradoxe avec le principe de « populisme » du kémalisme.

- Restent enfin le populisme et l'étatisme que nous regrouperions dans le sous-groupe des ambiguïtés.

Au permier regard, le principe du populisme kémaliste suscite des sentiments ambigus. Est-ce que c'était comme l'affirmera Afet İnan, sa fille adoptive, que le mot utilisé par Mustafa Kemal pour désigner la démocratie?[110] Ou bien, est-ce qu'il confondait avec le refus des classes sociales et charger l'Etat pour l'ensemble des citoyens sans aucune distinction ni aucun privilège ?

Nous avons déjà parlé des recherches qui ont analysé l'histoire de la pensée politique turque qui nous aident à comprendre aujourd'hui les relations entre le kémalisme et la pensée des Jeunes Turcs. En effet, il ne sera pas faut de dire que les points de lien sont le positivisme et le populisme. L'étatisme enfin, porte aussi un caractère flou et difficile à saisir sur le plan politique turc.

2.2.1. Fondement du régime politique : le « républicanisme »

Le régime politique de la Turquie peut être considéré comme l'Etat laïc durant la période monopartite entre 1923-1945 et l'Etat laïc et démocratique après le

[110]Afet İnan, **Atatürk ve Demokrasi** *(Atatürk et la Démocratie)*, revue Belleten, Ankara : Türk Tarih Kurumu Yayınları (éditions de l'Institution de l'histoire et de la culture turque), 1959, pages:1-8.

passage à la période multipartite.[111] Certains observateurs comme Tekeli et Şaylan, considèrent le républicanisme comme le premier élément idéologique de la République et les autres sont survenus au fil du temps. Selon ces auteurs, cette multitude a fait gagner de nouvelles dimensions qui deviendront elles-mêmes un principe de l'idéologie"[112].

Par exemple, dans le programme du CHP, « *la nation est définie suivant un ensemble social composé des compatriotes qui sont liés entre eux suivant les affinités de langue, de culture et d'idéal commun*[113] ». Puisque le sentiment de la société en tant que nation ne serait pas suffisant pour se défendre contre les mouvements séparateurs, ce sont donc les idées républicaines qui jouent un rôle de ciment entre les différentes parties de la société. C'est par là que le républicanisme est un principe supérieur aux autres auxquels il fournit un cadre. Autrement dit, les autres principes sont dérivés de l'idée kémaliste républicaine. Dans cette optique, nous pensons que c'est le républicanisme qui forme le noyau de l'Etat turc moderne.

Selon l'idéologie républicaine classique, comme nous l'avons étudié Chapitre 1, l'idée d'une absence de classes sociales est renforcée avec l'idée d'une égalité politique juridique comme nous trouvons ancrée dans le principe du nationalisme. Une fois que le système pose l'absence d'une différence sociale au niveau économique et politique, il est suffisant que le CHP incarne toute la société turque.

D'autre part, la période du vivant d'Atatürk est vue comme une démocratie potentielle et c'est le principe du populisme qui est donc considéré comme son indice conceptuel. En effet, la période du seul-parti en Turquie jusqu'aux années 1945 était légitimée en se basant sur la suprématie de l'Assemblée générale. Effectivement, c'est par là que nous arrivons à montrer comment l'idéologie semble d'avoir incarné la *démocratie* suivant l'uniformité entre la nation, l'Etat et le parti.

L'ambigüité du populisme réside dans son attitude envers la participation active du peuple à la vie politique. Nous pensons qu'une analyse de liaison entre le républicanisme avec le populisme nous aidera à comprendre la situation complexe. D'abord, la république est considérée comme le meilleur régime où la souveraineté

---

[111] Metin Heper, **Türkiye'nin Siyasi Hayatı** *(La vie politique de Turquie, du point de vue théorique, historique et comparé)*, Doğan Egmont Yayıncılık ve Yapımcılık Ticaret A.Ş. (maison d'édition), Février 2011(Première édition pour la traduction turque), İstanbul, page: 173.

[112] İlhan Tekeli & Gencay Şaylan, **Türkiyede Halkçılık İdeolojisinin Evrimi** *(L'évolution de l'idéologie populiste en Turquie)* , Toplum ve Bilim, 1978: page: 110.

nationale est réalisée. Alors, le deuxième élément pour sauvegarder le régime contre les dangers, peut être compris comme un motif pertinent pour ne pas autoriser une participation politique à travers des choix libres. Autrement dit, en défendant d'une part la souveraineté nationale une idée apparaît sur la production des dangers destructifs venant au cœur de la nation.

Dans cette optique, est-ce que nous allons pouvoir dire que le populisme du système met en lumière une tension avec le principe du républicanisme? Nous nous rappelons que le paradoxe apparu entre le républicanisme et l'idée « pour le peuple, malgré le peuple » était voulu surmonter dans les années 1930 qui est la période de cristallisation de l'idéologie officielle suivant des conceptualisations rousseauistes comme « la souveraineté nationale et volonté nationale ».

Ce pluralisme démocratique, que le kémalisme appelait de ses vœux, et que Mustafa Kemal avait par deux fois tenté d'instaurer par décret, en 1924 et en 1930, a finalement abouti à la mise en cause du monopole qu'il exerçait sur l'Etat et la société turque.

La modernisation socio-économique, ayant accompagné la transition démocratique avec une économie de marché ouverte à l'extérieur, l'industrialisation et l'urbanisation, a créé une société de classes et provoqué des polarisations idéologiques vu que la part du privé augmente régulièrement au détriment de l'étatique. Nous pouvons maintenant revenir à l'affirmation dont nous étions partis suivant la théorie envisagée qui est la théorie républicaine. Cette affirmation consiste à dire que l'activité marchande de l'individu donne lieu à un passage de l'homme économique à l'homme culturel. Par ailleurs, elle donne aussi lieu à une spécialisation commençant par le niveau professionnel qui brisera finalement l'homogénéité au sein d'une société[114].

En effet, la réalisation des objectifs des modernisateurs kémalistes était porteuse de germes nuisibles à la doctrine, qui préconisait une société sans classes et sans conflits idéologiques, de même qu'une économie nationale protégée et dirigée par l'Etat.

---

[113] Article no:2, **CHP Programı**, *(Programme du CHP)* agrée lors du 4ème Grand Congrès, Ankara : éditions Ulus, 1935.

[114] J.G.A. Pocock, **Le Moment Machiavélien, La pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique,** Chapitre XIV, Le débat du XVIIIe siècle, '*La vertu, la passion et le commerce*', Paris : Presses Universitaires de France, 1997, pages: 511-513.

Fondé par Mustafa Kemal Atatürk en 1923 et représentant historique du kémalisme, le CHP est aujourd'hui le principal parti d'opposition en Turquie qui véhicule l'idée républicaine. Nous pensons qu'une concentration sur la démocratie interprétée par le CHP nous conduira à clarifier postérieurement la relation formulée entre l'idéologie officielle et la modernisation qui porte en soi la tension entre l'idée républicaine.

2.2.1.1. Le Parti Républicain du Peuple et la démocratie

En ce qui concerne la modernisation et la formulation de la nation, le débat continue à exister autour de l'idée que le CHP et son traitement du parti unique jusqu'aux passages au multipartisme était seulement une expérience qui facilite l'installation d'un état démocratique occidental dans la plus courte période même si le CHP avait exercé un régime autoritaire et à la fois dictatorial. Par contre, le vrai problème apparaît lorsque le parti se trouve en conflit lorsqu'il garde aujourd'hui sa tendance élitiste de garder le statu quo kémaliste en face des revendications sociales comme ethniques ou religieuses.

Nous avons choisi de traiter le CHP et la social-démocratie sous la partie où l'on analyse les principes du kémalisme puisque le sujet porte un caractère problématique, effectivement toute discussion sur l'idéologie du parti doit prendre en compte automatiquement des facteurs kémalistes.

Dans notre travail, le centre-gauche est un terme que nous allons utiliser de manière interchangeable quand nous faisons référence au CHP en fonction de sa prise de position sur l'échelle politique turque. Durant notre recherche, c'était étonnant de voir lorsqu'on mentionnait le CHP et la social-démocratie toujours sur la même lignée. Il est marqué dans son programme, aussi renforcé dans les discours, que le parti est nationaliste et séculariste. Pourtant, cela ne nous aide pas beaucoup à voir comment le CHP fournit une définition claire de son identité social-démocrate. D'ailleurs, entre les années 1964-1980, le parti utilise un de ces deux termes : la gauche du centre, la gauche démocratique, mais en ne citant jamais la social-démocratie. D'ailleurs c'est après le coup d'état de 1980 que le terme « social-démocrate » est entré dans le vocabulaire.

L'identité gauche du parti n'est pas enracinée dans un passé socialiste. Pourtant, l'identité social-démocrate du CHP existe et grandit suivant le fond

kémaliste que l'on trouve dans le populisme[115]. Cette coexistence est critique, car le kémalisme est probablement le plus fort courant qui a influencé la culture politique même si pour certains, il ne s'agit pas d'une idéologie. Pourtant le point sur lequel nous voulons attirer l'attention, c'est sa capacité d'empêcher le développement des idéologies alternatives possibles.

En partant de ce constat, nous voyons que le dernier programme du CHP modifié en 2008 et les manifestos d'élection mettent l'accent sur la justice sociale. Ceci étant dit, ils continuent à attirer notre attention sur les dangers qui se développent contre l'intégrité de l'Etat sous les formes de l'islam politique et le séparatisme ethnique.

À ce stade, nous pensons aux social-démocrates en Allemagne et en Grande-Bretagne qui étaient les représentants de la périphérie politique ayant confronté le centre pour augmenter les droits. Au fil du 20ème siècle, ces défis sont révisés par une volonté d'ébranler le système capitaliste pour le faire marcher au profit du peuple. Alors, dans la période récente, les social-démocrates pour la rendre conforme avec les forces compétitives de l'économie mondiale à travers des réformes et d'amélioration des conditions sociales au sein du système capitaliste. Autrement dit, nous pouvons proposer que la social-démocratie soit une idéologie révisionniste qui est bâtie sur une contestation au statu quo capitaliste.

Une question qui nous guide doit être maintenant posée : est-ce que le CHP qui se dit social-démocrate a une capacité similaire pour faire un défi au statu quo et de mettre une distance avec le kémaliste ?

La situation à l'heure actuelle montre que le mouvement demeure en alliant les principes de la modernisation classique qui fait surface sous la forme du kémalisme autoritaire en Turquie. Les politiques d'identités, spécialement la politique de différence qui domine la sphère politique et publique dans le pays, ne sont pas des concepts que le centre-gauche en Turquie est capable d'accepter, ni même tolérer.

[115] Une définition courante de la social-démocratie sous l'angle d'une approche révisionniste a conceptualisé l'évolution du concept en mettant l'accent sur les rapports de classes: autrement dit, même si les social-démocrates sont initialement formés suivant l'intérêt des classes des travailleurs. Alors, cet objectif est largement révisé. Au lieu de la solidarité des classes, la social-démocratie est donc définie par la suivie de la "collaboration des classes". La social-démocratie a engendré donc "les partis du peuple" plutôt qu'une signification des partis des travailleurs. Cela signifie aussi qu'il s'agit plus que la défence de la raison prolétaire, autrement dit, ces partis sont soumis à représenter l'intérêt national. Nous trouvons que par cet aspect, CHP s'en sort les motifs compatibles. Pour une analyse de la social-démocratie en Turquie à travers le CHP, nous avons profité de la définition fournie par Sinan

Par ailleurs, en fonction de la religiosité et l'ethnicité que la gauche manque de proposer des programmes crédibles et de maintenir une performance gouvernementale. Ce faisant, il tient à la fois à être l'avocat de l'ultra-nationalisme et de l'ultra-sécularisme que nous allons reprendre prochainement dans le Chapitre suivant.

Néanmoins, nous pensons que tous ces développements spécifiques sur le chemin de la modernisation font incontournablement parties d'un système macro-économique assistés largement plus par les intentions nationales et populistes du CHP.

2.2.2. Etatisme comme une solution temporaire aux problèmes du développement économique

L'étatisme était accepté comme une stratégie pour apporter une solution au développement économique dans les premières années de la fondation de la République, et s'est cristallisé sous des formes différentes dans les politiques proposées par le Parti Républicain du Peuple. En effet, le processus de modernisation kémaliste avait essayé de construire un Etat-nation moderne et durable sans avoir passé par les peines que l'Occident avait expérimentées sous la forme du conflit de classes. Malgré le discours rhétorique opposant la politique des classes durant la période jusqu'aux années 1930, CHP a toujours favorisé la création d'une bourgeoisie nationale[116].

Dans cette optique, nous pouvons emprunter les analyses fournies par Levent Köker pour regrouper certaines approches différentes de la manière suivante :

- La République turque est dépourvue d'une classe bourgeoise locale. Alors, l'intervention de l'Etat était donc nécessaire pour réaliser l'élan industriel.
- L'étatisme est une « nécessité temporaire » qui sera quitté suite au renforcement de l'entreprise privé. L'objectif principal pour le pays, c'est l'occidentalisation, alors le système occidental est basé sur la liberté de

---

Sinan Ciddi, **Kemalism in Turkish Politics**, Routledge Studies in Middle Eastern Politics, New York : 2009, pages: 3-20.

[116] La loi sur "l'Encouragement pour l'industrie" (*Sanayi Teşvik Kanunu*) du 28 mars 1927 est un exemple important pour qu'on puisse observer comment le passage est facilité suivant des mesures législatives en donnant prime au capital anatolien.
Disponible sur : http://okulweb.meb.gov.tr/79/01/550992/dev.html, dernière consultation le 11 octobre 2011.

> l'individu en face de l'état dans chaque domaine. L'économie forme la surface libre de l'homme qui ne doit pas être intervenu par l'Etat.

Selon Recep Peker, le Secrétaire Général du CHP de l'époque, l'étatisme était composé des éléments accélérateurs pour le processus du développement économique en intégrant l'Etat dans la construction des établissements économiques. En effet, les débats économie-politiques des années 1930, nous montrent que l'étatisme était considéré comme « une troisième voie » propre à la Turquie. Par contre, nous observons une distance relative, que nous retrouvons systématisée dans la revue *Kadro* (1932-34), fondée avec le soutien du régime par six intellectuels turcs dévoués à la cause révolutionnaire[117].

Autour du CHP, l'étatisme était considéré comme un instrument pour un développement rapide, pourtant nous observons une dissidence en matière de permanence ou de temporalité de cet interventionnisme étatique.

Dans cette perspective, l'organisation des intellectuels *Kadro* défend l'idée que la révolution n'est pas achevée et elle doit montrer au peuple le chemin du développement à travers la jeunesse qui se trouve dans l'enthousiasme. Ce faisant, ils voulaient légitimer la permanence de l'idéologie officielle en utilisant la notion de solidarité que l'on recueille dans le populisme. Effectivement, nous rencontrons d'autres intellectuels qui partageant cette optique qui considère cette autorité dominant comme une organisation politique autour de laquelle elle crée un développement socialisant. Autrement dit, l'étatisme kémaliste n'est donc pas une politique économique, mais c'est plutôt un type d'organisation sociale autoritaire-bureaucratique[118].

2.2.3. Le nationalisme et le développement politique

La naissance du nationalisme turc remonte à l'époque kémaliste bien que le mouvement de pensée ait été amorcé plus tôt durant la période de dissolution de

---

[117] Fondée par des intéllectuels du Parti Républicain du Peuple (quatre d'entre eux appartenaient auparavant au Parti Communiste Turc), la revue mensuelle *Kadro* (le Cadre) se proposait de formuler la théorie et la philosophie de la Révolution turque afin de dégager les caractéristiques propres de celle-ci par rapport aux autres révolutions. Cette revue qui a paru entre 1932-1934 (34 numéros) a fait l'objet d'une réédition récente par les soins de Cem Alper. C'est cette réédition que nous avons dépouillé systématiquement pour notre recherche. Cem Alper, **Kadro**, 3vol., Ankara Ticari İlimler Akademisi, Ankara, 1980.

[118] Il s'agit de deux articles qui ont paru dans les numéros des mois d'aout et et septembre 1934 (33 et 34). **Kadro**, Op.cit., No:33, İlkkanun 1934, p. 6. et Ş. Aydemir, **İnkılap ve Kadro,** *(Révolution et Cadre)*, Numéro:34; Belge. '*Hürriyet Mefhumu Hakkında'*, *(De la Notion de Liberté)*, Kadro, septembre, 1933, pages :32.

l'Empire ottoman. En effet, lorsque Mustafa Kemal avait annoncé au début du XXème siècle les principaux axes de sa politique, ses « six flèches », figurait tout naturellement le nationalisme. Tout naturellement parce qu'en ce début de siècle, la modernité s'exprimait à travers la création d'un Etat-nation.

Ceci étant dit, nous pensons qu'il existe une nuance dans la traduction du mot « nation » en turc qui peut être à la fois troublante et à la fois explicative. En effet, ce qu'on appelle la nation en turc se traduit par *millet* et signifie une communauté qui partage les valeurs dont nous parlait Giambatista Vico, dans son œuvre « La Science Nouvelle»[119]. Par contre, la signification devient ambigüe lorsque nous parlons de *ulus*, qui se traduit aussi par la nation, suivant une réduction de cette dernière au peuple turc. La nuance s'est produite dans une étape nécessaire pour un pays qui avait connu le démantèlement de son empire, les revendications ethniques et nationales de ses anciennes provinces, et qui désormais se retrouvait limité essentiellement à ses seuls territoires anatoliens.

D'autre part, tout naturellement aussi, parce que les élites politiques et intellectuelles de la toute nouvelle République avaient été éduquées sur le modèle européen, français notamment. Rappelons-nous qu'en ce début de XXème siècle, le nationalisme était une composante très forte de la société française, allemande, anglaise ou italienne. Or, ayant choisi de mettre à bas toutes les composantes de l'ancienne société ottomane (empire, califat, etc.), Mustafa Kemal se voyait contraint de créer les bases qui définiraient la nation turque, constituée de toute pièce. Le nationalisme trouve là toute son importance. Ainsi, lui-même et ses successeurs, se réclament de lui, menèrent une politique d'exaltation de la nation turque, et de tout ce qui était turc : la langue, l'histoire pré-ottomane, le soutien envers les pays ou peuples turcs qui se trouve hors des frontières de l'Etat turc. Nous devons noter également qu'à cette époque, ce nationalisme se distinguait complètement de la religion et associait étroitement une politique de la modernisation du pays :

---

[119] "*Or, puisqu'il est vrai que le monde des nations a été fait par les hommes, voyons quelles sont les choses sur lesquelles les hommes se sont toujours trouvés à l'accord et s'y trouvent encore aujourd'hui. La connaissance de ces choses pourra nous indiquer les principes universels et éternels d'après lesquels toutes les nations se sont élevées et se conservent. Remarquons d'abord que toutes les nations, barbares ou civilisées, quoique séparées par d'immenses pays, quoique fondées en des temps divers, gardent les trois coutumes humaines suivantes: Toutes ont une religion; toutes contractent solennellement des mariages; toutes ensevelissent leurs morts*." Giambattista Vico, **La Science Nouvelle**, Paris : Librairie Jules Renouard BT C', Rue de Tournon,6, et à la Librairie Charpentier, 29, Rue de Seine, 1844, page : 79.

modernisation et laïcité sont deux des autres points qui allaient de pair pour la politique kémaliste républicaine.

Or, malgré les troubles politiques que connut le pays par la suite au cours du XXème siècle, la volonté nationaliste de l'Etat ne s'est pas démentie. Jusqu'à ces dernières années, tous les groupes politiques au pouvoir se réclamaient du kémalisme, défendu par ailleurs par l'armée. A cet effet, l'Etat turc veille sans discontinuité à l'éducation nationale de ses citoyens comme nous l'avons étudié au Chapitre précedent, aujourd'hui encore, les jeunes turcs apprennent, au cours de leur scolarité, une histoire « nationalisée » de leur pays, qui met en exergue, entre autre, la grandeur de leur nation, les menaces auxquelles celle-ci fut confrontée, menaces qui ne furent pas fictives.

En effet, l'Etat turc devait faire face aux risques engendrés d'abord par l'expansion soviétique, qui jouxtait sa frontière et menaçait de l'incorporer, puis aux revendications nationalistes des Etats nés du démantèlement de l'empire ottoman notamment la Grèce, Chypre, enfin, aux revendications ethnico-culturelles et/ou religieuses à l'intérieur même de ses terres, quand nous parlons de la montée de l'islam politique et la question kurde.

Tout ceci s'ajoutait au fait que la Turquie était devenue un pays uni-culturel et uni-religieux, à compter de l'échange de population entre la Grèce et la Turquie, dans la première moitié du XXème siècle. Ce phénomène a favorisé la naissance d'une communauté unifiée autour d'un sentiment d'appartenance à une même nation, qui « prend part entre les libertés et les devoirs »[120]. Tout cela permit à la Turquie de « se créer » une identité turque propre, de se définir en tant qu'Etat-nation.

La politologue turque Binnaz Sayarı nous résume le nationalisme comme une création d'une conscience collective pour mobiliser les masses afin de garantir l'autorité au-dessus de toutes les identités ethniques et religieuses. L'auteur nous montre la possibilité de faire une identification entre la nation[121], l'état, le parti. La signification de cette identification est la création d'un mécanisme politique crée par

[120] Türker Armaner, **The Reception of Fichte's Nationalism in the Journal of Ülkü**, Lapsus, éditions de l'Université Galatasaray, Printemps 2007/II, page: 110.
[121] Binnaz Sayarı , Mustafa Kemal'in önderliğindeki milliyetçi hareketin amaçları, *(Les objectifs de l'action nationale sous la direction de Mustafa Kemal)*, Dinin Denetim İşlevi (La fonction de surveillance de la religion) In Köker,Levent , **Modernleşme, Kemalizm ve Demokrasi** *(Modernisme, Kémalisme et Démocratie)*, İstanbul : éd. İletişim, 2009, page:159.

ceux qui savent le bien pour le peuple ayant la volonté de le réaliser malgré le peuple[122].

2.2.4. Le réformisme kémaliste et le populisme

Le réformisme parmi les six flèches consiste «inkılapçılık », est définie à des moments différents plusieurs fois par Mustafa Kemal123. Nous pouvons préciser le contenu du réformisme en regroupant les significations attribuées autour de trois points.

a. Avant tout, le réformisme est un principe qui est posé au niveau conceptuel. C'est dans cette optique que le mot se produit aussi par le révolutionnisme qui est lié avec l'idée du développement vu qu'il existe une tentative de le définir contrairement au développement évolutif. La multitude des taches à accomplir et la courte durée rendent la réalisation des nouveautés qui donne lieu à un développement révolutionnaire, et non pas évolutif.

Dans cet optique, nous devons voir comment le révolutionnisme kémaliste s'associe avec l'idée de développer dans l'ordre. Nous pouvons essayer de répondre à cette question suivant une définition fournie par Mustafa Kemal, puis rédigée par sa fille adoptive, Afet İnan[124].

Tout d'abord la révolution signifie le changement des institutions présentes par force. Puis elle signifie un remplacement des institutions qui ont causé la démolition par celles qui assurent le développement du peuple en fonction des nécessités modernes. C'est dans l'ordre crée par ce changement que le peuple accomplira les taches pour arriver au niveau de « la civilisation contemporaine ». Autrement dit, le principe du révolutionnisme kémaliste est tendancieux d'un changement immédiat

[122] Ellen Kay Trimberger, explique ce méchanisme qui ne contient pas d'une participation de masse, ni de mobilisation en donnant l'exemple de Turquie et du Japon. « *Revolution From Above, Military Bureaucrats and Development in Japan, Egypt and Peru"* In Modernleşme, Kemalizm ve Demokrasi (Modernisme, Kémalisme et Démocratie), İletişim Yayınları, 2009, İstanbul, page:159.

[123] Nous avons recueilli ces définitions différentes le livre préparé par la Présidence de l'état majeur général, *Atatürkçülük*, Vol.1, pp:112-119; Arı İnan (éditeur), *Düşünceleriyle Atatürk* (Atatürk et ses pensées), pp:87-88; Utkan Kocatürk, *Atatürk'ün Fikir ve Düşünceleri* (Les idées et les pensées d'Atatürk), pp:71-83.

[124] Afet İnan, *Atatürk Hakkında Hatıralar ve Belgeler* (Mémoires et Documents à propos d'Atatürk), İş Bankası yayınları "Atatürk ve Devrim Serisi" No. 10 Ankara 1959, page 259.

dans le maintien du mécanisme politique pour diriger le peuple; mais il est progressiste dans l'ordre une fois que ce changement se réalise[125].

b. Le révolutionnisme est utilisé pour former le cadre institutionnel afin d'acquérir le pouvoir politique et de le préserver. Dans cet angle, le républicainisme est une révolution politique. Alors, le nationalisme se place sous la base de légitimation de cette organisation, nous montre la qualité politique du révolutionnisme kémaliste.

c. Cette deuxième forme du révolutionnisme constitue l'appui de la formule « pour le peuple, malgré le peuple » des années 1930. En effet, c'est de cette manière qu'on adresse au révolutionnisme pour arriver au nivau de « la civilisation contemporaine » par rapport à l'action venant du haut vers le bas.

À la lumière de ces remarques, nous arrivons à affirmer que la situation pose un paradoxe à deux dimensions. La première dimension est liée à la particiation du peuple à la vie politique. En effet, pour le kémalisme, les institutions représentatives étaient considérées suffisantes pour la participation du peuple à la politique. Par contre, les formules comme « pour le peuple, malgré le peuple » ou « la révolution du haut vers le bas » reflètent l'idée d'une possibilité du mécontentement ou de désaccord qui peuvent se produire entre l'Etat et le peuple. Alors, une telle transformation sera réalisée par une éducation nationale qui vaccinera l'esprit de révolution au peuple conforme du nouveau régime.

Nous trouvons la deuxième dimension de ce paradoxe dans la liaison créée entre le révolutionnisme kémaliste et la notion de « l'état de droit » qui est la notion fondamentale du concept de la légitimation pour une République. Toutes les règles de droit positif, y compris la Constitution sont attachées à l'Etat-nation moderne, en fonction des principes du droit général basé sur les droits et les libertés de l'homme[126]. Alors, nous pensons que le révolutionnisme s'approche à l'Etat de droit

[125] Quand nous peignons la littérature kémaliste des années 1930, nous voyons clairement l'existence du concept du "niveau de la civilisation contemporaine" comme l'expression complète de toutes valeurs pour l'avancement. Dans ce perspectif, le kémalisme s'allie avec la notion de l'avencement de la Philosophie Allemande et il est attaché en fonction de la version d'ordre du positivisme d'Auguste Comte. Pour cette comparaison, Macit Gökberk, **Aydınlanma Felsefesi, Devrimler ve Atatürk, Çağdaş Düşüncenin Işığında Atatürk**, *(Philosophie des Lumières, Les Réformes et Atatürk sous la lumière de la pensée contemporaine)*, İstanbul : Dr. Nejat Eczacıbaşı Vakfı, pages: 281-333.

[126] Pour limiter le pouvoir législatif de l'état, les interprétations rappelant le contrat social et les approches s'appuyant sur les droits de l'homme supérieurs au droit de la citıyenneté se sont fournis. Pour comprendre le principe de l'état de droit comme fondement principal de l'état moderne nous

moderne suivant vu qu'il s'appuie sur les lois. Par contre, il prévoit que le principe de l'état de droit peut être omis pour préserver les réformes dans le cadre des conditions concrètes. Dans cette optique, nous pensons que le révolutionisme kémaliste devient paradoxal avec le populisme qui se trouve dans le kémalisme républicain.

2.2.5. La laïcité et le républicainisme

La situation actuelle en Turquie en ce qui concerne la laïcité de l'Etat peut paraître paradoxale, étant donné que la séparation entre la religion et l'Etat, tenue à juste titre pour le principe fondamental du kémalisme, lui donnant son identité et expliquant les rapports d'attraction-répulsion qu'il entretient avec le reste du monde islamique, est aussi celui qui est généralement considéré comme ayant été le plus malmené pendant les quarante dernières années. Par contre, nous allons essayer d'expliquer.

Le grand projet des kémalistes, qui conférait une cohérence à la série de réformes, apparemment disparates, allant de l'adoption de l'alphabet latin à la laïcité et au statut de la femme, était de créer une citoyenneté avec un individu libéré de la contrainte communautaire de l'oumma, vivant dans une société contractuelle et démocratique, dans un espace public structuré par la raison et la science et non plus par la religion boutée hors de la chose publique, pour être confinée à la sphère privée. Or, dans la Turquie des années 1990-2000, le courant islamique semble de plus en plus présent dans l'espace politique, tandis que sa force culturelle ne cesse de grandir, une crainte de voir, pour les kémalistes, la Turquie suivre la voie de l'Iran.

Pour illustrer, la principale formation politique islamiste, commençant avec le Parti de la Prospérité (*Refah Partisi*, RP), qui a amélioré son score aux élections en 2007 à travers le Parti de Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP). En vérité le rôle politique de l'islamisme turc ne s'arrête pas aux élections. Selon le camp séculaire du pays la stratégie utilisée par ces groupes est l'entrisme, l'infiltration des appareils étatiques, afin d'y occuper des positions stratégiques pour conquérir finalement l'Etat.

En réalité, il y a aussi la stratégie plus radicale en Turquie de certains groupes d'islamistes minoritaires qui rêvent d'abattre l'Etat pour le remplacer par une

---

avons emprunté les constrats fournies par Gianfranco Poggi, **Modern Devletin Gelişimi : Sosyolojik bir yaklaşım**, *(Le developpment de l'état modern, une introduction sociologique)*, İstanbul : İstanbul

organisation plus conforme à l'Islam. Les mouvements islamistes s'appuient sur de grands réseaux de tarikat (confréries religieuses), d'associations culturelles, de fondations, de cours coraniques, de résidences pour étudiants, d'organisations charitables, des maisons d'édition, de journaux et magazines, d'entreprises commerciales et de banques.

Sans doute, dans un pays où l'Islam est un puissant facteur culturel donnant sens et orientant la vie de millions de personnes à un degré inconnu dans les sociétés en voie de modernisation, depuis longtemps désacralisées, la présence active de la religion dans la politique présente peut être considérée comme un risque sérieux.

En revanche, il y a en effet deux manières pour la Turquie de contrôler l'intrusion du religieux dans le politique : la première est l'exclusion et la répression, mais cette méthode est non seulement incompatible avec un régime démocratique, en outre elle permet aux mouvements intégristes de développer une légitimité distincte, hors du champ politique séculier, avec le risque, comme on l'observe chez les voisins de la Turquie au Moyen Orient, qu'une telle légitimité de rechange finisse par remplacer la légitimité politique séculière. La République kémaliste a pratiqué la manière forte, jusqu'à l'avènement du multipartisme, en réussissant à garder le monopole de la légitimité, contrairement à la situation que connaissent actuellement certains pays arabes, grâce à l'expérience historique particulière de la Turquie.

La deuxième consiste à permettre aux mouvements islamistes de participer au champ politique séculier d'une manière démocratique. Le grand avantage de la participation est qu'elle permet de relativiser le message messianique, de placer ces mouvements sur le terrain adverse et, en définitive, de limiter leur impact sur les populations. Ce paysage conforme avec ce qui se passe en Turquie depuis plus de deux décennies. Au delà de la laïcité constitutionnelle de l'Etat, la société civile turque donne la preuve que les forces séculières y sont capables de contrer démocratiquement la montée en puissance des islamistes.

Ainsi, la Turquie a-t-elle des chances de devenir, à terme, la première société musulmane sécularisée en profondeur, dans laquelle le politique et le religieux, la sphère publique et la sphère privée seraient dissociés, sans se menacer mutuellement et sans que le recours à la violence étatique soit nécessaire pour protéger la démocratie ?

Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2ème Edition, septembre 2002, pages: 125-129, spécialement page : 127.

De fait, si nous faisons un bilan rapide, nous voyons que le laïcisme intransigeant du passé a reculé devant la montée en force de l'islamisme et le facteur religieux joue depuis longtemps un rôle actif dans la politique. Le républicanisme comme système politique élitiste et autoritaire, dominé par des élites dirigeantes étatiques a été remplacé par un régime dirigé par de nouvelles élites, issues de la périphérie de la société. L'étatisme est en train d'être progressivement liquidé par l'application depuis 1980, de politiques économiques libérales. Le réformisme radical et militant a été remplacé par une sorte de modernisation conservatrice. Le pluralisme démocratique, l'industrialisation et la société de classes ont fait reculer le populisme.

Certes, un chemin considérable reste à parcourir dans cette direction : le respect des droits de l'homme doit être mieux assuré, les droits des minorités principalement des kurdes doivent être reconnus et protégés, et les inégalités entre classes sociales, ou entre régions du pays réduites. Enfin le nationalisme et la souveraineté nationale qui étaient, avec le laïcisme, les deux véritables éléments centraux de la weltanschaaung kémaliste, sont en train de se diluer avec l'ouverture de l'économie aux investissements étrangers, les perspectives d'intégration de la Turquie à l'Europe et la nécessité, qui gagne peu à peu du terrain dans l'opinion publique, de reconnaître l'existence et les droits culturels des citoyens d'origine kurde.

À lire cette succession de reculades, on pourrait conclure qu'il reste peu de traces du kémalisme. Cependant, en dehors du désespoir qu'elle apporte aux nostalgiques du passé, une telle discussion portant sur l'état de santé de la doctrine kémaliste n'est utile ni pour comprendre la réalité politique et sociale de la Turquie moderne, ni pour évaluer le rôle que l'action kémaliste a joué dans son avènement.

De nos jours, de nombreux pays en voie de modernisation font l'expérience d'une transition au pluralisme, à bien des égards difficile et chaotique, qui a débuté en Turquie il y a presqu'un demi-siècle, lorsque le multipartisme y a été introduit en 1945-46. L'Etat et la société turcs ont alors été orientés dans une nouvelle direction : la modernisation autoritaire impulsée d'en haut, imposée par le centre à la périphérie de la société a, peu à peu et difficilement (voir les trois coups d'Etat de 1960, 1971 et 1980), laissé sa place à une gestion des affaires publiques, plus conservatrice, davantage fondée sur des compromis entre groupes sociaux et guidée par des

considérations électorales, plutôt que par un militantisme s'inspirant de grands principes doctrinaux.

Si la définition du kémalisme est réduite aux « six flèches », on peut affirmer qu'il appartient au passé, et que la majeure partie de cette doctrine n'a plus de signification pour la Turquie des années 1990. Si, en revanche, il est conçu comme une attitude pragmatique, modernisatrice, séculière et rationnelle, sous-tendant l'action politique, plutôt que comme le contenu de cette politique, alors il garde une actualité, en tant que contribution historique majeure à l'édification de la Turquie moderne. Dans ce cas, plutôt que de la mort du kémalisme, il est permis de parler de l'ère nouveau-kémaliste. D'ailleurs, ce qu'on observe au sein du Parti Républicain du Peuple semble d'avoir saisi la besoin d'une nouvelle interprétation de l'idéologie kémaliste républicaine pour pouvoir apporter des réponses aux difficultés des societés démocratiques.

Notre étude jusqu'ici pose la systématique des significations du kémalisme. Par là, nous pensons que ces champs de significations nous aideront à analyser la relation qui existe entre le kémalisme républicain et la démocratie.

2.3. Analyse de la rélation entre le kémalisme républicain et la démocratie

Afin d'apporter une analyse de la relation entre le kémalisme et la démocratie, nous devons d'abord aborder les points de vue qui examinent la relation kémalisme-démocratie à travers le concept de « tutelle ».

2.3.1. Relation entre l'idée républicain kémaliste et la démocratie sous l'angle du concept de la « tutelle »

Pour ceux qui évaluent la relation entre le kémalisme et la démocratie en fonction du concept de la tutelle, le kémalisme est la forme « radicale » des mouvements modernisateurs dont les sources sont aux *Tanzimat*. Les tentatives de préserver l'Empire ottoman contre la supériorité de l'Occident ont donné plus tard le résultat de prendre l'Occident comme modèle dans les domaines juridiques et

administratifs[127]. De cette manière, deux structures différentes se sont produites – la traditionnelle et l'occidentale- dans les domaines juridiques, administratifs et d'éducation. Alors, le problème principal des corps rénovateurs ayant pour but de sauver l'Etat se transforme en une question qui demande cependant la coexistence des valeurs culturelles de la société avec cette occidentalisation incontournable. Dans ces conditions, le kémalisme est donc vu comme un projet d'occidentalisation complète et sans concession[128].

L'idée considérant le kémalisme comme un projet radical d'occidentalisation comprend le fait que cette idéologie est donc vue progressiste radicale suivant l'avancement de la société turque en arriérée en face l'Occident avancé. La question à laquelle il convient de répondre est la suivante : qu'est-ce qui forme le contenu de cette occidentalisation ciblée au niveau social, économique et politique ?

Nous n'avons pas d'incertitude sur le fait que l'industrialisation est l'objectif final du kémalisme au niveau économique. En ce qui concerne les relations sociales et la réception des réformes juridiques, nous pouvons dire qu'elles montrent l'indicateur de la volonté kémaliste pour occidentaliser la société dans tous les domaines. Par contre, au niveau politique, l'objectif du kémalisme n'a pas été posé de manière suffisamment explicite. L'évaluation dominante sur ce débat est basée sur le fait que l'objectif essentiel du kémalisme est la démocratie libérale par contre une période autoritaire permanente était nécessaire pour intégrer les réformes. Nous allons traiter plus profondement de cette approche qui prend sa place sous la conceptualisation de « tutelle »[129].

Le passage au multipartisme de la vie politique du pays peut être considéré comme exceptionnel pour les régimes autoritaires qui se transforment à la démocratie. Par contre, en s'appuiant sur une analyse fournie par Juan Linz, le politologue turc Ergun Özbudun pense que le CHP porte en soi les paradoxes que

---

[127] Niyazi Berkes, **Türkiye'de Çağdaşlaşma**, *(Modernisation en Turquie) ;* Tarık Zafer Tunaya, **Türkiye'nin Siyasal Hayatında Batılılaşma Hareketleri** *(Les mouvements de modernisation dans la vie politique turque),* İstanbul : Yedigün M., 1960; Şerif Mardin, **Batıcılık** *(Occidentalisme)* In Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi *(l'Encyclopédie de Turquie dans la période de la République)*, Vol.I , pages: 245-250.

[128] Mete Tunçay, **Türkiye Cumhuriyeti'nde Siyasal Düşünce Akımları**, *(Les courants de pensées politiques en Turquie)* In Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi (l'Encyclopédie de Turquie dans la période de la République), Vol.7, pages :1924-1928.

[129] Selon Linz, *« (.....)les démocraties de tutelle...sont des régimes dans lesquelles les normes structurelles de l'état démocratique sont acceptées; que les élites ont pour but de démocratiser leur état; mais peut-être ils ne sont pas très ouverts pour les nécéssités de celle-ci.* » Juan Linz, **Totaliter**

l'on observe dans les régimes du tutelle[130]. Par là, « une fois que les objectifs limités de la transormation sociale se réalisent partiellement, l'idéologie n'est plus la soucre de légitimation. Et aussi, elle devient ouverte à toute critique suite à son caractère instrumental »[131]. Alors, nous devons attirer l'attention sur les deux concepts de « transformation sociale partielle » et « d'instumentalité ». Selon Özbudun, le kémalisme s'était dirigé vers une transformation partielle, celle qui n'est pas entière, pour que la Turquie parvienne au niveau de la « civilisation contemporaine » sous la structure d'Etat-nation moderne. Alors, selon l'auteur, ceux qui forment un tel régime politique ou qui ont une telle idéologie ont voulu passer consciemment et volontairement à un système démocratique jusqu'à la fin. De cette manière, le CHP a choisi de rester volontairement comme un parti de cadre ou un parti d'élites. En réalité, la structure de CHP reflétait le modèle des partis libéraux d'Europe plus qu'un seul parti autoritaire. Cette structure de parti conforme avec un esprit du parti ayant le but final de la démocratie politique suivant ses composants ; nationaliste, rationnaliste, laïciste et anti-cléricalisme[132].

Une question doit être maintenant posée : Peut-on parler d'une tendance démocratique de l'idéologie s'il n'existe pas une démocratie formelle complète dans la vie politique turque jusqu'aux années 1950? Si nous acceptons les kémalistes comme les fondateurs d'un régime de passage ayant pour but de faire monter le pays sur le même niveau de celui de l'occident moderne, la réponse sera provisoirement positive. Par contre, si nous sommes plus minutieux, nous allons dire que celle-ci signifie une construction d'un ordre capitaliste et par-là démocratique. En nous rappelant les considérations de l'époque, nous observons que le développement capitaliste enleverait l'instabilité politique qui produirait la fondation démocratique[133].

Malgré l'unité logique qui apparaît parmi ces approches, nous pensons qu'il existe un point de polémique. La question se manifeste au niveau de savoir si le

---

ve Otoriter Rejimler, *(Régimes totalitaires et régimes autoritaires)* traduit par Ergun Özbudun, Ankara : S Yay., 1984, page :5.

[130] Ergun Özbudun, The Nature of Kemalist Political Regime In **Atatürk, Founder of Modern State** édité par E. Özbudun & A. Kazancıgil, page: 80.

[131] Op.cit. pages: 87-90.

[132] Ergun Özbudun, Established Revolution versus Unfinished Revolution. Contrasting Patterns of Democratization in Mexico and Turkey In Huntington, Samuel P. & Moore, Clement H. **Authoritarian Politics in Modern Society, The Dynamics of Established One-Party Systems**, New York: London Basic Books Inc., 1970, page: 57.

[133] Feroz Ahmad, **Kemalist Türkiye'de İdeoloji Arayışı** *(La recherche de l'idéologie en Turquie kémaliste)*, Ittihatçılıktan Kemalizme, İstanbul: Kaynak, 1985, page:217.

kémalisme a pour but de transformer la société « totalement » en faisant une ingénieurie sociale. Alors, c'est à ce moment là que le plan dessiné par le kémalisme pour l'avenir de la société turque prend une importance. Le niveau de « la civilisation contemporaine » est utilisé comme une expression d'un projet pour désigner « la nouvelle société » que l'on voulait donc créer au niveau politique, économique et social.

En regardant de l'extérieur, le kémalisme qui avait ciblé un modèle d'une société déjà établie ailleurs, il n'avait pas objectivé d'une « utopie ». Par contre, pour ceux qui regardent de l'intérieur en Turquie durant la fondation de la République, son objectif pourrait donc être considéré comme utopique. Ces difficiultés pour le contenu de cette idéologie officielle nous montrent aussi un point important sur le fait que tous ces concepts nous apportent donc une analyse ex post facto. Ceci étant dit, l'orientation vers une démocratie occidentale comme un régime politique au fil du temps, nous montre à l'heure actuelle le contenu de « la civilisation contemporaine. »

2.3.2. Le contenu de la « Civilisation Contemporaine » : la démocratie et le conservatisme bureaucratique

Comme nous venons de voir, l'évaluation de la relation entre le kémalisme et la démocratie suivant le concept de « tutelle » porte généralement sur l'affirmation d'accès au *statu quo* qui symbolisent la modernité dans les sociétés occidentales. Ceci étant dit, nous avons vu que l'intelligentsia qui forme le kémalisme a structuré son idéologie en tenant compte des discours positifs apparus en Occident.

En reprenant les réflexions que nous venons d'évaluer dans le premier Chapitre, nous voyons que ces groupes d'intellectuels se sont appropriés un discours « positif » défendant le courant classique de la modernité suivant laquelle les sociétés non-occidentales évolueront vers la démocratie de monde libre où ils doivent s'orienter finalement. Par contre, nous avons vu de la même manière qu'il existe des analyses apportant une critique à ce *statu quo*, représentant un discours « négatif ». Ces approches que nous avons essayé d'analyser au premier Chapitre nous donnent maintenant la possibilité d'évaluer la relation établie entre le kémalisme et la démocratie. L'accent est mis sur deux points manifestés parmi notre système de significations pour pouvoir expliquer ces dimensions.

2.3.2.1. La science positive comme principe essentiel du niveau de « la Civilisation Contemporaine »

L'idéologie dominante adoptée par l'Occident, dans le processus de réformes était le positivisme. La vision positiviste du monde appropriée par les élites kémalistes porte sur la science et la technologie quand nous parlons de la civilisation contemporaine.

Dans cette optique, le positivisme accepte l'existence d'une réalité objective accessible suivant les méthodes scientifiques. De cette manière, la volonté d'intégrer la souveraineté de ceux qui sont éduqués ayant la chance de connaître le monde objectif à travers les normes scientifiques le positivisme a un effet sur le gouvernement de la société. Effectivement, ses résultats politiques ont marqué l'intelligentsia du pays. Dans ce contexte, le fait que le populisme kémaliste reflétant les élites qui savent la vérité et qui vont vers le peuple pour l'apprendre n'est donc pas une conséquence du hasard. Par là, entreprenant les remarques de Şerif Mardin, nous devons dire que les élites kémalistes ne sont pas populistes au sens profond du terme.

Au niveau culturel, les effets du positivisme apparaissent dans l'approche de la laïcité kémaliste. Comme nous nous rappelons, il existe trois phases –théologique ; métaphysique ; positive- pour l'évolution de l'homme. Alors, nous pouvons dire que le niveau de la civilisation contemporaine kémaliste, porte en soi la volonté d'apprendre la science comme la pure vérité à la société dans laquelle il existe une autre vision du monde religieux basant sur des superstitions. De cette manière, la politique laïque du kémalisme dépasse une simple rupture entre la religion et l''Etat, vu qu'il a pour but de prendre la religion sous contrôle.

Un point remarquable au niveau politique se manifeste avec l'idée « du progrès dans l'ordre » que nous observons dans la confrontation avec les adversaires politiques ou bien contre les menaces venant de la religion. Comme nous voyons, le fait d'avancer dans l'ordre, contient en soi, une forte tendance à préserver le pouvoir central. Alors, la démocratie, dans toutes ses formes possibles, conforme à une décentralisation élargissant la participation populaire. Selon les termes utilisés par Ş. Mardin, elle prend sa qualité de la montée des activités de la périphérie vers le centre. De ce point de vue, nous pensons que la dimension positiviste apparue dans

l'objectif de niveau de la « Civilisation Contemporaine » a donné lieu aux résultats politiques qui développe la tradition ancienne du centre vers la périphérie[134].

2.3.2.2. Le solidarisme et l'étatisme

L'héritage secondaire de l'idéologie des « Jeunes Turcs » sur le kémalisme porte sur l'approche solidariste influencée par la ligne Durkheim-Z.Gökalp et son impact sur le populisme. Par là, le populisme a évolué en deux dimensions. D'abord, la masse populaire s'est élevée structurellement au niveau du citoyen qui participe à la vie politique. Mais dans la deuxième dimension comme nous l'avons vu précédemment, le populisme s'est réduit au turquisme et au nationalisme. Cette réduction a pu être possible en basant sur la solidarité sociale de Durkheim. Or, la nation est considérée comme une entité dont les intérêts ne sont pas en contradiction. De cette manière, l'économie nationale et la bourgeoisie nationale sont donc devenues la volonté commune de la nation. Sous cette forme, le populisme apparaît comme une masse solidaire, sans avoir de classes sociales, sans privilège il a donc maintenu la représentation de la volonté nationale pour légitimer les tendances bureaucratiques et élitistes.

Quant à l'étatisme, il possède un caractère bureaucratique et autoritaire qui rendent dépendantes du pouvoir central toutes les relations économiques, politiques et culturelles. De cette manière, le contenu positiviste, nationaliste et étatiste du kémalisme devient précis.

À partir de son contenu culturel, le kémalisme porte une qualité moderne formée par l'objectif de la civilisation contemporaine. De ce point de vue, il pose une situation remarquable qui nous montre que l'intelligentsia étant d'esprit moderne dans les sociétés qui ne sont pas occidentales est toujours sous l'influence de la culture populaire traditionnelle d'où il est sorti et qu'il visait de transformer. En reprenant les remarques de Shills, « la rupture entre les élites de l'état moderne et la masse populaire a été toujours liée à la modernisation qui n'est pas conforme avec les citoyens de culture traditionnelle. Pourtant, la vérité est ailleurs. En effet, la culture traditionnelle des masses montre quand même une ressemblance avec les

[134] Şerif Mardin, **Türk Siyasasını Açıklayabilecek bir Anahtar: Merkez-Çevre İlişkileri**, *(Une clé pour expliquer la politique turque : Relations entre le centre et la périphérie)*, traduit en turc par Şerif Gönen, Dün ve Bugün Felsefe, B/F/S, İstanbul: 1985, Vol I, pages : 167-195.

élites modernes suivant les orientations politiques même s'il existe des différences nettes entre ces deux cultures[135].

Cette ressemblance a été reprise par Şerif Mardin, pour montrer la structure *ümmet* (*la communauté musulmane*) sur les intellectuels turcs et ottomans. Ces intellectuels avaient tourné leurs visages vers l'occident pour protéger leur pays et ont emprunté le comportement solidariste qui était conforme avec leur tendance élitiste donnant le privilège à la communauté et non pas à l'individu[136].

À la lumière de ces réflexions, nous voyons que le solidarisme et le positivisme sont transmis par l'idéologie des « Jeunes Turcs » et elle cristallise une idéologie autoritaire formée par le patriotisme et l'activisme qui n'ont rien avoir avec les libertés[137].

Par la suite, nous pouvons donc distinguer une relation d'antériorité et de postériorité parmi les objectifs déterminés pour l'avenir de la société turque. Ayant donné la priorité à la modernisation de la culture sociale et à l'industrialisation, la démocratie au sens de la participation du peuple à la vie politique, était considérée comme un objectif limité et qui serait autorisée en fonction du niveau de la préparation du peuple.

À la lumière de ces constats nous pouvons résumer la relation entre l'idéologie officielle et la démocratie principalement en trois points :

- La démocratie reflétant les clivages sociaux et la dissidence dans le consensus sont étrangères à l'idée de la perception sociale solidariste qui conteste le conflit.
- En regardant les plaintes des kémalistes sur l'existence de l'autorité, la situation peut nous faire penser que la démocratie existe comme élément. Par contre, la démocratie imaginée, est donc liée à l'idée de l'Etat-nation et elle n'est pas basée sur l'existence du conflit entre les différentes classes sociales. Par là, nous arrivons à penser qu'elle occupe d'une place secondaire.

---

[135] Edward Shills, The Concentration and Dispersion of Charisma- Their Bearing on Economic Policy in Underdeveloped Countries In **Center and Periphery, Essays in Macrosociology**, Chicago: The University of Chicago Press, 1975, page:406.

[136] Şerif Mardin, **Jön Türklerin Siyasi Fikirleri** *(Les Pensées Politiques des Jeunes Turcs)*, 1895-1908, İstanbul : éd.İletişim, 1983, page: 223. Pour comparer, nous pouvons aussi voir, du mêmê auteur, **Din ve İdeoloji** , *(L'Idéologie et la Religion)*, İstanbul : éd. İletişim, 1983, page:101.

[137] Op.cit. page:219.

- Si la relation entre l'idéologie officielle et la démocratie porte des caractéristiques qui montrent « la tutelle », au lieu d'interpréter cette idéologie de tutelle comme un élément facilitant la démocratisation, nous préférons la considérer comme un élément gênant pour le processus de la démocratisation. Parce que, c'est ceux qui empruntent l'idéologie officielle vont décider si et quand la société turque sera prête pour la démocratie complète.

Dans ce contexte, nous pouvons dire que le kémalisme soutient le « *herrshaft* » qui peut se traduire comme « la souveraineté ». Autrement dit, un caractère bureaucratique et conservateur qui ne transforme pas l'encadrement de la société d'où il vient et sur laquelle il exerce une pré-domination.

En faisant référence aux termes utilisés par Shills, nous pouvons observer la situation à l'heure actuelle que les élites kémalistes représentées par le CHP font durer cette rupture entre le pouvoir central et la masse populaire et le caractère bureaucratique du haut vers le bas qui reflètent encore le caractère dominant du kémalisme conservateur.

2.3.2.3. Le Parti Républicain du Peuple : la chute du paradigme

Le Parti Républicain du Peuple (CHP) n'a jamais regagné le pouvoir politique tout seul après que le régime de tutelle se soit brisé en 1946. Dès lors, le CHP a toujours maintenu l'opposition. Les ruptures dans l'histoire politique de la Turquie, apparues par les interventions militaires, sont des moments qui redéfinissent les objectifs politiques, économiques et sociaux du régime qui existaient dans un manque d'ordre[138]. En effet, les trois coups d'Etats qui ont eu lieu entre 1960 et 1980 étaient des résultats de l'imprécision politique de l'Etat. Le Parti Républicain du Peuple a disparu après le coup d'état de 1980 et il est réapparu de nouveau en 1992. Quand il est rentré en vie politique dans les années 1990, les dynamiques internes du pays étaient changées.

Dans la nouvelle situation après les coups d'Etat, les fantômes du kémalisme étaient partout. Par contre, même si c'est un fantôme, son existence continue à nous montrer que nous ne pouvons pas annuler le débat si le kémalisme a une performance hégémonique dans les années 2000. Il est vrai que cette idéologie a perdu sa force

[138] Ernesto Laclau parle d'une situation imprécise dans laquelle l'ordre existe sous une forme de "manque" d'ordre. En effet, l'ordre n'est pas encore defini. Chaque tentative pour définir l'ordre est un essai d'établir une hégémonie et les forces qui réussissent dans cette essai, sont celles qui sont

métaphorique ainsi que sa dimension imaginaire vu qu'il s'éloigne de plus en plus d'absorber les revendications culturelles.

Même si le programme proposé par le kémalisme se voyait vaporisé, les interventions militaires que la Turquie a connues, ont transformé le chemin général conforme avec l'idée d'« Etat-nation-société » en un chemin plus spécifique qui couvre un nationalisme ethnique proposant une homogénéisation culturelle à côté d'une idée d'« Etat-bureaucratie » ayant la volonté de tout enserrer.

En réalité, le pouvoir militaire, ontologiquement kémaliste, avait engagé consciemment ou inconsciemment une révision déchirante du kémalisme. Celle-ci nous montre qu'il existe un dérapage pour sa dimension hégémonique, par contre cela ne nous indique pas que les forces kémalistes étaient dissoutes. Parce qu'en proposant des formes d'identification contre les identités religieuses fondamentales et les actions nationalistes ethniques, son potentiel continue d'exister à travers le Parti Républicain du Peuple suivant son projet politique. Entre temps, il est vrai que le volet de la nouvelle droite qui mettait un libéralisme conservateur en face du populisme étatique, avait collaboré à la chute du paradigme officiel. Or, la multiplicité des formes du discours islamiste conservateur et le renforcement de celles-ci est une propriété de la vie politique actuelle de la Turquie.

Pour pouvoir répondre à la question qui cherche la performance du kémalisme dans la politique turque, nous pensons qu'une ressource raisonnable est de regarder le kémalisme apparu dans les discours véhiculant cette idéologie prononcés à cette période.

Conjointement, CHP conscient que son discours kémaliste ne trouvait plus de réponse dans la société civile, a annoncé une véritable révision de l'idéologie officielle sous la direction de son niveau leader Kemal Kılıçdaroğlu.

Suite aux changements de la conjoncture mondiale et des dynamiques internes du pays, le changement reflété sur le discours du CHP dans les années 2000, nous présente clairement que la mission de sauver le pays a cédé sa place à la mission de sauver la démocratie. Dans cette perspective, consiste sur l'idée que le CHP est dans le processus de démocratisation en prenant en compte des revendications sociales du pays. Autrement dit, nous pensons que le CHP est en train de faire une ouverture

---

hégémoniques. Ernesto Laclau, **İdeoloji ve Politika,** *(L'idéologie et la Politique),* traduit par H.Sarıca, İstanbul : éditions Belge, 1985, page : 45.

démocratique sur certaines mesures. Dans les parties récentes de notre étude, nous avons vu que l'inexistence du principe « démocratique » parmi les « six flèches » kémalistes n'était pas un simple hasard.

2.4. Spectre de la vie politique turque

Depuis les années 1990, nous remarquons une chute dans les votes qu'obtiennent les partis de gauche, et surtout ceux du Parti Républicain du Peuple. La question que nous devons nous poser est donc : pour quelles raisons ? Nous sommes bien conscients que le mécontentement des électeurs concernant le centre-gauche ne peut pas s'expliquer en fonction des facteurs à court terme. Néanmoins, nous allons essayer de discuter de ce sujet en deux dimensions : d'abord, nous pensons que le centre-gauche ne peut pas répondre à certaines revendications de l'électeur turc ; et deuxièmement, les idées corporatistes transmises par la tradition kémaliste, empêchent le centre-gauche de faire une proposition sincère pour un programme social-démocrate.

En effet, les partis de centre-gauche en Turquie continuent de se faire l'avocat de la modernité classique que nous venons d'analyser dans le premier chapitre, sans prendre en compte des traits polyarchiques qui augmentent dans le pays. Autrement dit, le centre-gauche en Turquie est tourmenté par l'insistance des principes formatifs kémalistes, dérivés des « six flèches » qui sont toujours enfoncés dans les programmes du parti.

Laïc et historiquement social-démocrate, le CHP a cependant évolué sous la présidence de l'indéboulonnable Deniz Baykal, qui est resté 20 ans à sa tête avant de devoir démissionner en mai 2010 suite à une affaire de mœurs.

Sous la tutelle de Deniz Baykal, le Parti Républicain du Peuple n'avait plus aucun lien avec la social-démocratie dont il se revendiquait, avait glissé vers un nationalisme extrême et une laïcité rigide et s'opposait à toutes les réformes libérales. Tout en se conciliant l'élite laïque, plus militante, le CHP s'est, sous Baykal, aliéné des électeurs des villes appartenant à la classe moyenne, en s'opposant fermement aux réformes inspirées par l'Union européenne et mises en œuvre par l'AKP pour but de réduire l'influence de l'armée et libéraliser l'économie. Kemal Kılıçdaroğlu, ancien

fonctionnaire de 62 ans, a été élu en remplacement de Deniz Baykal mis en cause dans un scandale et les délégués du CHP ont approuvé au Congrès Général du 22 mai la composition de la nouvelle assemblée de leur formation. Parmi ses 80 membres, la nouvelle assemblée du CHP approuvée par les délégués du parti, comprend aujourd'hui peu de figures de la vieille garde conservatrice.

2.4.1. Les politiques du centre-gauche dans l'ère de l'après-Guerre Froide

Les deux partis politiques auxquels nous allons nous référer dans cette partie comme « centre-gauche », sont le Parti Républicain du Peuple (CHP) et le Parti Démocratique de Gauche (*Demokratik Sol Parti*, DSP). Même si nous admettons que d'autres partis qui peuvent être classifiés comme étant de gauche, cette partie de notre étude sera concentrée pour des raisons pratiques, sur ces deux partis politiques qui ont pris l'office entre les élections générales entre 1991 et 2007, en mettant l'accent plutôt sur le CHP. Nous supposons que cette partie sur le malaise électoral du centre-gauche peut être comptée pour notre analyse sur la tension entre l'idée républicaine et la démocratie au sein du CHP.

La faiblesse du centre-gauche turc n'est pas un phénomène unique et singulier. Il est presque insensé de classifier les partis politiques turcs dans un seul bloc gauche par rapport à une droite continue. L'existence des dimensions supplémentaires forcent les partis pour qu'ils se définissent dans une variété de sens. Les partis prennent place eux-mêmes sur le spectre islamiste versus séculariste (à partir de la dimension religieuse); sur le spectre ethnique (par rapport à la dimension nationaliste turque versus kurde) ; et la moindre extension pour la dimension gauche versus droite. Le désalignement de l'électeur en Turquie est caractérisé par l'apparence de plusieurs clivages culturels. Alors que le déterminant principal de vote dans la période pré-1980 est caractérisé largement par le choix entre le gauche et la droite en fonction des dynamiques économiques. Par contre, les dynamiques de la période post-1990 étaient désignées par les facteurs culturels. Dans cette période qui s'allonge jusqu'à nos jours, les clivages dominants sont la religiosité et l'ethnicité qui ont toujours déterminé les préférences du parti des électeurs. Par là, nous pensons que le modèle suivant peut nous présenter le centre politique turc.

La Turquie dispose d'un régime multipartite depuis 1945. Avant d'étudier le système électoral et politique de la Turquie qui est le sujet de cette partie, il sera utile

de faire une introduction sur la naissance de l'Etat turc moderne et certaines données sur sa nature doivent être abordées.

Un processus de modernisation autoritaire a commencé par les cendres de l'Empire ottoman multinationales pour but de créer une seule nation. Se basant sur la négation des autres peuples vivant dans la Mosaïque anatolienne, l'Etat kémaliste continu de définir sa propre existence dans les syndromes de la sécurité et par conséquent, des institutions libérales et démocratiques ne sont pas encouragées à être créées même s'elles ont été structurellement qualifiées dans les constitutions.

Malgré le fait que le nationalisme est un projet moderne et que ensuite le projet de création turc a été réalisé sur la terre anatolienne, la démocratie turque est restée inachevée à cause du format de l'exécution du projet et de la culture politique de la société qui maintiendraient et protégeraient la démocratie et ses conditions sont absentes.

Etant créé en 1923, l'Etat kémaliste prend une grande masse de paysans qui auraient hérité de l'Empire ottoman. La démocratie ne pouvait pas être établie à travers cette structure sociale. En passant par les ruines ottomanes, le projet de la création d'une nation turque par opposition à l'Etat ottoman a mis en œuvre la nouvelle structure de pouvoir dont la mentalité est simplement copiée. Cette compréhension de la population affirme que cette dernière n'a pas de place dans les emplois du gouvernement. L'administration des affaires d'Etat était donc l'affaire des élites gouvernementales.

Dans cette partie d'analyse, pour comprendre le processus en Turquie et pour expliquer quel parti reflète quel clivage dans la société turque, nous préférons emprunter le modèle fourni et utilisé par Lipset et Rokkan en ce qui concerne le système partisan au sein des partis nationaux. En tenant compte des interprétations diverses sur l'adaptabilité du modèle Rokkan sur le système partisan turc, nous sommes conscients du fait que la question sur le niveau auquel ce modèle correspond dans le cas turc est le sujet d'une autre étude qui exige une autre analyse approfondie. Alors, nous choisissons de l'accepter comme applicable en estimant de pouvoir expliquer quel parti correspond à quel clivage dans le système des partis politiques turcs.

Ces clivages dont nous venons de parler sont les conséquences des trois révolutions. La révolution nationale, la révolution industrielle et la révolution

socialiste internationale. « *Les trois révolutions font naître des conflits qui vont se structurer en clivages fondamentaux. Deux de ces clivages constituent les produits immédiats de ce que Rokkan appelle « révolution nationale » : centre/périphérie et Eglise/Etat.* »

« *Deux d'entre eux sont des produits de la révolution industrielle : le clivage entre le monde rural et la société industrielle et urbaine, ainsi que le clivage entre possédants et non-possédants, travailleurs et ouvriers*.[139] »

Les révolutions nationales étudiées dans ce modèle, ont manifesté dans la vie politique et sociale la séparation d'une part entre l'Eglise (la religion) et l'Etat, et d'autre part révèle le paradoxe de centre-périphérie.

En d'autres mots, ces contradictions de la vie politique que les partis nationaux et les partis religieux, d'autre part dans les partis des minorités ethniques, linguistiques ou culturels comme une réaction aux politiques de différences de l'état-nation centralisé, s'expriment la diversité des forces environnementales. « Deux de ces clivages sont des produits immédiats de ce que l'on pourrait appeler la « révolution nationale » : le conflit entre le centre-édificateur d'une culture nationale et la résistance croissante des populations assujetties et ethniquement, linguistiquement ou religieusement distinctes, en province et dans la périphérie : le conflit entre l'Etat-nation, centralisateur, standardiste et mobilisateur, et les privilèges historiquement établis de l'Eglise ».[140]

C'est une contradiction qui se forme d'un côté entre l'Etat national et cosmopolite avec la religion ; et de l'autre côté se produit entre la culture dominante et culture minoritaire à travers lesquelles les forces politiques trouvent donc les formes d'expression.

Dans tous les domaines où il existe le mouvement de la nationalisation, la volonté d'établir un pouvoir politique va tête à tête avec le processus de création de l'unité de la culture nationale et la langue. Cela tend aussi à détruire les autres cultures et langues qui résultent un choc entre centre et la périphérie.

Dans cette optique, la puissance du Parti Démocrate, plus tard, le Parti de Justice, et finalement le Parti de Justice et du Développement, peut être considérée

---

[139]Daniel Louis Seiler, Clivages partisans: typologies multidimensionnelles , **Les Partis Politiques**, Armand Colin, Paris : 1993, page: 65.
[140] Ibid.

comme une victoire de la périphérie contre l'élite centrale qui correspond confirme pleinement au schéma dessiné par Lipset et Rokkan. De l'autre côté, un des résultats de l'idéalisation extrême de l'identité turque porte sur la dégénération de l'identité ethnique kurde qui produit à l'heure actuelle une traduction de ce clivage en un parti politique qui est le Parti de Paix et de la Démocratie. La figure 1.1 Propose que les caractéristiques saillantes du centre-droite et du centre-gauche ne soient pas définis clairement. Les partis comme ANAP et DYP qui sont considérés traditionnellement centre-droite peuvent être vus à côté de AKP, RP, FP et SP, qui font le porte-parole de l'Islam politique. C'est parce que ANAP et DYP représentent plus qu'une seule dimension idéologique. Additionnellement leurs politiques orientés de croissance et du marché-libre, ils déploient des caractéristiques pro-islamistes.

Tableau 2.1 [141]**: Liste des partis politiques turcs**

Partis		Orientation Politique	Vote Potentiel
Parti de la Prospérité - *Refah Partisi*	RP	Islam Politisé	10 – 20 %
Parti de la Vertu - *Fazilet Partisi*	FP		
Parti du Bonheur - *Saadet Partisi*	SP		
Parti de la Mère Patrie - *Anavatan Partisi*	ANAP	Centre – Droite / Islam Politisé	30 – 40 %
Parti du Chemin Juste - *Doğru Yol Partisi*	DYP		
Parti de Justice et du Développement - *Adalet ve Kalkınma Partisi*	AKP		
Parti Républicain du Peuple – *Cumhuriyet Halk Partisi*	CHP	Centre Gauche (étatiste – sécullariste)	10 – 20 %
Parti Démocratique de Gauche – *Demokratik Sol Parti*	DSP		
Parti de Mouvement Nationaliste – *Milliyetçi Hareket Partisi*	MHP	Nationalistes (Turc)	7 – 18 %
HEP		Nationalistes (Kurde)	5 – 10 %
HADEP			
DEHAP			
DEP			
DTP			
Parti pour la Paix et la Démocratie – *Barış ve Demokrasi Partisi*	BDP		

Notes :

1. Ce modèle ne représente pas tous les partis politiques en Turquie. Le vote estimé est calculé en utilisant les données électorales depuis les années 1990, et montre approximativement le plus haut et le plus bas que les partis espèrent obtenir lors des élections législatives.
2. Le DTP (Parti de la Société Démocratique) parti pro-kurde est dissout suite à une décision de la Cour Constitutionnelle le 11 décembre 2009. Ses députés continuent à siéger actuellement sous l'étiquette du nouveau parti BDP.

[141] Nous avons emprunté, pour figurer le tableau, les sources de l'Institut Statistique d'Etat (*T.C.Başbakanlık Devlet İstatistik Enstitüsü*), http://www.tuik.gov.tr/secimdagitimapp/secim.zul, dernière consultation le 11 octobre 2011.

En effet, Parti de la Mère Patrie (Anavatan Partisi, ANAP) était promu avec son leader Turgut Özal, et il représentait toutes les dimensions idéologiques majeures en Turquie : le libéralisme, le nationalisme, la démocratie sociale et l'Islam politique. Quant au Parti du Chemin Juste (*Doğru Yol Partisi,* DYP) sous la direction Tansu Çiller, montrait toujours sa position tolérante à travers le sujet du voile. De même, les représentants de l'Islam politique, en outre sur leurs accrédités islamistes, ils déploient des positions nationalistes turques et du marché libre. Le gouvernement du Parti de Parti de Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi,* AKP) de Recep Tayyip Erdoğan a adhéré aux principes du marché libre et il a suivi le programme de stabilisation de Turquie pour le Fond Monétaire International (FMI), en prenant pour support l'élite d'affaires dans le pays. À aucun moment dans son programme, nous pouvons voir des références à l'établissement d'un modèle économique islamiste.

De la même manière, les représentants du centre-gauche ne sont pas classifiés selon leurs agendas de la justice sociale ou de prospérité. Tandis que ces sujets figurent clairement dans le programme du parti centre-gauche, le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) est plutôt connu pour ses accrédités séculariste et nationaliste turque. Par conséquent, la réalité du nationalisme turc n'est pas une position uniquement représentée par le Parti de Mouvement Nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi*, MHP) de l'extrême-droite. La position des partis de gauche à travers les débats de la politique étrangère comme le Chypre et la question kurde sont parfois des exemples qui déploient des tendances ultranationalistes.

Durant les années 1990, nous pouvons même accepter que le CHP et le DSP comme partis de gauche aient été reconnus par les électeurs en termes de leurs positions nationalistes et sécularistes que leurs positions de gauche. Autrement dit, nous observons que les frontières qui divisent les lignes entre les partis ne sont pas clairement définies.

La seule exception pour le cas est bien celui des partis politiques kurdes. Ces partis sont identifiables en termes de leurs aspirations nationalistes kurdes. La loi sur les partis politiques (*Siyasi Partiler Kanunu*) interdit la formation des partis

politiques basés sur la religion, la race ou la région[142]. Les partis doivent avoir une dimension « nationale » alors ils doivent présenter un agenda national et avoir une organisation de parti que est distribuée dans la majorité des villes en province. Les partis kurdes durent en fonction de cette loi. De toute manière, leur vrai foyer est la promotion du débat kurde et représenter les kurdes dans le pays. Pour cette raison, nous voyons que le cas du mouvement politique kurde peut être vu comme une entité unitaire qui se concentre sur un agenda spécifique, comme nous voyons dans la boite unique sur le Tableau 2.1.

Nous pensons que les frontières qui séparent les partis politiques turcs dans l'ère de l'après-guerre Froide peuvent être expliquées mieux en termes de différentes dimensions. Autrement dit, pour différencier et compter la chance électorale de gauche et la droite, les dimensions de la religiosité, de l'ethnicité et la droite versus la gauche doivent être prises en compte. Par ailleurs, pour qu'un parti réussisse au niveau électoral, il convient que plusieurs dimensions soient prises en compte. Les partis qui ont réussi électoralement depuis 1990, sont des partis qui représentent une variété d'ouverture idéologique. Comme nous pouvons l'observer sur le Tableau 2.1., il est possible de remarquer que les représentants de l'Islam politique et du nationalisme sont les gagnants depuis les années 1990.

---

[142] Loi no: 2820 sur les Parti Politiques, *(Siyasi Partiler Kanunu, No: 2820)*, mise en vigueur le 22 avril 1983. Disponible sur : http://www.mevzuat.adalet.gov.tr/html/608.html, dernière consultation le 10 octobre 2011.
Date d'adoption: 22 avril 1983, Loi No :2820,
Selon Article 81 :Prévention contre la création des minorités suivant laquelle, les partis politiques :
a) ne peuvent affirmer qu'il existe sur le territoire de la république de Turquie des minorités fondées sur une différence nationale ou religieuse, culturelle ou confessionnelle ou raciale ou linguistique;
b) ne peuvent avoir pour objectif et mener des activités visant à saper l'unité nationale ou de participer à des activités à cette fin en créant des minorités sur le territoire de la république de Turquie par la protection, le développement et la diffusion d'une langue et d'une culture autres que la langue et la culture turques;
c) ne peuvent utiliser une autre langue que le turc dans la rédaction et la publication de leurs statuts et leur programme, ni dans leurs congrès, rassemblements en plein air ou réunions à l'intérieur, ni dans leur publicité; ils ne peuvent utiliser ni diffuser des calicots, affiches, disques, enregistrements sonores, films, brochures et tracts rédigés dans une autre langue que le turc; ils ne peuvent pas non plus rester indifférents à ce que ce genre d'actions soient menées par d'autres. Cependant, ils peuvent traduire leurs statuts et leurs programmes dans les langues étrangères autres que celles qui sont interdites par la loi.
Selon Article 82 : Interdiction du régionalisme et du racisme :
Les parties politiques ne peuvent pas aspirer ni régionalisme ni au racisme dans un pays indivisible et unitaire, et ne peuvent exercer des activités en relation avec cet objectif.

Tableau 2.2[143] - Les résultats des élections générales et le spectrum idéologique entre 1983 - 2011

Partis	Organisation Idéologique	Vote pour cent							
		1983	**1987**	**1991**	**1995**	**1999**	**2002**	**2007**	**2011**
ANAP	CD	45.1	36.3	24.0	19.7	13.2	5.1		
CHP	CG				10.7	8.7	19.4	20.8*	25.9
DSP	CG		8.5	10.7	14.6	22.2	1.2		
DYP	CD		19.1	27.0	19.2	12.0	9.5		
HP	CG	30.5							
MCP	N		2.9						
MDP	CD	23.3							
MHP	N				8.2	18.0	8.4	14.2	12.9
RP	P-IS		7.2	16.9	21.4				
SHP	CG		24.7	28.8					
AKP	P-IS-CD						34.2	46.5	46.9
GP	N						7.3		
YTP	CG						1.2		
FP	P-IS					15.4			
SP	P-IS						2.5	2.3	1.3
HEP, HADEP	N.Kurde				4.17	4.75	6.14	**	6.6
DEHAP, DEP									
DTP, BDP									
Notes :									
CD: Centre Droite		CG:Centre Gauche				P-IS: Pro-islamiste			
N: Nationaliste		N.Kurde: Nationaliste kurde							
* Le CHP et le DSP ont formé une alliance électorale. Le 20.8% représentent leur résultat collectif.									
** Les candidats du DTP ont participé comme indépendants pour passer le seuil de 10% au niveau national, vu que le barrage n'est pas applicable aux indépendants. Ils ont reformé postérieurement leur groupe au Parlement.									

[143] Pour réaliser ce tableau nous avons utilisé les sources de l'Institut Statistique d'Etat (*T.C.Başbakanlık Devlet İstatistik Enstitüsü*), disponible sur : http://www.tuik.gov.tr/secimdagitimapp/secim.zul, dernière consultation le 10 octobre 2011.

Tableau 2.2 indique que les partis de gauche ne sont pas uniques pour la considération d'un déclin des votes centristes. En effet, un déclin linéaire dans la portion des partis de centre-droite se voit plutôt entre les années 1983 et 2002. Pour les partis de centre-gauche, malgré l'augmentation modeste des votes qui se voit dans les 1980 ; pendant les 1990, ce modèle s'est inversé avec un déclin progressif. Contre ce modèle, pendant les années 1990, nous voyons qu'il existe une augmentation claire des votes pour les partis d'abord pro-islamistes comme RP, puis le AKP qui le suit depuis sa fondation en 2001. Cette tendance ascendante va bien ensemble avec les partis de disposition nationaliste en ce qui concerne le MHP et les partis kurdes. Cette tendance pour le MHP nous paraît être au sommet lors des élections en 1999 et elle a commencé à baisser à partir des élections législatives en 2002. La situation peut être expliquée en fonction des votes qui sont reportés aux CHP et GP lors des élections 2002. Par contre, quant aux élections de 2007, nous voyons que la situation s'est renversée de nouveau au profit du MHP.

En d'autre mot, les données électorales que nous avons schématisé dans le Tableau 2.2. nous montrent qu'en face de tout ce qu'on peut classifier comme le déclin des votes du centre-droite traditionnel et ceux du centre-gauche, nous voyons qu'il s'est produit une augmentation des votes pour les partis pro-islamiste est de centre-droite et pour les partis nationalistes.

Finalement, le spectre figurant presque 20 ans du déclin des votes pour le centre traditionnel ne nous indique pas le problème à court terme, mais c'est plutôt un mécontentement sur le long terme pour les partis concernés.

2.4.2. La prévalence des clivages culturels

La compréhension complète du mécontentement électoral pour les partis de centre demande plus d'une analyse descriptive que nous avons essayé de faire dans la partie précédente. L'argument que nous pouvons apporter pour comprendre pourquoi les partis de centre ont échoué jusqu'à présent, est adressé aux déterminants majeurs pour voter sous forme des « clivages culturels ». Visiblement, les deux principaux clivages sont la religiosité et l'ethnicité. En nous basant sur des recherches empiriques qui ont été déjà réalisées sur ce sujet, nous voyons que ces deux clivages sont déterminants pour la préférence du parti, la participation politique et le

comportement électoral[144]. En effet, la Turquie est divisée en deux blocs culturels[145] entre les Alévis et les sécularistes versus les Sunnis et les traditionnels. En fonction de la dimension ethnique, le peuple est divisé entre les identités turques et kurdes[146]. La faillite du CHP est considéré engagée avec ces divisions.

2.4.2.1. La division religieuse

La signification du clivage religieux est devenue un compteur de kilomètres pour la politique électorale de Turquie suivant l'ascension du Parti de la Prospérité (*Refah Partisi* - RP) après les élections locales en 1994 et générales en 1995. Selon le politologue turc Ali Çarkoğlu, la montée du RP était signifiante parce que « pour la première fois le support électoral total pour les partis pro-islamistes et nationalistes a dépassé le défi entre les partis de gauche et de droite qui dominait la scène politique depuis les années 1950 »[147].

La tendance croissante de voter pour le RP (Parti de la Prospérité) peut être interprétée à partir du mécontentement prédominant des électeurs du milieu urbain pour des raisons économiques, politiques et culturelles. Encore une fois, la religiosité est perçue comme une expression d'une nouvelle voix qui était frustrée sur l'arène politique ancienne. Le RP se voyait comme un parti musulman-démocrate, plus que les partis de gauche qui se proposait pour répondre aux problèmes sociaux. Alors, le RP s'est apparu comme un mouvement social qui signifiait plus qu'un parti politique. Cette apparence se basait sur une vision de « l'ordre juste » (*Adil Düzen*) dont le message déclarait que le kémalisme avait donné lieu aux problèmes comme l'administration autorisant la corruption sociale par exemple. L'interprétation sociologique de ce message est donc la conception kémaliste de la modernité dont nous venons de parler dans le premier Chapitre, était toujours incompatible avec les revendications développementales de la Turquie.

Plus significativement, nous voyons que le succès des partis pro-islamistes est parvenu au sommet suivant la victoire de l'AKP (Parti de Justice et du

---

[144] Deux articles que nous venons d'étudier sont : At the Ballot Box: Determinants of Voting Behavior par Yılmaz Esmer; "Ethnic and Religious Bases of Voting" par Ayşe Güneş-Ayata & Sencer Ayata; In Sayarı, Sabri & Esmer, Yılmaz (éds), **Politics, Parties and Elections in Turkey,** London: Boulder and Lynne Rienner Publishers, 2002.

[145] Le premier comprend le sécularistes et les alévies; en face du deuxième comprenant les sunnis et les traditionnels.

[146] Ersin Kalaycıoğlu, New Shaping of Party Preferences in Turkey: Coping with the post-Cold era In **New Perspectives in Turkey**, revue publiée par Université de Boğaziçi, no: 2(2), Istanbul: printemps 1999,: page :50.

Développement) qui est le parti descendant du RP qui a été dissout en 1998, dans les élections générales en 2002, puis lors des élections anticipées en 2007 et dernièrement aux élections législatives du juin 2011 avec un score de 51% des votes.

Par contre, il existe un point remarquable que nous devons souligner, c'est que les Alévis, figurant la population musulmane chiite ne sont pas reconnus par les partis pro-islamistes en Turquie. De même, les Alévis ont un motif continu pour voter le CHP. C'est dans leurs croyances que les réformes séculaires du CHP garantissent leur droit d'exister comme des citoyens égaux. Nous pouvons dire que pour le centre-gauche, la population Alévie en Turquie, depuis les années 1990, continue à faire la plus grande alliance électorale.

Outre les électeurs Alévis, il existe une circonscription électorale plus sécullariste et puritaine qui s'opposait à la vision pro-islamiste. Les élections générales en 2002 et 2007, nous montrent que les électeurs de disposition séculaire non-religieuse, de position pro-Union européenne, ayant le statut socio-économique des niveaux moyen et haut, urbains, ont voté en faveur de CHP. En effet, ce clivage fait la généralisation d'un conflit social qui symbolise plus qu'une simple différentiation entre les Sunni-religieux et les électeurs Alévis ou séculaires.

Tout au long de la période de l'après-guerre Froide, la religiosité se présente dans plusieurs sphères de la politique turque. Nous pouvons citer quelques exemples qui incluent ce débat à travers le rôle du foulard (*türban*) dans la vie publique, les politiques d'éducation concernant les écoles de prière (*imam ve hatip okulları*) et plus récemment, les propositions de réformes pour l'éducation supérieure.

2.4.2.2. La division ethnique

Outre la religiosité, la prédisposition du vote des électeurs et le choix du parti sont aussi déterminés par leur auto-identification ethnique. Cette division existe plus clairement entre les électeurs qui se définissent comme turc ou kurde. Cette division peut être expliquée largement par les conditions de l'escalade de Guerre Civile au Sud-est de la Turquie. La nature de la question kurde dans le pays est difficile à comprendre pour les électeurs. La ligne délicate de la classification de la question comme un problème de droits versus le problème du terrorisme doit être toujours définie dans l'esprit de l'électorat, mais aussi dans l'esprit des élites politiques.

---

[147]Ali Çarkoğlu, **The Turkish General Election of 24 December 1995**, Electoral Studies, 16 (1), Istanbul: 1997, page: 87.

Les partis kurdes (HEP, HADEP, DEHAP, DTP et dernièrement le BDP)[148] ont toujours la force électorale régionale dans au Sud-est de la Turquie. Ils ont joué l'instrument pour l'apparition de la question kurde, non seulement comme un problème interne lié aux droits des minorités, mais aussi comme un conflit international, agissant comme baromètre pour voir combien la Turquie va vers le bas sur la route de la consolidation de la démocratie. En effet, les kurdes forment une catégorie politique très importante qui assurera la démocratisation du pays et celle-ci est un phénomène qui sera réalisée pendant le processus de critique de l'idéologie officielle.

Cette conversion a coûté une faillite pour les partis de gauche, spécialement pour le Parti Républicain du Peuple (CHP). D'un côté, le parti présente une position électorale faible pour apercevoir la question kurde en tant que problème de droits et de la démocratie. Un point qui attire l'attention est lié au fait que la question kurde est liée à la situation défavorisée de la région et si l'Etat intervient en améliorant les conditions de vie des habitants de la région, il n'y aurait plus de question, ni de la terrorisme. D'autre part, le CHP a clairement exprimé qu'aucune référence ethnique autre que la rationalité turque ne sera approuvée dans la constitution.[149] De l'autre côté, le parti s'est aliéné avec l'électorat kurde après avoir coupé le lien avec les députés kurdes qui prenaient places sur l'échelle social-démocrate[150].

Par contre, la ligne pro-islamiste a réussit à projeter une attitude « social-démocrate musulmane » sous la forme du service public et de la prospérité. La position pro-islamiste propose une solution consistant en ce qui concerne le problème kurde en terme de l'unité islamique. Cela évite de voir le problème comme base ethnique mais réussit à faire un appel aux kurdes sunnite en fourrant une identité supranationale.

---

[148] Tous ces partis que nous venons de citer - sauf le BDP- ont été dissout suivant la décision prise par la Cour constitutionnelle en l'accusant d'avoir fait la collaboration avec la guérilla du PKK. Récemment, le DTP (Parti de Société Démocratique) est dissout le 11 décembre 2009. Ses anciens députés continuent encore à sièger sous l'étiquette du nouveau parti BDP (Parti pour la Paix et la Démocratie). www.bdp.org.tr

[149]CHP 2008 Parti Programı (*Programme du Parti Républicain du Peuple de 2008)*, disponible sur http://www.chp.org.tr/?page_id=70, dernière consultation le 10 octobre 2011.

[150] Les liens ont été coupés suivant la participation de sept députés à une conférende kurde à Paris en 1989. C'étaient des députés du SHP (Parti Social-démocrate Populaire) qui, à l'époque se dirigeait par Deniz Baykal, qui deviendra plus tard le chef du CHP.

2.4.3. Les implications de la division électorale

Nombreux articles proposent que le mouvement vers l'extrême droite n'est pas motivé exclusivement par les sentiments pro-islamistes ou nationalistes. En effet, ces deux motifs sont complémentaires. Pour les électeurs qui se déplacent, leur obédience vers l'extrême droite paraît d'être influencée par un engagement combiné selon l'image de la bonne société, forcément colorée par l'Islam sunnite et par les idées et valeurs ethniques/nationales turques. Alternativement, « *ceux qui paraissent être proche de l'extrême gauche sont mobilisés par les idées séculaires, ou par les valeurs ethniques nationalistes kurdes.* [151]»

Plus important, l'existence de ces deux clivages dominants montre le fait que les électeurs ne peuvent plus se définir seulement en termes de modèle du « centre versus périphérie », comme il proposait Şerif Mardin[152]. En effet, le centre et la périphérie tous les deux, sont infiniment différents et ils sont variés dans la composition des intérêts. Pendant que le centre n'est plus conjugué en gros selon la conception kémaliste du bien vivre, la périphérie s'est déployé une variété d'intérêts dans laquelle il existe l'orthodoxie de la religion, la décentralisation du gouvernement central, la demande du passage de l'intervention étatique à l'économie du marché libre. Cela ne veut pas dire que le modèle centre-périphérie doit être nié, mais la structure est compliquée et variée à travers l'existence des clivages culturels vu que les partis politiques ont automatiquement des difficultés pour faire une impression sur la périphérie entièrement. Alors, c'est le clivage Etat – Eglise, si nous pouvons utiliser les termes de Rokkan, qui peut expliquer la situation actuelle.

Après avoir posé la situation actuelle de cette manière, il ne sera pas faux de définir la position idéologique du centre-gauche identifié avec le CHP en termes de rigidité idéologique comme réponse aux clivages soulignés dans la partie précédente. Alors, le CHP a échoué pour avoir une alliance électorale large. Les principes républicains de la modernisation kémaliste du nationalisme et sécularisme ont entièrement figuré la perspective idéologique du centre-gauche. Enfin, la perspective nationaliste sécullariste rigide a eu un processus graduel en se développant depuis les années 1990. Surtout, sous la tutelle du Deniz Baykal, le CHP était idéologiquement marginalisé.

---

[151] Ersin Kalaycıoğlu, **Shaping of Party Preferences in Turkey**, Op.cit., page:73.
[152] Şerif Mardin, **Opposition and Control in Turkey, Government and Opposition**, International Journal of Comparative Studies, Vol. 1, Issue: 3, 1966, page: 375.

Généralement, la position du CHP depuis les élections en 2002 favorisait la séparation de la sphère publique à partir de deux blocs entre:

- Le séculaire et l'anti-séculaire,
- Le républicain et l'antirépublicain,
- Les progressives et les réactionnaires,
- Les kémalistes versus les « deuxième républicains »,
- Les patriotistes versus les séparatistes.

Ce point de vue a donné lieu à la désillusion sociale envers le CHP en disant que le parti d'une manière autoritaire, défend l'Etat plutôt que défendre le peuple. L'autoritarisme du CHP se montrait visible en relation avec sa compréhension de la démocratie, les droits et les libertés. La faiblesse électorale du CHP est donc saisie suivant l'idée que le parti a des difficultés à proposer un agenda sincère de la social-démocratie. De la même manière, une simple réduction de la question kurde à la structure féodale du Sud-est et au sous-développement économique, ne permet pas au parti de faire une ouverture sociale nécessaire. De même, le fait que le CHP ait consacré la démocratie à la protection du régime, le parti ne pouvait pas donner de réponses à la partie croyante du peuple turc.

2.5. Conclusion

Le centre-gauche erratique, incorporé dans le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) est vu à la fois autoritaire suivant son positionnement idéologique comme nous venons de discuter tout au long de ce Chapitre et à la fois il est lié à la relation symbiotique du kémalisme avec la modernisation. Simplement, le CHP continue de s'attacher aux principes classiques du républicainisme en ayant la volonté de créer une Turquie moderne, dont l'idéologie kémaliste républicaine formative comptait il y a 80 ans. De la même manière, l'attachement aux affaires traditionnelles est vu comme irrationnel, même peu avancé. L'incapacité d'adopter une position post-moderne empêche non seulement l'adoption d'une idéologie social-démocrate, mais aussi une approche pluraliste et multiculturelle en ce qui concerne les clivages religieux et ethniques.

La position élitiste du CHP limite le parti en ce qui concerne les revendications sociales. Plusieurs chercheurs proposent que la modernité kémaliste républicaine empêche les partis de gauche de réviser leurs fonds idéologiques et de prendre une position plus libérale contre les conditions sociales du pays. A quel point est-il réaliste d'attendre d'un parti fondateur de l'Etat, influencé par le processus de la modernisation, qu'il approuve une identité post-moderne, dans les deux sens, selon le positionnement idéologique et en terme d'organisation du parti qui pourrait refléter en répondant aux demandes électorales d'une société divisée ?

Une autre perspective sur la possibilité d'une ouverture démocratique à travers le CHP, porte sur l'idée que le but ultime de l'idéologie officielle était bien la démocratie comme un projet social. Cette approche positive sur la réinterprétation du kémalisme selon les nécessités actuelles est motivée d'avantage suivant l'arrivée à la présidence de Kemal Kılıçdaroğlu qui a amorcé une réforme afin de tenter de regagner le terrain perdu au profit de l'AKP. Kılıçdaroğlu a donné les signes en acceptant la question kurde comme une catégorie importante pour la démocratisation de la Turquie. En revanche, la prise de position négative du CHP à travers le Référendum[153] qui a eu lieu le 12 septembre 2010, le jour où les turcs ont voté pour changer la Constitution de 1982 rédigée par l'armée, attire notre attention sur le fait que cette ouverture demande plus d'analyses que nous tenterons d'apporter dans les Chapitres suivants.

[153] La nouvelle constitution turque d'est bien soumise à référendum le 12 septembre 2010 (au 20ème anniversaire du coup d'état 1980) mais la Cour constitutionnelle en a annulé une partie des articles. L'essentiel de ce nouveau texte, qui représente la première constitution civile de la Turquie, est préservé. C'est l'opposition turque representé par CHP qui a saisi la Cour constitutionnelle contre ce texte qui apporterait des changements fondamentaux pour la vie politique et sociale du pays.La nouvelle Constitution propose que l'interdiction de partis politiques deviendra plus difficile, et l'armée sera pour la première fois susceptible d'être soumise à la justice civile.

CHAPITRE III : LA COMPREHENSION SOCIALE – DEMOCRATE DU PARTI REPUBLICAIN DU PEUPLE

Nous avons pu voir dans le Chapitre précédent qu'un parti, malgré sa position sur l'éventail social-démocrate, a eu des difficultés dans son histoire face aux problèmes chroniques de la Turquie tels que la question kurde, alévie ou les revendications religieuses. De plus, nous avons également constaté que face à ces questions, le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) semble avoir pris à la fois une position conservatrice. En partant de ce constat remarquable, ce Chapitre essaie de répondre à la question « comment la social-démocratie est-elle entendue par le Parti Républicain du Peuple (CHP) ».

Dans cette perspective, notre troisième Chapitre portera sur une préparation d'analyse de la social-démocratie proposée d'abord par Bülent Ecevit et censée renaître à l'heure actuelle grâce au nouveau chef du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu. En effet, la rupture historique qu'a connue le CHP avec Bülent Ecevit et İsmet İnönü, se reproduit aujourd'hui à travers la rupture entre Deniz Baykal et Kemal Kılıçdaroğlu. De plus, la symétrie que nous retrouvons entre B.Ecevit et K.Kılıçdaroğlu nous offrira une piste de réflexion pour analyser le compréhension de la social-démocratie face au débat sur les clivages culturels ethniques et religieux. En effet, l'arrivée de Kılıçdaroğlu, même si elle est produite d'un scandale familial qu'a causé Deniz Baykal, était quand même désirée vers la fin de la direction de Deniz Baykal. Kemal Kılıçdaroğlu bénéficiait d'une grande popularité en raison de l'élan qu'il avait créé lors de sa campagne pour la municipalité d'Istanbul en mars 2009 se faisant le champion de la lutte contre la corruption. Ses tentatives de mener une politique modérée sur les questions ethniques et religieuses comme celle de B.Ecevit ont

probablement été décisives dans son élection comme leader du CHP et ont contribué à faire basculer l'appareil du parti en sa faveur.

Dans la première partie de ce chapitre, la perspective social-démocrate proposée par Bülent Ecevit sera discutée. La deuxième partie exposera la symétrie que nous trouvons entre Kemal Kılıçdaroğlu et Bülent Ecevit selon la compréhension de la social-démocratie. A travers la troisième partie nous essayerons de comprendre le révisionnisme que la social-démocratie a connu en Europe et nous tenterons de voir s'il s'est produit de manière identique pour le cas du Parti Républicain du Peuple se disant social-démocrate. La quatrième partie discutera de la gestion économique kéynesienne dans le cadre des états de prospérité nationaux. Dans la cinqième partie, nous essayerons de discuter comment et pourquoi le Parti Républicain du Peuple ne parvient pas à intégrer l'adaptation idéologique en ce qui concerne la reformulation de la social-démocratie.

3.1. CHP à l'heure actuelle, retour au perspectif de Bülent Ecevit : une nouvelle interprétation social-démocrate par Kemal Kılıçdaroğlu

L'arrivée de Kemal Kılıçdaroğlu à la tête du Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) créant une vague d'espoir, a donné aussi un sentiment de nostalgie aux yeux de la majorité des turcs en pensant à Bülent Ecevit qui avait lui aussi mené un vent de changement au sein du parti. Un résumé des faits nous aidera à nous rappeler ce que le premier parti d'opposition sur l'arène politique a vécu dans les dernières années. Lors du congrès ordinaire du CHP en avril 2008 des nouveaux statuts ont été adoptés prévoyant un changement majeur : jusqu'alors élus par l'Assemblée du Parti, les membres du Comité central d'administration (*Merkez Yönetim Kurulu*, MYK) seraient désormais désignés par le directeur général lui-même. L'entrée en vigueur de ces statuts a été reportée à plusieurs reprises, principalement en raison de l'opposition du second homme du parti et secrétaire général depuis 2001, Önder Sav, qui redoutait de voir que ses prérogatives soient entachées. Or, suite à l'injonction du procureur de la Cour de Cassation de se conformer à ses nouveaux statuts, le dirigeant du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu, a

nommé un nouveau MYK début novembre, remplaçant au passage le secrétaire général Önder Sav, et nommant le grand concurrent de ce dernier, Gürsel Tekin, jusqu'alors dirigeant de la fédération d'Istanbul, à un poste clé.

Ces développements doivent être lus au regard du renouveau dans lequel est engagé le CHP depuis l'arrivée de Kemal Kılıçdaroğlu à sa tête, en mai 2010. Après les révélations d'une relation privée, Deniz Baykal qui était jusqu'alors le leader du parti de 1995 à 1999 et de 2000 à 2010, a du démissionner. Ce changement de direction, dans un parti réputé très centralisé autour de son leader, a fait naître l'espoir d'un renouvellement. En effet, pour beaucoup – à l'intérieur comme à l'extérieur du parti – Deniz Baykal est celui qui a perdu quatre scrutins législatifs consécutifs (1995, 1999, 2002 et 2007), bloque depuis des années le renouvellement de la gauche. Dès lors, la question est de savoir si ce parti va pouvoir effectuer une véritable réforme et incarner une opposition crédible au parti au pouvoir depuis 2002, l'AKP, notamment dans la perspective des législatives prévues en juin 2011.

Il s'agit de rassembler au-delà de l'électorat traditionnel du CHP, l'arrivée de Kılıçdaroğlu à la tête du CHP a effectivement provoqué le retour au sein du parti d'un certain nombre de personnalités et de militants que le leadership de Baykal avait fait éloigner. En effet, des sondages ont aussi détecté un regain du soutien au CHP au sein de l'électorat. Cependant, les résultats du référendum constitutionnel du 12 septembre, lors duquel le CHP avait fait campagne pour le «non» qui n'a remporté que 42% des voix, ont été considérés comme décevants.

Kılıçdaroğlu essaie de réformer le CHP en déclarant vouloir en faire « un parti ouvert à toutes les voix, couleurs et opinions »[154]. En quelques mois, il a apporté des inflexions notables, au niveau de la méthode tout d'abord : il a organisé des rassemblements des députés et de cadres du parti, ainsi que des consultations d'intellectuels sur les problèmes actuels du pays. Il a ainsi promis que les candidats du parti aux prochaines législatives seront sélectionnés à la suite de primaires, ce qui contrasterait avec la désignation par la direction nationale du parti qui n'était plus courante sous Baykal.

---

[154] "*Nous sommes un parti qui a intériorisé la démocratie, acceptant l'homme et le citoyen comme point de repère dans la politique. Notre parti est donc respectueux aux identités ethniques et aux croyances, (Demokrasiyi içselleştirmiş bir partimiz; yurttaşı, insanı siyasette odak olarak alan bir siyasal partimiz. Etnik kimliğe ve inançlara saygılı olan bir siyasal partimizdir)* ." Premier discours de Kemal Kılıçdaroğlu, prononcé devant le group de son parti au Parlement le 1 juin 2010.
Disponible sur http://www.chp.org.tr/?p=831, dernière consultation le 10 octobre 2011.

Au niveau de la ligne politique ensuite : par rapport à l'équipe qui sort, Kılıçdaroğlu a adopté un ton plus « social » en mettant en avant la lutte contre le chômage et la pauvreté. Par là, Kılıçdaroğlu est en train de reformuler la gauche en reprenant à la fois la conduite de Bülent Ecevit auquel il est souvent comparé suivant son appel à la justice sociale et à la social-démocratie. Pour être plus claire, une brève description de la social-démocratie que nous tenterons d'exposer prochainement, soutenue par Bülent Ecevit nous donnera les idées principales concernant le positionnement du parti en face des problèmes sociaux. Nous proposons de revenir à ce mouvement, de manière plus détaillée, dans la deuxième partie de ce Chapitre parce que nous pensons qu'il existe en réalité une symétrie de cette approche quand nous parlons aujourd'hui de la montée du Kemal Kılıçdaroğlu, le chef du Parti Républicain du Peuple.

En effet, au coeur des changements provoqués par Kılıçdaroğlu était la révision de l'assemblée à quatre-vingts membres du parti. Particulièrement il a frayé la voie pour l'élection des membres plus jeunes le mouvement est interprété par des analystes comme une « révolution des néo kémalistes ». De ceux élus à la nouvelle assemblée en décembre 2010, seulement trente-quatre sont associés à la vieille branche kémaliste du parti et même ces figures tombent typiquement tout près de la politique ouvrière de Bülent Ecevit, qui a servi trois termes comme le Premier ministre dans les années 1970 aussi bien que de 1999 à 2002 et qui a mené le CHP de 1972 à 1980 jusqu'au prédécesseur de Kemal Kılıçdaroğlu, Deniz Baykal.

Ecevit avait essayé d'encastrer le CHP « une alternative sociale démocrate pour le mécontent »[155]. De la même manière, nous retrouvons la même volonté chez Kemal Kılıçdaroğlu en disant que la politique devait s'occuper des malheurs du peuple et qu'elle ne doit pas s'occuper des questions ethniques ou religieuses qui causeront une décomposition de la société. Par ailleurs, des quarante-six membres d'assemblée nouvellement élus, dix viennent des rangs d'activisme progressif, comme des syndicats. En équilibrant le travail avec l'affaire, l'assemblée inclut aussi onze nouvelles figures.

Prenant compte de ces donnés historiques, Kemal Kılıçdaroğlu a pour objectif de faire grimper à 40% les scores du CHP aux élections suivantes de juin 2011. Par conséquent, pour la majorité des turcs, Kemal Kılıçdaroğlu se voit être le nouveau

Bülent Ecevit, en face de Deniz Baykal qui avait imité İsmet İnönü dans les années 1990 en menant une politique rigide. Dans cette perspective, pour plusieurs chercheurs, la rupture entre Kılıçdaroğlu et Baykal est une reproduction de ce que le parti a déjà vécu à travers Bülent Ecevit lorsqu'il avait proposé son chemin vers « la gauche du centre ». Nous pouvons brièvement reprendre quelques points montrant les raisons de voir une telle similitude :

- D'abord nous nous rappelons que Bülent Ecevit avait résisté au mémorandum militaire qui a eu lieu au 12 mars. Il avait démissionné de sa mission du secrétaire général du parti. Ce faisant, Bülent Ecevit avait dit « non » à İsmet İnönü sur le sujet de soutenir le gouvernement militaire du 12 mars et il s'est opposé de manière décisive au principe d'intervention militaire dans la politique. Il avait promis de faire le CHP un parti politique du peuple et pas de celui de l'Etat. Similairement, Kemal Kılıçdaroğlu se veut moteur du changement et non défenseur du *statu quo* : d'ailleurs dès le premier jour, il a commencé à prendre quelques initiatives à la distance de son parti dont l'image se reflétait comme un partisan de l'engagement politique de l'armée, alors il a récemment proposé un amendement basé sur l'abolition de la Cour Suprême Militaire qui, si adoptée, peut fournir la nouvelle justification légale pour l'intervention de l'armée dans la politique.
- Un autre point remarquable consiste à dire que Kemal Kılıçdaroğlu ne fait plus la défense d'une laïcité rigide qui était le principal enjeu du CHP. Parallèlement des questions religieuses avaient d'importance à Bülent Ecevit qui a essayé de souligner la compréhension « de laïcisme respectueux à la religion ». En plus de cela, Bülent Ecevit poursuivant le slogan « une fin aux erreurs historiques ! »[156] a été l'associé dans un gouvernement de coalition formé avec le Parti de Salut National (*Milli Selamet Partisi*, MSP) du Premier Ministre Necmettin Erbakan.
- Sous le titre du leader du parti, Bülent Ecevit, surnommé comme "*Karaoğlan*" (le garçon noir) par les masses quand il a donné l'importance aux ouvriers et aux paysans et il faisait régulièrement la visite de la banlieue pour être familier avec les ennuis quotidiens des gens ordinaires. A l'heure actuelle, M.

[155]Bülent Ecevit, "Pourquoi la social-démocratie?", Chapitre IV, **Ortanın Solu** *,(La gauche du centre)*, İstanbul : Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 2009, page:37.
[156] Disponible sur http://www.turksolu.org/87/billur87.htm, dernière consultation le 10 octobre 2011.

Kılıçdaroğlu propose une « assurance familiale » offrant 600-1,250 Lires turques comme une aide financière aux familles économiquement faibles. Selon le président du CHP, « l'assurance familiale » ressemble à un message de dire « nous sommes avec vous », là où l'opposition n'a pas été présente lors de la précédente période d'électorale[157].

– Le jour après l'annonce « de l'assurance familiale », le CHP a annoncé un autre projet « *GenceArti* » (un Plus pour la jeunesse) qui a pour but de créer des emplois pour les jeunes. Le projet conduit une série de séminaires organisés sur le sujet du « développement personnel » pour les jeunes qui ont besoin d'emplois dans 30 villes. Nous nous rappelons qu'Ecevit sans avoir n'importe quels complexes de personnalité, il avait formé pareillement les groupes de jeunes universitaires, qui sont conscients de la situation tant en Turquie qu'en monde[158].

En nous appuyant sur ces points similaires, nous trouvons qu'il existe un parallèlisme dans l'approche de Kılıçdaroğlu avec celle de Bülent Ecevit.

3.1.1. Rupture significative dans le CHP par l'arrivée de Kılıçdaroğlu

Kemal Kılıçdaroğlu a été élu le 22 mai 2010, à la tête du CHP suite au 33ème congrès du parti. Pour de nombreux d'experts, la voie du changement aura été ouverte par une série d'évolutions intervenues à l'intérieur du parti. Alors, 77 délégués provinciaux sur 81, et 60 députés sur 93 et surtout le puissant secrétaire général du CHP Önder Sav qui était un ancien ami de Deniz Baykal, avaient apporté leur soutien à K.Kılıçdaroğlu. Par sa démission, Deniz Baykal avait créé un vide politique destiné à n'être comblé que par son seul retour. Dès lors, tandis que l'espoir du renouveau commençait à germer dans les milieux laïques, la nécessité du changement a fini par s'imposer même au sein de l'administration du parti qui semblait pourtant définitivement acquise à Deniz Baykal.

L'élection de Kemal Kılıçdaroğlu ne concerne pas uniquement les équilibres politiques internes du parti kémaliste mais elle semble être susceptible de transformer le cours de la vie politique turque. Pour beaucoup, y compris dans les milieux

[157] Projet pour l'assurance familiale (*Aile Sigortası*) lancé récemment par Kemal Kılıçdaroğlu. Disponible sur le site officiel du CHP, disponible sur http://www.chp.org.tr/wp-content/uploads/ailesigortasi.pdf , dernière consultation le 10 octobre 2011.
[158] Projet lancé par Kemal Kılıçdaroğlu et son équipe pour amélioration des possibilités pour les jeunes, disponible sur http://www.chp.org.tr/?p=12090, dernière consultation le 10 octobre 2011.

laïques, Deniz Baykal est celui qui a perdu 4 élections générales (1995, 1999, 2002 et 2007) et qui est responsable d'une dégradation de l'image du CHP dans l'opinion publique, en bref celui qui bloque, depuis des années, le renouvellement de la gauche turque.

Par sa réputation d'homme intègre, par l'élan qu'il a su créer lors des dernières élections locales à Istanbul, Kemal Kılıçdaroğlu se voyait donc véritablement l'homme de la situation. Il est vrai que les atouts du nouveau leader sont nombreux. De par sa formation, c'est un homme doté de solides compétences économiques, financières et sociales. À l'origine c'est un inspecteur au ministère des finances, il a exercé de multiples fonctions, participant notamment à la gestion de fonds de pension, siégeant au sein du conseil d'administration de l'une des principales banques turques.

C'est un homme authentique de gauche depuis sa jeunesse, il n'a pourtant été élu que tardivement au parlement jusqu'en 2002, mais il s'est plutôt distingué comme nous avons déjà précisé, depuis en se faisant la lutte contre la corruption, un thème qui a été au centre de sa campagne de candidat à la municipalité d'Istanbul au printemps 2009.

Tout en affichant les priorités sociales de son programme basé sur la lutte contre le chômage et la pauvreté, il a durement attaqué la classe politique au pouvoir en l'accusant d'abuser le statut professionnel pour avoir des revenus personnels. Il s'en est pris aussi à « l'empire de la peur »[159] que le gouvernement actuel aurait contribué à instaurer pour interdire les critiques le concernant, et pour étendre son emprise sur la presse et les médias.

---

[159] Kemal Kılıçdaroğlu s'adresse aux journalistes dans la Journée Traditionnelle des Journalistes, "Vous savez comment certains organes des médias sont alimentés par l'abus des croyances religieuses. Maintenant, la période obligatoire et volontaire de l'autocensure. Je pense que les lecteurs sont punis par cette autocensure. J'ai perdu mon droit d'avoir d'information libre. La société vit un processus qu'elle ne le mérite pas. Nous avons passé de la démocratie avancée à la censure avancée. Presque 70 de nos journalistes ont été emprisonnés. Le point où nous sommes maintenant, n'st pas un point confortable. Les sujets que l'on va discuter dans le proche futur sont la démocratie, la liberté et les droits de l'homme*", (Dini inançların sömürülerek bazı medya organlarının nasıl beslendiğin de biliyorsunuz. Şimdi zorunlu ve gönüllü otosansür dönemi başladı. Otosansürle okurların cezalandırıldığını düşünüyorum. Ben özgür haber alma hakkımı yitirdim. Toplumun hak etmediği bir süreç yaşanıyor. İleri demokrasiden ileri sansüre geçtik. Şimdi bir sansür dönemi başladı. 70'e yakın gazeteci arkadaşımız hapiste. Geldiğimiz nokta iç açıcı bir nokta değil. Önümüzdeki süreçte en çok konuşacağımız konular demokrasi, özgürlük ve insan hakları olacak*). *Journée Traditionnelle des Journalistes,* 25 juillet 2011, disponible sur http://www.chp.org.tr/?p=33554, dernière consultation le 10 octobre 2011.

Un autre atout du nouveau leader du CHP est d'être originaire de la province kurde alévie de Tunceli[160]. En effet, pour étendre son influence, le CHP devait impérativement retrouver un rayonnement dans l'Est du pays d'où il est désormais quasiment absent. Pour ce faire, il faudra néanmoins revoir la ligne nationaliste et sectaire adoptée par Deniz Baykal, à l'égard de la question kurde.

On se souvient notamment que le CHP avait violemment combattu l'ouverture démocratique kurde et que, pendant les débats parlementaires sur ce projet, l'un de ses membres, Onur Öymen, dont les propos sur le Dersim avaient fait scandale en mettant les Kurdes et Alévis sur le même plan les massacres de 1938[161] et la guerre d'indépendance. L'entreprise de Kemal Kılıçdaroğlu est en l'occurrence d'autant plus difficile que certains membres et électeurs du parti restent assez conservateurs et seront peut-être méfiants à son égard. Certains s'interrogent ainsi sur la capacité de Kemal Kılıçdaroğlu à prendre en main l'appareil du parti et à impulser les changements annoncés. En revanche, quelques fidèles de Baykal ont été écartés de la direction du parti, tandis que Gürsel Tekin, d'origine kurde lui aussi, le responsable stambouliote de celui-ci devrait en devenir le numéro 2.

Pourtant, ces handicaps ont peu pesé actuellement par rapport aux espoirs qu'a fait naître dans le camp laïc, l'élection de ce nouveau leader. S'il pouvait incarner une ligne politique innovante rassemblant ceux qui constituent l'électorat traditionnel du CHP, ceux qui continuent de voter pour lui, et ceux qui donnent leur voix à l'AKP moins par réelle conviction que pour marquer leur rejet de l'Etat profond, il aurait apporté un nouveau souffle à la gauche turque. En ce sens, l'arrivée de Kemal Kılıçdaroğlu coïncide avec l'AKP au moment même où la formation gouvernementale a initié une révision constitutionnelle incertaine, qui a fait l'objet d'un référendum, le 12 septembre dernier. Ce référendum était le premier combat du nouveau leader du CHP.

---

[160] Tunceli est une ville anatolienne de Sud-est du pays où la majorité de la population est d'origine kurde et à la fois alévie.

[161] Dersim est le nom kurde de Tunceli, ville et province située à l'est de la Turquie. En 1935, une loi interdit l'usage du nom kurde et la ville est rebaptisée Tunceli, "la main de bronze". La majorité des habitants de cette région sont kurdes et zazas, de confession alévi. Le chef kurde de la révolte de Dersim en 1937, Seyid Riza de confession alévi est connu comme défenseur de la culture et de la croyance alévie. Il revendiquait la création d'un état autonome de Dersim. La rébellion des insurgés se traduisit par une répression sanglante du pouvoir politique étatique durant deux ans et plusieurs dizaines de milliers de kurdes vont ainsi perdre la vie en 1937 et 1938 (entre 20 et 80 000 selon les sources). Commémoration des événements de Dersim de 1937-38 à İstanbul, disponible sur http://villagesdersim.icdgs.com/index.php?option=com_content&view=article&id=250:commemoration-des-evenements-de-dersim-de-1937-38-a-istanbul&catid=51:actualites&Itemid=70.

La Fondation de la Recherche Économique Sociale et Politique (SETA) [162], a publié un dossier politique intéressant exposant des défis faisant face à Kemal Kılıçdaroglu comme il essaie de rétablir les gains électoraux du CHP. Écrit par le politologue Murat Yılmaz, le dossier expose une critique forte des années Baykal avant la proposition d'un certain nombre de réformes que Kemal Kılıçdaroglu devrait présenter dans son parti. Pour la plupart, ces réformes proposées sont nécessaires et bien discutées depuis longtemps. Le cadrage du débat réduit d'une telle façon que la probabilité de progrès significatif et distrait du spectre de la démocratisation d'autoritarisme qui est d'importance plus fondamentale en Turquie à l'heure actuelle.

Murat Yılmaz est justement dur dans sa critique du prédécesseur de Kemal Kılıçdaroglu, Deniz Baykal qu'il écarte pour son élitisme, son inflexibilité qu'il avait conduit le parti vers la confusion idéologique et vers le conservatisme extrême. Deniz Baykal a mené son parti en haut une série d'impasses sur une succession des questions en ce qui concerne la liberté politique : en refusant de prendre une claire résistance à l'engagement militaire dans le processus politique, en réduisant la question kurde à un conflit militaire contre des terroristes et en laissant tomber des positions de laïciste dures héritées sur l'interdiction du foulard.

D'après le contraste, dit Murat Yılmaz, Kemal Kılıçdaroglu devrait déplacer rapidement le CHP dans la direction la plus contemporaine et progressive. Des vieilles réponses kémalistes aux questions mentionnées ci-dessus devraient être tempérées avec la sorte de libéraliser les principes qui sont devenus la norme dans le discours politique européen : l'égalité, les droits individuels, le multiculturalisme et la justice sociale.

3.2. La signification de la rupture historique entre Ecevit et İnönü : l'arrière plan contextuel

L'apparition de la politique courante de gauche introduite par le CHP s'est avérée un des points culminants de la politique multipartite turque. Plutôt qu'une tournure spontanée et inattendue à gauche, le processus du changement de CHP

[162]SETA, Fondation de la Recherche Économique Sociale et Politique (*Siyaset Ekonomi ve Toplum Araştırmaları Vakfı,* SETA), octobre 2010, disponible sur http://www.setav.org/ups/dosya/49788.pdf, dernière consultation le 10 octobre 2011.

ralentit le processus évolutionnaire enjambant une période de 1946 à 1965. Avant les élections générales de 1965, le CHP a signalé un changement doctrinal majeur quand il a annoncé qu'il se déplaçait vers la « gauche de centre ». C'était la première tentative institutionnelle de créer un état-providence turc. Cette intention avait été codifiée sous la troisième partie de la Constitution 1961, qui a ordonné à l'état de garantir à ses citoyens une multitude de droits économiques, politiques et sociaux. Cependant l'adoption concrète d'une position de la gauche du parti ne s'est pas réalisée jusqu'à la fin des 1960. Le catalyseur majeur pour cela, était la décennie des administrations du Parti Démocrate (*Demokrat Parti*, DP).

Pendant la période de l'après-guerre, le CHP était peu clair de son orientation idéologique. Pendant qu'une piste de plus en plus libérale a été choisie par İnönü, d'autres responsables du parti étaient fermement contre à cela. C'a été en fin de compte soutenu selon les suppositions défectueuses qui ont sous-estimées la popularité que le DP avait gagnée dans un peu de temps, et une croyance que le CHP gagnerait certainement les élections 1950. Cependant, après 27 ans de gouvernement ininterrompu, il est fortement douteux que le parti aurait pu surmonter son image comme le parti bureaucrate. Incarné par les affiches électorales dépeignant une main proclamant « *Ça suffit! Le mot est au peuple!* [163]», le DP a redéfini les frontières du populisme kémaliste comme une expression de majorité parlementaire. Un tel symbolisme, aidé par les mémoires de guerre a retranché des perceptions que le CHP était le parti de l'état et les années sous le CHP ont été marquées comme une sorte de dictature de l'élite intellectuelle.

Au contraire, le DP sous Adnan Menderes et des partis ultérieurs de centre-droite comme les Partis de la Justice (*Adalet Partisi*, AP) et de la Mère Patrie (*Anavatan Partisi*, ANAP) étaient bientôt comme les représentants du peuple. En vérité, la projection d'une plate-forme économique libérale favorisant le déplacement d'obstacles bureaucratiques pour l'investissement et une attitude détendue au laïcisme a aidé à perpétuer et solidifier cette image du DP.

---

[163] « Ça suffit, le mot est au peuple! » est l'un des slogans fameux utilisé par le Parti Démocrate pendant les élections législatives en 1950. Lorsque la propagande politique est autorisé en 1950, le DP a commencé a bénéficié des matérielles imprimées et de la radiodiffusion. Ce slogan est un exemple à la propagande par l'affiche sur lequel il existe une main au sens "arrêtes!" et rédigé en bas "le Parti Démocrate". En haut et à droit, c'est écrit « Ça suffit, le mot est au peuple! ». Affiche disponible sur http://www.google.com.tr/imgres?imgurl=http://www.ilgilik.net/wp-content/uploads/2009/03/yeter-soz-milletindir.jpg, dernière consultation le 10 octobre 2011.

En général, le CHP a fait face au cliché de la « volonté nationale » répétée instamment de la part du Parti démocrate.[164] Le choix de Mustafa Kemal de nom pour le CHP n'était pas une coïncidence. En effet, le Parti républicaine du peuple a été destiné pour être beaucoup plus qu'un parti politique, mais une incarnation plus générale et une représentation de la volonté nationale commune. Le parti avait une mission primordiale de livrer à la Turquie la modernité et la civilisation. Il émousse des termes s'il y avait une nation turque et ses intérêts, donc pour M. Kemal et İ. İnönü, son successeur, il y avait une seule voie et un parti pour accomplir ses besoins.

Dans la théorie, cela a impliqué le placement de la souveraineté inconditionnellement et sans réserve dans les mains du peuple. Cependant, dans la pratique c'était un peu plus que le romantisme. En réalité, le chemin que la Turquie a suivi n'était pas une représentation directe de la volonté de la nation turque, mais la volonté de ceux qui l'ont dirigé. Comme nous venons de le souligner dans le premier Chapitre, la tentative sur la création d'un ordre républicain a été réalisée par un processus d'ingénierie du parti pour créer la façade d'une nation, un nouvel homme national et pour adopter le modèle d'un nouvel État-nation.

Alors, vers la fin des années 1960, le CHP était dans l'essai de renverser cette image du parti grâce aux initiatives de Bülent Ecevit, mais plus fondamentalement, ce sont les excès du DP qui l'ont incité à engager une plate-forme plus libérale, basée sur des droits, mentionnée comme celui de la gauche démocratique.

3.2.1. Considérations économiques

Tandis que les améliorations positives dans l'industrialisation ont été réalisées à travers le gouvernement du Parti Démocrate (*Demokrat Parti*, DP), le raisonnement derrière cette voie développementaliste reflète les intentions du Plan Economique de Récupération, qui a été incorporé par le CHP en 1947. En effet, ce plan défendait l'abandon du développement sous l'autorisation de l'état et promouvait l'adoption d'un modèle qui favorisa l'initiative des entrepreneurs et la confiance sur le capital étranger. Au contraire du plan d'initiative précédent durant les années étatistes 1930, le plan de 1947 signale un changement radical dans l'orientation économique en estimant le soutien immense des groupes sociaux.

[164] Feroz Ahmad, **The Turkish Experiment in Democracy 1950-1975**, Westview Press for Royal Institute of International Affairs, London: 1977, page: 44.

Ayant accepté ce profil immense, le DP s'écarte de façon significative, des paramètres du plan en remplaçant la prudence par la croissance, par l'expansion et par les politiques inflationnistes. La dégradation économique spécialement après 1954, est illustrée par des indicateurs comme la croissance des frais de vie (150 % entre 1953-58) et la montée incontrôlée dans l'emprunt étranger aussi que le pourcentage du PNB (approximativement un tiers du Produit Intérieur Brut). La majorité des investissements, les imports et les améliorations visibles que la Turquie a témoignés sous contrôle du DP, ont été largement achevés sans réfléchir comment ils peuvent être financés. Autrement dit, « la question sur l'industrialisation rapide, l'accroissement agraire de la construction de capital massive non adéquats au développement économique, a été sous-estimée.[165] »

3.2.2. Considérations politiques : la bureaucratie et l'intelligentsia

L'impact entier de ce courant développementaliste a amené la souffrance urbaine comme la chute dans le salaire réel, la dévaluation de la monnaie et la monté du chômage pendant les années 1958-1960[166]. Par ailleurs, il a eu deux autres conséquences.

Premièrement, les conditions économiques déclinantes entre 1954 et 1958 ont provoqué une critique intellectuelle parce qu'en effet, pour neutraliser la montée de l'opposition politique, Adnan Menderes et le Parti Démocrate (*Demokrat Parti*, DP) avaient trouvé la solution par la restriction des libertés politiques.

Deuxièmement, l'étude des publications opposées comme *Forum* par exemple, nous indique que par conséquent, le CHP est considéré comme un parti qui pouvait se restructurer pour répondre aux exigences politiques et sociaux-économiques de la démocratie. A première vue, le raccourcissement des libertés politiques peut être entendu comme le processus d'aliénation du DP aux cycles institutionnels essentiels. L'établissement militaire vient en premier dans la liste de ceux qui ne comptent pas sur les administrations du DP. Parce que, contrairement à l'attitude du DP, les officiers restaient toujours fidèle à İnönü qui était lui-même un ancien soldat. Plus

[165] Ceci étant dit, nous devons mettre l'accent sur le fait que cette vision reflète seulement le point de vue de ceux qui sont compatibles avec les cycles étatistes. Ce n'est pas pour toutes les années que les administrations du DP ont trouvé lieues. En effet, la période entre 1950-54 montre des signes de la croissance remarquable et du développement dans tous les secteurs. Pour cette explication, nous avons profité de l'analyse fournie par Dwight J.Simpson, **Development as a Process : The Menderes Phase in Turkey**, Middle East Journal, 19 (2), 1965, pages:141-152, disponible sur http://www.metu.edu.tr/~fsenses/files/510_2005_2006.pdf, dernière consultation le 10 octobre 2011.
[166] Ibid, page:151.

tard, les actions directes ainsi que la purgation du corps militaire et la dégradation de statut matériel et social ont causé largement le ressentiment de l'armée.[167]

Ne se sentant jamais en sécurité face au déclin économique malgré sa majorité électorale remarquable, le DP avait pris des mesures strictes ainsi de mettre en silence pour tout ce qui le trouvait dangereux. Dans l'absence des vérifications judiciaires sur les décisions exécutives, le gouvernement a pris des démarches dures y compris le retrait obligatoire pour les juges et l'interdiction de l'usage de la radio de l'Etat par les partis politiques d'opposition.[168]

Parallèlement aux plaintes de la bureaucratie, l'intelligentsia insista sur l'importance de la prudence économique ainsi que la liberté et les droits comme habileté politique incontournable. Les académiciens et les politiciens important employèrent une nouvelle terminologie de la justice sociale, de l'indépendance judiciaire, de la liberté d'expression et du besoin d'une planification qui font parties d'une démarche démocratique développementale. Il a été soutenu que les méthodes de gouvernance du DP ne correspondaient pas aux valeurs démocratiques. Alors, elles devaient être consolidées par des garanties bien définies.

Selon l'historien turc Kemal Karpat, ces demandes peuvent être considérés comme un réveil pour l'intelligentsia qui se voyait jusqu'alors, une classe supérieure isolée et qui était dépourvue de toute empathie ou de compréhension pour le peuple et ses besoins.[169] « Finalement, les intellectuels ont favorisé l'idée que le libéralisme avait affecté matériellement et moralement toutes les sections des groupes dirigeants traditionnels ; la bureaucratie civile, l'armée (…) sans bénéficier de la justification intellectuelle ou systématisation, ils ont su transformer la bureaucratie et à l'intelligentsia vers la gauche après 1954 ».[170] Cela signifie aussi que le discours kémaliste avait donné le cadre politique et institutionnel pour la modernisation au

---

[167] Selon le politologue Cem Eroğul, "*Le ressentiment est particulièrement attribué à l'impact des mesures d'austérité de 4 Aout 1958 préparées pour réduire la réserve de monnaie, pour stabiliser les paiements de dettes étrangères et pour combattre finalement l'inflation*." Cem Eroğul, **Demokrat Parti: Tarihi ve İdeolojisi** , *(Le Parti démocrate, son histoire et son idéologie)*, İmge Kitabevi Yayınları, Ankara: 2001, page. 181.

[168] Loi no:6422 date de 1954 diminuant les années de travail pour demander le retrait à 25 années, en visant les membres de la Cour de cassation, le chef et les membres du Conseil d'état et le procureur générale de la République, disponible sur : http://mevzuat.basbakanlik.gov.tr/Metin.Aspx?MevzuatKod=5.3.5434&sourceXmlSearch=&MevzuatIliski=0, dernière consultation le 10 octobre 2011.

[169] Kemal Karpat, **The Turkish Left**, Journal of Contemporary History, Vol.1 No.2, 1966, page: 177, disponible sur http://www.jstor.org/pss/259929, dernière consultation le 10 octobre 2011.

[170] Op.cit., page:178

départ, mais sans mettre en place des mesures adéquates pour répondre aux besoins sociaux et économiques d'une société de plus en plus différenciée. [171]

3.2.3. Le CHP: l'idéologie de la gauche démocratique et le révisionnisme kémaliste

Le CHP réagit à ces développements à travers une reconsidération critique du kémalisme et son rôle dans le paysage politique après 1960. Plutôt qu'un discours soudain et linéaire, les principes de la gauche démocratique ont été basés sur les réflexions minutieuses des facteurs sociopolitiques et économiques de même que la composition démographique de Turquie. Jusqu'aux élections de 1973, le CHP s'est avéré incapable de se remettre ses défaites électorales au succès.

La promulgation du manifesto d'élection en 1976 peut être considérée comme le produit final qui comprenait des nouveaux idéalismes trouvés, consolidés qu'après les discussions entre les élites du parti et des batailles de sa direction. Ajouté à cela, la régénération de l'idéologie du parti a été réalisée dans un mode de consultation, en tenant compte des préoccupations, des espoirs et des plaintes d'un large éventail d'acteurs de la société, y compris les intellectuels, les travailleurs et les étudiants. La régénération est aussi anticipative dans cette plate-forme pour définir ce qui devrait être le rôle de l'état à long terme. Il est également défini comment les moyens de développement socio-économique aideraient à compléter le processus de la modernisation.

En conséquence, le CHP a réussi à obtenir la plus grande part du vote populaire dans sa carrière après la guerre. Le parti a achevé son succès électoral en remaniant sa position idéologique qui était appuyée sur une attention particulière à l'évolution des déterminants de vote. En d'autres termes, l'acceptation que le vote devait être en concurrence est une réalité que le CHP avait prise au sérieux. En effet, cet élément concurrentiel hérité du DP implique que les partis politiques doivent désormais attirer le soutien populaire en vue d'atteindre le bureau du gouvernement. D'ailleurs, le DP l'avait géré en se transformant en une vaste machine mobilisant les votes en grande partie par la distribution de récompenses, les ressources et les subventions.

«*La formation d'alignement des électeurs dans les zones rurales en Turquie où résident plus des deux tiers de tous les électeurs admissibles, a été accomplie en*

[171] Op.cit., page:179.

grande partie grâce à un processus de mobilisation verticale. »[172] Toutefois l'alignement des électeurs au CHP n'est pas crée comme ce qui a été créé par le DP suivant la mobilisation sociale. En effet, l'augmentation remarquable du niveau d'industrialisation et de la diversification de l'économie turque a entraîné l'émergence de différents groupes d'électeurs. Ces fractions existaient dans les zones rurales et urbaines.

Les centres urbains comme Istanbul ont vu un nombre croissant de migrants paysans venant d'Anatolie qui s'établissent dans des zones immenses de bidonville. Cette transition vers « *l'environnement urbain, y compris l'orientation du bidonville vers une forme rationnellement organisée d'action de groupe […] contraint les migrants à développer de nouvelles loyautés politiques en conséquence* »[173]. Au lieu de fonder leur choix sur des sympathies communes ou traditionnelles, les paysans devenant plus tard travailleurs sont venus voter pour des partis qui convenaient le mieux de leur quartier et des intérêts individuels. Ces demandes sont généralement orientées vers les attentes des services comme les routes, l'eau, l'électricité et l'accès à l'emploi.[174]

Sur le plan conceptuel, cette situation signale un changement suivant lequel l'électorat venant de la périphérie n'était plus considéré comme un ensemble homogène. Il a été admis que les électeurs ne croient plus aveuglément dans des grands projets pour le développement «national», mis au point soit par l'état, soit par les partis politiques au centre[175]. Le processus de la mobilisation socio-économique initié par le DP a facilité la définition de l'intérêt socio-économique par les groupes divers de la société. Cette définition a été particulièrement visible à partir de 1960, tant en milieu urbain ainsi que dans les contextes ruraux.

Cette variété d'intérêts a été un défi particulier pour l'Etat et les partis politiques parce qu'en effet ce changement conceptuel définissait un nouveau rôle

---

[172] Sabri Sayarı, **Notes on the Beginnings of Mass Political Participation in Turkey** In AKARLI, E.D and G.Ben-Dor (éditeurs), Political Participation in Turkey: Historical Background and Present Problems, İstanbul: Boğaziçi University Publication, 1975, page:125.

[173] Kemal Karpat, The Politics of Transition: Political Attitudes and Party Affiliation in the Turkish Gecekondu In AKARLI, E.D and G.Ben-Dor (éditeurs), Political Participation in Turkey: Historical Background and Present Problems, İstanbul: Boğaziçi University Publication, 1975, page: 117.

[174] Özbudun se réfère à ces demandes comme "clivages fonctionnels". Ergun Özbudun, **Social Change and Political Participation in Turkey**, Op.cit., page:58.

[175] Şerif Mardin, **Center-Periphery Relations: A Key to Turkish Politics?**, Daedalus, Journal of the American Academy of Arts and Sciences, Vol. 102, No:1, (Winter) 1973, pages:169-191,spécialement page:182, disponible sur http://www.jstor.org/pss/20024114, dernière consultation le 10 octobre 2011.

pour l'état. Au lieu de dicter et de définir le changement, l'Etat devait être en mesure d'accueillir et de gérer ces divers intérêts.

Parmi les théoriciens de la modernisation, Huntington a suggéré que les Etats confrontés avec la perspective d'accueillir une telle diversité de population pendant les périodes de mouvements sociaux rapide, aient été laissés institutionnellement non préparés pour un tel rôle. De plus, les Etats souvent confrontés avec l'instabilité politique massive, sont caractérisés par le coup d'Etat et la violence[176]. Alors, à partir des années 1960, le CHP a eu la capacité de reconnaître ces évolutions conceptuelles qui lui ont permis de formuler un programme efficace et s'éloigner de son passé étatiste.

Ecevit est devenu le leader politique du CHP pour pouvoir aborder ces questions conceptuelles. Bien que l'orientation de gauche du parti ne puisse être attribuée à un seul homme, néanmoins, le concept de « gauche démocratique » est devenu synonyme avec Bülent Ecevit, qui a développé cette nouvelle ouverture idéologique en Turquie. Le dynamisme d'Ecevit est clairement apparu avant le coup d'Etat 1960 par le biais de son personnage journalistique, soulignant la nécessité évidente de redéfinir les « six flèches » du CHP en fonction des besoins contemporains. Le message principal d'Ecevit à l'électorat a été que le CHP avait renoncé à ses pouvoirs étatiques[177]. Commentant sur les travaux de la Convention du parti de 1959, Ecevit a soutenu que :

> « *La mise en œuvre des principes du populisme et de l'étatisme avant 1950 sera probablement très différente sous la nouvelle administration de CHP [...] et aurait un style très différent. Par exemple, il nécessitera la mise à distance de l'étatisme entre le centralisme extrême et la bureaucratie, ainsi que le renforcement des liens plus proches avec le populisme ce qui facilite le développement parallèle aux principes de la démocratie de masse et de prévenir les risques de conflit entre les classes*." [178]

Ce commentaire a été basé sur la réflexion de la « Déclaration des objectifs primaires » par Ecevit, publiée après la 14ème Convention du parti. Il a défini la vision démocratique du parti concernant le paysage politique post-DP. De plus,

---

[176] Samuel P.Huntington, **Political Order in Changing Societies**, New Haven: Yale University Press, 1968, page:4.
[177] Bülent Ecevit, **Bir Dönüm Noktasında Toplanan Kurultay**, *(La conférence réunie à la croisée des chemins)*, Ankara : revue KİM, 9 Janvier 1959, pages:12-13.
[178] Op.cit., page:13.

c'était aussi la codification du débat intellectuel qui avait dirigé dans la revue Forum, soulignant ce que signifiait la démocratie dans la nouvelle ère. Plus qu'une simple liste des idéaux, on peut affirmer que c'est ce document particulier qui a semé les graines d'un état de prospérité en Turquie. Il a souligné que la responsabilité des institutions de l'Etat était de garantir les principes primaires de l'ordre et du droit, alors la principale institution leurs garantissant serait la constitution.

En revanche, la nouvelle terminologie a été employée pour souligner le rôle social de l'état, avec des responsabilités d'assurer la fréquence de la justice sociale et de la souveraineté du peuple[179].

Les principes généraux de la déclaration ont été codifiés de plus en plus et développés dans les années 1960 et 1970 de façons différentes, incluant les programmes des partis et les discours d'Ecevit aussi bien que des conventions. Cela a culminé dans le programme du parti par la « gauche démocratique » qui a représenté l'apogée du succès d'Ecevit. Cette approche a aussi influencé l'élaboration de la Constitution de 1961. Bien qu'il ait été rédigé à la demande du gouvernement militaire, ce document est généralement admis comme la constitution la plus libérale de l'histoire de la Turquie. Il est populairement connu par l'extension des droits personnels, des droits d'association et d'expression[180]. Mis en place officiellement par l'Assemblée constituante, il est important de noter que le CHP a joué un rôle prépondérant dans la rédaction de cette Constitution. Selon un député présent, la procédure lui a rappelé d'une petite convention du CHP[181]. Parmi ses nombreux articles, le terme de la démocratie a pris un sens enrichi dans lequel l'État était responsable de la réalisation de celle-ci.

Pour la première fois, des responsabilités concrètes ont été situées sur l'Etat pour assurer que les citoyens aient l'accès à une vie humaine, honorée et significative (article 42). Cela a été sauvegardé par des droits accrus pour la presse (article 22), le

---

[179] **İlk Hedefler Beyannamesi** *, (La Déclaration des objectifs primaires)*, revue KİM, 23 janvier 1959. http://www.belgenet.com/parti/program/chp1994-1.html
Belgenet, Partiler ve Programları

[180] Walter F. Weiker, **The Turkish Revolution 1960-1961: Aspects of Military Politics**, Washington D.C.: Brookings Institution, 1963, pages: 65-81.

[181] Abdülhadi Toplu, **Anayasada Milliyetçilik Mücadelesi: 27 Mayıs ve Kurucu Meclisin Perde Arkası,** *(Le nationalisme en lutte pour la Constitution: 27 mai dans les coulisses de l'Assemblée constituante),* Ankara: Töre-Devlet Yayınevi, 1976, page:73.

droit pour les syndicats et les travailleurs à s'organiser ainsi que le droit de grève et de protéger leurs intérêts auprès des employeurs (article 47)[182].

On a aussi donné la signification de la démocratie à travers une dimension économique, afin qu'elle soit réalisée par un équilibre d'intérêts entre les secteurs privé et public (article 38), la redistribution des terres aux petits paysans (article 37), et la création de l'Organisation de la Planification d'Etat, pour mettre en œuvre et coordonner le développement « national » (article 129)[183]. Dans l'ensemble, le CHP a projeté une compréhension des clivages fonctionnels qui caractérisent le domaine public de la période post-1961. Il a également accepté que le discours kémaliste classique soit repensé et réinterprété. La réalisation d'une telle réinterprétation est clairement visible lorsqu'on compare les programmes du CHP des années 1961 et 1976. Les deux grands principes kémalistes, le populisme et l'étatisme ont été révisés. Le programme de 1961 sépare le populisme (article 4) de la définition des années de parti unique s'appuyant sur la promotion collective nationale, en défendant cette fois-ci la prestation de services au peuple par l'État.

De même, dans le cas de l'étatisme (article 5), il est clair qu'il s'est éloigné du centre à propos de l'industrialisation, en soutenant un développement national rapide préconisant des considérations de justice sociale et de sécurité. Cependant, le programme n'explique pas comment cet objectif serait atteint[184]. En comparaison, le programme de 1976 était plus détaillé et a contribué à inspirer de larges couches de l'électorat que le CHP avait vraiment changé.

Du point de vue terminologique, le parti qui avait initialement baptisé sa nouvelle idéologie « la gauche du centre» avant les élections de 1965, l'a remplacé finalement par le terme « gauche démocratique » à partir de 1971. Le programme de la gauche du centre est crucial, car elle fut la première expression détaillée du CHP non-étatiste. L'utilisation du terme a également été une nouveauté, car c'est seulement après 1960 que les termes « gauche » et « droit » sont inscrits dans le discours politique turc.

---

[182] La Constitution de 1961 citée par Suna Kili, **Turkish Constitutional Developments and Assembly Debates on the Constitutions of 1924 and 1961**, İstanbul : Menteş Matbaası, 1971, pages : 172-204.
[183] Ibid.
[184] Programme du Parti Républicain du Peuple date de 1961, (*Cumhuriyet Halk Partisi Programı*), Ankara : Ankara Basım ve Ciltevi, 1961.

En tant qu'idéologie, Ecevit a déclaré que la gauche du centre ne signifie pas le peuple au service de l'Etat, mais elle symbolise c'est l'Etat au service du peuple »[185]. Il aspirait à représenter une identité humaine et prudente du parti. Dans cette perspective, la prudence était fondée sur le développement planifié comme une condition *sine qua non* de la démocratie.

La démocratie, comme elle a été soutenue, était désormais intrinsèquement liée à des considérations de développement économique et social. Ecevit, a déclaré que ces facteurs de développement ne pouvaient être laissés à la chance. La planification a donc pour but de fixer des objectifs de développement, comment et quand pour les atteindre, ainsi que l'allocation des ressources nécessaires[186]. La nouvelle idéologie est humaine et elle est basée sur l'idée pour que la nation se développe, le montant maximal des possibilités doit être accordé aux individus pour but de réaliser leur potentiel[187]. En revanche, décrivant une telle prémisse nécessite donc la redéfinition des principes kémalistes.

Dans cette perspective la redéfinition des principes kémalistes a été obtenue en minimisant sa position d'avant-garde élitiste et elle est donc remplacée par la rhétorique apologétique. Ecevit humblement habillé et avec une posture modeste, sincère et évocateur, s'adressant à des foules immenses a soutenu que le discours révolutionnaire kémaliste était bon dans ses intentions. Cependant, il était resté largement insatisfait. Cela est du à deux facteurs. Le processus de la modernisation n'est pas approuvé par le pays dans son ensemble, et il est resté un processus élitiste du haut vers le bas provoquant un ressentiment généralisé[188].

Selon les termes d'Ecevit, « toutes ces réformes ont été bénéfiques à la société pour but de progresser vers des réformes plus grandes. Mais sur le court terme, elles n'ont pas un impact direct sur le peuple et sur le paysan[189] ». Le but de l'idéologie de la gauche démocratique a donc été de remplir et de compléter la vision kémaliste où elle était en échec, d'une manière qui avantage les intérêts des toutes les sections différentes de la société.

---

[185] Bülent Ecevit, **Ortanın Solu** , *(La gauche du centre)*, İstanbul : Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 2009, (La première édition apparue en 1966 par la maison d'éditions KİM), page: 18.
[186] Ibid, page:19.
[187] Ibid, page:17.
[188] Bülent Ecevit, **Atatürk ve Devrimcilik***, (Atatürk et le révolutionnisme)*, Tekin Yayınevi, Ankara : 4ème édition, 1976, pages: 87-127.
[189] Ibid, page:89.

Le programme de 1976 a présenté une vision qui était non seulement compréhensible par les grandes masses, mais qui a donné un compte rendu détaillé et inspirant de la façon dont le citoyen ordinaire continuerait de voter pour le CHP. Dans cette optique, les termes « populisme » et « étatisme » ont été explicitement redéfinis pour les intérêts ruraux et urbains. Le foyer du message urbain a donné la priorité au bien-être du travailleur dont le développement serait renforcé par la participation à la prise de décision et les systèmes de partage des bénéfices de l'entreprise dans lequel travaille.

Dans ce cadre, l'accès complet aux plans de la sécurité sociale serait administré par l'Etat ainsi que la protection contre l'exploitation par les employeurs tant publics que privés suivant les droits effectifs comme le droit de grève et de signer des conventions collectives[190]. Alors l' Etat appuiera la création du secteur d'un peuple, ce qui signifie que les travailleurs, les syndicats, ainsi que les citoyens privés seront encouragés à établir des sociétés et coopératives qu'ils géreraient.[191]

La raison derrière ces plans a été d'accroître le développement économique et le pouvoir politique du peuple vis-à-vis de l'Etat. Cette opinion était fondée sur l'hypothèse que :

> « *Les pouvoirs économique et politique sont inséparables. Si le pouvoir économique est concentré au sein de l'État, le pouvoir politique l'est aussi. Si le pouvoir économique est concentré dans le secteur privé, le pouvoir politique l'est aussi. Mais avant tout cela devrait être le peuple. En bref, le peuple doit être dans le gouvernement*[192] ».

Le langage marxiste ci-dessus employé par Ecevit suggère que le CHP a été enclin à employer la terminologie socialiste, sans accepter toute la substance du marxisme. En effet, il s'agissait d'une stratégie visant à écarter la concurrence d'autres partis politiques de gauche, notamment le Parti Turc des Travailleurs. Pour la population rurale, le programme accorde une attention speciale aux paysans et aux

---

[190] De la Gauche Démocratique, Programme de CHP date de 1976, Gündüz Matbaacılık, Ankara : pages: 68-75.

[27] Pour certains chercheurs comme Sinan Ciddi, l'idée qui se trouve derrière la création d'un secteur public était peut-être inspirée par les partis sociale-démocrates suédois. Selon Ciddi, Ecevit pensait d'encourager la formation ses entreprises contrôlées par les travailleurs et où les travailleurs, à travers des actions individuelles auront le contrôle direct sur l'administration et les profits. Sinan Ciddi, **Kemalism in Turkish Politics**, Routledge Studies in Middle Eastern Politics, New York: 2009, page: 156.

agriculteurs d'avoir l'accès à tous les avantages de la modernité. Cela signifiait que l'Etat doit offrir des services centralisés dans les zones rurales sous la forme de « townships village / villages des cantons » améliorée, qui incluent l'accès à l'éducation, la santé et de la culture.

L'idée était de décourager la migration de masse vers les villes de plus en plus encombrées. Il a également laissé entendre que la modernité a été portée aux villages. L'objectif était « d'assurer que tous les villageois sont fournis dès que possible, avec toutes les commodités de la civilisation à la maison, sur leurs terres, et leurs villages tels que l'énergie, l'eau, les routes, l'école, c'est-à-dire, tous les types de services publics et tous les outils nécessaires pour accroître la production et d'accroître les revenus [193]».

Ce concept de la prise en charge de l'état à travers les différents plans a pour but d'aider les coopératives locales grâce à des crédits bons marchés et des subventions du gouvernement ainsi que la redistribution des terres, l'augmentation du bien-être matériel et de la capacité de la production de la Turquie rurale. Dans cette optique, de petites coopératives pourraient être incitées à produire au niveau local et vendre leurs marchandises dans les zones urbaines même dans les marchés internationaux permettant à l'économie locale et aux habitants de se développer sans faire un chemin vers les villes pour trouver un emploi[194].

Ces idéaux ont été popularisés par Ecevit dans le slogan « la terre à l'utilisateur ! [195] » pour lequel la proposition était que ce développement n'a pas dû suivre un modèle socialiste de l'Etat. Ce qui a été nécessaire au lieu de cela, c'était une « modification de régime » dans le but de « consolider la démocratie [...] pour l'intégrer dans les fondations sociales et économiques plus sûres[196]».

Enfin, pour démontrer la perception du parti dont l'électorat est diversifié, la plate-forme de la gauche démocratique a différencié son appel plutôt aux intérêts ruraux contre les intérêts urbains. Au niveau des banlieues, le parti a retranché ses lettres de créance pro-participation en faisant appel à la communauté étudiante. Ceci

---

[192]Discours à l'ouverture de la 22ème Convention nationale de CHP, le 14 décembre 1974, cité par H.Bila, **Sosyal Demokrat Süreç İçinde CHP ve Sonrası**, *(Le CHP dans le processus social-démocrate et après)*, İstanbul : Milliyet Yayınları, 1987, pages : 408-409.
[193] De la Gauche Démocratique, Programme de CHP daté 1976, Op. cit., page :58.
[194] Bülent Ecevit, **Bu Düzen Değişmelidir**, *(Cet ordre doit être changé)*, Tekin Yayınları, İstanbul : 3ème édition, 1974, pages:150-152.
[195] Ibid, pages:156-157.
[196] Ibid, page:98.

a été réalisé en soutenant la demande des étudiants pour l'autonomie de l'université. Prenant une position ferme contre la position élitiste de la doctrine (incarnée par l'Université d'Ankara), estiment que les étudiants ne possédaient ni le temps ni l'expertise pour participer à la gestion des universités. Par contre, Ecevit a préconisé une forte participation des étudiants.

La régénération idéologique pour le gain électoral était un impératif que le CHP prenait au sérieux. Cependant, en plus du changement de l'idéologie de parti, il était crucial de différencier le parti de ses rivaux. Le spectre politique turc entre 1961 et 1980 a vu une diversification idéologique rapide, particulièrement vers la gauche radicale et la droite. Les partis comme le Parti des Ouvriers Turcs (*Türkiye İşçi Partisi,* TIP) socialiste et le Parti de Salut National (*Milli Selamet Partisi*, MSP) islamiste ont présenté des programmes idéologiques forts. Alors le but de la plate-forme gauche démocratique du CHP était de peindre une alternative démocratique sociale crédible contre un paysage polarisé. Car en effet, dans cette période, la radicalisation du spectre politique a abouti aux heurts violents entre des camps idéologiquement opposés. Les concepts comme la planification et la justice sociale ont été utilisés par tous les partis, mais tout avec l'accent et de signification différents. Sur le centre-droite du spectre politique, l'adversaire le plus fort d'Ecevit était le Parti de Justice (*Adalet Partisi*, AP) établi en place de DP suite à la cour 1961, dont le leader Demirel l'a établi le parti comme le successeur du DP. C'est la signification du point de vue du CHP s'est est resté sur la capacité de l'AP de gagner tant le 1965 que 1969 élections d'une façon convaincante. Au cours des années 1960, l'AP, par son organisation a projeté une image positive d'être un parti populaire. Ses initiatives ont été perçues comme des tentatives véritables d'aider dans des matières comme le fait de surmonter la dislocation sentie par des familles nouvellement résidentes. Une telle image de la participation locale véritable et la communication avec les masses était une chose à laquelle le CHP n'a pas pu correspondre jusqu'en 1970.

Autrement dit, les partis placés sur l'extrême-droite du spectre politique ont défié les ambitions électorales du CHP par l'utilisation d'une rhétorique semblable. L'exemple de MSP d'Erbakan, a projeté un message de l'ordre juste comme une expression de la justice sociale. À la différence du politique gauche cependant, la base d'Erbakan pour établir un ordre juste a été fondée sur la prémisse de la vue nationale. Cette vue était une alternative à gauche et des vues comme libérales

représentées par le CHP et l'AP respectivement. Pendant que le CHP a considéré la justice sociale en termes plus matériels, pour Erbakan, cela ne pourrait être atteint que par l'adhésion aux événements moraux et matériels. La terminologie comme la morale juste et nationale s'appuyait l'Islam comme le point de référence. C'était significatif qu'Erbakan fût le premier leader politique pour offrir un message de justice sociale et de développement d'une façon rendant un verdict de culpabilité, qui était sans connotations politiques de gauche et de droite. En substance, cela impliquerait « la traditionalisation du milieu social et culturel »[197] des valeurs Islamiques rondes, que l'on a crues être clé du développement réussi. Dans l'essence de cette traditionalisation des valeurs, se trouvait une protestation contre l'Occidentalisation et la modernisation avancée par le kémalisme.

C'était significatif de la perspective d'Ecevit, comme il a voulu éviter une perception que le CHP a été radicalement orienté. Alors, B.Ecevit ressentant la nécessité de différencier l'idéologie du parti de courants divers, il a caractérisé sa plate-forme gauche démocratique à partir de quatre titres :

a. La justice sociale serait réalisée par l'adhésion à la planification et à l'égalité de chances pour tous les citoyens. C'était au citoyen qu'elle s'est concentrée. En termes pratiques, des idées comme la distribution de terre et des projets de commune de village pour la Turquie rurale ont été prévus aussi bien que la propriété des ouvriers et des arrangements de gestion pour la population urbaine. Autrement dit, c'était une tentative de construire l'État de prosperité turc.

b. Une position anti-communiste était un élément de la tentative du parti à la distance lui-même du radicalisme. Ecevit était inflexible sur la nécessité des institutions démocratiques. Le socialisme d'Etat comme dans les modèles soviétiques et cubains a été fermement rejeté, comme ils avaient à la similitude avec la culture politique de la Turquie et des institutions.

c. Le kémalisme a été embrassé comme une partie cruciale du caractère gauche du CHP. Ecevit a déclaré que le CHP était « contre n'importe quelle interprétation d'une gauche qui n'est pas basée sur les propres circonstances de

[197] Sinan Ciddi, **Kemalism in Turkish Politics**, Routledge Studies in Middle Eastern Politics, London and New York : 2009, page:89.

la Turquie ou contrairement à la perception populaire de la démocratie »[198]. L'affiliation kémaliste du CHP a été basée sur une réinterprétation non-autoritaire de principes clés comme le populisme et l'étatisme. L'accent a été situé en construction d'un Etat pour « servir » plutôt que direct au peuple.

d. Finalement le laïcisme était une caractéristique de définition principalement contre la conception de justice sociale islamique du MSP. Le message du CHP a été articulé en termes tangibles. Ces initiatives inclues comme la disposition d'un système de sécurité sociale universelle.

Fournir une évaluation critique des accomplissements du CHP comme nous venons d'exposer récemment n'est pas facile et relève quelques points litigieux. En termes électoraux, sous la direction de Bülent Ecevit dans les années 1970, le CHP a réalisé son action la plus haute du vote populaire depuis l'établissement de politique pluripartite. Cependant, n'importe quelle évaluation de la mesure à laquelle le CHP succédé dans la compréhension de ses buts sera donc limité aux années 1961-1980.

D'une part, il peut être discuté que la nouvelle position de gauche du parti sous la direction d'Ecevit est allée voir pour changer l'image du parti de celui d'un élitiste à un parti de masse, attirant des votes d'un large spectre de l'électorat. D'autre part, dans la tentative par le CHP, sous la direction d'Ecevit, de se convertir en équivalent turc des partis sociaux-démocrates de l'Europe du Nord et occidentale. Vers la fin des années 1970, l'expérience s'était effondrée. Une marée naissante de violences politiquement inspirées par les extrémistes de tous bords, de droite et de gauche, et de plus une répartition économique au total ont abouti à une autre prise de contrôle militaire en septembre 1980 et une suppression coercitive de la gauche par le régime militaire.

Dans la dernière partie du deuxième Chapitre nous avons soutenu que l'échec du centre-gauche pour maintenir une position électorale dominante pendant les années 1990 a été rapproché de l'incapacité des partis en question, de s'engager avec les déterminants appropriés de vote. Le cas discuté dans le Chapitre précédent est explicatif des certains groupes d'électeurs clés que le centre-gauche a échoué à attirer. Pourquoi le CHP veut-il persévérer dans les interprétations autoritaires de laïcisme et le nationalisme?

---

[198] Bülent Ecevit, **Ortanın Solu** , *(La gauche du centre)*, İstanbul : Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 2009, page: 39 et répété à la page: 49.

Pour le politologue turc Sinan Ciddi, la raison principale offerte est rapprochée du principe d'adaptabilité idéologique. En ce concerne la politique des partis en Turquie, Ciddi discute que la ligne des partis descendant de la tradition de périphérie maintiennent une capacité d'adapter leur position idéologique pour convenir aux déterminants principaux de vote dans n'importe quelle période donnée[199]. Contrairement à cela, la ligne de centre-gauche des partis maintient des approches idéologiques rigides basées sur la tradition de construction de l'Etat. Le pilier de cet argument repose sur deux dimensions. Au niveau comparatif, l'affirmation est faite que des partis de centre-gauche à l'échelle européenne ont été les challengers du *statu quo*. C'est-à-dire, des partis ont été fondés sur la base de la contestation du modèle de société d'Etat libéral-capitaliste. Cependant, le déclin numérique de la classe ouvrière, la nature et la forme changeante des relations de production et le début de la mondialisation, ont contraint des partis de centre-gauche de s'adapter et réduire la plus grande partie de leur agenda Marxiste. Le révisionnisme aussi imité par des partis européens de centre-gauche, a été perçu comme une condition *sine qua non* pour la viabilité électorale.

En comparaison, le centre-gauche turc est aussi descendu de la période à parti unique, mais il ne s'est pas développé comme un challenger du *statu quo*. Le CHP kémaliste était le parti qui a établi « le nouveau *statu quo* », en démantelant formellement les structures de l'Empire ottoman. De cela, nous arrivons à l'affirmation portant sur la conception le centre-gauche ne soit pas une prédisposition idéologique qui s'adapte, mais restant toujours conservatrice au projet celle qu'il a aidé à créer. C'est-à-dire comme étant le parti fondateur de l'Etat, le CHP et d'autres partis de centre-gauche ne possèdent pas la capacité de s'adapter. La rigidité idéologique donc, aboutit à l'incapacité de centre-gauche et disposait de peu de manœuvre d'adaptation dans une perspective politique pour se conformer au changement des déterminants votants.

La deuxième dimension utilise un modèle fourni par Şerif Mardin. Dans ce modèle, il est posé en principe que les partis crédibles sur le plan électoral, gagnant le statut gouvernemental au sein de l'État turc, ont principalement « des traits » périphériques[200]. Caractéristiquement, des partis périphériques en Turquie

[199] Sinan Ciddi, The electoral ewakness of leftism after the post-Cold War period, **Kemalism in Turkish Politics**, Routledge Studies in Middle Eastern Politics, New York, 2009, page:141.
[200] Şerif Mardin, **Center-Periphery Relations: A key to Turkish Politics**, Cambridge : Daedalus, Vol: 102, No:1, 1973, pages: 169-190.

commençant par le DP ont été des challengers au *statu quo* établi à l'ère du parti unique. Les partis comme la Justice (*Adalet Partisi*, AP), le Parti du Chemin Juste (*Doğru Yol Partisi*, DYP) et la Mère Patrie (*Anavatan Partisi*, ANAP) sur le centre-droite et les partis du Bien-être (*Refah Partisi*, RP); la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) sur le droit Islamiste, ont été des courants sur le plan électoral dominant dans chaque époque électorale. Selon Şerif Mardin, leur dominance a été renforcée par leur fluidité programmatique et idéologique. Autrement dit, les partis du droit traditionnel et Islamiste, développés comme des challengers au projet de la modernisation concentrée dans l'état du CHP, ont réussi dans la récompense tangible fournissant par l'utilisation de mécanismes de patron-client pour des statuts électoraux. Cet avantage vient en grande partie à la charge du centre-gauche, qui maintient une approche homogène concernant l'accumulation et la représentation. C'est basé sur la notion que le CHP comme un parti du "centre", ayant mené le projet d'occidentalisation et de la modernisation de la république, a été incapable d'émuler les caractéristiques pragmatiques, même éclectiques de partis périphériques.

3.3. Le révisionnisme, une possibilité d'adaptation idéologique

Au cœur de la démocratie sociale se trouve le principe du révisionnisme. C'est un principe fort qui a été soutenu par des partis social-démocrates en Europe pendant le vingtième siècle. Bien qu'il soit accepté que les mouvements révisionnistes à chaque siècle aient des raisons spécifiques de contexte, néanmoins, en général, des partis européens de centre-gauche ont dû transformer leur perspective idéologique pour maintenir et créer des bases d'électoral viables.

3.3.1. La dimension comparative

Pendant le vingtième siècle, nous pouvons considérer que trois périodes majeures de révisionnisme ont eu lieu. Cette perspective comparative est importante afin de comprendre le cas turc, non pas parce que le cas turc a échoué d'adopter une perspective idéologique comparative particulière, mais parce qu'il manque de la capacité de réviser et adapter son point de vue idéologique.

En regardant l'unité socialiste basée sur le Marxisme révolutionnaire et les moyens par lesquels elle transpirerait, nous voyons qu'elle est rompue après la fondation du troisième international. La base de la rupture était en raison de « la décision de participer » au système parlementaire et à la politique électorale.[201] Donc au début, dans le cas soviétique le révisionnisme est venu pour être fondamentalement en désaccord avec le Marxisme, qui a maintenu une position intransigeante en faveur de la création « de la bonne société », espérant pour le renversement graduel du système capitaliste par une révolution prolétaire.

Aux dépens des divisions internationales au sein du Parti Social Démocrate allemand (SPD), la première vague du révisionnisme a vu le distançant de socialisme européen loin de révolutionnarisme en adoptant le gradualisme et la réforme du système capitaliste.[202] L'argument avancé par Eduard Bernstein contre Karl Kautsky a tourné autour de l'accomplissement de buts socialistes par des moyens démocratiques basés sur le support électoral. Ces buts ont initialement peint l'accomplissement de droits politiques égaux pour tous les citoyens, comme le suffrage universel et le principe « une personne, un vote ».[203] Dans cette optique, nous voyons que les buts fondamentaux du socialisme révisionniste, ou la social-démocratie sont devenus concentrés restructurant le système économique, afin de garantir les niveaux minimaux d'assistance sociale à tous les citoyens comme les droits légaux comprenant l'enseignement, l'éducation, les pensions de santé, le chômage et les allocations pour les handicapés.[204]

---

[201] Adam Przeworski, "The Decision to Participate", « *Le choix crucial était qu'il faut participer. Événements précédents aboutis établissant le principe de démocratie dans le royaume politique. Des droits pourtant, politiques étaient simplement formels quand accompagné par la contrainte et l'inégalité qui a régné dans le royaume social. (… ..) le choix était devenu un entre l'action " direct "et" politique " : une confrontation directe entre le monde d'ouvriers et le monde du capital ou une lutte par des institutions politiques. La construction d'une société dans la société n'était pas assez : la conquête de pouvoir politique était nécessaire. Comme Marx s'est disputé dans son Discours inaugural au Premier International en 1864," pouvoir émanciper la classe ouvrière, le système coopératif doit être développé au niveau national, qui implique qu'il doit disposer de moyens nationaux. Dans ces conditions le grand devoir de la classe ouvrière est de conquérir le pouvoir politique.* », Part1: Social Democracy as a Historical Phenomenon, **Capitalism and Social Democracy**, Studies in Marxism and Social Theory, Cambridge University Press, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Cambidge : 1985, p:7.

[202]Raymond Plant, "Social Democracy", Chapter 7 In CARTER, April and STOKES, Geoffrey (éditeurs), **Democratic Theory Today, Challenges for the 21st Century**, Cambridge: Polity, 2002, pages:249-268.

[203] John Vaizey, Revolutions of Our Time: Social Democracy In CIDDI, Sinan, "Revisionism" , **Kemalism in Turkish Politics**, New York: Routledge, 2009, page: 134

[204] Lawrence Wilde, **Modern European Socialism**, Vermont: Dartmouth Publishing Company, 1994, pages:4-9.

Distinct du dogme Marxiste cependant, les social-démocrates commençant par la première vague révisionniste ont soutenu que l'Etat et les propriétaires des moyens de production, ne doivent pas être renversés par la force. Cela pourrait être réalisé progressivement et par des moyens parlementaires. Finalement, la portée de ces buts a fourni une proéminence internationale. Par les auspices du Socialiste International, les social-démocrates à l'échelle mondiale sont venus croire en l'universalité des droits sociaux stricts au minimum pour tous les gens, dépassant ainsi les limites de l'État-nation.[205]

Cette première phase révisonniste a été suivie par une deuxième phase de révision, approximativement après la fin de la seconde Guerre mondiale. La deuxième était probablement la phase révisionniste la plus importante, tant des principes soutenus par des praticiens social-démocrates, ont été mis en œuvre au niveau de l'Etat à travers l'Europe. Au cœur de cette approche, il se trouve la notion que le capitalisme soit un mode acceptable de production qui pourrait offrir le développement individuel et social. Cependant, les moyens par lesquels le développement social se réalise, ne pouvaient pas être quittés entièrement à un mécanisme non contrôlé du marché. La période « de l'âge d'or » de la démocratie sociale de 1945 à 1973 était la période qui se voit d'avoir planifié le développement économique qui est donc basée sur des systèmes de gestion macro-économiques Keynésiens couvrant entièrement les États-providence. Autrement dit, c'est par l'idée d'une redistribution égalitaire des revenus que la social – démocratie est saisie durant la recontruction de l'Europe d'après-guerre.

3.3.2. États-providence nationaux

Basé sur un système fiscal progressif et large, des systèmes de protection sociale nationaux étaient la meilleure voie raisonnable pour le développement capitaliste, qui a mis une distance entre le capitalisme de « laissez faire » du passé. Avant 1945, même le Parti Conservateur en Grande-Bretagne était venu voir la création d'un État-providence comme la seule façon de créer une société plus « juste », basée sur l'accès universel de certains Etats aux droits fournis comme l'enseignement, l'éducation, les services médicaux et le logement[206].

---

[205] Ibid.

[206] Stephen Padgett & William E.Paterson, "Social Democracy in Post-War Europe" In CIDDI, Sinan, **Kemalizm in Turkish Politics** , Routledge Studies in Middle Eastern Politics, New York :2009, page: 134.

Pendant que le mode capitaliste de production pourrait financer les buts de bien-être par la taxation des revenus et des profits. Comme un mécanisme, il ne pouvait pas être compté sur la production d'un cycle de croissance continu et viable, pour les intérêts d'un individu ordinaire dans la société[207]. Pour assurer le développement social collectif, un mélange d'outils a été utilisé aux degrés variant par des régimes européens. Premièrement, la planification économique a eu lieu suivant l'implication dans de nombreux cas, la nationalisation des industries clés est pensée être essentielle pour fournir des agréments abordables comme l'électricité, le charbon, le gaz, les télécommunications et les transports. En effet, la nationalisation est considérée comme étant une méthode permettant de réaliser l'égalité sociale à grande échelle.

Puis, la sécurité et l'égalité améliorant des mesures comme l'établissement d'un système de santé national, l'éducation et des systèmes de sécurité sociale ont été amorcés par les Etats fournissant les outils essentiels nécessaires pour la survie des individus travailleurs. De même, derrière de altruisme qui apparaît, selon Sinan Ciddi, repose l'intention de fournir une alternative idéologiquement attractive du léninisme marxiste soviétique. Autrement dit, les mesures de bien-être ont été considérés nécessaires pour rendre attractif le capitalisme occidental aux yeux de l'ouvrier ordinaire et par là, se retourner contre le centralisme soviétique[208].

3.3.3. Gestion macro-économique keynésienne

À son tour l'État-providence devait être facilité en portant sur la gestion macro-économique Keynésienne. Comme la méthode de production dans la période de l'après-guerre a continué à compter sur le fordisme, le keynésianisme peut être défini comme un compromis entre le capital, la main-d'œuvre, déclarant selon lequel l'intervention de l'état dans l'économie assurerait que les intérêts des deux côtés seraient conjointement soutenus.

Cela a été réalisé par l'état intervenant de contrôler les niveaux de demande à travers les dépenses de gouvernement diminuant l'augmentation pour empêcher le

---

[207]Roy C. Macridis & Mark L.Hulliung, **Democracy and Economy, Reforming Capitalism, Contemporary Political Ideologies, Movements and Regimes**, New York: Harper Collins College Publishers, 1996, Sixth Edition, page: 63.

[208]Sinan Ciddi, **Kemalism In Turkish Politics**, Routledge Studies in Middle Eastern Politics, New York: 2009, pages:134-135.

début du chômage.[209] À son tour, le modèle fordiste comptait sur la fabrication en série produisant le dynamisme économique et les économies à grande d'échelle, en favorisant l'utilisation maximale de la capacité livrant les niveaux de records du bénéfice et de l'emploi.[210] Essentiellement, le modèle d'État-providence keynésien de développement était étatiste au sein du sommet vers le bas dans son caractère et s'est manifesté de différentes façons dans divers Etats. Autrement dit, l'audience cible de ce modèle a été limitée aux frontières et aux habitants des Etats-nationaux. De plus, le réformisme présenté récemment est considéré être légitime et nécessaire comme un processus d'ingénierie pour construire une société plus prospère.[211] Dans les cas de pays comme la France et la Grande-Bretagne, la nationalisation des industries clés a été pensée pour être essentielle dans l'établissement d'un État-providence. Dans le cas français, la nationalisation a été activement soutenue par le mouvement de résistance pendant la seconde Guerre mondiale et soutenue tant par De Gaulle et le Parti Catholique.[212] La nationalisation française a aussi attiré la sympathie publique basée sur le mécontentement ressenti envers les sociétés comme Renault d'avoir collaboré avec le régime Nazi.

Dans le cas britannique, la nationalisation était une continuité de la tradition fabianne de réformisme éthique, par lequel elle est considérée comme un processus de réalisation d'une distribution des revenus et du pouvoir plus juste. Selon Macridis et Hulliung à la base de tous les maux sociaux et économiques, se trouvait le capitalisme et la nationalisation elle-même a été intimement connectée avec l'accomplissement de tous les objectifs socialistes majeurs".[213]

Distinct de ces deux cas, il existe le modèle suédois, qui forme la deuxième phase révisionniste en jetant le chemin de la nationalisation en faveur d'une politique

---

[209]William E. Paterson et A.H.Thomas (éditeurs), The Future of Social Democracy, **Problems and Prospects of Social Democratic Parties in Western Europe**, Oxford: Clarendon Press, 1986.
[210] Bob Jessop, **The Future of the Capitalist State**, Cambridge: Cambridge University Press, Polity, 2002, pages:55-60.
[211] Donald Sassoon, One **Hundred Years of Socialism: The West European Lift in the Twentieth Century**, London: I.B.Tauris, 1996, page:139.
[212] David Scott Bell & Byron Criddle, **The French Socialist Party: The Emergence of a Party Government**, Oxford: Clarendon Press, 2nd edition, 1988, page:154.
[213] Les partis comme le Parti Travailliste britannique n'avaient jamais été sous l'influence des idées révolutionnaires. Au lieu de cela, la plus grande influence sur le le parti travailliste est venue de la Société fabienne, qui a été basée sur la morale égalitariste et sur des valeurs humanistes. A la tête de la société nous trouvons des activistes influents comme Sydney et Beatrice Webb et George Bernard Shaw qui ont recherché "la dignité humaine et la liberté dans une société dont le bénéfice et l'égoïsme ont été enlevés.

active du travail. Le Parti Social-démocrate Suédois n'a vu aucun rapport entre la nationalisation et la réalisation des buts d'emploi complet et la hausse des revenus de l'ouvrier. Au lieu de cela, les moyens ont été poursuivis par le parti pour démocratiser l'économie, en marquant « les deux fins du socialisme racial et le capitalisme se rencontrent. Cela a été réalisé par une série de compromis entre le gouvernement, des syndicats et les employeurs, aidant à l'identification du modèle suédois comme la mise en œuvre la plus réussie de la deuxième vague du révisionnisme socialiste.[214] Un équilibre prudent pour maintenir les intérêts des représentants de travail et des employeurs n'a été assuré que par le gouvernement, par lequel aucun parmi les syndicats ou les employeurs pourraient unilatéralement agir pour mettre des niveaux de salaire. Le raisonnement qui se trouve derrière ce concept du « négociant solidaire » était que les employeurs ont profité de l'intervention gouvernementale dans le cadre de l'arrangement des salaires, comme ils ont été protégés de demandes d'augmentations de niveau des revenus.

En regardant l'image à plus grande échelle, les manifestations différentes de la deuxième phase révisionniste ont aidé à réaliser les niveaux de croissance et le développement social au sein des pays européens. Ce qui est plus important, c'est que le modèle d'État-providence keynésien a aidé à contribuer au développement des idéologies politiques dans la déclaration que la seule alternative au capitalisme de laissez faire n'a pas été limitée au totalitarisme soviétique et l'économie de commande.[215] C'est le cas que le keynésianisme a réussi à fournir un forum où les intérêts de travail et le capital pourraient être réconciliés permettant tous les deux de fleurir. Ceci étant dit, la caractéristique de la définition réelle de la deuxième phase révisionniste se repose non tellement dans l'acceptation du capitalisme, mais dans les voies faisant parties de l'idéologie Marxiste rigide.

Le haut niveau d'intervention de l'état, l'emploi et le bien-être social après 1945 a provoqué une nouvelle classe de la consommation à la charge de la classe de l'identité ouvrière. David Sassoon note qu'après 1950, à travers le continent européen

---

Roy C. Macridis & Mark L.Hulliung, "The Fabians", Democracy and Economy, The Socialist Impulse, **Contemporary Political Ideologies, Movements and Regimes**, New York: Harper Collins College Publishers, sixth edition, 1996,pages :57-58.

[214] Le SAP (The Swedish Social Democratic Workers' Party) était en fonction pendant 61 ans entre 1921-1998. Dans le milieu des années 1990, le parti succédait toujours pour obtenur plus de 40% du vote national. Nicholas Aylott, "The Swedish Social Democratic Party" In Robert Ladrech and Pierre Marlière (éds), **Social Democratic Parties in the European Union: History Organization**, Policies, Basingstoke: Macmillan, 1999, pages: 189-203.

« *le capitalisme semblait pouvoir livrer la croissance, l'emploi et le montant du pouvoir d'achat […], le taux de la croissance annuelle étant deux fois plus haut que celui des périodes précédentes et ultérieures* ».[216] Cela avait un effet direct sur la transformation des ouvriers de l'industrie au sein des consommateurs individuels et familiaux.

L'apparition de l'État-providence a connu des augmentations de niveau de vie et des standards de revenus pour les classes industrielles laborieuses, qui ont été dépensées de l'acquisition des objets de luxe. La montée de la consommation des années 1950 et la hausse du secteur de services remplaçant de plus en plus l'industrie, a donné lieu au premier déclin majeur dans le nombre d'ouvriers et la culture ouvrière et aussi l'adhésion de partis socialistes dans l'ensemble. L'implication pour les partis socialistes et social-démocrates signifiait que l'accomplissement des buts socialistes collectifs a dû être reconsidéré comme l'existence d'une classe ouvrière homogène avec des intérêts homogènes sur laquelle les partis socialistes avaient fondé leurs programmes idéologiques, cessaient d'exister.[217] Plutôt les augmentations de la défense du consommateur et la richesse sociale ont abouti à la diversification d'intérêts.

3.4. La troisième phase révisionniste : la social-démocratie venant en accord avec la mondialisation

La plus récente phase révisionniste, c'est la troisième qui a cherché à trouver d'une nouvelle ouverture idéologique pour les partis social-démocrates dans une situation fortement désalignée des fixations nationales, et elle est caractérisée par un climat économique post-industriel et mondial. Depuis les années 1970, une nécessité tant théorique que pratique a surgi pour justifier la validité de la politique social-démocrate. Au niveau pratique, le keynésianisme a éprouvé son premier défi sérieux pendant la crise pétrolière des années 1970. La capacité de l'État-providence de

---

[215] Sinan Ciddi, Kemalism in Turkish Politics, Routledge Studies in Middle Eastern Politics, London and New York, 2009, page: 136.

[216] Les périodes en question sont:1820-1870; 1871-1913; 1914-1950 et 1973-1979. D. Sassoon, One Hundred Years of Socialism, op.cit., page:191.

[217] Les défaites électorales successives des partis socialistes en Grande Bretagne, en France et en Italie pendant les années 1950 ont confirmé le déclin de la classe ouvrière. Op. Cit., pages:121-260.

financer les programmes d'assistance sociale complets basés en taxation des revenus personnels aussi bien que d'entreprise, a compté sur des prix de pétrole bon marché, qui ont facilité un cadre industriel profitable. La hausse soudaine dans les prix de pétrole de l'OPEP au début des années 1970 a mis un coût insupportable sur des économies industrielles.

À leur tour, des Etats occidentaux ont été contraints de payer des sommes d'argent colossales pour les subventions de l'assistance sociale sans la base fiscale sur laquelle il avait précédemment compté. Des pays comme la Grande-Bretagne ont éprouvé des problèmes macro-économiques énormes, particulièrement par rapport aux déficits budgétaires courants et l'inflation pour ne pas mentionner le haut chômage et la lutte industrielle. Sur le côté théorique, le keynésianisme ou l'État-providence est venu dans la lourde attaque de cercles efficaces. Les théoriciens comme Friedrich von Hayek, John Gray, Robert Nozick ont forcé de nouveau des sympathisants social-démocrates et des praticiens pour réviser leurs positions.

Le défi de « la nouvelle droite » était simple et encore théoriquement persuasif. Il reposait sur deux principes. Pour Hayek et Nozick, les modèles de bénéfices des distributions d'avantages du bien-être de l'Etat sont basés sur le désert car ils sont dépourvus de « justification morale ». Sans aucune justification concrète, ceux qui sont moins privilégiés dans la société se voient allouer certains droits basés sur la taxation des plus riches. C'est ce qui est pour Nozick, équivalent au travail forcé et à l'esclavage[218]. Hayek ajoute que « *les composants de la conception de justice sociale se détachent des notions morales comme le besoin ou le mérite etc […] – n'ont aucune relation cohérente ou raisonnable l'un avec l'autre.* »[219] Dans la conception de Hayek, une société composée d'interactions autonomes entre les individus dans le cadre du marché, ne peut pas être la cause de l'injustice sociale. Le marché ne peut pas être responsable de l'existence de la pauvreté et de la misère. De plus, n'importe quels moyens pour « corriger » les injustices prétendues en prélevant des impôts et distribuant à ceux qui sont plus indigents, ils manquent de la justification morale et théorique.

L'apparition des années 1980 et les années 1990 a vu des administrations gouvernementales en Europe et en Amérique du Nord qui ont fortement sympathisé avec la Nouvelle Droite. Alors les avocats contemporains de la social-démocratie

[218] Robert Nozick, **Anarchy, State and Utopia**, New York: Basic Boks, 1974, pages:167-182.

sont venus pour changer leurs positions idéologiques au complément du besoin de supporter un État-nation à l'échelle mondiale compétitive.

Les débats sur la mondialisation ont souligné la croissance dans le volume de flux capitaux commerciaux au niveau international et transnational.[220] D. Held estime que dans un climat économique global où le capital est mobile et libre de choisir les conditions les plus avantageuses pour se localiser, les économies nationales ne peuvent plus poursuivre des agendas intérieurs pour attirer les flux substantiels d'investissement étranger.[221] Les États-providence nationaux keynésiens sont des obstacles difficiles pour les forces globales mentionnées ci-dessus, car ils sont basés sur leur politique interventionniste de taxation. Les préoccupations de poursuivre l'égalité nationale, les mesures de la protection du travail et de la démocratie industrielle sont considérées comme une série d'obstacles pour le capital qui peut facilement opter de résider dans des états où de telles politiques n'existent pas, ou ne sont pas à un minimum strict. Autrement dit, dans un pays où les économies nationales rivalisent n'est donc plus national.[222]

La capacité d'offrir des conditions compétitives pour le capital global est plus appropriée maintenant pour supporter les hauts niveaux d'emploi, la prospérité nationale et les niveaux bas d'inflation. Des méthodes classiques social-démocrates comme la taxation progressive des bénéfices individuels et corporels, la protection vaste de la main-d'œuvre par les salaires minimaux et les syndicats et un secteur public gonflé distribuant des allocations répandus sont donc perçus pour être des charges contraignant la viabilité d'une économie compétitive et flexible.[223] Le débat de la mondialisation par rapport à la formation de la base de la troisième phase révisionniste est seulement la partie visible de l'iceberg.

---

[219] John N.Gray, **Hayek on Liberty**, Oxford: 2nd edition, Blackwell, 1984, page:75.

[220] Parmi une variété d'indicateurs le commerce global est évalué pour représenter 45 % du PIB(produit intérieur brut) du monde. Cristopher Pierson, **Globalisation and the End of Social Democracy, Australian Journal of Politics and History**, 2001, Volume 47, No:4: 459-474.

[221] David Held, "*Regulating Globalisation? Reinvention of Politics*" In GIDDENS, Anthony, **The Global Third Way Debate**, Oxford: Polity, 2001, pages:394-405.

[222] Une autre manière de dire que le concept de la souveraineté n'est plus une question nationale, mais c'est quelque chose que l'on doit partager. Les bons exemples de cela incluent le transfert des sommes significatives de pouvoir macro-économique par des états européens à la Banque centrale européenne. William Wallace, **The Sharing of Sovereignty: The European Paradox**, Political Studies, 47 (3), 1999, pages: 503-521.

[223]Andrew Glynn, Social Democracy in Neoliberal Times: The Left and Economic Policy since 1980 In CIDDI, Sinan, **Kemalism in Turkish Politics, The RPP's secularism and nationalism**, New York: Routledge Studies in Middle Eastern Politics, 2009, page:178.

« *L'État-providence contemporain s'adresse à un ordre social passé; ses idéaux d'universalisme et de l'égalité ont apparu en ce qui concerne la classe ouvrière industrielle relativement homogène. La plus grande différenciation professionnelle et le cycle de vie qui caractérisent la société « post-industrielle » implique aussi des besoins et des espérances plus hétérogènes*. ».[224]

Il ne sera pas faux de dire que la troisième phase révisionniste de la social-démocratie est peut être provenue d'un besoin d'offrir une plate-forme idéologique post-moderne et post-industrielle pour des électorats fortement divers et hétérogènes. Herbert Kitschelt rejette la notion que les partis sociaux-démocrates ont été désavantagés sur le plan électoral pendant des temps récents en fonction de la chute de nombres de la classe ouvrière. Au lieu de cela il affirme que ces partis ont été les victimes de leurs succès à eux. C'est-à-dire les générations de citoyens européens depuis 1945 ont éprouvé les hauts niveaux de prospérité et de la mobilité sociale sous les auspices de l'État-providence. Cela a été réalisé en se basant sur la poursuite des égalités collectives et la planification centrale administrée par la bureaucratie nationale.

Cependant, les notions de la collectivité, de la planification centrale et de la grande bureaucratie homogénéisant des mesures ne sont pas des styles définitifs de la vie post-industrielle. Pendant que le terme même de la bureaucratie porte des connotations négatives, une poursuite continue de l'égalité sociale rédige une facture que les destinataires primaires des mesures d'État-providence ne sont plus disposés de la payer par les hauts impôts.[225]

En somme, il n'y a plus des buts recouvrant tout auxquels les partis sociaux-démocrates du modèle « attrape - tout » peuvent faire l'appel. Au lieu de cela, il existe des intérêts individuels.[226] Selon l'auteur, les niveaux de croissance des richesses et les changements majeurs dans les structures professionnelles sont les caractéristiques de capitalisme post-industriel qui permettent aux partis social-

[224]G.Esping Anderson (éd), "After the Golden Age? Welfare State Dilemmas in a Global Economy", **Welfare States in Transition**, London: Sage Publications, 1996, page: 9.
[225] Roy C.Macridis & Mark H.Hulliung, "Welfare State", Chapter 3: Democracy and the Economy, **Contemporary Political Ideologies**, Harper Collins College Publishers, New York, page:62.
[226] Herbert Kitschelt, **Class Structure and Social Democratic Party Strategy**, British Journal of Political Science, 1993, Vol: 23,No:3, pages: 299-337. Disponible sur http://www.jstor.org/pss/194220, dernière consultation le 10 octobre 2011.

démocrates de « construire une stratégie politique autour d'un principe dominant de l'organisation sociale que ça soit le marché, la communauté, ou l'état ».[227]

L'exigence pour une nouvelle phase révisionniste parmi des praticiens social-démocrates a impliqué une crise pour certains. Pour cela les praticiens acceptent la réalité qu'une approche collective à la théorie de l'État-providence nationale est un concept désuet, alors le risque de perdre leurs constituants principaux devient une réalité. D'autre part, s'ils veulent persévérer les politiques démocratiques sociales traditionnelles, alors ils courent dans le risque d'être politiquement marginalisés.[228] Par conséquant, quelques partis ont fait leur paix avec le capitalisme mondial aussi bien que continuant à pousser en avant un agenda social-démocrate renouvelé.

L'utilisation de « la théorie de l'État-providence rationalisée » est ce qui caractérise des partis social-démocrates sur le plan électoral réussis. En termes de la haute politique, les politiciens ont voulu projeter de plus en plus leurs idéaux par le Parlement Européen (PE) spécifiquement à travers le Parti des Socialistes Européens (PES). Selon Robert Ladrech, le successeur de la Confédération des Partis Socialistes de la Communauté européenne, le PES, établi en 1992 a réussi non tellement dans l'obtention de votes européens, mais la création d'un numéro dans toute l'Europe de buts politiques et un agenda communs.[229]

En donnant les raisons pour le besoin de créer une Europe intégrée et sociale, le PES a réconcilié des intérêts nationaux fragmentés et particuliers de construire une stratégie commune. Les articles incluent l'essai de gagner plus de pouvoir pour le Parlement Européen vis-à-vis du Conseil Européen, de la politique étrangère et de la sécurité commune renforcée, l'inclusion de chômage et des taux d'inflation dans les critères de convergence, une interdiction pour empêcher des pays membres d'opter du Chapitre Social et la primauté de création du travail comme le but principal de l'Union européenne à la place de la stabilité monétaire.[230] Pendant les années 1990, des acquisitions notables ont été réalisées par le Sommet d'Amsterdam, lequel

---

[227]Herbert Kitschelt, The Socialist Discourse and Social Democratic Party in West European Democracies In LEMKE Christiane & MARKS Gary (éds), **The Crisis of Socialism in Europe**, Duke University Press, Durham, 1992, page:205.

[228] Christiane Lemke & Gary Marks, "From Decline to Remise?" The Fate of Socialism in Europe", Ibid, pages: 1-20.

[229] Robert Ladrech, **Social Democracy and the Challenge of European Union**, Boulder: Lynne Reiner, 2000, pages: 92-93.

[230] La Grande-Bretagne était un des pays qui impose des mesures sociales dures aux États membres pour opter du Chapitre Social, comme la santé et des règles de sécurité. Simon Hix, « The Party of

succédait dans la promotion de l'emploi comme un agenda de la politique majeure des syndicats, aussi bien que le sommet du Luxembourg, qui a mis en évidence sur l'investissement dans les ressources humaines comme une priorité supérieure.[231]

En termes de la théorie de l'État-providence rationalisée, les meilleurs exemples mis en pratique sont visibles dans les exemples allemands et britanniques, notamment appelés « la Troisième Voie » (Third Way). Brièvement, la troisième voie politique prévue par Anthony Giddens porte sur la régénération de la social-démocratie pour rendre que l'idéologie soit compatible avec la mondialisation. Si on utilise les mots de Giddens,

> « *La troisième voie regarde l'utilisation du dynamisme de marchés entre le règlement et la déréglementation sur des niveaux transnationaux aussi bien que nationaux et locaux; et un équilibre entre l'économique et non-économique dans la vie de la société*.[232]

Tant les administrations de Tony Blair que Gerhard Schroeder se sont concentrées sur le maintien des politiques de la stabilité macro-économique au-dessus de ceux de la distribution.[233] Plutôt qu'un abandon d'idéaux démocratiques sociaux comme certains se débattent[234], c'est le cas selon lequel « la redistribution de revenu semble maintenant changer vers la redistribution des possibilités ».[235] A la place des allocations graves, au centre se trouvent maintenant des possibilités d'améliorations pour les individus.

Dans le cas du Parti Socialiste français (PS), cela signifiait que les mécanismes réglementaires européens sont accrus dans tout le pays à travers les services publics,

---

European Socialists » In LADRECH, Robert & MARLIERE, Pierre (éds), **Social Democratic Parties in the European Union : History, Organization, Policies**, Basingstroke : Macmillan, 1999.

[231] Robert Ladrech, Ibid, pages:92-93.

[232] Anthony Giddens , **The Third Way: The Renewal of Social Democracy**, Oxford:Polity, 1998, page: 100.

[233] Dans le cas britannique, Blair s'est concentré sur les politiques l'argent caractérisée par des mesures de la Banque d'Angleterre indépendante et des politiques de "la prospérité pour travailler », Kenneth Dyson, **Bening or Malevolent Leviathan ? Social Democratic Governments in a Neo-Liberal Euro Area** , Political Quarterly, 1999, Volume 70, Issue:2, Avril 1999, pages : 195-209.

[234] Les critiques comme Donald Sassoon et David Marquand accusent des praticiens de la Troisième Voie (notamment le Parti travailliste Anglais) pour la politique néolibérale. Le parti travailliste est accusé de représenter seulement les intérêts de grandes entreprises et pas de citoyens privés (des ouvriers, des étudiants, particulièrement des pensionnés). David Marquand, « Premature Obsequies : Social Democracy comes in From the Cold », In GAMBLE, Andrew & WRIGHT, Tony (eds), The New Social Democracy, Oxford Polity, 1999, pages 10-18 ; Donald Sassoon, "European Social Democracy and New Labour : Unity in Diversity ? » Ibid, pages: 19-36.

[235] Robert Ladrech, **Social Democracy and The Challenge of The European Union**, Op.cit., page:67.

le salaire minimal et les droits de travail, aussi bien que les impôts de pollution.[236] Dans le cas de la Grande-Bretagne, bien que le Parti Travailliste (Labour Party) souligne la discipline financière stricte, il ne s'est pas retiré d'accorder des augmentations de dépense substantielles pour la santé, l'assistance sociale, l'éducation et les services sociaux. C'est basé sur une conviction que des investissements capitaux humains et sociaux peuvent et rapporter vraiment des solutions positives de la prospérité économique.[237] Cette approche porte sur l'idée qu' « il n'est pas justement clair que ces sociétés développées au sein des États-providence les plus vastes, soient en réalité allées un peu plus mal économiquement que des sociétés confortables avec un appareil de protection sociale beaucoup plus reduit.[238]

Le besoin des mesures continues de la prospérité, est donc maintenu pour deux raisons : D'abord, quoique les préoccupations de maintenir la compétitivité d'Etat soient importantes sur les agendas des Etats, il doit aussi être discuté que les mécanismes de distribution sont retranchés et les composants institutionnels de structures d'Etats. Autrement dit, les Etats ne sont pas enclins à tourner leurs dos sur une source essentielle de revenu fiscal. Deuxièmement, quoique la forme de mécanismes de distribution ait changé, les révisionnistes contemporains préconisent toujours la vue qui commercialise à travers laquelle le capitalisme laisse vraiment tomber et crée des perdants. C'est-à-dire les décideurs tiennent toujours le point de vue que le droit du niveau de vie minimal est un droit pour tous les citoyens, qui est sous la responsabilité de l'état, aussi bien que l'égalité des chances pour avoir accès au système éducatif et un système modéré de redistribution par des mesures fiscales.[239]

Le résultat net de ces phases révisionnistes a été que les partis social-démocrates, à l'exception des courtes périodes, ont maintenu une position électorale dominante sur le continent européen. Malgré la défaite du SPD dans les élections allemandes en 2005, pendant les années 1990 les 13 de 15 États membres de l'Union

---

[236] Ibid, page:72.
[237] G.E.Anderson, "A Welfare State for Twenty-first Century", In GIDDENS, Anthony, **The Global Third Way Debate**, Op.cit., pages: 134-156.
[238] Chris Pierson, **Globalisation and the End of Social Democracy**, Op.cit., page:464.
[239] Au contraire, la Constitution turque (1961 et 1982) contient aussi des dispositions, qui obligent l'état à fournir des droits fondamentaux, comme le logement, les droits à l'emploi et l'éducation. F.Vanderbroucke, « *European Social Democracy: Convergence, Divisions and Shared Questions* », In GAMBLE,A. & WRIGHT, T. (eds), **The New Social Democracy**, Oxford: Polity, 1999, page: 37-52.

européenne ont été gouvernés par des partis social-démocrates.[240] Cela ne doit pas suggérer que l'idéologie social-démocrate ait gagné la scène centrale dans l'Union européenne. Cela ne signifie pas non plus que les partis individuels des États membres sont dépourvus de problèmes. Au Parlement européen, bien que PES ait fait des acquisitions importantes, des élections européennes et de les mettre sur l'agenda sont toujours faits avec des préoccupations nationales principalement en mémoire.

Au niveau de partis individuels, les niveaux d'adhésion et du mécontentement en face des administrations gouvernementales sont de haut niveau.[241] L'incapacité du SPD d'aborder le problème d'emploi en Allemagne et le support actif du parti travailleur britannique pour l'invasion américaine de l'Iraq a terni les images des partis respectifs. Malgré ces événements, les développements comparatifs d'idéologie social-démocrate en comparaison avec la présentation du centre-gauche turc met en épreuve des constats importants.

Plus significativement, la social-démocratie, dans les trois phases discutées récemment, tient une qualité innée pour réinventer et adapter son appel idéologique à l'âge en question. Comme Marquand l'indique, « *les social-démocrates étaient toujours des révisionnistes. Ils devaient toujours modifier leurs doctrines pour tenir compte des dernières mutations dans un capitalisme subissant infiniment une mutation* »[242]. En effet, c'est cet aspect de la social-démocratie que le centre-gauche en Turquie a successivement échoué d'affronter. Plutôt que d'adopter le détail particulier et/ou les structures de théories sociale-démocrates, c'est « la troisième voie » récente, ou la gestion des mesures macro-économique keynésiennes, ont la capacité de subir une mutation que le centre-gauche en Turquie se fut échoué.

---

[240] Figure est toujours valide pour l'année 1997. Wolfgang Merkel, "After the Golden Age", In LEMKE, Cristiane & MARKS, Gary (éds), **The Crisis of Socialism in Europe**, Op.cit., page:165.

[241] Pour le decline des niveaux d'adhésion au parti, voir R.Ladrech et P.Marlière (éds), **Social Democratic Parties in the European Union : History, Organization, Policies**, Basingstoke : Macmillan, 1999.

[242] David Marquand, **Premature Obsequies: Social Democracy Comes in From the Cold**, Op.cit., page:10.

3.5. La rigidité d'adaptation idéologique

Le révisionnisme ou l'adaptabilité idéologique en ce qui concerne le centre-gauche turc sont en grande partie des concepts étrangers à la différence des partis de la périphérie qui sont descendants du Parti Démocrate (*Demokrat Parti*, DP). A partir d'une perspective historique, le succès électoral présent de l'Islam politique comme manifesté par le Parti de la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkıma Partisi*, AKP) de Tayyip Erdoğan et la faiblesse électorale du Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) centriste nous montre un modèle électoral qui se conforme à l'origine des deux partis.

Autrement dit, les partis de la périphérie en Turquie ont réussit à attraper plus de votes. L'avis sur le succès de l'AKP a généralement été crédité aux facteurs à court terme. D'autre part, bien que le CHP ait réussi à entrer au Parlement actuel, on voit souvent sa part des voix comme un faible reflet de son potentiel.[243] Il peut être discuté que la capacité de la périphérie pour attirer successivement l'électeur turc a un modèle lié aux générations. En effet le DP a introduit cette tendance dans la période multipartite, en mobilisant avec succès le vote rural contre le CHP pendant la décennie des années 1950.

D'ailleurs c'était en raison de l'utilisation effective des relations de patron-client comme nous pouvons voir par rapport aux subventions agricoles, aux dépenses desserrées de gouvernement dans toutes les améliorations visibles qui produisent des améliorations de différentes façons y compris la mécanisation dans l'agriculture, la montée dans les marchandises importées et de la communication ainsi que des réseaux de transport.[244] En termes conceptuels, l'empreinte turque « de la politique de machines » introduite par le DP était réussie pur faire appel à tous les secteurs qui se trouvaient dans un mécontentement électoral ressenti vers le CHP.[245] Bien que le

[243] Aux Élections Général en Novembre 2002, le CHP a réussi à réaliser approximativement 20 pour cent du vote national, pendant qu'il est en concurrence avec le concurrent, le DSP l'a à peine fait au-dessus de 1 pour cent, le disqualifiant de la représentation parlementaire.

[244] Pour les arguments touchant à l'utilisation des relations de patron-client par le Parti Démocrate, voir İlkay Sunar, **Populism and Patronage: The Demokrat Party and its Legacy in Turkey** , Il Politico, LV :4,1990, pages : 745-757, particulièrement page :751.

[245] Le mécontentement électoral pour le CHP était principalement en référence aux mesures prises par le parti pendant la Seconde Guerre Mondiale. Les nouveaux points de mécontentement peuvent aussi être mis en évidence avec la position du CHP sur les aspects de monisme politique et culturel. Pour le temps de guerre conditionne et le mécontentement du CHP, nous avons emprunté l'analyse fourni par Cem Eroğul, **Çok Partili Düzenin Kuruluşu 1945- 1971**, *(La Construction de l'Ordre*

Parti Démocrate (DP) ait été fermé à la suite du coup d'état de 1960, les partis descendants se sont éparpillés dans un nouveau tableau entier des partis périphériques suivant des idéologies divergentes et ils ont continué à récolter les avantages d'une approche non-rigide à la direction politique et économique.[246]

Au contraire, quoique le CHP centriste et les partis de centre-gauche aient tenu à se présenter comme gauche-démocratiques et/ou social-démocrates[247] depuis 1965, l'avis de l'électeur est resté ambivalent même si le CHP était le parti ayant introduit les premiers droits sociaux de la Turquie en se basant sur la constitution de 1961, le parti a trouvé difficile de se dissocier de son image étatiste et autoritaire. Comme W.Hale nous a montré, bien que ce soit le CHP qui ait fait passer la loi du travail, les ouvriers ont toujours continué à s'identifier avec l'AP jusqu'au début des années 1970. [248]

La seule tentative effective de dissiper la perception populaire du CHP comme une parti élitiste est arrivée sous la direction Bülent Ecevit entre 1972 et 1980. Ecevit a réussi à faire monter le profil électoral du parti, au plus haut niveau que le parti eut connu dans l'histoire pluripartite comme un résultat direct de sa perspective populiste et nationaliste[249]. Le succès du CHP n'a pas été causé par l'adoption d'une perspective de gauche-démocrate et ou la social-démocrate véritable, mais c'est un résultat d'avoir mis en doute son héritage centriste et bureaucratique, spécifiquement la validité de ses six flèches comme étant « satisfaisant » pour rencontrer les espérances d'un électorat diversifié. La même vitalité se manifeste à l'heure actuelle au sein du mouvement Islamiste reformé et basé sur sa flexibilité périphérique de pouvoir

---

Multipartite) , page :146 In SCHICK İ.C. & TONAK, A. , **Geçiş Sürecinde Türkiye**, *(La Turquie dans le processus de changement)*, İstanbul : Belge Yayınları, 1987.

[246]L'origine pro-islamique d'AKP se forme par les partis MNP, MSP et RP. L'idéologie pro-nationaliste (xénophobe, anti-communiste) a été représenté par le MHP d'Alpaslan Türkeş et finalement, les dérivées de centre-droite continues en bas de la ligne par AP, ANAP et DYP.

[247]La différence entre la perspective « démocratique-gauche » et « sociale-démocrate" est une différence avancée par les leaders du parti. Avant de résigner comme le président de parti en 1980, Ecevit a mentionné l'idéologie du CHP comme démocratique-gauche, la démocratie par opposition à sociale, principalement à la distance le parti d'une étiquette Marxiste. Depuis l'arrivée de Deniz Baykal à la direction du parti, la perspective du parti a été définie comme social-démocrate.

[248]William Hale, **Aspects of the Turkish General Election of 1969**, Middle Eastern Studies, Volume 8, No.3, October 1972, pages: 393-404, disponible sur http://www.jstor.org/pss/4282438, dernière consultation le 10 octobre 2011.

[249] La position nationaliste et populiste d'Ecevit doit être qualifiée : le nationalisme dans l'utilisation d'Ecevit n'a pas de connotations xénophobes-sectaires, mais cela ressemble plutôt au développementalisme du Tiers-Monde. des slogans « la terre au laboureur, l'eau à l'utilisateur » peuvent être donnés comme un exemple.

s'adapter et remplir les exigences des déterminants votants d'aujourd'hui à travers le Parti de Justice et de Développement de Tayyip Erdoğan.

3.5.1. Islam Politique comme un agent d'adaptabilité

Les antécédents des partis politiques pro-islamistes comme représentants de la tradition des partis périphériques avant les années 1990 étaient marginaux au sommet. Sous la bannière du Parti de Salut National (*Milli Selamet Partisi*, MSP) dans les années 1970, l'Islam politique n'a pas pu réaliser plus de 11 % de vote populaire. C'était principalement le résultat des facteurs socio-économiques qui étaient le principal déterminant de vote à l'époque.[250] Au contraire, la religiosité telle que promue par le MSP ne deviendrait pas un déterminant majeur de vote jusqu'à la fin de la guerre Froide. Spécifiquement le MSP s'est projeté comme l'avocat du capital anatolien bourgeonnant, caractérisé par des affaires de petites et grandes tailles qui, selon Erbakan, ont été ignorées par des partis politiques de gauche et de droite. Alors, le composant islamique de son message s'est concentré sur l'industrialisation rapide dépourvue des influences de Communisme et du Sionisme.[251]

Necmettin Erbakan a réussi avec succès dans le projet Islamiste dans les années 1990 dont le parti de Salut National (*Milli Selamet Partisi*, MSP) dissout est réincarné sous le titre « Parti de la Prospérité (*Refah Partisi*, RP) à la suite du coup d'Etat 1980 jusqu'à 1994, symbolisant le principal représentant du clivage nationaliste sunnite. Etant un parti non-centriste et à la fois anti-systémique mettant en doute les valeurs fondamentales de laïcisme kémaliste, le RP était conscient qu'au supplément des facteurs socio-économiques, les déterminants clés de vote étaient la religiosité et l'appartenance ethnique.

Comme discuté au Chapitre précédent, pendant que le centre-gauche maintient une approche exclusive et rigide à ces clivages spécifiquement par rapport au laïcisme et au nationalisme, le RP a pu s'engager de façon plus convaincante avec des préférences de l'électeur turc. Cependant, l'échec du RP comme une force

---

[250]Ergun Özbudun & Frank Tachau, **Social Change and Electoral Behaviour in Turkey**, International Journal of Middle East Studies, Volume 4, No: 4, Cambridge : 1975, page: 479.

[251]Le rôle de l'Islam comme un composant de son message politique a été tiré du droit *(hak)*, impliquant la justice sociale, mais avec une teinte culturelle, traditionnelle et religieuse. Malgré la présentation comme le front idéologiquement engagé, Erbakan et le MSP étaient assez flexible pour accepter un compromis dans leur perspective idéologique, leur permettant d'obtenir des positions dans trois gouvernements pendant la décennie des années 1970 une fois qu'avec le CHP et deux fois sous les gouvernements nationalistes menés par le Parti de Justice de Süleyman Demirel.

périphérique est venu par sa propre version de rigidité dogmatique basée sur une attitude intransigeante à la promotion d'une plate-forme islamiste dont « *l'intention suprême d'établir un état islamique qui a impliqué un renversement total de l'ordre constitutionnel existant* ».[252] La rhétorique constante exposant que « la démocratie est seulement le moyen pour une fin »[253], son insistance pour la construction d'une mosquée au cœur de Taksim aussi bien que l'interdiction essayée de boissons alcoolisées du quartier de Beyoglu à Istanbul, sont certainement des raisons qui expliquent le déclenchement du processus 28 février[254] aboutissant à la fermeture du RP[255].

Néanmoins, le Parti de la Prospérité (RP) était un parti périphérique qui en a fini avec le mouvement d'Erbakan et qui a avec succès abandonné sa perspective idéologique manifestement pro-islamiste et a réussi à faire appel à une vaste gamme de l'électorat turc le 3 novembre 2002 grâce au Parti de Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP). Si l'AKP de Tayyip Erdogan est sincère ou pas dans ses intentions démocratiques, nous pouvons arriver à dire avec la certitude que comme un parti de périphérie à l'origine, celui-ci a réussi à adapter les objetifs de son programme pour rassembler un nombre d'électeurs assez considérable.

Cette capacité de s'adapter confirme la flexibilité de la périphérie turque depuis le commencement de la politique multipartite comme une caractéristique innée dont le centre-gauche manque à l'heure actuelle. Le CHP en attendant, depuis les années 1930, a maintenu les six flèches comme son point directoire des principes. Cette rigidité échoue à prendre en compte la nature volatile des électeurs turcs qui le trouvent de plus en plus difficile d'identifier avec n'importe quel parti particulier pendant une période prolongée de temps.

---

[252] Ziya Öniş, **Political Islam at the Crossroads: from hegemony to co-existence**, Contemporary Politics, Volume 7, No: 4, 2001, page:286.

[253] Recep Tayyip Erdoğan, interview avec Nilgün Cerrahoğlu, Journal quotidien Milliyet, 14 Juillet 1996, disponible sur http://www.milliyet.com.tr/2001/08/29/yazar/cemal.html, dernière consultation le 10 octobre 2011.

[254] Un autre facteur de contribution important à la fermeture du parti est venu du fait qu'il n'a pas favorisé passer la législation qui a fait enseignement d'état (séculaire) de huit années obligatoires.

[255] 77.3 pour cent des interrogées ont cru que les réformes révolutionnaires avaient pris la Turquie en avant. Contre cela, presque la moitié des interrogés a cru que l'intention vraie du RP était d'établir un état théocratique. Ali Çarkoğlu & Binnaz Toprak, **Türkiye'de Din Toplum ve Siyaset** *,(Religion, Société et Politique en Turquie)*, İstanbul : TESEV (Fondation turque des Etudes Economiques et Sociales), 2000, rapport disponible sur http://www.tesev.org.tr/UD_OBJS/Ozet.pdf, dernière consultation le 10 octobre 2011.

3.5.2. L'AKP : une politique de la justice sociale ?

Le centre-gauche turc n'a jamais été une force contestataire mais il reflétait le centre de l'établissement lui-même. Pour certains en Turquie c'est plutôt le Parti de Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) qui semble avoir pris le rôle d'acte comme un parti social-démocrate. Cela est rapproché au fait que l'AKP est seulement la manifestation la plus nouvelle d'une ligne de parti politique de périphérie qui a subi une mutation pour s'adresser aux préoccupations d'électeurs contemporaines. Il a maintenu cette position crédible ayant « *projeté comme une force contestataire dans la politique turque, faisant de l'opposition aux laïcistes autoritaires concentrés d'état qui pour certains, étaient devenus les nouveaux conservateurs de la Turquie* ».[256]

Le succès de la performance électorale de l'AKP en novembre 2002 tout comme celui des élections municipales de mars 2004 et des élections législatives de 2009 et 2011, n'est pas simplement un reflet de sa capacité de faire l'appel aux structures des clivages dont nous avons discuté dans le Chapitre précédent. En réalité, Tayyip Erdoğan et l'AKP ont été élus à un mandat pour « le changement » à partir de son point de vue idéologique plus responsable portant sur un état juste et plus démocratique qui s'est démarqué de la pratique de « la politique comme habitude ».[257] Les raisons qui ont fait de Tayyip Erdoğan un leader charismatique aux yeux de l'électorat ont été basées sur deux points. D'abord, Erdoğan s'est identifié comme « un homme du peuple » avec des origines humbles, travailleur et ayant réussi dans la vie politique aussi bien que professionnelle et finalement, frappé d'ostracisme et puni par le système ce qui crée une position antiélitiste.[258] Deuxièmement, ce qui différencie les motivations et l'identité politique de Tayyip Erdoğan est le fait qu'il était principalement un politicien local.

Comme le maire d'Istanbul, Tayyip Erdoğan est venu pour comprendre que plutôt que la promulgation des grandes théories idéologiques livrées de chaires, il

---

[256] William Hale, **Christian Democracy and the AKP: Parallels and Contrasts** , Turkish Studies, Volume 6, Issue: 2, Routledge Studies in Middle Eastern Studies, New York: 2005, page : 307.

[257] Ziya Öniş & Fuat Keyman, **Turkey at the Polls: A New Path Emerges**, Journal of Democracy, Volume 14, No:2, pages: 95-107.

[258] Erdogan a été emprisonné en 1998 pour avoir lu une poésie à une ville anatolienne, Sivas, que les cours ont considéré était une provocation pour inciter le mécontentement public et menacer l'unité et l'intégrité territoriale de la république. Erdoğan disait: « *Les minarets sont nos baïonnettes, les coupoles nos casques et les mosquées nos casernes.* » Article disponible sur http://www.bibliomonde.com/donnee/turquie-chef-gouvernement-126.html, dernière consultation le 10 octobre 2011.

était important de fournir des services et trouver des solutions tangibles aux problèmes quotidiens du peuple. La faiblesse des bagages idéologiques de l'AKP en faveur du pragmatisme est apparente dans son programme qui est orienté vers « le service ».[259] Il est engagé que l'AKP *« n'est pas et ne sera pas un parti forçant des idéologies ou des faveurs distributives. Notre parti est un parti de masses qui considère le service pour la Turquie comme il soit dans [le cadre de] la démocratie […]des droits et des libertés humains [et] des valeurs pluralistes.*[260]

En somme, ces facteurs peuvent suggérer une position éclectique exempte de maturité programmatique. D'un autre côté, il peut être argumenté que Tayyip Erdoğan est conscient du besoin de construire et maintenir une large alliance électorale et de la livrer sur des services. Comme un signe d'adaptation, l'AKP contrairement à ses origines du Parti de Prospérité (*Refah Partisi*, RP), semble tout à fait avoir adopté une position idéologique pluraliste classique acceptant tacitement la composition diverse de la société turque. Nulle part dans son programme le lecteur ne rencontre par hasard des références préconisant un agenda islamique comme nous avons vu dans le cas du Parti de Prospérité (*Refah Partisi*, RP).[261]

Au lieu de cela, l'AKP est en faveur de l'incitation de citoyen autant que la participation de la société civile dans le processus politique. C'est basé sur une interprétation « *de la démocratie [comme] une forme de gouvernement où les normes juridiques sont créés avec l'approbation des citoyens* ».[262] Le parti se concentre sur un programme des services sociaux qui situe « la dignité individuelle » des citoyens comme sa priorité. L'accomplissement de cette priorité doit être réalisé en donnant le poids à un processus de démocratisation complète, garantissant à l'individu des droits fondamentaux et associationnels et la décentralisation de pouvoir exécutif et administratif ; un système de santé universel et effective et un système de sécurité sociale ainsi que des politiques économique et d'éducation qui ont été destinées à l'intégration la Turquie dans un environnement mondial.

---

[259] Le slogan populaire du parti est « Tout est pour la Turquie ! (*Herşey Türkiye İçin !)* » Disponible sur http://www.akparti.org.tr/site/secimler/2011-secim-sarkilari-ve-dosyalari,dernière consultation le 10 octobre 2011.

[260] Programme 2002 de l'AKP, disponible sur http://www.akparti.org.tr/programmeng3.asp., dernière consultation le 10 octobre 2011.

[261] Néanmoins, il peut être discuté que l'AKP a essayé d'établir lui-même comme un parti religieux d'une autre manière.

[262] Programme de l'AKP, Idem.

Deux conclusions importantes peuvent être tirées de ces positions : D'abord, l'AKP, au moins sur le papier a clairement coupé ses liens avec son passé idéologique. Plus important encore cependant, ses intentions principales rappellent des initiatives de la justice sociale comme proposées par des partis socialistes contemporains.[263] En fin de compte, ceux-ci sont des signes que le parti n'est pas figé dans son passé.

Dans l'ensemble, l'AKP a démontré son engagement suivant une approche non-populiste qui est remarquablement différente de celle des gouvernements précédents des années 1990. C'est avec la référence particulière à la démocratisation et à des initiatives économiques que l'AKP n'a pas échoué en concours des articles controversés de réforme touchant aux secteurs de droits expressifs et associatifs, qui contrastent directement avec son prédécesseur, le Parti de Prospérité (*Refah Partisi*, RP).

Dans le domaine économique, l'AKP a aussi continué à mettre en œuvre des mesures d'austérité et à négocier avec des institutions occidentales créancières. Des politiques monétaires et budgétaires de plus en plus serrées ont en fin de compte abouti à un environnement plus prévisible et stable qui est considérable pour les citoyens ainsi que pour les marchés de capitaux et les observateurs étrangers.[264] Pendant que le gouvernement manque de fonds pour l'investissement public plus important en raison des contraintes fiscales et budgétaires, il est toujours prudent d'offrir de petits signes de soulagement économique tangible au public. En Turquie, cela peut être observé avec la mise à disposition de livres scolaires gratuits pour l'enseignement primaire et la mise à disposition, pour le peuple couvert par le SSK, de prescriptions médicales pour des pharmacies de grandes avenues.[265]

Cependant, les doutes persistent toujours quant à la nature adaptée de l'islam politique comme une force périphérique et sincère. De tels doutes ont continuellement augmentés sur des questions comme la réforme d'enseignement

[263] C'est particulièrement en vue à la disposition des politiques de santé et de l'éducation. Semblable aux initiatives du parti travailliste britannique, l'AKP semble être en faveur "des partenariats privés publics". Cela implique la participation des secteurs tant publics que privés dans la disposition de services. Voir Partie V du programme de l'AKP sur la Justice Sociale, Chapitre V, disponible sur http://www.akparti.org.tr/parti-programi_79.html, dernière consultation le 10 octobre 2011.

[264] L'indicateur le plus considérable de la stabilité a été la réduction du taux d'inflation en bas aux chiffres simples.

[265] Les abonnés à la Caisse de Sécurité Sociale de Salariés (SSK) jusqu'à 2005, pourraient seulement obtenir des prescriptions médicales de pharmacies hospitalières SSK. C'était caractérise par de longues files d'attente et le ravitaillement inadéquat.

supérieur et des initiatives plus larges d'adresser d'autres clivages comme le cas des Alévies et la question kurde. Prenant d'abord la réforme de l'enseignement, nous pouvons comprendre que Tayyip Erdoğan et la définition de réforme démocratique proposée par le parti, restent souvent en désaccord avec les espérances de la base d'électeur conservatrice de l'AKP. Par exemple, quoique les tentatives d'égaliser les diplômes exigés pour tous les lycées techniques à l'entrée à l'université aient été mises en suspens, la pression idéologique constante existe pour permettre aux diplômés d'école de chef de prière (*Imam ve Hatip Okulları*) d'entrer à l'université sur un pied d'égalité, comme des diplômés de lycées classiques. Cela a en fin de compte abouti à un débat endurci impliquant des institutions diverses de l'Etat ainsi que le public en général.

La question reste encore en suspens, à savoir si Tayyip Erdoğan a changé de la perspective idéologique. Sur un niveau, ce débat manifeste à quelle distance un parti politique peut manœuvrer dans le dogme de laïcisme stimulant. Sur un autre niveau, il a de nouveau montré que c'était un acteur de parti périphérique, qui a pu défier un tabou accepté en l'inscrivant dans l'agenda législatif. La question de savoir si l'AKP continuera à être perçu comme une force progressive dans la politique turque reste à être vue. Dans le cas de minorité Alévies, Erdoğan porte toujours au près des liaisons au RP qu'il s'est enraciné, l'empêchant de prendre toute action concrète dans la reconnaissance de la deuxième plus grande branche culturelle Islamique de la Turquie.[266]

Dans le cas de la question kurde, l'AKP reconnaît vraiment le problème du contexte plus large des droits et de la démocratisation. Cela a été démontré avec la disposition des droits culturels symboliques d'expression, en forme de radiodiffusion et l'enseignement. Cependant, avec l'escalade récente des activités terroristes de Parti - illégal - de travailleurs de Kurdistan (PKK), l'AKP avec la pression croissante militaire, pourrait poursuivre le conflit de manière plus autoritaire et moins grave à l'aide de bases juridiques.[267] En même temps, les critiques constantes apportées par

---

[266] C'est significatif, comme l'avis de courant dominant de Sunnis en Turquie est resté ambivalent au mieux et violent. Les événements à Sivas sont un bon point de référence. David Shankland, **The Alevis in Turkey: The Emergence of a Secular Islamic Tradition**, Islamic Studies Series,Routledge Curzon, London: 2003.

[267] Pendant 2004-2005, l'escalade de violence dans les provinces du Sud-est de la Turquie par des séparatistes d'origine kurde a été considérable. Erdoğan a pour l'instant adopté une position prudente et apaisante en 2005, en déclarant que "le problème kurde est son problème" tandis que depuis les années 1990, la question kurde a été toujours ignorée. Article apparu dans le journal quotidien Yeni

le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) sur sa sincérité démocratique n'ont pas pour l'instant répondu à la crédibilité.

La poursuite d'une politique étrangère conciliante comme nous venons de voir un exemple donné par les relations avec l'Union européenne ; Chypre et le Moyen-Orient, soutenu par un résultat orienté vers la plate-forme interne, a modifié la question de la crédibilité démocratique de l'AKP et Tayyip Erdoğan aux yeux du CHP centriste.

3.5.3. Le CHP : la projection continue d'une politique centriste ?

Le Parti de Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) semble avoir réalisé ce que le Parti de Prospérité (*Refah Partisi*, RP) ne parvenait pas à faire : proposer un front idéologique éthique et compatissant. Cela est basé sur la propre admission de Tayyip Erdoğan comme « *l'agenda réel de la Turquie doit résoudre des injustices résultant de disparités de revenu, dans la logique du modèle d'Etat démocratique et construire le consensus social pour le développement* » (1), qui signifie « faire la paix avec l'armée, le système de justice et le capital » (2) le changement de la perspective, comme montré récemment par les politiciens islamistes en Turquie qui n'a pas été reflété par le mouvement de gauche. La question finale reste à voir pourquoi le modèle du développement que le centre-gauche rejette au contraire du camp islamiste qui a réussi et que le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) opte de rester comme un mouvement rigide et autoritaire.

Le CHP fait face à un problème sérieux de crédibilité comme parti d'opposition principal et de représentant unique du centre-gauche dans le Parlement depuis 2002. Le parti est caractérisé par une approche partisane de l'autorité kémaliste, prenant un laïcisme rigide et une position nationaliste quand il vient à l'évaluation des clivages culturels. Le centre réel du problème électoral de centre-gauche se trouve dans son échec de s'adapter et de changer de façon non-dogmatique de satisfaire les déterminants votants, d'une façon semblable aux partis de la périphérie qui l'ont produit. Cet argument tient par contraste avec la déclaration que le centre-gauche ne gagne pas les votes parce qu'il échoue à projeter une idéologie social-démocrate. Au

---

Şafak, 13 aout 2005. Disponible sur http://yenisafak.com.tr/arsiv/2005/agustos/13/p01.html, dernière consultation le 10 octobre 2011.

lieu de cela, le centre-gauche manque de flexibilité, de fluidité programmatique qui a été habilement utilisée par les partis de périphérie en Turquie.

Un facteur clair aide à perpétuer la rigidité du camp de gauche est rapproché de la question du *leadership*. En effet, le leader du CHP depuis 1995, Deniz Baykal a été insensible aux appels pour le changement. Pendant les dernières années, ce dernier et les personnages qu'il avait nommé aux positions gestionnaires dans le parti, ont déterminé la perspective du parti faisant taire n'importe quel fait d'exprimer d'oppositions. Il serait juste de dire que l'idéologie du parti et des politiques reflétaient en grande partie les vues et les avis de Baykal et de ses proches associés.

De même pour dire que le CHP maintenait toujours une position idéologique rigide est aussi imprécise. L'adoption du parti d'une position de gauche était un processus long et douloureux commencé en 1964 par Bülent Ecevit et İsmet İnönü et a seulement accepté après les élections 1973. Dans ce temps, Bülent Ecevit a fait beaucoup de batailles dans le parti pour convaincre l'adhésion du besoin de se déplacer vers la gauche. Finalement, depuis la fin de la Guerre Froide, les libéraux dans le camp gauche ont continué à favoriser la construction d'un programme de gauche pour le CHP qui est semblable à la Troisième Voie des initiatives comme vu en Grande-Bretagne et en France.

Pour l'instant cependant, le camp Deniz Baykal semble avoir dépassé et rejeté l'aile libérale qui reste convaincue qu'ils sont sur le chemin juste. D'autre part, un mouvement de gauche non-révisionniste doit peut-être être attendu en Turquie. Le politologue turc Idris Küçükömer note le fait que le CHP est historiquement descendu d'une origine bureaucratique-étatiste qui peut être tracée entièrement en arrière aux « Jeunes Turcs » et le Comité d'Union et le Progrès (*İtihad ve Terakki Komitesi*). Autrement dit, ce qui est généralement mentionné comme le centre-gauche en Turquie est en réalité le droit conservateur. Son conservatisme est basé sur les notions de construction d'Etat et la conservation de celle-ci[268].

Bien que l'argument de Küçükömer soit difficile à avérer, il fournit néanmoins un aperçu de la raison pour laquelle le CHP maintient une position non-révisionniste. Le révisionnisme autant que le CHP est concerné peut être interprété comme l'hérésie et la contestation du saint mandat du kémalisme. L'adoption d'une position plus libérale vers les questions des droits minorités et la question de l'identité est

considérée par beaucoup de partisans principaux du CHP comme une tentative de défier la sainte l'écriture kémaliste. En fait, une approche critique à ces vérités est considérée comme une tentative de saper l'intégrité territoriale et l'unité de la nation turque. La maintenance d'un état unitaire, une identité nationale unitaire, l'allégeance au drapeau national est fermement incorporée dans le tissu idéologique du parti et vu que « les vérités sacrées » sont incontestables. Un certain nombre d'organisations non gouvernementales le plus notamment l'Association de la Pensée d'Atatürk (*Atatürkçü Düşünce Derneği*, ADD) et l'Association pour Soutenir la Vie Contemporaine (*Çağdaş Yaşamı Destekleme Derneği* – ÇYDD) s'attend à penser à ce que le CHP reste le défenseur le plus fort de principes unitaires.

L'opposition à la contestation sainte écriture kémaliste n'est pas juste un fétiche institutionnel maintenu par le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) et une poignée des organisations non gouvernementales. D'autre part, l'ultra-laïcisme et le nationalisme extrême ont vraiment la monnaie électorale en Turquie. Des partis comme le Parti du Mouvement National (*Milliyetçi Hareket Partisi*, MHP), qui a gagné approximativement 18 % aux élections générales 1999 et le Parti Jeune (*Genç Parti*, GP), qui a gagné plus de 7 % élections 2002, dont les programmes sont tant ultra-nationalistes que présentés comme étant xénophobes. Du point de vue de la maximisation du vote, depuis qu'aucun de ces partis n'a été représenté dans le Parlement après 2002, alors le Parti Républicaine du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) essaie maintenant de gagner ces votes pour lui.

La recherche la plus récente conduite par Ali Çarkoglu et Binnaz Toprak suggère qu'une « *compréhension démocratique multiculturelle et pluraliste ne soient pas bien enracinée en Turquie* »[269]. Bien que les matières comme l'abolition de l'interdiction du foulard dans les écoles publiques et des bureaux gouvernementaux soient perçues comme étant une question relevant des droits de l'homme par des constituants sunnites, des publications comme non-musulman, non-turc, les droits de non-sunnite ne sont pas vus de la même manière. Les symboles, les pratiques et les rituels qui célèbrent le nationalisme extrême et l'ultra-laïcisme sont en augmentation depuis la fin de la guerre Froide. Des visites fréquentes au mausolée d'Atatürk par

---

[268] İdris Küçükömer, **Düzenin Yabancılaşması***, (Aliénation de l'ordre)*, Bağlam Yayıncılık, Aout 2007, page: 13

[269] Binnaz Toprak & Ali Çarkoğlu, **Değişen Türkiye'de Din, Toplum ve Siyaset** , *(La Religion, la Société et la Politique en Turquie changeante)*, TESEV, Fondation turque des Etudes Economiques et Sociales, Novembre 2006.Disponible sur http://research.sabanciuniv.edu/5851/1/DegisenTRdeDin-Toplum-Siyaset.pdf, dernière consultation le 10 octobre 2011.

des groupes et des associations ont transformé ce monument à un lieu saint virtuel du laïcisme turc et du nationalisme. Cela suggère que le CHP représente seulement une perspective gauche du nom plutôt que de la pratique le parti qui est vraiment laïciste et il reflète une organisation nationaliste. Cependant il peut être que d'un point identique au cas origine, les racines de l'idéologie socialiste en Turquie ne sont pas aussi fortes qu'en Europe.

Il peut être discuté que la prospérité et les besoins sociaux de la Turquie ont été respectés en comptant sur les institutions religieuses et communes s'appuyant sur la base de solidarité comme œuvre de charité, plutôt que les notions Marxistes de résistance organisée au capital qui sont les concepts étrangers perceptibles en Turquie. Bien que ce soit un secteur qui exige une nouvelle étude, nous pouvons dire que des partis politiques turcs manquent de vision correcte du paysage dans lequel la politique social-démocrate pourrait avoir été construite ou les initiatives n'ont pas préparé la voie pour le développement de politique socialiste et/ou partisane de l'État-providence.

Au lieu de cela, le travail de Şerif Mardin est indicatif du rôle crucial que les fraternités religieuses et les commandes sur la disposition des besoins individuels et communautaires de la prospérité[270]. A la lumière de cela, les partis de centre-gauche en Turquie n'ont jamais éprouvé un type socio-économique et le conflit de classe que nous pouvons voir en Turquie. Le CHP est un parti ayant le but de la modernisation en mémoire. On doit se demander alors s'il est pertinent de s'attendre d'un parti fondateur d'Etat ayant la modernisation politique et économique comme son but et pourrait représenter une idéologie social-démocrate? La réponse semblerait être négative, puisque ni les conditions d'ordre républicain ni la vision des élites du parti n'avaient de telle ambition.

C'est peut-être à cause de ce psychologie d'être le fondateur de l'Etat que le CHP a été un agent représentatif faible. Sa position envers les clivages culturels présents est éloignée, même dure. Des découvertes empiriques présentées par TESEV[271] marquent le mouvement gauche comme l'élitiste et un ennemi des croyances religieuses.

---

[270] Şerif Mardin, Les constats empiriques, Chapitre VI, **Din ve İdeoloji** , *(Religion et l'idéologie)* ouevres complets, İletişim Yayınları, İstanbul : 1983, page: 114

[271] Fondation turque des Etudes Economiques et Sociales (*Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etütler Vakfı*, TESEV)

Ayant établi une position d'opposant ferme à une attitude accommodante à beaucoup de questions, le CHP sous Deniz Baykal s'est présenté sans le vouloir au public comme étant un parti autoritaire rigide. Par contre, à l'heure actuelle Kemal Kılıçdaroğlu propose visiblement une nouvelle approche discutant les débats autour de la question du foulard, de la réforme d'enseignement supérieur, même les propositions de renforcer des pouvoirs de collectivité locale, en ne mettant plus l'accent gravement sur l'accusation du gouvernement de saper la légitimité de l'état laïc.

Par contre, une accommodation « des droits individuels » est saisie donc dans une approche basée sur des questions sensibles qui ont été remplacée selon des préoccupations pour « l'unité nationale » et « la sécurité nationale ». Tellement ainsi que dans l'avance, jusqu'aux élections générales attendues en 2007, le CHP avait fait appel au corps de citoyen à sauvegarder le laïcisme en Turquie. La position nationale du CHP contraste encore clairement avec l'approche de l'AKP portant sur des « valeurs humaines ». C'est-à-dire aux yeux de la direction présente du CHP, le projet de la modernisation introduit il y a environ 80 ans, doit encore être complété et est continuellement menacé.

De plus, le centre-gauche représenté par le CHP de Kemal Kılıçdaroğlu a très peu pour montrer en termes d'accomplissements concrets ou des alternatives de politique. Son rapport dans le gouvernement de Bülent Ecevit pendant les années 1970 et la collectivité locale dans les années 1990 en termes de réalisation de politique tangible, a été approprié. Les promesses snt toujours faites pour maintenir la stabilité macro-économique dans le tandem avec des considérations sociales comme la réduction du coût d'électricité, la construction de nouvelles routes à quatre voies, la disposition d'enseignement et la Sécurité Sociale à de pauvres familles, aussi bien que des pas concrets pris pour réduire l'écart de revenus entre les hauts revenus et les parties défavorisées de la société.

De même, durant la campagne contre le référendum le CHP a pris en considération des préoccupations sociales durant les rencontres organisées récemment, la réduction de taux du chômage, le problème de la pauvreté et la nécessité d'empêcher la corruption ont été soulignées. De plus, en proposant des alternatives de politique tangibles à l'AKP, le CHP continue sur l'accentuation de l'unité face aux « menaces » du régime de la Turquie, qui viennent de cercles

islamistes et ethniques, qui peuvent autrement être classifiés comme des nouveaux mouvements sociaux.

Cela suffit pour dire, qu'en comparaison avec l'AKP, le CHP est tourmenté tant par la crédibilité que par la disposition des services, le problème aux yeux du peuple, que des réclamations pour représenter.

Les critiques ne restent pas convaincus que les islamistes, particulièrement ceux qui sont attachés à l'AKP, sont véritables dans leurs intentions de réforme. Le CHP fait des références fréquentes aux arrière-pensées des membres de l'AKP. En adressant au Parlement le jour symbolique du 23 avril 2006, mémorisant le jour de la fondation de la République turque, l'orateur, Bülent Arınç, a souligné le besoin de la Turquie d'interpréter de nouveau le principe de laïcisme, conformément aux propres déterminants culturels et traditionnels de la Turquie, loin de l'interprétation rigide de la France.[272]

Des débats semblables et continus spéculant quant aux intentions démocratiques des Islamistes ont été répandus parmi les rangs du CHP sur une multitude de questions comme élire le président suivant en 2007 ou aux motivations derrière l'assassinat d'un juge du Conseil d'État. Acceptant le fait que la sincérité de révisionnisme démocratique de l'AKP doive encore être confirmée, c'est toujours le cas que, tant en termes de position idéologique que la mise en œuvre de politique, l'AKP a cassé des liens avec le passé.

Dans l'analyse finale, nous voyons que des protagonistes de centre-gauche ont été incapables d'imiter une position de révisionniste tous les deux en comparaison des partis sociaux-démocrates courants, aussi bien que des acteurs des partis périphériques qui sont descendus du Parti Démocrate (*Demokrat Parti*, DP). Au lieu de cela les plates-formes de parti sont basées en jeu sur les craintes de laïcisme et la lutte ethnique, les craintes qui ont été continuellement l'émission depuis la fondation du CHP.

En revanche, le nouveau chef Kılıçdaroğlu propose d'identifier son parti à travers une politique affirmativement de gauche comme la meilleure façon de remplissage de cet écart. Les besoins de la société turque sont aussi basés sur la protection plus grande pour des droits individuels ; si cela vient de gauche ou de droit

[272]Article du journal du 26.04.2006, disponible sur http://haberler.com/arinc-laiklik-hayati-cezaevine-cevirmemeli-haberi/, dernière consultation le 10 octobre 2011.

du spectre politique, cette question est peu importante à cette étape pour le développement du pays. Les deux traditions philosophiques, gauches et droites, peuvent être utilisées pour soutenir des droits individuels.

3.6. Conclusion

Le Parti Républicaine du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) est un membre du groupe International Socialiste, soutenant que le parti devrait développer des politiques plus conformément à la vue du monde de cette organisation. Le CHP veut le changement radical. Si cela aliène les électeurs traditionnels du parti qu'il décrit comme généralement urbains, instruits, relativement riches par rapport au peuple. Mais si l'objectif est de construire un parti politique qui peut correspondre à l'AKP dans un système largement bipartite, alors cela semble délibérément contre-productif. Sûrement le défi est de trouver des politiques et la langue qui attirera des nouveaux électeurs sans conduire loin qu'est-ce qui est devenu le vote principal du parti.

Kemal Kılıçdaroğlu souligne aussi l'importance de garantir les droits de tous les groupes désavantagés dans la société, y compris les kurdes, les alevis, les romains et les non-musulmans. Il appelle à un engagement inconditionnel à la liberté d'expression. Il note le besoin de beaucoup plus de politiques nuancées sur le foulard et la question kurde.

Ces protections sont nécessaires par les groupes « désavantagés » ce que mentionnait Murat Yılmaz. Mais il manque un tour politique en laissant tomber à voir qu'il existe aussi la question pour ceux dans ce pays qui possèdent chaque avantage. C'est l'absence d'une base ferme des droits individuels qui mène aux craintes même parmi les élites de la Turquie que leur mode de vie est menacé. Les craintes comme ceux-ci ont soutenu l'autoritarisme enraciné de la Turquie au cours de beaucoup de décennies.

Le fait de surmonter de l'opposition qui existerait à cette sorte de libéraliser la réforme de la plate-forme du CHP devrait être plus qu'assez de défi pour Kemal Kılıçdaroglu sans devenir trop lointaine dans les questions de la redistribution économique.

Comme nous avons vu au premier Chapitre, les républicains se positionnent sur le niveau de la redistribution en parlant de la modernisation en Turquie. Par contre

nous voyons que la social-démocratie restreinte à la redistribution égalitaire des revenus comme à l'époque keynésienne ne trouve plus de réponse si les libertés individuelles se mettent en question. Par contre, la priorité devrait être placée fermement en garantie des libertés individuelles de base qui sont prises à travers la plupart de l'Europe indépendamment de si les gouvernements sont au pouvoir de gauche, de droite, conservateurs ou radicaux.

CHAPITRE IV : EVALUATION DES DISCOURS PRONONCES PAR LE LEADER DU PARTI D'OPPOSITION EN TURQUIE AUX RENCONTRES DE REFERENDUM EN SEPTEMBRE 2010

En partant du constat selon lequel le républicanisme à l'heure actuelle reste encore lié à la tradition classique sous la lumière de la théorie envisagée, nous arrivons à dire que la citoyenneté et la vertu sont devenues constitutives de l'idée républicaine.

Inversement à la théorie libérale du gouvernement représentatif selon laquelle l'Etat doit être neutre sur le plan éthique, le républicanisme accorde la priorité à l'action du citoyen, non à l'activité marchande de l'individu. Dans cette optique, le devoir à accomplir du citoyen, c'est l'engagement dans la vie publique.

La conception de l'idéal républicain de Pocock nous paraît relever d'une vision éthique de la vie publique qui présuppose le partage par les citoyens d'une même conception du bien. D'ailleurs, c'est en partant de ce point là que nous pensons d'avoir eu la possibilité de structurer la tension entre l'idée républicaine et la démocratie dans notre ère multiculturelle et multiethnique. En effet, la contradiction s'enracine de la dépersonnalisation issue de la redéfinition de l'homme comme un animal producteur et marchand et non plus comme un animal simplement politique. L'atomisation de l'appareil de l'Etat qui résulte du défaut de participation et la privatisation excessive de l'individu donne finalement lieu à l'absence de toute référence au bien public, au déclin de l'esprit civique et à la corruption.

Par contre, à partir de la théorie envisagée, nous constatons que la redistribution produisant la spécialisation dans une société, donnerait lieu

incontournablement à briser la cohésion sociale dans une société dont les républicains voulaient unifier au départ.

A la lumière de ces points, nous constatons que l'idée néorépublicaine a du mal à assumer la démocratie lorsque les politiques économiques ont cédé leurs places aux politiques culturelles. En effet, dans la conjoncture où le système de gestion keynésienne était toujours valide, la démocratie était saisie à travers la notion de la redistribution égalitaire des revenus, celle qui créait une cohérence complète entre l'idée républicaine et les revendications sociales. Par contre, comme la théorie républicaine soulignait, une fois que la phase économique soit complétée, elle donnerait lieu à la phase culturelle. Alors, les réponses économiques apportées aux revendications démocratiques ne sont plus valables jusqu'à ce que les nouvelles politiques culturelles trouvent place dans la vision des partis sociaux-démocrates.

En ce qui concerne le cas turc, nous pensons qu'il ne sera pas faux de dire que le parti véhiculant l'idéologie kémaliste, le Parti Républicain du Peuple reflète particulièrement cette contradiction.

Les responsables du CHP ont bien compris que la seule solution de s'élargir passe par le regain des votes de tous les électeurs, ainsi que les électeurs de base centre-droite. Pour cela, le parti devrait enlever les « murs culturels entre le Parti Républicain du Peuples (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) et les masses » comme disait son chef, Kemal Kılıçdaroğlu. Ceci peut-être considéré d'une certaine manière comme une social-démocratie respectueuse des valeurs conservatrices. Le CHP utilise certainement un ton moins idéologique qu'avant, et plus pragmatique par rapport au mouvement mené par Bülent Ecevit. Par conséquent, le nouveau chef du parti, Kılıçdaroğlu essaie de tourner manifestement le visage du parti vers la social-démocratie proposée par Ecevit dans les années 1970.

Ceci étant dit, notre quatrième et dernier Chapitre portera sur une analyse de discours du CHP prononcés par Kemal Kılıçdaroğlu pendant les meetings réalisés dans la période du référendum qui a eu lieu le 12 septembre 2010, au terme de 3 mois commençant par le mois de juillet.

Le choix de cette période se justifie pour les raisons suivantes. Sans aller trop loin dans l'aperçu historique, la nouvelle constitution turque a été soumise à référendum le 12 septembre 2010 au 20ème anniversaire du coup d'état de 1980. C'est l'opposition turque représentée par le CHP qui a saisi la Cour constitutionnelle

contre ce texte qui apporterait des changements fondamentaux pour la vie politique et sociale du pays. Par là, la Cour constitutionnelle en a annulé une partie des articles. En revanche, l'essentiel de ce nouveau texte, qui représente la première constitution civile de la Turquie, est préservé.

La nouvelle Constitution propose que l'interdiction de partis politiques deviendra plus difficile, et l'armée sera pour la première fois susceptible d'être soumise à la justice civile. La réforme soumet également la dissolution des partis politiques au contrôle du Parlement dominé par l'AKP du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan.

La révision constitutionnelle propose enfin de nouveaux droits pour les fonctionnaires et la protection de l'égalité des sexes, et ouvre la possibilité de juger les auteurs du coup d'Etat militaire de 1980.

Appréciée par l'Union européenne comme « un pas dans la bonne direction », la réforme limite les prérogatives de la justice militaire. Mais elle renforce également le parti démocrate-conservateur musulman au pouvoir, le parti de Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP), en apportant des changements importants au sein de deux instances judiciaires bastions de longue date de la laïcité : la Cour constitutionnelle (*Anayasa Mahkemesi*) et le Conseil supérieur de la magistrature (*Yargıtay*), en charge de la nomination des juges et des procureurs. Pour cela, 49,5 millions d'électeurs inscrits, sur une population de 73 millions, ont donc voté et les résultats ont donné 58 % des votes pour le « oui » et 42 % des votes pour le « non ».

Pour l'opposition laïque ou nationaliste, cette réforme signifie surtout l'entrée de ceux qui sont proches de l'AKP au sein de la Cour constitutionnelle et du Conseil supérieur de la magistrature, qui permettra au parti de mieux contrôler le judiciaire avant les élections législatives de juin 2011.

Cette période est significative concernant le positionnement du CHP envers le referendum et met en évidence la rupture que le parti a connue à travers son changement du leader. De plus, le fait que cette période tombe juste après l'arrivée de Kılıçdaroğlu à la tête du CHP, porte une importance pour faire la première présentation auprès du peuple turc lors des rencontres tenues.

Pour construire notre grille d'analyse, nous avons recueilli les discours de Kılıçdaroğlu prononcés lors de son tour du pays dans le cadre du processus de

referendum. Reflétant l'ambiance des élections législatives, les meetings ont été réalisés dans 59 villes anatoliennes y compris Istanbul où l'on peut distinguer une certaine diversité de tendances politiques selon l'appartenance ethnique, géographique et religieuse. Pour classer ces 59 villes, nous avons confronté une difficulté comme la Turquie depuis 1965, n'a pas réalisé d'étude spéciale pour préciser la répartition démographique de ses minorités ethniques. Autrement dit, comme il est interdit de préciser l'appartenance ethnique et religieuse lors de recensement, toutes considérations sur la quantité démographique concernant les villes ne sont donc qu'une estimation en nous s'appuyant sur les informations fournies par les représentants des kurdes et des alévies.

Pour notre cas d'analyse, premièrement nous avons classé les villes selon leur appartenance religieuse à travers des attributs religieux comme « musulman sunnite pratiquant », « musulman laïc, séculaire », « population mixte à base sunnite et alévie » comme nous pouvons voir à partir du rapport[273] présenté dans l'Annexe 3. Pour ce classement, nous avons regroupé d'abord les villes où il existe la population alévie selon les données fournies par des sources non officielles comme la Fédération des Fondations Alévies (*Alevi Vakıfları Federasyonu*, AVF)[274]. Concernant les villes pour lesquels nous n'avons pas eu la chance de distinguer l'appartenance religieuse, nous n'avons pas accordé un attribut spécial.

Un deuxième classement est formulé à travers l'appartenance ethnique que nous présenterons sur la liste des villes étudiés. Comme il est interdit en Turquie de s'identifier officiellement à travers une ethnie outre que la nationalité turque, nous n'avons pas d'autres données officielles que celles qui ont été fournies par le recensement de 1965. Selon les informations non officielles du parti pro kurde, le Parti de la Paix et de la Démocratie (*Barış ve Demokrasi Partisi*, BDP), la population kurde en Turquie se borne à une quantité de 20 millions qui se cumule dans les villes à l'Est et au Sud-est du pays. Pour arriver à un classement au niveau ethnique kurde, nous avons choisit les villes où le BDP a obtenu le plus de votes aux dernières élections en 2007[275].

Nous estimons que cette analyse de discours pourra nous conduire à des conclusions générales concernant la démonstration de notre thèse initiale selon

[273] Rapport d'attributs sommaire (Annexe 3).
[274] Voir site officiel, http://www.avf.org.tr/avf_calismalari.asp, dernière consultation le 10 octobre 2011.

laquelle il existe, entre l'idée républicaine et la démocratie en Turquie une tension que nous pouvons structurer dans le discours du CHP. Cette tension est pensée configurer suivant l'idée que le CHP propose une vision social-démocrate en se basant que sur des principes économiques mais ne pouvant plus créer un appel aux revendications sociales comme ethniques ou religieuses. En effet, en stimulant un retour au mouvement de la gauche du centre proposé par Ecevit, Kemal Kılıçdaroğlu a produit une symétrie anachronique, mais cette approche ne peut plus répondre aux difficultés démocratiques du pays. D'ailleurs, le CHP véhiculant l'idée kémaliste républicaine se trouve aujourd'hui au centre de nouvelles interrogations en face d'une série de questions ethniques ou religieuses.

La question à poser peut être formulée de la manière suivante : quelles réponses le républicanisme mené par le CHP peut-il apporter aux difficultés d'une société démocratique marquée par la crise du lien social et politique ? Comment peut-il se transformer dans le contexte actuel de la globalisation, caractérisé par un affaiblissement des Etats-nations et la montée du multiculturalisme ? Dans cette perspective, l'étude de ces meetings pour le référendum est intéressante et utile pour regrouper les idées principales concernant la compréhension de la social-démocratie par le CHP républicain.

Grâce au logiciel de recherche à base qualitative Nvivo, nous estimons pouvoir répondre aux questions de recherches suivantes : comment le Parti Républicain du Peuple (CHP) décrit la social-démocratie dans une ville de l'Est ? Comment perçoit-il la question de la religion dans une ville croyante ? Comment ceci peut être comparé par rapport à ce qu'il prononce à l'Ouest ? Comment le parti présente le changement Constitutionnel dans une ville croyante ? Comment ceci peut être comparé par rapport à ce qu'il propose dans une ville à population kurde ? Est-ce que le discours prononcé dans la définition de la démocratie change par rapport à la structure socioculturelle de la ville ? Est-ce qu'une liaison est créée entre le changement Constitutionnel avec les thèmes religieux ? Est-ce qu'il existe, selon le CHP, une relation entre l'apparition de la terreur et les facteurs géographiques?

En partant de ces questions d'analyse de départ, notre but est de mettre en lumière les discours prononcés lors des rencontres tenues afin de comprendre quelle vision le CHP a de la social-démocratie. Quand nous arrivons à montrer la social-

[275] Voir "Liste des villes étudiées" présentée dans l'Annexe 4.

démocratie proposée par le CHP, nous pensons pouvoir restructurer la tension dont nous avons parlé dans les Chapitres précédents, qui se cristallise entre l'idée républicaine et les revendications démocratiques dans le discours du parti. En revenant sur le point dont nous étions partis, nous pensons que le CHP continue à formuler des politiques suivant l'appel à la redistribution égalitaire des revenus, au travail, au chômage et à la corruption qui sont les thèmes de la politique d'un Etat de la prospérité. Par contre, cet appel ne trouve pas de réponse directe en regardant les résultats des élections, qui nous montre l'existence d'une tension entre les revendications démocratiques du peuple turc multiculturel et l'idée républicaine véhiculé par le CHP.

4.1. Le changement de la Constitution de 1982

3.6.1. Le contenu du changement constitutionnel

La révision constitutionnelle proposée par le Parti de Justice et de Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) prévoit certains changements sur la Constitution de 1982 rédigée après le coup d'Etat de 1980, concernant les conditions de la dissolution des partis politiques et le droit de contrat pour les fonctionnaires. De plus, la réforme envisage des changements importants au sein deux instances judiciaires bastions de longue date de la laïcité : la Cour constitutionnelle et le Conseil supérieur de la magistrature (*Hakimler ve Savcılar Yüksek Kurulu*, HSYK), en charge de la nomination des juges et des procureurs. De même, elle ouvre la possibilité de juger les auteurs du coup d'Etat militaire de 1980.

La Constitution actuelle, établie suite au coup d'État du 12 septembre 1980, a été approuvée dans un référendum de 1982. La Constitution a été amendée 16 fois au cours des 28 dernières années, en conformité avec les exigences de la quasi-totalité des partis politiques et organisations non gouvernementales. Cette fois-ci, le paquet qui a été soumis à référendum entraîne des changements majeurs.

Nous pensons qu'il sera efficace de voir tout d'abord quels sont les articles importants autour desquels le débat a évolué.

L'un des points les plus remarquables de ce changement consiste à dire que l'Article 15[276] provisoire de la Constitution, qui assure la protection des militaires, serait supprimé. Par là, les modifications permettront de juger les auteurs du coup d'Etat du 12 septembre. Les officiers militaires qui se livrent à des activités non-militaires, y compris la préparation des plans coup d'Etat, seront également jugés par des tribunaux civils. Les militaires qui sont démis par le Conseil Militaire Suprême (*Yüksek Askeri Şura*, YAŞ) auront le droit de faire appel à la justice, le droit à un recours juridique et le droit de se défendre. Les militaires qui sont bannis des Forces Armées Turques (*Türk Silahlı Kuvvetleri*, TSK) pour s'être engagés dans « des actions réactionnaires » seront en mesure de faire appel à la justice.

L'article 15 provisoire de la Constitution protégeait les auteurs du coup d'Etat du 12 septembre de poursuites. En revanche, depuis que le paquet de réformes a été approuvé lors du référendum, le général Kenan Evren et ses camarades qui ont dirigé le coup d'État et les membres du Conseil Consultatif ne sont plus à l'abri de poursuites judiciaires et rien ne s'opposera à ce qu'ils soient légalement tenus responsables. Le paquet conduira à la rédaction de lois visant à poursuivre ces leaders. Les leaders du coup d'Etat du 12 Septembre 1980 peuvent être jugés.

Par la suite, les renseignements personnels tels que les noms, photographies et des informations d'identité resteront privés. Ces informations ne seront conservées qu'avec l'accord de la personne concernée. La pratique des « listes noires » n'aura plus lieu. Les personnes estimant que leurs données personnelles sont utilisées de façon abusive seront en mesure de demander des comptes aux entités compétentes.

Des milliers d'officiers et sous-officiers ont été exclus de l'armée au motif qu'ils étaient engagés dans des activités réactionnaires, et ce, du fait de leurs croyances religieuses, personnelles et des tenues de leurs femmes. En effet le nombre d'officiers exclus de l'armée a culminé au cours du processus du 28 février et entre 1997 et 1998 alors, 569 personnes ont été exclues de l'armée. Les officiers démis ne pouvaient pas faire appel ni faire une action en justice parce que les décisions du

[276] L'article 24 du projet de changement de la Constitution porte sur l'enlèvement de l'article 15, suivant laquelle les auteurs du coup d'état 1980 ne peuvent pas être envoyés à la Cour constitutionnelle. La version comparée du changement constitutionnel est accessible sur le Journal Officiel d'Etat (*Resmi Gazete*), disponible sur : http://www.resmigazete.gov.tr/main.aspx?home=http://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2010/05/20100513.htm&main=http://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2010/05/20100513.htm, dernière consultation le 10 octobre 2011.

Conseil Militaire Suprême (*Yüksek Askeri Şûra*, YAŞ) ne pouvaient faire l'objet d'un contrôle judiciaire. Alors, le paquet d'amendements constitutionnels corrigera cette situation. Les militaires qui sont démis par les forces armées turques se verront donner le droit d'intenter une action en justice et le droit de se défendre.

La Turquie est l'un des rares pays au monde avec un double système judiciaire. Avec la Constitution du 12 septembre, les crimes commis par des militaires sont examinés par des tribunaux militaires. Selon la Constitution le 12 septembre, des officiers militaires ne peuvent être jugés que devant un tribunal militaire, même s'ils commettent un crime contre le régime démocratique ou sont impliqués dans un complot ou même dans le trafic de drogue. Selon un amendement à l'article 145[277], des officiers militaires ne peuvent être jugés que par des tribunaux militaires pour des crimes liés au service militaire et qui exigent une action disciplinaire. L'amendement stipule également que les civils ne peuvent jamais être jugés par des tribunaux militaires.

3.6.2. Les droits économiques et sociaux

Le projet de changement constitutionnel prévoit certaines modifications importantes en ce qui concerne les domaines économiques et sociaux. En premier lieu, selon la réglementation en vigueur, les hommes d'affaires faisant l'objet d'une enquête ou de poursuites ne sont pas autorisés à voyager à l'étranger. Suite à l'approbation des amendements lors du référendum, les hommes d'affaires peuvent voyager à l'étranger dès lors qu'il n'existe pas une ordonnance du tribunal restreignant leurs allers et venues.[278]

[277] Selon l'article 15 du paquet du changement constitutionnel soumis au référendum, l'article 145 de la Constitution 1980 est modifié de la manière suivante: l'exécution militaire est dirigée par la Cour militaire et la Cour de discipline. Ces tribunaux sont chargés de s'occuper des crimes commis par les militaires concernant les sujets militaires pendant leurs missions dans l'armée. Les crimes commis contre la sécurité de l'état ou l'ordre constitutionnel sont à la charge des tribunaux civils. C'est seulement en cas de guerre que des personnes non militaires peuvent être jugés à la Cour militaire. Pour la comparaison de ces deux articles, nous avons emprunté les données du site internet du Droit Constitutionnel Turc (*Türk Anayasa Hukuku Sitesi*) disponible sur www.anayasa.gen.tr, page :3, dernière consultation le 10 octobre 2011.

[278] L'article 3 portant sur la modification de l'article 23, rubrique 5 de la Constitution 1980. Droit Constitutionnel Turc (*Türk Anayasa Hukuku Sitesi*) disponible sur www.anayasa.gen.tr, page : 1, dernière consultation le 10 octobre 2011.

En deuxième lieu, les employés du gouvernement se verront accorder le droit de négociation collective, mais le Conseil d'arbitrage de la fonction publique, composé de représentants des employés du gouvernement aura le dernier mot.[279]

Le même droit sera accordé aux retraités. Les employés du gouvernement qui estiment avoir été punis injustement seront en mesure d'aller au tribunal.

3.6.3. Protection constitutionnelle pour les employés et les associations d'employés

Dans le cadre du changement de Constitution concernant le domaine socio-économique, le Conseil Economique et Social (*Ekonomik ve Sosyal Konsey*, ESK) comprenant les représentants des syndicats, des associations et des confédérations, sera donc protégé par la Constitution. Le Conseil interviendra en déterminant les politiques économiques et l'implication du Gouvernement dans les activités du Conseil sera supprimée.[280]

Le Conseil économique et social (ESK), composé de représentants des associations d'employeurs et d'employés, les syndicats et les confédérations dont les marchands, commerçants et industriels sont membres, bénéficierait de la protection constitutionnelle. Cela empêcherait le gouvernement de s'ingérer dans les décisions concernant le moment où le Conseil se réunit et les politiques socio-économiques qu'il entérine. Un large segment de la société aura la possibilité de participer à la définition des politiques sociales et économiques. L'ESK a commencé à se réunir sous le gouvernement du Parti de la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP).

Les restrictions du droit de grève seront levées. Les restrictions concernant les grèves et les lockouts politiquement motivés seront annulées pour promouvoir les droits des travailleurs. Les syndicats ne seront pas tenus responsables des dommages matériels causés à un lieu de travail où une grève a lieu à la suite d'actions délibérément négligentes des travailleurs et du syndicat. L'interdiction pour des motifs politiques des grèves et des lock-out, des grèves et lock-out de solidarité, de

---

[279] L'article 6 dans le paquet du changement soumis au référendum concernant la modification de l'article 53 de la Constitution1980.
http://www.resmigazete.gov.tr/main.aspx?home=http://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2010/05/20100513.htm&main=http://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2010/05/20100513.htm, dernière consultation le 10 octobre 2011.

l'occupation des locaux de travail, des ralentissements de la productivité et d'autres formes d'action collective des travailleurs seront supprimés.

Suivant le paquet, de nouveaux droits seront introduits pour plus de 11 millions de travailleurs, employés du gouvernement, retraités et handicapés. Les employés du gouvernement se verront donner le droit de négociation collective. Sur la question des augmentations de salaire, les décisions de la Commission de Conciliation[281] seront obligatoires. Donner à la Commission de conciliation le droit d'avoir le dernier mot à la place du gouvernement va accroître l'augmentation de salaire que les employés du gouvernement peuvent recevoir.

Par ces amendements qui sont approuvés, les travailleurs, qui jusqu'à présent ne pouvaient être membres que d'un syndicat, seront autorisés à devenir membre de plus d'un. Tout en augmentant la concurrence entre les syndicats, ça aura aussi des avantages pour les travailleurs. De plus, les avertissements et les réprimandes donnés aux employés du gouvernement pourront faire l'objet d'un contrôle juridictionnel. Les employés du gouvernement qui croient avoir été punis injustement seront en mesure de faire des réclamations.

3.6.4. Les libertés individuelles

Un autre niveau de changement constitutionnel se pose suivant des modifications sur des libertés individuelles s'appuyant sur l'idée que les citoyens pourront présenter directement une enquête à la Cour Constitutionnelle.

Les problèmes entre l'Etat et les citoyens seront résolus par l'intermédiaire d'un médiateur, sans avoir à aller devant les tribunaux.[282] Si les citoyens ne sont pas

---

[280] Article 23 du projet du changement constitutionnel soumis au referendum porte sur la modification de l'article 166 de la Constitution 1980. Droit Constitutionnel Turc (*Türk Anayasa Hukuku Sitesi*), www.anayasa.gen.tr, page : 7, dernière consultation le 10 octobre 2011.

[281] La Commission de Conciliation (*Kamu Görevlileri Hakem Kurulu*) est prévue comme une institution médiatrice en cas du désaccord entre le gouvernement et les employés de l'état concernant les augmentations des salaires.
http://www.resmigazete.gov.tr/main.aspx?home=http://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2010/05/20100513.htm&main=http://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2010/05/20100513.htm, dernière consultation le 10 octobre 2011.

[282] Un mécanisme de médiation est proposé d'être mis en place. Une pratique semblable a été utilisée dans l'Empire ottoman, et la pratique a une longue histoire dans la péninsule scandinave et est désormais courante dans les démocraties occidentales. Avant d'aller au tribunal, les citoyens seront encouragés à essayer résoudre d'abord leurs problèmes par la voie de l'ombudsman. Les citoyens dont les droits sont violés ou qui subissent de mauvais traitements dans une institution de l'Etat seront en mesure de résoudre le problème par le biais d'un contrôle public médiateur du système qui sera mis en place en collaboration avec le Parlement et ce, sans avoir à s'adresser à un tribunal. Dans ce perspectif, l'Article 8 porte sur la modification de l'article 74 de la Constitution 1980. Après la

satisfaits des décisions judiciaires, ils pourront directement saisir la Cour constitutionnelle. Dans ce cadre, une protection constitutionnelle sera fournie aux femmes, enfants, personnes âgées, personnes handicapées et aux familles des soldats tombés au combat et des anciens combattants. Des mesures spéciales pour ces personnes ne seront pas considérées comme une violation du principe de l'égalité.[283]

3.6.4.1. La dissolution des partis politiques

Le changement constitutionnel a prévu des modifications très importantes en ce qui concerne les conditions de la dissolution des partis politiques en Turquie. Comme la structure de la Cour constitutionnelle va changer, l'interdiction des partis ne sera plus si facile à obtenir qu'auparavant. Les députés ne seront pas exclus de la vie politique, même si leur parti est interdit en raison de ses actions et discours. Ils pourront participer la vie politique.[284]

3.6.5. Des réformes judiciaires importantes

La première modification concerne le nombre de membres de la Cour constitutionnelle qui passera de 11 à 17.[285] Suite à cette modification, c'est le Parlement qui va choisir des membres du Conseil Constitutionnel. Alors, le Parlement nommera trois membres tandis que le Président de la République en nommera 14. Sous cette forme, la Cour constitutionnelle aura une structure composée de deux parties et fonctionnera comme une assemblée générale. En effet, la Cour constitutionnelle a porté atteinte à la démocratie par plusieurs de ses décisions sur l'interdiction des partis politiques, le quorum de 367 parlementaires pour les élections présidentielles et l'annulation d'une loi qui aurait permis aux élèves de porter un foulard dans les universités.

Les décisions du Conseil supérieur des juges et des procureurs (*Hakimler ve Savcılar Yüksek Kurulu*, HSYK), à l'instar des décisions Conseil Militaire Suprême (*Yüksek Askeri Şura*, YAŞ) pourront faire l'objet d'un contrôle juridictionnel. Les

---

modification, le titre de l'article a été changé comme "le droit d'information et d'appel au responsable public". Droit Constitutionnel Turc (*Türk Anayasa Hukuku Sitesi*).
www.anayasa.gen.tr. Page : 2

[283]Article 1 du paquet du changement constitutionnel portant sur la modification de l'article 10 de la Constitution 1980.
http://www.resmigazete.gov.tr/main.aspx?home=http://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2010/05/20100513.htm&main=http://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2010/05/20100513.htm, page :1, dernière consultation le 10 octobre 2011.

[284] Article 69 de la Constitution 1980, "Les règlements pour les partis politiques", Op.cit, page:5.

[285] Article 146 sur la Construction de la Cour Constitutionnelle, Op.cit, page:14.

procureurs et les juges révoqués par le conseil pourront contester les décisions de licenciement devant les tribunaux. [286]

La composition du Conseil Supérieur des Juges et des Procureurs (*Hakimler ve Savcılar Yüksek Kurulu*, HSYK) - qui a tenté de faire pression sur le pouvoir judiciaire en révoquant les procureurs et les juges en charge des dossiers Ergenekon - sera modifiée. Dans le système actuel, qui ressemble à un système de castes, les membres du HSYK sont nommés par la Cour de cassation et le Conseil d'Etat. Mais les membres de ces deux institutions sont nommés par le HSYK. Par l'approbation de ces amendements, les juges et les procureurs qui exercent en dehors des hautes juridictions du pouvoir judiciaire seront admissibles à devenir membres de l'HSYK. De plus, le nombre de membres réguliers du HSYK passera de sept à 22, et le nombre de membres suppléants passera de cinq à 12.

Le mode d'élection des membres du HSYK changera également. Dix des 34 membres titulaires et suppléants seront élus directement par les assemblées générales du Conseil d'Etat et de la Cour suprême d'appel. Ainsi, les membres de la magistrature qui exercent en première année dans des tribunaux (provinciaux), et qui représentent près de 13.000 juges et procureurs, auront leur mot à dire dans les nominations.

A partir du changement constitutionnel, tous les citoyens seront en mesure de déposer une requête auprès de la Cour constitutionnelle. Tout le monde – y compris les personnes qui ont été victimes de discriminations, les personnes qui ont subi des pressions morales et religieuses – sera en mesure de déposer une requête auprès de la Cour constitutionnelle au lieu de la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH).[287]

La Turquie est allée devant la CEDH 2295 fois depuis sa création en 1959. Dans 2017 de ces cas, la Turquie a été condamnée à payer des montants élevés d'indemnisation. Avec cet amendement, il est prévu que les millions de dollars versés en raison de décisions de CEDH chaque année va diminuer.

[286] Article 159 sur le Conseil Suprême des Juges et des Procureurs, Op.cit, page. 20.
[287] Article 148 sur la Cour Constitutionnelle, partie 3: Missions et compétences, Op.cit, page. 17.

Avec un amendement à l'Article 1[288], les mesures juridiques prises à l'égard des femmes, enfants, personnes handicapées, membres de la famille de soldats tués dans la guerre et pour les membres de la famille des anciens combattants ne peuvent pas aller à l'encontre du principe de l'égalité. Les droits et le bien-être des enfants, que la Constitution qui a fait suite au coup d'Etat du 12 septembre néglige, ne seront pas négligés dans la nouvelle Constitution. Le nouvel amendement oblige l'Etat à garantir la protection des enfants contre toutes les formes de violence et d'abus.

Pour le Parti Républicain du Peuple (CHP), le nouveau projet de Constitution soumis à référendum ne représente pas de véritable rupture avec la précédente et porte en soi des paradoxes graves. Pour le parti, cette initiative intervient alors que le projet « d'ouverture démocratique » du Parti de Justice et du Développement (AKP) apparaît clairement comme une tentative de marginaliser le mouvement politique kurde à son profit plutôt que de régler la question kurde en tant que telle. Pour le CHP, ce projet s'est d'ailleurs avéré être une impasse pour cette raison. Le projet de nouvelle constitution n'a en aucun cas fait l'objet d'une assemblée constituante ni même d'un quelconque processus un minimum démocratique, si ce n'est de vagues consultations.

Pour le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP), il était de toutes façons difficile de se faire des illusions sur un gouvernement menant une politique violente néolibérale, en étant le champion des privatisations dans l'histoire du pays, considérant le règlement de la question kurde comme une simple occasion de manœuvre politique, précarisant la fonction publique et n'hésitant pas à envoyer les chars de la police anti-émeute contre des ouvriers manifestant à Ankara.

D'un point de vue global, le changement constitutionnel est en réalité un ensemble de 26 amendements. Selon le Parti Républicain du Peuple, il existe des changements artificiels ou des progrès sur certaines questions : notamment la nécessité d'une décision de tribunal dans le cadre d'un procès criminel pour prononcer une interdiction de quitter le territoire plutôt qu'une simple formalité administrative pour n'importe quel type d'affaire, la nécessité de contrôle judiciaire concernant les mesures disciplinaires dans les administrations ou finalement la

[288] Article 1 du projet concernant la modification de l'article 10 de la Constitution 1980. Droit Constitutionnel Turc (*Türk Anayasa Hukuku Sitesi*), www.anayasa.gen.tr. ,page : 1, dernière consultation le 10 octobre 2011.

limitation de la portée des tribunaux militaires uniquement aux militaires sauf en cas de guerre.

Pour le CHP, cela reste extrêmement léger en réalité la plupart des amendements concernent le système judiciaire extrêmement critiquable par ailleurs sur lequel l'AKP souhaite établir sa mainmise. En même temps, contrairement à ce qui est annoncé par les tenants du oui, pour le CHP, la situation est loin de tourner la page du coup d'État de 1980. Ainsi, par exemple:

- Les tribunaux militaires et le Conseil national de sécurité en instance de décision regroupant militaires et civils continuent d'exister.
- Il n'y a strictement rien dans ce projet sur la pluralité culturelle et nationale en Turquie même si c'est une question pourtant essentielle, car nous ne trouvons aucune garantie sur les droits des kurdes.
- Bien que l'AKP mette en avant les « avancées sociales », celles-ci sont inexistantes. Le « droit » de « négociation collective », et pas de « convention collective » revendiqué par la gauche syndicale est subordonnée, en cas de désaccord, à la décision d'un comité d'arbitrage dont la composition n'est pas indiquée mais dont le sens des décisions ne fait pas de doute. Or une telle décision ne pourra pas faire l'objet de la moindre contestation y compris la grève.
- Au nom de la « stabilité », l'exigence qu'un parti obtienne 10% des voix sur l'ensemble du territoire pour entrer au Parlement n'a pas été retirée, même si ce barrage pour certains ainsi pour le CHP est considéré comme une règle tout à fait antidémocratique.

3.6.6. Les Positionnements

Sur la scène politique en Turquie, l'AKP soutient bien sûr son propre projet et le gouvernement a vu courir à son « secours » des intellectuels labellisés à « gauche » et reprenant son discours de « constitution civile ». Étonnamment, nous avons vu que même des voix de « gauche » radicale ont rejoint ce concert. Ainsi des groups tels que le Parti Socialiste des Ouvriers Révolutionnaires (*Devrimci Sosyalist İşçi Partisi*, DSİP) ou le Parti de la Liberté et de la Solidarité (*Özgürlük ve Dayanışma Partisi*, ÖDP) du député indépendant de gauche Ufuk Uras ne représentant pas grand-chose mais fortement médiatisés, appellent à un « oui »

critique et participent ainsi à l'idée qu'accepter le projet de l'AKP signifie rejeter le coup d'État de 1980.

De son côté, le mouvement kurde et son parti du Parti de Paix et de la Démocratie (*Barış ve Demokrasi Partisi*, BDP) constatent que ce projet n'apporte absolument rien pour les kurdes, ce qui est indéniable, et appelle au boycott plutôt qu'à voter « non ». Alors que la stratégie du boycott des institutions bourgeoises peut être légitimement débattue parmi les anticapitalistes, il convient de noter qu'aucune condition sociale permettant l'utilisation de cette stratégie avec succès n'est présente et que par ailleurs le BDP participe régulièrement aux élections. Des groupes de gauche soutiennent ce boycott avec un discours radical bien éloigné des revendications modérées essentiellement le fédéralisme du BDP. Surtout, le BDP assimile dans son discours le « non » aux seules forces politiques du nationalisme turc en ignorant la pluralité du « non ».

Alors que si le « oui » soutient un ensemble de propositions précises, le « non » est très divers:

- Le « non » libéral avec notamment l'Association des Industriels et Hommes d'Affaires de Turquie (*Türkiye Sanayici ve İşadamları Derneği*, TÜSIAD) représentant le grand capital et trouvant ce projet trop éloigné d'un parlementarisme bourgeois.
- Le « non » ultranationaliste du Parti du Mouvement Nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi*, MHP). L'extrême droite dénonce la politique générale de l'AKP estimant que celle-ci fait trop de concessions par rapport aux kurdes et au caractère unitaire de l'État. Il s'agit donc d'une opposition réactionnaire.
- Le « non » ambigu du principal parti d'opposition parlementaire, le kémaliste républicain CHP mélangeant quelques vagues considérations sociales avec un discours nationaliste et étatiste.
- Distinct de ces différentes oppositions, même si elle est moins audible, un « non » de gauche unitaire opposant des revendications démocratiques et sociales et regroupant plusieurs associations, organisations professionnelles et organisations politiques nationales: l'ÖDP (Parti de la Liberté et de la Solidarité), le TKP (Parti communiste de Turquie), l'EMEP (Parti du travail) ainsi que les Maisons du peuple (*Halk Evleri*) qui ont déclaré une position commune.

En effet l'opinion général sur l'idée de dire « non », le 12 septembre, signifie aussi bien dire non à la constitution de 1980, mais aussi le « non » au projet de l'AKP et non à ce que fait le gouvernement AKP depuis huit ans. Une Constitution ayant pour fondement l'égalité, la liberté et la démocratie est une nécessité. Sans aucun doute, pour la gauche représentée par ces groupes que nons venons d'en parler, une telle constitution sera le produit de la lutte des travailleurs et des opprimés.

4.2. Positionnements sur le changement constitutionnel apparus dans le discours du CHP

Les rencontres organisées par le Parti Républicain du Peuple (CHP) dans le cadre le débat de la réforme sur la Constitution de la République turque se sont passées reflétant l'ambiance des élections législatives. Adressé pour la première fois à l'électorat, Kemal Kılıçdaroğlu a présenté non seulement l'attitude de son parti par rapport au changement constitutionnel, mais il a présenté aussi la tendance générale de son parti à travers les débats actuels de la vie politique turque.

Dans ce cadre, grâce au logiciel de la recherche qualitative, Nvivo, nous avons réussi à regrouper les idées clés formulant la tendance du parti à partir des sept nœuds hiérarchiques suivants : le changement constitutionnel ; les problèmes de la démocratie en Turquie; les croyances et les identités ethniques ; l'intérêt général public ; la question kurde ; l'état de prospérité ; la corruption, la pauvreté et le chômage. Ces sept nœuds formulés par des sous-nœuds nous aideront aussi à comprendre comment l'idée républicaine véhiculée par le CHP prend position à travers les débats actuels de la Turquie.

4.2.1. La répartition des villes étudiées selon les attributs

Dans notre analyse, les discours du leader du Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) pendant le referendum en 2010 sont analysés comme l'étude de cas. Tout au long du processus de référendum Kemal Kılıçdaroğlu a visité 59 villes sur 81 en Turquie pour s'adresser aux électeurs. Nous présentons la liste des villes étudiées dans l'Annexe 4.

Nous avons l'accès aux textes originaux des meetings sur la page internet du Parti Républicain du Peuple. L'attention spéciale est mise sur la sélection des villes qui sont placées dans les différentes régions géographique de la Turquie et représente le caractère ethnique différent ainsi que leurs tendances religieuses.

Nous présentons aussi les locations géographiques des villes choisies par Kılıçdaroğlu sur la Carte attachée dans l'Annexe 1. Pour certains, la répartition géographique des villes est signifiante sur la tendance politiques de leurs citoyens. Généralement, les populations dans les villes situées à l'Ouest et au Sud du pays, sont plus développées au niveau économique et sociale, et elles sont considérées plus moderne et moins religieuses ; tandis que les populations de ceux qui sont situées au Nord et en Anatolie centrale sont moins développées au niveau économique, mais plus conservatrices et plus religieuses au niveau culturel. La répartition ethnique prouve une image plus complexe. Nous savons que la population kurde à l'origine est installée aux provinces orientales à l'Est et au Sud-est de la Turquie. En raison de la migration de zones rurales vers les centres urbains, les grands groupes du peuple kurde vivent dans les grandes métropoles comme Istanbul, Ankara et Mersin.

Par contre, comme nous venons d'en parler récemment, suite à l'Article 3 de la Constitution turque définissant que « l'Etat turc forme avec son territoire et sa nation une entité indivisible. Sa langue officielle est le turc »[289], le peuple kurde ne peut pas se présenter ou être identifié officiellement en tant que kurde durant le recensement. Pour pouvoir classer les villes à population kurde, nous avons emprunté les données uniques fournies par le Parti de Paix et de Démocratie (*Barış ve Demokrasi Partisi*, BDP), parti pro-kurde montrant les gouvernements locaux que le BDP maintient le pouvoir au niveau régional. Sur un nombre de 18 villes en Turquie, nous avons vu que le BDP maintient 98 mairies au niveau local et régional.[290] Parmi ces 14 villes, le CHP sous Kılıçdaroğlu a réalisé 7 meetings dans les villes différentes.

---

[289] La Constitution de la République de Turquie, Modifiée par la loi n°4121 du 23.7.1995, Première Partie, Principes Généraux, III. Intégrité de l'Etat, langue officielle, drapeau, hymne national et capitale, Article 3 : « *L'Etat turc forme avec son territoire et sa nation une entité indivisible. Sa langue officielle est le turc.* » Disponible sur http://www.bleublancturc.com/Turquie/anayasa.htm, dernière consultation le 10 octobre 2011.

[290] Pour avoir le nombre total des villes à population mélangée ou à la fois majoritaire kurde, nous avons emprunté les données fournies par le Parti de Paix et de Démocratie (BDP) montrant qu'il existe 18 villes dans lesquelles BDP a gagné le gouvernement local au niveau de 98 mairies. http://www.bdp.org.tr/yerel-yonetimler/yerel-yonetimler.html, dernière consultation le 10 octobre 2011.

Conformément aux considérations obtenues durant la recherche de notre thèse, certains attributs sont assignés aux villes inscrites sur le Tableau que nous présentons dans l'Annexe 3. Ces attributs donnés sont triples:

4.2.1.1. La majorité ethnique

Pour faciliter la classification de l'étude, les villes sont codées à partir des attributs ethniques comme turc, kurde et mixte selon origines de la majorité de la population propre à chaque ville.

Nous nous rappelons que le recensement fait en 1965, était le dernier en Turquie où l'on a interrogé les citoyens à partir des questions ethniques et religieuses. Les informations fournies par le site internet officiel du Parti de Paix et de la Démocratie (*Barış ve Demokrasi Partisi*, BDP) sont acceptées comme la base dans la détermination la classification ethnique des villes.

4.2.1.2. La localisation géographique

Le deuxième enjeu de l'encodage est fait selon les localisations géographiques des villes dans lesquelles Kemal Kılıçdaroğlu a présenté sa campagne de « non ».

Comme nous venons d'expliquer ci-dessus, les positionnements des villes inscrites sont attribués au Nord, au Sud, à l'Est et en Anatolie occidentale et centrale sur le Tableau. Nous avons accordé un attribut spécial pour le Sud-est de la Turquie justement pour obtenir une image plus précise concernant les villes à population kurde.

4.2.1.3. L'attachement religieux

Les données de recensement avant 1965[291] ont eu l'habitude de montrer la distribution religieuse de la population comme musulmane et non-musulmane, mais de telles informations ont été suspendues ensuite. Donc, le groupement des villes dans la liste selon l'attachement religieux est fait selon l'avis commun dans le pays et

[291] Résultats du Recensement général en 24 octobre 1965. Selon L'Institut Statistiques de Turquie, le nombre de la population turque en 1965 est 31.391.000 dans lequel il existe 2.291.000 dont la langue maternelle est le kurde. Les chiffres montre que le 40% du Sud-Est de la Turquie et seulement 6% de tout le pays entier est kurde. Dans les années 2000, un nombre estimé par le Parti de Paix et de la Démocratie (BDP) il existe approximativement 20.000.000 de kurdes qui vivent en Turquie. Ce chiffre correspondra donc à 30% de toute la population en Turquie.
Disponible sur http://tuikapp.tuik.gov.tr/nufusmenuapp/menu.zul, dernière consultation le 10 octobre 2011.

en nous basant sur informations données par la Fédération des Fondations Alévies (*Alevi Vakıfları Federasyonu*, AVF).

L'attachement religieux montre en termes de groupements suivants sur le tableau :

- **Le musulman sunnite** ne désigne que la majorité de la population en Turquie qui est musulman sunnite en termes de groupe religieux.
- **Alévies** : Il y a un grand nombre de personnes qui appartient à ce groupe. En général, les alévies obtiennent une approche prudente envers le gouvernement en Turquie.
- **Mixte** : Quelques villes sont classifiées comme « mixtes ou mélangées » sur le tableau quand les groupes sunnites et alévies sont équilibrés.
- **Laïc (Séculaire)** : Tandis que le peuple ayant des croyances religieues puisse soutenir le mode de vie laïque, un tel attribut est inclus sur le tableau comme une qualité de soutien.
- **Pratiquant** : On le connaît largement sur la terre qu'une partie croissante des musulmans soutient une vie basée sur des normes islamiques. Pour notre recherche, certaines villes sont encodées sous l'étiquette « pratiquante » suite à leur tendance dominante dans la société.

4.2.2. Question de l'immunité parlementaire lors des meetings tenus sur le projet du changement constitutionnel

On qualifie d'immunité parlementaire l'ensemble des dispositions qui assurent aux parlementaires un régime juridique dérogatoire au droit commun dans leurs rapports avec la justice afin de préserver leur indépendance. La question de l'immunité politique en Turquie s'occupe d'une place importante aux yeux des partis d'opposition, spécialement pour le Parti Républicain du Peuple. La Constitution de la République de Turquie, modifiée par la Loi no :4121 du 23.7.1995 décrit l'immunité parlementaire de la manière suivante :

> « ARTICLE 83 : *Les membres de la Grande Assemblée Nationale de Turquie ne peuvent être tenus responsables ni des votes émis et des paroles prononcées par eux lors des travaux de l'Assemblée, ni des opinions qu'ils professent à l'Assemblée, ni de leur répétition ou diffusion en dehors de l'Assemblée, à*

moins que l'Assemblée n'en ait décidé autrement au cours d'une séance déterminée sur proposition du Bureau présidentiel.

Aucun député accusé d'avoir commis un délit avant ou après les élections ne peut être arrêté, interrogé, détenu ou jugé sans décision de l'Assemblée. Les cas de flagrant délit passibles d'une peine lourde et les cas prévus par l'article 14 de la Constitution, à condition que les poursuites y afférentes aient été entamées avant les élections, font exception à cette disposition. Toutefois, l'autorité compétente est tenue en ce cas d'informer la Grande Assemblée nationale de Turquie de la situation sans délai et d'une manière directe.

L'exécution d'une condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un membre de la Grande Assemblée nationale de Turquie avant ou après les élections est reportée jusqu'à ce qu'il perde la qualité de membre; la prescription ne court pas pendant la durée de son mandat.

En cas de réélection d'un membre, l'enquête et les poursuites dont il fait l'objet sont subordonnées à une nouvelle levée de son immunité par l'Assemblée. Les groupes parlementaires des partis politiques à la Grande Assemblée nationale de Turquie ne peuvent pas débattre de l'immunité parlementaire ni prendre de décision à ce sujet. »[292]

En effet, le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) défend l'idée que l'immunité des députés doit être limitée avec l'immunité de discours au cursus politique. D'ailleurs, au nom des droits d'expression et des libertés de pensées, le CHP soutient que les députés doivent être intouchables dans leurs discours. Malgré le fait que le Parti de Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) ait promis plusieurs fois l'abolition des immunités des députés outre que les droits d'expression ; le parti dans son projet du changement constitutionnel, n'a pas prouvé cette volonté de procéder à un tel amendement. Critiqué largement par le principal parti de l'opposition, le gouvernement est accusé d'avoir légitimé toute corruption dans les hauts niveaux de la bureaucratie.

Parmi les 47 villes anatoliennes sur 59, Kemal Kılıçdaroğlu a souligné l'importance et la nécessité d'abolir de l'immunité des députés en y faisant référene 102 (Voir Tableau 4.1). Selon le chef du premier parti d'opposition, la volonté

principale du gouvernement AKP pour avoir projeté le changement constitutionnel, porte sur l'idée d'échapper la Cour Suprême lors des cas de corruption que le pays a connu sous la direction de l'AKP depuis 8 ans.

Selon Kılıçdaroğlu, malgré le fait que l'abolition de l'immunité des députés se trouve dans le programme du Parti de Justice et du Développement depuis 2002, le parti n'a prouvé néanmoins cette volonté pendant les différentes modifications que la Constitution présente a connues. Pour le chef du premier parti à l'opposition, l'abolition de l'immunité des députés devrait être proposée à partir d'un changement sur la Constitution.

Grâce aux amendements sur la Constitution de 1980, les députés faisant l'exportation illégale ou la trahison dans l'appel d'offres concurrentielles, ne seront plus jugés à la Cour Suprême et ne donneront plus de compte au peuple à cause de leurs intérêts illégaux.[293] D'ailleurs, l'AKP connu comme le champion de la privatisation dans l'histoire du pays, a été à la fois accusé d'avoir augmenté la corruption par la main de la haute bureaucratie.

En partant du discours de Kemal Kılıçdaroğlu prononcé dans les villes manifestement croyantes dont la population musulman sunnite, nous voyons que l'immunité des députés est fortement reliée avec un vocabulaire religieux. Par exemple, dans les villes comme Isparta et Kahramanmaraş qui sont des villes assez pratiquantes au niveau religieux, Kılıçdaroğlu défend l'idée que le peuple devrait être contre ceux qui ne peuvent pas donner de comptes vu que l'abolition des immunités ouvrira le chemin pour aller à la Cour constitutionnelle.[294] Nous savons aussi que le discours du CHP porte sur un vocabulaire à la fois religieux quand il explique la

---

[292] Article 83, La Constitution de la République de Turquie de 1980 modifiée par la Loi No: 4121 du 23.7.1995. Disponible sur http://www.belgenet.com/12eylul/27101980.html, dernière consultation le 10 octobre 2011.

[293] Discours prononcé à Afyonkarahisar, une ville de l'Anatolie centrale, par le chef du Parti Républicain du Peuple, Kemal Kılıçdaroğlu: "Nous vous promettons une nouvelle Constitution; une Constitution dans laquelle il n'existe pas l'immunité des députés. Le peuple est violé, l'exportation illégale est mise en épreuve, il existe la trahison dans l'appel d'offres concurrentielles par la main des députés, et personne ne peut leur demander de compte. Nous allons leur demander de compte. Sous l'autorité du peuple, nous allons leur demander de compte." *(Biz size söz veriyoruz. Yeni bir Anayasa sözü veriyoruz. Dokunulmazlıkların olmadığı bir Anayasa sözü veriyoruz. Öyle numara çekeceksin, milleti soyacaksın, hayali ihracat yapacaksın, ihaleye fesat karıştıracaksın, milletvekili olacaksın, kimse sana dokunmayacak. Halkın iktidarında ona dokunacağız, ona hesap soracağız biz)* Afyonkarahisar, le 20 aout 2010.

[294] Discours prononcé par Kemal Kılıçdaroğlu à Kahramanmaraş, une ville de l'Est à population mixte au niveau ethnique portant un caractère musulman sunnite pratiquant, « (en parlant de l'AKP de Tayyip Erdoğan) il devrait tenir ses promets s'il serait contre de tous ce qui ont des affaires illégaux ou s'il ne ferait lui-même pas de gaspillage. (*Kul hakkı yemiyorsa, kul hakkı yiyenlere karşı çıkıyorsa verdiği sözün arkasında durur.*) Kahramanmaraş, le 30 juillet 2010.

raison pour laquelle la question de l'immunité politique est un sujet important et nécessaire pour le Changement constitutionnel.

D'autre part, à partir de notre analyse portant sur des villes que nous venons d'étudier, nous remarquons qu'au niveau ethnique, le discours ne diffère pas en fonction de l'appartenance ethnique de la ville. Parmi la population turque, c'est dans les villes dont l'appartenance religieuse est laïque que l'accent est mis plutôt que sur la nécessité de retirer l'immunité parlementaire dans la nouvelle constitution prévue suite à l'idée que celle-ci a été fournie par la Constitution de 1980. A Balıkesir qui est une ville située de l'Ouest dont la population est turque au niveau ethnique et laïc au niveau de l'attachement religieux, Kılıçdaroğlu défend l'idée que « *l'AKP devrait retirer l'immunité parlementaire s'il était sincère pour changer les malaises de la Constitution 1980 justement parce que l'immunité parlementaire a été inscrite à la Constitution après le coup d'Etat de 1980* ».[295]

Le tableau ci-dessous montre le nombre de villes dans lesquelles M. Kılıçdaroğlu a souligné la question de l'immunité parlementaire lors des meetings organisés dans le cadre du référendum 2010. Les chiffres apparus sur le Tableau 4.1 sont tirés de ces 59 villes où les réunions sur le terrain ont eu lieu.

Tableau 4.1: L'immunité parlementaire par rapport à la répartition des villes étudiées

	Immunité Parlementaire
1 : Ethnique - Turc	34
2 : Ethnique - Kurde	3
3 : Ethnique - Mixte	9
4 : Location Géographique - Ouest	7
5 : Location Géographique - Sud-Est	4
6 : Location Géographique - Sud	5
7 : Location Géographique - Nord	9
8 : Location Géographique - Anatolie Centrale	15
9 : Location Géographique - Est	6
10 : Attachment Religieux - Musulman Sunnite -pratiquant	18
11 : Attachment Religieux - Musulman Sunnite -laic	13
12 : Attachment Religieux - Mixte (+ population Alévie)	10

[295] Discours prononcé à Balıkesir, une ville située à l'Ouest de la Turquie ayant une population turque et laïque, Kılıçdaroğlu demande " (à l'AKP) pourquoi vous n'enlevez pas l'immunité parlementaire fournie par la Constitution de 1980?, (*Siz 12 Eylül Anayasasını getirdiği dokunulmazlığı kaldırıyor musunuz?*) ». Balıkesir, le 11 juillet 2010.

En partant du Tableau 4.1, nous arrivons à voir que l'immunité politique a été accentuée comme sujet dans 34 villes à base ethnique turque sur 44 ; dans 3 villes à base ethnique kurde sur 4 ; et dans 9 villes à base ethnique mixte sur 11. Cela nous montre que le débat sur l'immunité politique garde son intérêt dans le discours de Kemal Kılıçdaroğlu et les pourcentages des chiffres montrant la fréquence sont si approximative que nous ne pourrons pas faire de différence à travers l'appartenance ethnique.

Par contre, nous pensons pouvoir faire une différence au niveau du contenu du discours. En regardant le contenu des discours prononcés dans des villes de base ethnique turque laïque et musulmane, nous remarquons que l'accent est plutôt mis sur l'aspect de la corruption en liaison avec l'immunité des parlementaires quand nous parlons des discours prononcés dans les villes ayant l'attachement religieux musulman sunnite pratiquant. Par exemple à Konya qui est une ville assez conservatrice, Kılıçdaroğlu explique pourquoi le peuple doit réfuter le projet de Constitution vu que celle-ci n'empêchera donc pas la corruption ou le vol qui est un des péchés fondamentaux de la religion musulmane[296].

Il devrait être noté que l'immunité parlementaire se trouve toujours place dans les villes où le caractère ethnique dominant est kurde. Le chiffre correspondant sur le Tableau se montre (3) sur le nombre total des villes visitées de dominance ethnique kurde qui est 4.

Un résultat semblable est obtenu à travers la location géographique des villes. Le tableau montre que le chiffre le plus haut de ses discours suivant les messages liés à l'immunité est 15 dans la région de l'Anatolie Centrale. Les chiffres apparaissent dans les villes de Sud-est avec le chiffre 4 sur 5, dans les villes du sud avec le chiffre 5 sur 6 et dans les villes situées à l'Est avec 6 sur 8. On peut facilement conclure cela que l'immunité des parlementaires a une priorité où le peuple lutte contre des problèmes ethniques, sociaux et économiques mais c'est en regardant dans le

[296] Discours prononcé à Konya situé dans l'Anatolie centrale dont la population majoritaire est turque et musulmane sunnite pratiquante. Selon Kılıçdaroğlu " pourquoi un député a peur de l'enlèvement de l'immunité parlementaire ? S'il n'a pas fait de la corruption, s'il n'a pas abusé les droits du croyant (un vocabulaire très religieux) alors pourquoi il en a peur ?, (dokunulmazlıklardan bir milletvekili niye korkar? (*Bir milletvekili ihaleye fesat karıştırmamışsa, kul hakkı yememişse dokunulmazlıkların arkasına niye saklanır?*), Konya, le 5 septembre 2010.

contenu que nous ayons une idée plus claire si Kılıçdaroğlu fait une liaison avec un vocabulaire religieux ou non.

Par conséquent, le tableau 4.1.montre des correspondances hautes avec 18, 13 et 10 pour les villes représentant la population à caractère sunnite pratiquant, laïque et alévie au niveau de l'attribut religieux. Évidemment l'opposition entre les aspirations sur la notion d'égalité dans le crédo de l'Islam et les privilèges portés par les parlementaires ont été soulignés. Comme nous venons d'expliquer en haut, le point qui tire notre attention est lié au fait que le débat sur l'immunité politique est nettement relié dans les villes à base laïque au niveau de l'attachement religieux avec la nécessité d'en mettre dans la modification de la présente constitution qui, à l'époque était la cause du problème.

Kılıçdaroğlu, faisant référence au programme du Parti Républicain du Peuple (CHP) qui a été dernièrement modifié en 2008, répète à plusieurs reprises que dans leur programme du parti, les missions à accomplir portent aussi sur l'abolition de l'immunité parlementaire en la limitant avec l'immunité de discours au cursus.[297] Car en effet, comme souligne Kılıçdaroğlu, les députés qui se trouvent dans des affaires illégales comme la corruption doivent être jugés et rendre des comptes au Parlement.

4.2.3. La corruption, la pauvreté et le chômage : trois problèmes fondamentaux du pays

Pour le leader du premier parti à l'opposition Kemal Kılıçdaroğlu, le paquet de changement constitutionnel prévu n'empêchera pas les problèmes fondamentaux du pays qui sont la pauvreté, le chômage et la corruption. Dans cette optique, le fait que Kılıçdaroğlu utilise la pauvreté dans la même phrase avec la corruption et la redistribution égalitaire des revenus nous donnent une idée sur l'idéal du changement constitutionnel nécessaire aux yeux du parti à l'opposition. Pour lui, quand il n'y aura pas de corruption, la pauvreté n'existera plus, et la redistribution égalitaire des revenus donnera lieu au renforcement de l'Etat social.[298]Alors, dans le discours de

[297] Limitation des immunités parlementaires dans la "Politique et la société civile" du Programme du Parti Républicain du Peuple modifié en 2008, page:72
Disponible sur http://www.chp.org.tr/wp-content/uploads/chpprogram.pdf, dernière consultation le 10 octobre 2011.

[298] Discours prononcé à Balıkesir, une ville à l'Ouest, par Kemal Kılıçdaroğlu : « Est-ce que cette nouvelle Constitution résout les problèmes de l'employé de l'état ? Ou ceux du retraité ? Est-ce que ce changement constitutionnel empêche la corruption ? Est-ce qu'il propose que la pauvreté n'ait plus de lieu, et que l'on partage les revenus d'une manière égalitaire ? » *(Bu Anayasa memurun sorununu çözüyor mu? Bu Anayasa değişikliği emeklinin sorununu çözüyor mu? Bu Anayasa değişikliği*

Kılıçdaroğlu, la première chose qui frappe est le fait que la corruption, la pauvreté et le chômage sont des problèmes majeurs du pays que le leader du CHP regroupe toujours ensemble.

Le tableau ci-dessous montre le nombre de leurs fréquences durant les rencontres tenues pendant le processus du référendum en 2010 dans lesquelles Kemal Kılıçdaroğlu a mentionné trois problèmes importants expérimentés en Turquie, qui sont la corruption, la pauvreté et le chômage. Les chiffres sur le tableau montrent dans combien de villes le leader avait mentionné ces problèmes actuels parmi les 55 villes sur 59 où les rencontres de terrain se sont tenues.

Tableau 4.2. L'accent mis sur la corruption, la pauvreté et le chômage par rapport à la répartition des villes étudiées

	Corruption, Pauvreté, Chômage
1 : Ethnique - Turc	40
2 : Ethnique - Kurde	4
3 : Ethnique - Mixte	10
4 : Location Géographique - Ouest	9
5 : Location Géographique - Sud-est	5
6 : Location Géographique - Sud	6
7 : Location Géographique - Nord	12
8 : Location Géographique - Anatolie Centrale	15
9 : Location Géographique - Est	7
10 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -pratiquant	22
11 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -laïc	14
12 : Attachement Religieux - Mixte (+ population Alévie)	11

Le tableau 4.2. met en lumière que ces trois questions prononcées par M. Kılıçdaroğlu occupent une place très importante dans son discours avec la mention de 579 à 55 rencontres tenues dans 59 villes. Sous le titre du leader du premier parti d'opposition, Kılıçdaroğlu a attaqué les problèmes essentiels de la Turquie en mettant l'accent sur la vulnérabilité du gouvernement. Selon Kılıçdaroğlu, la corruption est le point le plus faible du parti au pouvoir. D'autre part, des politiques économiques actuelles augmentent le nombre de personnes souffrant de la pauvreté et touchées par le chômage dans le pays.

En regardant le Tableau 4.2, nous observons que les fréquences très hautes à travers les rencontres où ces trois problèmes actuels sont exprimés, devant l'audience

---

yolsuzlukları engelliyor mu? Bu Anayasa değişikliği yoksulluk olmasın, geliri hakça bölüşelim, sosyal devleti güçlendirelim diyor mu?) Balıkesir, le 11 juillet 2010.

de base ethnique turque, kurde et mixte avec les chiffres 40 (sur 44), 4 (sur 4) et 10 (sur 11). Le fait que les chiffres apparaissent respectivement hauts nous explique que le débat autour de la corruption, de la pauvreté et du chômage occupe une place identique sans aucune différence par rapport à la répartition ethnique des villes.

De plus, le point qui tire notre attention est lié au fait que géographiquement, c'est dans les villes situés au Sud-est et à l'Est du pays que l'accent est mis d'avantage sur la pauvreté, le chômage et la corruption suivant les chiffres apparus 5 (sur 5) et 7 (sur 8). Il ne faut pas oublier que ces villes constituent les régions où la population kurde est cumulée.

En regardant les fréquences en fonction de l'attachement religieux, nous voyons toujours que débat garde encore son importance avec les chiffres 22 (sur 24) ; 14 (sur 15) et 11 (sur 12). Nous pensons qu'un tel résultat ne peut pas être aléatoire. Puisque la qualité d'utiliser un ton plus religieux correspondent aussi au parti dirigeant qui est l'AKP pro-islamiste, Kılıçdaroğlu a voulu critiquer son adversaire en soulignant les problèmes actuels comme défaut du parti au pouvoir.

Dans cette perspective, un accent spécial nous semble devoir être accordé à des doctrines islamiques pour tirer l'attention sur la corruption mutuellement liée avec des slogans religieux. D'ailleurs, Kılıçdaroğlu semble avoir voulu attirer l'attention de l'électorat de base conservateur à partir d'un contenu religieux qui appartenait plutôt au discours possible de l'AKP.

Au niveau général, le premier point qui se montre consiste à dire que selon Kılıçdaroğlu, le problème fondamental du pays est le chômage. D'ailleurs, c'est le fait que le projet de changement de la Constitution ne puisse pas répondre aux problèmes du chômage et de pauvreté que le peuple devrait justement ratifier le projet au Référendum qui aurait lieu en septembre 2010

Par exemple, à Adana, une ville située au Sud de la Turquie qui était l'une des villes les plus industrialisées de l'époque, Kılıçdaroğlu a attiré l'attention sur le fait que l'Etat en fermant presque toutes les usines, a donné lieu au chômage que le peuple a du quitter la ville pour trouver le moyen de vivre dans d'autres villes. Autrement dit, selon Kılıçdaroğlu, les villes dans lesquelles l'Etat s'est retiré de l'investissement, le peuple a connu des mouvements migratoires et dans les

bidonvilles des grandes villes que le peuple essaie de trouver les moyens pour survivre.[299]

Un autre point important qui apparaît dans le discours est que l'accent sur le travail et le labeur se montre comme un slogan concernant la propagande de non au projet de changement constitutionnel. En effet, selon Kılıçdaroğlu, le gouvernement ne rend pas le prix du labeur aux les travailleurs qui l'accordent. A Bolu, une ville située en Anatolie centrale ayant la population musulmane sunnite pratiquante, le leader explique : « *Ils nous ont donné de la pauvreté, ils nous ont donné du chômage. Ils n'ont pas valorisé le labeur du paysan. Ils n'ont pas fait quel que chose de juste, mais nous allons le faire ! Nous allons dire « non » et nous allons démontrer le pouvoir du peuple !* [300]». En regardant le contenu de ce discours, il est intéressant de voir que le slogan utilisé par Kılıçdaroğlu nous pousse à penser au discours de Bülent Ecevit qui favorisait lui-aussi la valeur du travail et du labeur.

Comme la dévalorisation du travail et du labeur cause immédiatement la pauvreté aux yeux de Kılıçdaroğlu, nous proposons d'analyser l'accent mis sur le travail dans les parties suivantes de notre analyse. Mais si nous voulons donner un exemple dans le cadre de la pauvreté, Puisque Kılıçdaroğlu parle à Kahramanmaraş qui est une ville de l'Est dont la population majoritaire est musulmane pratiquante, de l'abus que le fermier a connu quand son travail n'a pas eu de valeur et que les jeunes sont restés sans travail quand l'Etat a fermé toutes les usines. [301]

Le troisième point à souligner concerne la relation que Kılıçdaroğlu établie entre le niveau du développement d'une ville avec la location géographique de celle-ci. Ce point sera extrêmement important comme nous allons voir dans les parties

---

[299] Discours prononcé à Adana, une ville au Sud de la Turquie. Selon Kılıçdaroğlu, « Adana est devenu une poubelle d'usines. Toutes les usines se sont fermées. 90 000 de personnes sont restés sans travail » *(Adana'yı bir fabrika çöplüğüne döndürdüler. Bütün fabrikalar kapandı.90 000 kişi işsiz kaldı.)* Adana, le 2 septembre 2010.

[300]Discours prononcé par Kemal Kılıçdaroğlu à Bolu, une ville en Anatolie centrale dont la population est assez pratiquante, « Ils nous ont donné de la pauvreté, ils nous ont donné du chômage. Ils n'ont pas valorisé le labeur du paysan. Ils n'ont pas fait quel que chose de juste, mais nous allons la faire !Nous allons dire 'non' et nous allons démontrer le pouvoir du peuple ! , (*Onlar bize yoksulluk verdiler, onlar bize işsizlik verdik. Onlar çiftçinin alın terine değer vermediler. Demek ki biz doğruyu yaptıysak onlar yanlış yaptılar. Şimdi biz doğruyu yapacağız, hayır diyeceğiz, onları sandığa gömeceğiz halkın gücünü göstereceğiz*.) » Bolu, le 4 septembre 2010.

[301]Discours prononcé à Kahramanmaraş, une ville de l'Est à base religieuse musulman pratiquante. « Ils ont donné de la pauvreté. Ils ont rendu malheureux les fermiers de Kahramanmaraş. Ils ont abusé le travail des fermiers. Ils ont fermé les usines. Milliers des jeunes se sont restés sans travail. » *(Yoksulluk verdiler. Onlar Kahramanmaraş çiftçisini üzdüler. Kahramanmaraş çiftçisinin alın terini sömürdüler. Fabrikaları kapattılar. Binlerce gencimiz işsiz kaldı)*. Kahramanmaraş, 30 juillet 2010.

suivantes quand Kılıçdaroğlu parle de la question kurde comme un problème lié aux conditions géographiques et économiques de la région. D'ailleurs, selon l'approche qui domine le Parti Républicain du Peuple, la question kurde doit être résolue dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie du peuple qui habite dans les régions sous-développées à l'Est et au Sud-est de la Turquie. De même, un rapport de Sud-est a été publié très récemment comme un projet préparé par le CHP afin d'apporter des réponses économiques et culturelles aux besoins des kurdes. Nous tirons même l'attention sur le fait que le rapport est publié sous le titre de « Rapport de Sud-est »[302] au lieu d'un rapport intitulé « Rapport kurde ».

> Dans le rapport publié, nous trouvons que *« l'une des caractéristiques les plus remarquables de l'économie turque consiste sur la cumulation des activités économiques dans certaines régions spécifiques de la Turquie. Celles-ci donnent lieu à une inégalité profonde de prospérité et du développement entre les régions géographiques. La différence profonde entre les niveaux du développement parmi les régions de notre pays, nous montrent que les sources sociales et physiques ne sont pas utilisées d'une manière efficace à travers les politiques économiques et sociales menées actuellement. Cet échec donne lieu à l'immigration, au chômage, à la pauvreté et la collision du tissu social et une série d'autres problèmes qui affectent l'économie toute entière du pays. Sans doute, dans les régions où le développement économique est insuffisant, un dynamisme apporté aux activités de production et d'investissement, améliorera non seulement le développement dans ces régions, mais créera un effet de développement, d'élargissement et de la prospérité dans toute l'économie entière du pays.* »[303]

Dans cet optique, un point qui retient notre attention est lié à ce « dynamisme » qui vient par l'intervention de l'Etat au niveau économique. Autrement dit, en favorisant l'idée que l'Etat doit ouvrir des usines et d'autres moyens d'investissement nous montrent que l'Etat peut et doit agir comme une main cachée pour améliorer le développement économique dans les régions sous-développées. Par exemple, dans son discours qui a eu lieu à Bingöl, une ville située au Sud-est de la

---

[302] CHP, Doğu ve Güneydoğu Anadolu, Ekonomik Kalkınma ve Stratejik Hedefler *(Anatolie de l'Est et du Sud-est, Objectifs Stratégiques et Développement Economique)*, publié et partagé avec l'opinion publique concernant les propositions du Parti Républicain du Peuple sur la question kurde. CHP, BYKP Çalışmaları No:4, mars 2011, http://www.chp.org.tr/wp-content/uploads/dogu-guneydogu.pdf, dernière consultation le 10 octobre 2011.

[303] Op.cit., page:3.

Turquie à population kurde, Kılıçdaroğlu se demande pourquoi l'Etat n'intervient toujours pas pour créer des usines. Dans le même discours, Kılıçdaroğlu se réclame d'être accusé de faire l'interventionnisme étatiste. Selon le leader, si le fait de trouver du emploi à ceux qui en ont besoin, est considéré comme l'étatisme, alors il le fera. Si le secteur privé ne vient pas jusqu'à cette ville, l'Etat doit venir. Car en effet, selon Kılıçdaroğlu, l'Etat existe pour être au service du peuple. S'il y a de la pauvreté, s'il y a du chômage, c'est l'Etat qui doit intervenir pour les enlever.[304]

4.2.3.1. Relation entre la location géographique et « la pauvreté et le chômage » apparue dans les discours

Un autre point important qui apparaît dans les discours du leader du Parti Républicain du Peuple consiste à dire que les villes anatoliennes de l'Est et de Sud-est de la Turquie sont restées sous-développées jusqu'à présent et que celle-ci dépend de leurs niveaux économiques bas à cause des conditions dures de la région.

Le tableau 4.3 nous montre le nombre de villes où Kemal Kılıçdaroğlu a accentué les points remarquables sur la location géographique des villes comme connectées au sous-développement.

En regardant les résultats apparus à partir des villes de base ethnique kurde et des villes qui se trouvent au Sud-est du pays, nous arrivons à voir que l'accent est mis sur la pauvreté et le chômage qui se montrent comme des problèmes majeurs du pays et surtout de la région. Identiquement, nous observons le même résultat quand l'accent est mis sur la localisation géographique des villes.

D'ailleurs, dans le discours prononcé à Erzurum, dans une ville de l'Est, Kemal Kılıçdaroğlu a souligné que la première mission de la politique est de combler l'écart entre les inégalités parmi les différentes régions du pays.[305] De la même manière, Kılıçdaroğlu, défend l'idée que la Turquie serait intégrée du Nord jusqu'au Sud ; de

[304]Discours prononcé à Bingöl, une ville au Sud-est ayant la population dominante kurde. "Nous sommes accusés de faire encore l'interventionnisme étatiste. Si le fait de trouver du boulot à ce qui en a besoin, peut être considéré comme l'étatisme, alors nous le ferons. L'état est à la disposition du peuple. S'il y a de la pauvreté, du chômage, l'état doit intervenir pour les enlever. ((*...) efendim sen yeniden devletçilik mi yapıyorsun? Ya adama iş bulmak devletçilikse evet ben onu da yapıyorum. Ne yapalım? Yani buradaki insanlar özel sektör gelmiyor. Devlet gelmeyecek mi? Devlet gelecek. Devlet niye vardır? Devlet milletin hizmetindedir. Halkın hizmetindedir devlet. İşsizlik varsa, yoksulluk varsa devlet gelecek ve kaldıracak onu.*), Bingöl, le 25 août 2010.

[305] Discours prononcé à Erzurum par Kemal Kılıçdaroğlu, "La première mission de la politique est de combler l'écart entre les inégalités parmi les différentes régions du pays", *(Siyasetin görevi bölgeler arasındaki eşitsizliği gidermektir)*, Erzurum, le 2 août 2010.

l'Est jusqu'à l'Ouest quand les réseaux et les chemins de fer seront établis. D'ailleurs, ce n'est que par le réseau de transport que le pays sera connecté.[306]

Tableau 4.3 : L'accent mise sur la location géographique, la pauvreté et le chômage

	Corruption, Pauvreté, chômage	Location Géographique
1 : Ethnique - Turc	40	5
2 : Ethnique - Kurde	4	4
3 : Ethnique - Mixte	10	4
4 : Location Géographique – Sud-est	5	5
5 : Location Géographique - Ouest	9	0
6 : Location Géographique - Nord	12	2
7 : Location Géographique - Sud	6	3
8 : Location Géographique - Anatolie Centrale	15	2
9 : Location Géographique - Est	7	1
10 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -pratiquant	22	5
11 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -laïc	14	2
12 : Attachement Religieux - Mixte (+ population Alévie)	11	6

S'agissant de la corrélation entre la localisation géographique des villes et le sous-développement, le Tableau 4.3 nous montre un point important que les chiffres sont identiques d'abord dans les villes dont la population majoritaire est kurde (avec 4-4) ; puis dans les villes qui se trouvent au Sud-est du pays (avec 5-5). En d'autres termes, nous arrivons à voir qu'il existe une corrélation établie entre la pauvreté et le chômage avec le niveau sous-développé de la région vu que la topographie de ces régions désavantagées diminue les chances d'infrastructures de transports et de développement industriel possibles de ces villes.

En tenant compte des proportions des fréquences faites selon la localisation géographique, nous voyons que le sujet a été souligné manifestement dans toutes les régions. Le Tableau montre 5 sur 5 dans les villes au Sud–est, 6 sur 6 au Sud, 7 sur 8 à l'Est, 12 sur 12 au Nord et 15 sur 17 dans les villes qui se trouvent dans la région d'Anatolie centrale.

[306] Discours prononcé à Samsun, une ville au Nord, " De l'Est à l'Ouest; du Nord au Sud que la Turquie sera integrée.Un train partant de Şanlıurfa arrivera à Mer-Noire. Nous allons établir la connexion, nous allons créer la Turquie de fraternité aussi par les réseaux de transport", *(Doğuyla, batıyla entegre olan Türkiye güneyiyle, kuzeyiyle entegre olacaktır. Şanlıurfa'dan kalkan bir tren rahatlıkla Karadeniz'e gelebilecektir. Bağlantıyı kuracağız, Türkiye'yi ulaşım ağıyla da bir kardeş ülke yapacağız)*, Samsun, le 26 juillet 2010.

Le Tableau ci-dessus nous donne des résultats compréhensibles des termes d'accentuation de corruption liée à l'attachement religieux. Le chiffre le plus élevé vient des villes ayant une population musulmane pratiquante avec 22 rencontres. Il nous semble que M. Kılıçdaroğlu attire délibérément l'attention sur un problème si significatif en connectant son refus aux règles de base islamiques.

Le dernier point qui se met au devant dans le cadre du débat autour de la corruption, de la pauvreté et du chômage est lié à l'idée que l'AKP en diffusant la famine et la misère, rend consciemment le peuple dépendant de son aide. Autrement dit, selon Kılıçdaroğlu, c'est un abus de la pauvreté en intériorisant la pauvreté et la misère comme il disait lors de la rencontre organisée à Burdur.[307]

4.2.3.2. L'abus religieux et ethnique

Dans le discours prononcé par Kılıçdaroğlu à Burdur, le premier point qui retient notre attention est lié au fait que le leader du CHP parle de deux types d'abus que l'AKP opère sur le peuple. Le premier porte sur l'abus de la pauvreté et du chômage créant une dépendance financière envers le parti au pouvoir. Le deuxième porte sur l'abus des croyances religieuses et des appartenances ethniques que l'AKP abuse les sentiments religieux et les appartenances ethniques pour gagner des votes.

Dans 32 villes anatoliennes durant la campagne du « non » au Référendum, Kılıçdaroğlu, en soulignant l'exploitation faite par l'AKP, s'est référé 73 fois à l'abus religieux et ethnique. Selon le leader du CHP, l'AKP qui mettait les identités religieuses comme l'objet de la politique, le parti au pouvoir a commencé à utiliser les appartenances ethniques comme un enjeu politique. D'ailleurs, pour Kılıçdaroğlu, c'est par l'abus des croyances et des appartenances ethniques que l'AKP a différencié, même séparé la société turque. Dans son discours prononcé à Yalova que Kılıçdaroğlu a souligné la faillite du projet de « la politique d'ouverture » menée par l'AKP qui a donné lieu à une séparation parmi les membres composants du peuple turc.[308]

---

[307] Discours prononcé à Burdur, une ville au Sud de la Turquie dont nous ne pouvons pas définir ethniquement la population. « Nous renverserons ce pouvoir qui n'arrive pas à diriger ce pays depuis huit ans, celui qui intériorise la corruption, qui considère que la famine et la misère soient ordinaires et qu'il abuse nos croyances. » *(8 yıldır ülkeyi yönetemeyen, açlığı ve sefaleti sıradanlaştıran, yolsuzluğu adeta içselleştiren, inançlarımızı sömüren (.....)bu ülkeye ihanet eden bu iktidarı alaşağı edeceğiz.)*, Burdur, le 21 août 2010.

[308] Discours prononcé à Yalova, une ville située en Anatolie centrale à population turque, "Ils ont abusé nos croyances, de même que nos identités ethniques. Ils ont parlé de la politique d'ouverture, ils ont différencié la société". *(İnançlarımızı sömürdüler, etnik kimliğimizi sömürdüler. Açılım politikası dediler, toplumu ayrıştırdılar)*, Yalova, le 19 juillet 2010.

Un deuxième point à souligner concerne ceux qui ont souffert à cause du coup d'Etat de 12 septembre 1980. Selon Kılıçdaroğlu, l'AKP abuse de la même manière de la souffrance de ceux qui ont été les victimes du 12 septembre en ayant choisit cette date symbolique comme la date pour mener la modification de la Constitution 1980 au Référendum. Kılıçdaroğlu se demande dans son discours à Artvin si ce n'est pas une manière d'abuser des sentiments des personnes qui ont été victimes du coup d'Etat de 1980 et leurs parents. Pour lui, abuser des sentiments ne serait pas juste non plus pour la religion. D'ailleurs, Kılıçdaroğlu défend que l'AKP soit un parti politique produit par le coup d'Etat 1980.[309]

Tableau 4.4. L'accent sur l'abus religieux et ethnique par rapport à la répartition des villes étudiées

	Abus Religieux et Ethnique
1 : Ethnique - Turc	22
2 : Ethnique - Kurde	2
3 : Ethnique - Mixte	8
4 : Location Géographique - Ouest	3
5 : Location Géographique - Sud-est	7
6 : Location Géographique - Sud	7
7 : Location Géographique - Nord	4
8 : Location Géographique - Anatolie Centrale	7
9 : Location Géographique - Est	4
10 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -pratiquant	12
11 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -laïc	7
12 : Attachement Religieux - Mixte (+ population Alévie)	7

Le tableau ci-dessus montre les fréquences du mot de l'abus en termes de l'appartenance ethnique, l'attachement religieux et la localisation géographique des villes où le leader du parti d'opposition a prononcé pendant la campagne du « non » au référendum de 2010. Les textes originaux des discours présentés dans l'Annexe n°1 montrent en quoi Kemal Kılıçdaroğlu se réfère en parlant de l'abus religieux au premier regard, et puis le deuxième commis par l'AKP portant les appartenances ethniques.

En regardant simplement les chiffres apparus sur le Tableau 4.4, il nous sera impossible de faire une différence entre l'importance accordée à l'abus religieux et ethnique. Par contre, nous avons remarqué qu'il existe une différence de vocabulaire

[309] Discours prononcé à Artvin, une ville à population turque et musulmane sunnite pratiquante qui se situe au Nord du pays. "J'insiste en soulignant que l'AKP est un parti comme produit du coup d'état 12 septembre. Ils abusent les sentiments de ceux qui sont les victimes du coup d'état 1980" *(Altını*

apparu dans les discours prononcés dans les villes de l'attachement religieux appartenant géographiquement aux régions différentes.

En d'autres mots, un point qui retient notre attention est lié au fait que Kılıçdaroğlu utilise un contenu assez religieux en parlant de l'abus des sentiments religieux dans les villes dont la population est mixte avec les alévies. Dans le meeting organisé à Yozgat, Kılıçdaroğlu explique comment *« (en parlant de l'AKP) ils ont fait du commerce de la religion. Ils ont fait du commerce des mœurs. Notre problème est de gagner le repas à manger par la valeur du travail. Notre problème est de mettre fin à cet abus. »*[310]

Par contre, son discours sur l'abus ethnique porte simplement sur l'accentuation du sentiment d'unité dans la société. D'ailleurs, nous voyons, à partir du Tableau 4.4 que parmi les villes à population kurde et mixte, nous obtenons les chiffres minimes. En regardant plus en détaille le contenu des discours, nous voyons que le débat se borne à l'idée que la politique ne devrait pas s'occuper des différences ethniques ou religieuses et que l'AKP a causé une séparation psychologique au sein du peuple turc en donnant lieu à une différenciation ethnique et culturelle. A Hatay, une ville située au Sud de la Turquie, ayant une population mixte au niveau ethnique et religieux, Kılıçdaroğlu explique que « *le parti au gouvernement faisait des appartenances religieuses du peuple, l'objet de leur politique. Visiblement, la période qui fait que les appartenances religieuses deviennent une source de faire la politique mais ce sont plutôt les appartenances ethniques du peuple qui se mettent au centre*. »[311]

çizerek söylüyorum, AKP 12 Eylül ürünü bir partidir. 12 Eylül'de acı çekenleri de sömürüyorlar.) Artvin, le 1 aout 2010.

[310] Discours prononcé par Kemal Kılıçdaroğlu à Yozgat, une ville située en Anatolie centrale dont la population majoritaire est alévie. « Ils ont fait du commerce de la religion. Ils ont fait du commerce des mœurs. Notre problème est de gagner le repas à manger par la valeur du travail. Notre problème est de terminer cet abus, (*Bunlar din ticareti yaptı. Bunlar iman ticareti yaptı. Bunlar ahlak ticareti yaptı. Bizim derdimiz her eve alın teriyle giren ekmeğin olmasıdır. Bizim derdimiz sömürünün bitmesidir*) ». Yozgat, le 7 aout 2010.

[311] Discours de Kılıçdaroğlu prononcé à Hatay au Sud du pays ayant une population mixte au niveau ethnique et religieux. « Le parti au gouvernement rendait les appartenances religieuses du peuple, l'objet de leur politique. Visiblement, la période qui fait que les appartenances religieuses deviennent une source de faire la politique mais ce sont plutôt les appartenances ethniques du peuple qui se mettent au centre, (*Bunlar daha düne kadar insanların inançlarını siyasi malzeme konusu yapıyorlardı. Öyle anlaşılıyor ki o insanların inançlarını siyaset malzemesi yaptıkları dönem bitmek üzere, şimdi de insanların kafatası üzerinden siyaset yapıyorlar*). » Hatay, le 1er septembre 2010.

4.2.4. Les croyances, les identités ethniques

Le tableau ci-dessous présente le nombre de rencontres des villes dans lesquelles Kemal Kılıçdaroğlu a mentionné l'attitude de son parti envers les croyances et les identités ethniques pendant son tour du pays lors du référendum de 2010. Les chiffres apparus sur le tableau montrent qu'il a mentionné ces deux questions dans 52 villes sur 59 où les rencontres se sont tenues.

Tableau 4.5 : L'accent mis sur les croyances religieuses et identités ethniques par rapport à la répartition des villes étudiées

	Croyances, Identités Ethniques
1 : Ethnique - Turc	39
2 : Ethnique - Kurde	4
3 : Ethnique - Mixte	9
4 : Location Géographique - Ouest	9
5 : Location Géographique - Sud-est	5
6 : Location Géographique - Sud	5
7 : Location Géographique - Nord	11
8 : Location Géographique - Anatolie Centrale	15
9 : Location Géographique - Est	7
10 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -pratiquant	22
11 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -laic	13
12 : Attachement Religieux - Mixte (+ population Alévie)	10

Selon la répartition des villes basées sur l'appartenance ethnique, le plus haut chiffre – 39 – appartient à l'audience de base majoritaire turque sur 44. D'autre part, le chiffre 4 correspond aux villes dont la majorité de la population est kurde. Par là, nous arrivons à voir que Kılıçdaroğlu donne une importance spéciale dans toutes les rencontres à souligner que son parti est respectueux de toutes les appartenances ethniques.

En premier lieu, nous voulons attirer l'attention sur les raisons pour lesquelles Kılıçdaroğlu réunit ces deux questions comme les croyances religieuses et l'identité ethnique et il reprend ensemble. Il devrait être clarifié pourquoi que selon M. Kilicdaroglu, ces deux concepts sont pris ensemble même s'ils correspondent à des problèmes distincts dans la politique actuelle du pays.

D'un autre côté, comme nous venons d'en parler dans notre Chapitre 2, ces deux axes signifient les deux clivages principaux en Turquie suivant lesquels se forme le comportement électoral et que les scores restent toujours faibles pour le Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP). C'est justement pour

cela que le contenu du discours prononcé par Kemal Kılıçdaroğlu est significatif en ce qui concerne le débat autour des identités ethniques et religieuses.

En deuxième lieu, en nous appuyant sur le Tableau 4.5, nous voyons que Kılıçdaroğlu a accentué les identités culturelles dans les villes au Sud-est ayant la population kurde. De même, les identités religieuses ont été soulignées dans les villes dont la population majoritaire est soit pratiquante et sunnite, soit alévie.

Un point retient notre attention lié au fait que Kılıçdaroğlu a donné un message pour l'unité à chaque fois que le sujet a trouvé sa place. Le message pour l'unité a été donné par le leader du CHP dans les villes dont la population majoritaire est kurde, Kılıçdaroğlu explique qu'il n'allait pas « *matérialiser l'identité ethnique, la race ou la religion de l'homme. Nous sommes le servant du Dieu, de n'importe quelle ethnie et de race. Nous respectons les identités ethniques des hommes et leurs cultures* ».[312]

De même, dans le Sud-est, à Bingöl, Kılıçdaroğlu explique comment le peuple « *vivait en fraternité, il n'y avait aucun crime. Mais le temps s'est écoulé, les hommes ont changé, nous sommes devenus des hommes différents. Mais nous allons vivre libre en fraternité comme une forêt et unique comme un arbre* ».[313] Par conséquent, nous voyons que c'est par la notion de fraternité que le leader du parti semble avoir voulu dépasser la différence dans la société turque différencié par ses composants turcs et kurdes.[314]

---

[312] Discours prononcé par Kemal Kılıçdaroğlu à Batman, une ville situés au Sud-est dont la population majoritaire est kurde. "Je ne vais pas matérialiser l'identité ethnique, la race ou la religion de l'homme. Nous sommes le servant du Dieu, de n'importe quelle ethnie et de race. Nous respectons les identités ethniques des hommes et leurs cultures. (Hiç kimsenin etnik kimliğini, soyunu sopunu, hiç kimsenin inancını siyasete malzeme etmeyeceğim. Hangi soydansak soydanız, boydansak boydanız e biz Allah'ın bir kuluyuz. Biz insanların etnik kimliğine, onların kültürlerine saygılıyız)." Batman, le 24 août 2010.

[313] Discours prononcé à Bingöl située au Sud-est: "Tout le monde vivait en fraternité, il n'y avait même pas aucun crime. Mais le temps s'est passé, les hommes se sont changés, nous sommes devenus des hommes différenciés. Mais nous allons vivre libre en fraternité comme une foret et unique comme un arbre. (İnsanlar kardeş gibi yaşarlardı. Suç bile yoktu. Huzur içindeydi. Ama gün geçti, dönem değişti, insanlar değişti, farklı farklı insanlar olmaya başladık. Koca Nazım'ın dediği gibi bir ağaç gibi tek ve hür ve bir orman gibi kardeşçe yaşayacağız.)".Bingöl, le 25 août 2010.

[314] Discours prononcé à Tunceli, la ville située au cœur de tout débat sur la question kurde. Kılıçdaroğlu y propose de " remettre la Turquie au bout ensemble où tout le monde soit fier de son identité, nous allons terminer la terreur, cette guerre entre frères., (Bir ağaç gibi tek ve hür demiş ve bir orman gibi kardeşçe yaşayalım. Neden bir ağaç gibi tek ve hür ve bir orman gibi kardeşçe yaşamıyoruz. Herkesin etnik kimliğiyle onur duyduğu bir Türkiye'yi el birliğiyle ayağa kaldıracağız.Terörü bitireceğiz. Kardeş kavgasını bitireceğiz). Tunceli, le 25 août 2010.

Tableau 4. 6 : L'accent mis sur l'unité par rapport aux croyances religieuses et identités ethniques

	Croyances, Identités Ethniques	Unité
1 : Ethnique - Turc	39	39
2 : Ethnique - Kurde	4	4
3 : Ethnique - Mixte	9	9
4 : Location Géographique - Ouest	5	5
5 : Location Géographique - Sud-est	9	11
6 : Location Géographique - Sud	11	10
7 : Location Géographique - Nord	5	6
8 : Location Géographique - Anatolie Centrale	15	16
9 : Location Géographique - Est	7	4
10 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -pratiquant	22	20
11 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -laic	13	14
12 : Attachement Religieux - Mixte (+ population Alévie)	10	10

Dans cette perspective, nous préférons analyser séparément le discours sur les identités ethniques même si Kılıçdaroğlu dans son discours reprend toujours les croyances et les identités ethniques ensemble. Le tableau ci-dessous montre le contre-interrogatoire des concepts « croyances, identités ethniques » et « unité ». Comme nous pouvons voir à partir du Tableau 4.6, les chiffres montrant l'accentuation des Croyances, Identités Ethniques et Unité sont tout à fait près l'un de l'autre.

Cela nous montre comment le leader du parti d'opposition interprète les concepts de croyances et identités ethniques parallèlement à l'unité nationale. Suivant le résultat direct de l'approche républicaine adoptée depuis des années 1920, le Parti Républicain du Peuple (CHP) a estimé que les difficultés actuelles du pays sont liées aux croyances religieuses et à l'identité ethnique se montrant séparatrices.

En regardant le Tableau 4.5 qui interroge l'accent mis par Kılıçdaroğlu sur les croyances religieuses et les appartenances ethniques « et » l'unité, nous arrivons à dire que les résultats se montrent complètement identiques par rapport aux villes de population turque, kurde et mixte. De la même manière, nous obtenons des résultats proches et à la fois identiques lorsque nous parlons des villes classifiées par rapport à l'appartenance religieuse. Autrement dit, en regardant les résultats obtenus par rapport à la répartition ethnique dans les villes à population turque, kurde et mélangées avec les alévies, nous observons qu'il existe une corrélation. Cela veut

probablement dire que dans toutes les villes, Kılıçdaroğlu faisant référence aux identités ethniques, il a aussi accentué la notion d'unité.

De même, les résultats apparus approximatifs tirés par rapport aux villes de bases religieuses différentes comme musulmanes sunnites pratiquantes, laïques et mélangées avec les alévies, nous montrent que nous pouvons parler d'une même corrélation pour le cas religieux. Cela veut dire que Kılıçdaroğlu, en faisant référence aux croyances et aux identités religieuses, a de même souligné l'importance de l'unité.

Cela nous montre que Kılıçdaroğlu, en parlant des croyances religieuses et identités ethniques, met toujours l'accent sur la notion d'unité. Ce faisant, il tire l'attention sur la citoyenneté turque au-delà de toutes les différences ethniques. D'ailleurs, il insiste sur le fait que son parti est respectueux des croyances religieuses de chacun sans faire aucune discrimination.[315] Dans son discours à Hatay, une ville assez importante symbolisant la mosaïque mixte de la société turque avec ses composants arabes, turcs, kurdes, Kılıçdaroğlu a souligné que son parti propose d'élargir les droits et les libertés sur la base de la citoyenneté et du compatriotisme.[316]

En effet, Kılıçdaroğlu, depuis son arrivé à la tête du Parti Républicain du Peuple, a été toujours accusé de n'avoir pas mentionné sa propre identité ethnique et religieuse qui est kurde et alévie. Kılıçdaroğlu semble répondre à ces accusations dans un discours qu'il a prononcé à Tunceli, dans sa ville d'origine au Sud-est de la Turquie, une ville connue par sa population kurde et alévie. Kılıçdaroğlu souligne que la mentalité du Premier Ministre semble relever de celle d'Hitler, en parlant de la race au 21ème siècle. Pour Kılıçdaroğlu, « *l'homme est la créature divine par excellence, avec ses croyances religieuses et son appartenance ethnique. Il faut qu'on respecte l'homme en soi, et ses croyances* ».[317]

---

[315] Discours prononcé par Kılıçdaroğlu à Van située au Sud-est dont la population majoritaire est kurde ; et musulmane sunnite pratiquante au niveau religieux. Selon Kılıçdaroğlu, « Il ne faut pas discerner la société mais il faut la réunir. Il faut respecter toutes les croyances et pensées de chacun. Nous rêvons d'une société en fraternité ou tout le monde vit librement. (Toplumu ayrıştırmak değil, toplumu bütünlemek lazım. Herkesin düşüncesine, inancına saygı göstermek lazım. Herkesin özgürce yaşadığı, kardeşçe bir toplum istiyoruz)" Van, le 24 aout 2010.

[316] Discours prononcé à Hatay, une ville au Sud ayant la population mixte au niveau ethnique et religieux.

[317] Discours prononcé à Tunceli, par Kemal Kılıçdaroğlu, " (En parlant du Premier Ministre) Il ouvre un débat sur la race. Nous ne voulons pas avoir un Premier Ministre à la mentalité hitlérienne au 21ème siècle"*(Soy tartışması başlatıyor. Biz 21.yüzyılda Türkiye'de Hitler mantığına sahip bir Başbakan istemiyoruz)* Tunceli, le 25 aôut 2010.

Un point qui retient notre attention est lié à la définition de son appartenance par rapport à Ecevit. Durant son tour de campagne, dans une ville en Anatolie centrale, à Afyon, Kılıçdaroğlu répond à ceux qui sont curieux de son appartenance ethnique et religieuse de la manière qu'il venait de la race d'Ecevit au sens culturel. « *Si vous êtes curieux de connaître ma race : je viens de la culture d'Ecevit. Nous rêvons de vivre ensemble en fraternité. Nous n'allons pas aliéner notre peuple* ».[318]

4.2.5. L'injustice, droit de croyant

Dans les villes où la population majoritaire est croyante et pratiquante, nous avons vu que l'accent du discours de M.Kılıçdaroğlu est concentré plutôt sur un vocabulaire religieux. Dans ce cadre, nous pensons qu'il sera nécessaire d'expliquer certains éléments composants de ce discours. En parlant de l'abus des sentiments religieux par rapport à la corruption et à la pauvreté comme étant des problèmes fondamentaux, Kılıçdaroğlu accuse le Parti de Justice et de Développement d'avoir gaspillé le droit de ceux qui sont croyants. « *Kul hakkı* » (le droit du croyant) est un terme très religieux dans le vocabulaire coranique, utilisé par Kemal Kılıçdaroğlu pour désigner le niveau d'importance de la question. En effet, la religion musulmane consiste en une justice divine qui porte sur la défense des droits du « croyant ».

Selon le livre sacré, Dieu explique qu'il n'allait jamais pardonner la faute de ce qui vient avec un tel péché, c'est-à-dire gaspiller le droit des gens parmi les membres de la communauté musulmane pratiquante. Kılıçdaroğlu, à plusieurs reprises, il se réfère à ce fameux verset du Coran pour expliquer que son parti ne favorisera pas la corruption et il insiste sur le fait que le peuple doit rejeter le projet du changement constitutionnel qui ne prévoit aucune modification sur la protection des droits du peuple turc et musulman. En mentionnant le droit du croyant dans 39 villes en y faisant 82 de références, Kılıçdaroğlu essaie d'attirer l'attention sur la pauvreté, le chômage et la corruption comme causes du sous-développement du pays, en passant par un contenu assez religieux comme le droit du croyant.

Dans le cadre de la campagne du référendum, un bon exemple se trouve lors du meeting organisé à Bursa, une ville en Anatolie centrale qui est connue par sa population assez pratiquante au niveau religieux, Kılıçdaroğlu raconte comment dans la société turque « *nous avons des membres conservateurs parmi nous qui ne*

[318] Discours prononcé à Afyon, une ville dont la population majoritaire est turque et musulmane laic au niveau religieux. Afyon, le 20 août 2010.

gaspillent pas les droits du croyant. Nous les attendons sous le drapeau du Parti Républicain du Peuple »[319].

Le tableau ci-dessous montre le nombre des rencontres dans lesquelles Kemal Kılıçdaroğlu a mentionné l'injustice et le droit du croyant, vu que le dernier est un terme très religieux parmi les musulmans que Kılıçdaroğlu se réfère à plusieurs reprises pendant ses visites de referendum 2010. Les chiffres sur le Tableau 4.7 montrent qu'il a mentionné ces deux questions dans 39 villes sur 59 où les rencontres avec le peuple se sont tenues.

Tableau 4.7 : L'accent mis sur l'injustice et le droit du croyant par rapport à la répartition des villes étudiées

	Injustice, Droit du Croyant
1 : Ethnique - Turc	32
2 : Ethnique - Kurde	3
3 : Ethnique - Mixte	4
4 : Location Géographique - Ouest	7
5 : Location Géographique - Sud-est	4
6 : Location Géographique - Sud	1
7 : Location Géographique - Nord	9
8 : Location Géographique - Anatolie Centrale	12
9 : Location Géographique - Est	6
10 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -pratiquant	18
11 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -laïc	10
12 : Attachement Religieux - Mixte (+ population Alévie)	7

A l'heure actuelle, l'injustice et les droits de l'homme sont deux des problèmes très importants en Turquie. L'avis général du public se met en accord sur la négligence du gouvernement en ce qui concerne l'amélioration dans le système judiciaire. De l'autre côté, la manipulation du parti au pouvoir sur les décisions judiciaires est largement critiquée par le leader du parti d'opposition pendant les 39 rencontres sur 59 lors de ses visites de propagande.

En regardant le Tableau 4.7, nous voyons que le chiffre apparait 3 sur 4 villes pour les villes à population de base principalement kurde. Il n'est donc pas

[319] Discours prononcé par Kılıçdaroğlu à Bursa, une ville située en Anatolie centrale dont la population assez musulmane sunnite pratiquante. "Il y'en a qui ne veut pas donner de compte au peuple, et qui a peur de donner du compte. D'autre part, nous avons des gens qui sont justes et qui sont croyants. Ils ne font pas gaspiller le droit des croyants. Nous les attendons tous sous les drapeaux du CHP aux élections qui viennent, (*Halka hesap vermeyenler var. Halka hesap vermekten korkanlar var. Ama öbür tarafta da namuslu insanlarımız var, düzgün insanlarımız var, mütedeyyin insanlarımız var. Kul hakkı yemeyen insanlarımız var. Bütün o insanları önümüzdeki seçimlerde CHP'nin bayrağı altına bekliyorum*)".Bursa, le 18 juillet 2010.

surprenant d'avoir des mentions plus fortes où les problèmes d'injustice et des droits de l'homme sont sentis plus sévèrement. Une explication logique peut être la tendance possible d'attribuer la priorité pour ces deux problèmes devant le peuple kurde en relation avec la question des identités ethniques.

En termes de localisations géographiques, le tableau montre une image semblable. Ces deux questions ont seulement été abordées dans 4 villes dans la région du Sud-est où la majorité de la population a des origines kurdes.

Concernant le fait que Kılıçdaroğlu souligne largement que le projet de changement constitutionnel ne serait pas favorable pour l'amélioration du système judiciaire dans les villes dont la population majoritaire est kurde, nous avons remarqué que Kılıçdaroğlu défendait la justice en partant d'un vocabulaire religieux comme le droit du croyant mais, il n'a fait aucune référence sur l'injustice ou la discrimination que le peuple kurde a soumis dans le pays. Autrement dit, Kılıçdaroğlu n'a fait aucune référence à l'injustice que la société kurde a reçue ethniquement. En effet, c'est par l'injustice en fonction de la valorisation de leur travail au niveau économique que Kılıçdaroğlu établie le contenu de ses discours.[320]

Selon la répartition basée sur l'attachement religieux, le chiffre reflète le ¾ du nombre de toutes les villes dont la population est musulmane sunnite pratiquante avec 18. En regardant le contenu des discours prononcés dans ces villes, nous voyons que Kemal Kılıçdaroğlu avait voulu corréler les concepts d'injustice et des droits de l'homme avec les doctrines essentielles d'Islam.

Un exemple remarquable se montre à Kahramanmaraş, lorsque Kılıçdaroğlu définit l'éthique de sa croyance par la prospérité du peuple et la croissance du bien-être dans le pays. Selon Kılıçdaroğlu, « *servir au peuple, c'est servir au Dieu* »[321]

---

[320] Discours prononcé par Kılıçdaroğlu à Batman, une ville située au Sud-est dont la population dominante est kurde, Est-ce que ce n'est pas un péché de gaspiller le droit du croyant? D'après ce que je sais, le Dieu nous dit de ne pas venir devant lui pour avoir gaspillé le droit du croyant. Est-ce qu'on va dire « oui » à ce qui fait de la corruption ? ,(*Kul hakkı yemek günah mıdır, değil midir? Benim bildiğim kadarıyla Allah diyor ki her türlü günahını affederim ama kul hakkıyla karşıma gelme. Yolsuzluk yapan, cebini dolduran, tüyü bitmemiş yetimin hakkını yiyenlere biz evet mi diyeceğiz?*) Batman, le 24 août 2010.

[321] Discours prononcé à Kahramanmaraş, une ville de l'Est à population ethnique mixte et musulmane sunnite pratiquante. Selon Kılıçdaroğlu, "Notre croyance, notre religion, notre éthique ordonne que d'abord c'est le peuple qui va s'enrichir, et que niveau de la prospérité du peuple augmente. Parce que servir au peuple, c'est servir au Dieu" *(Bizim inancımız, imanımız, ahlakımız şunu emreder, önce halk zenginleşecek, önce halkın refahı yükselecek. Halka hizmet, hakka hizmettir).* Kahramanmaraş, le 30 juillet 2010.

4.2.6. L'Etat social proposé comme solution aux problèmes actuels

Dès la première rencontre, jusqu'à la dernière, Kılıçdaroğlu se demande en quoi le projet de changement constitutionnel prévoit d'apporter des solutions aux besoins des ouvriers, des employés, des fermiers et celles des retraités. En mentionnant 157 fois dans 50 des villes, Kılıçdaroğlu défend l'idée que les modifications provisoires du changement constitutionnel n'apporteront pas de solution aux revendications des ouvriers, des retraités et des employés de l'Etat.

Dans cette perspective, en partant de l'aperçu général sur les discours prononcés par Kemal Kılıçdaroğlu en ce qui concerne le changement de Constitution, nous arrivons à voir que Kılıçdaroğlu propose d'une certaine manière, son propre programme concernant l'Etat social comme solution apportée aux questions actuelles du pays. Alors, dans cette partie, nous proposons d'analyser les discours de Kılıçdaroğlu sous le nœud de l'Etat social.

Le premier point qui frappe est lié au fait que Kılıçdaroğlu a mis les ouvriers, les retraités, les employés de l'état et les fermiers tous dans le même paquet. Il y a sûrement des accentuations spéciales pour chacun d'entre eux, par contre, la tendance générale consiste en le rassemblement de ces quatre catégories de travailleurs de la société pour en tirer un positionnement politique par rapport à la classe des travailleurs.

En ce qui concerne les retraités, Kılıçdaroğlu déclare que son parti retirera l'Article N°5510 de la Loi sur Les Assurances Sociales et l'Assurance Générale de Santé déclarant que les retraités ne bénéficient pas de l'augmentation du revenu national. Dans son discours à Afyonkarahisar, une ville en Anatolie centrale ayant la population à base ethnique turque et musulmane sunnite laïque, déclare que son parti fera la Loi de la Conformité (*İntibak Yasası*), concernant les retraités qui bénéficieront du revenu national.[322]

Selon Kılıçdaroğlu, ce projet de changement constitutionnel empêche le droit de contestation de l'employé. Autrement dit, le projet du changement de la

[322] Discours prononcé à Afyonkarahisar par le leader du parti d'opposition, Kemal Kılıçdaroğlu déclare que (AKP) a fait sortir une Loi désignant que les retraités ne seront pas bénéficiés du surplus du revenu national. Nous allons faire la Loi de la Conformité, nous allons enlever cette article (qui l'empêche) comme ça, les retraités bénéficieront du surplus du revenu national. *(Bir kanun çıkardı. Dedi ki emekliye milli gelir artışından pay verilmez. İntibak yasasını çıkaracağız, o maddeyi de kaldıracağız, emekli de milli gelir artışından adam gibi payını alacak)* Afyonkarahisar, le 20 août 2010.

Constitution prévoit le droit de la négation collective par contre il ne donne pas le droit de faire la grève.[323]

Le deuxième point important à souligner concerne que le CHP défend la valorisation du travail et du labeur au dessus de tout. Nous arrivons à comprendre l'importance accordée sur le travail par rapport aux résultats que nous avons obtenus suite à l'encodage que nous venons de faire. En effet, nous voyons que le débat autour du travail a été mentionné par 84 références dans 41 villes anatoliennes sur 59.

A Kayseri, dans une ville en Anatolie centrale dont la population est musulmane pratiquante assez conservatrice, Kılıçdaroğlu appelle l'électorat à dire non au changement constitutionnel en s'appuyant sur l'idée que le refus de cette constitution ouvrira le chemin pour juger ceux qui abusent « du travail ». Kılıçdaroğlu, en faisant référence à la corruption et à la pauvreté, défend que son parti favorise le travail et le labeur. En comptant sur la valeur du travail que le pays abolira le chômage.[324]

La formule que Kemal Kılıçdaroğlu propose pour faire valoir le travail, c'est la redistribution égalitaire des revenus. En se rappelant d'Ecevit, Kılıçdaroğlu défend un « ordre juste » basé sur un partage égalitaire des revenus dans 23 villes sur 59. Dans cette optique, un discours remarquable est prononcé à Elazığ, une ville à l'Est de la Turquie, à population de base ethnique mixte ayant l'appartenance religieuses assez conservatrice. Dans ce discours, Kılıçdaroğlu parle de Bülent Ecevit en disant que leur leader « légendaire » rêvait d'un ordre juste avec ni opprimant, ni opprimés. Kılıçdaroğlu déclare sur le même point, ce dont le pays a besoin, c'est un ordre juste et humain.[325]

---

[323] Discours prononcé à Isparta, « Ils disent qu'ils vont donner le droit de la négation collective aux employés. Pourquoi le droit de grève n'est pas arrivé? » *(Diyorlar ki, memurlara toplu sözleşme hakkı getiriyoruz. Grev hakkını niye getirmiyorsun?).* Isparta, le 21 août 2010.

[324] Discours prononcé à Kayseri, une ville en Anatolie centrale ayant la population musulmane sunnite pratiquante assez conservatrice, selon Kılıçdaroğlu « Quand nous refusons la Constitution, le chemin du changement s'ouvrira. Quand nous refusons la Constitution, le chemin de la valorisation du travail s'ouvrira. Quand nous disons « non » à la Constitution, le chemin vers une société organisée s'ouvrira ». *(Anayasaya hayır dersek değişimin önü açılır. Anayasaya hayır dersek alın terine değer vermenin önü açılır. Anayasaya hayır dersek örgütlü bir toplum olmanın önü açılır. Anayasaya hayır dersek esnafın, çiftçinin, memurun, köylünün, işçinin, emeklinin sorunları dile gelir)* Kayseri, le 28 août 2010.

[325] "Nous avions un leader légendaire: Ecevit. Il rêvait d'un ordre juste avec ni opprimant, ni opprimés. Nous sommes sur le même point. Ce dont nous avons besoin, c'est un ordre juste et humain*."(Bizim efsane liderimiz vardı Bülent Ecevit. Derdi ki; "Ne ezen, ne ezilen insanca, hakça bir düzen". Aynı yerdeyiz. Ne ezen, ne ezilen diyoruz. İnsanca, hakça bir düzen kuralım diyoruz)* Discours prononcé par Kemal Kılıçdaroğlu à Elazığ, le 25 août 2010.

Kılıçdaroğlu donne la formule de cet ordre juste à Hatay, une ville au Sud à population mixte composées des kurdes, turques et arabes. Le leader déclare que le CHP va travailler pour le peuple, produire pour le peuple et va partager ce qu'il produise avec le peuple et que c'est leur but essentiel.[326] De la même manière, il déclare que « *le service au peuple, c'est le partage égalitaire de la valeur ajoutée produite* ».[327]

Pareillement, à Batman, une ville où la population dominante est kurde et le problème de terreur existe, Kılıçdaroğlu se demande ce que c'était que l'on n'arrivait pas à partager dans ce pays. Dans son discours, il continue à demander au peuple si cette nouvelle Constitution prévoit qu'il n'y ait plus de la pauvreté et que l'on arrive à partager les revenus en renforçant l'Etat social.[328] Lors du meeting organisé à Malatya, une autre ville de l'Est à population mixte, Kılıçdaroğlu donne plus de détail concernant la diffusion de la prospérité dans le pays. Il déclare que son parti a pour but de diffuser le bien-être sur toute la base. Dans ce contexte, le parti au pouvoir, le Parti de Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) est accusé de ne pas avoir partagé d'une manière égalitaire la valeur ajoutée produite. Autrement dit, « *ce qui a été produit, n'est pas partagé d'une manière juste, égalitaire et correcte* ».[329]

---

[326] Discours prononcé à Hatay par Kemal Kılıçdaroğlu "Nous allons travailler pour le peuple, produire pour le peuple et nous allons partager ce que nous produisons. C'est notre but essentiel" (Halk için çalışacağız, halk için üreteceğiz, ürettiğimizi hakça bölüşeceğiz. Temel hedefimiz bu) Hatay, le 1 septembre 2010.

[327] Discours prononcé à Maraş Elbistan, une région à l'Est de la Turquie où la population est mixte et pratiquante. Nous savons que servir au peuple, c'est partager avec le peuple, de la valeur ajoutée que l'on produit », *(Halka hizmetin yaratılan katma değerin hakça bölüşülmesi olduğunu biliyoruz)* Elbistan/ K.Maraş, le 30 juillet 2010.

[328]Discours prononcé à Batman, par Kemal Kılıçdaroğlu, "Qu'est-ce qu'on n'arrive pas à partager dans ce pays?Est-ce que cette nouvelle Constitution prévoit qu'il n'y ait pas de la pauvreté, que l'on partage justement les revenus et que l'on renforce l'état social? (Bu ülkede paylaşılmayacak ne var?Bu Anayasa değişikliği yoksulluk olmasın, geliri hakça bölüşelim, sosyal devleti güçlendirelim diyor mu?)Batman, le 24 août 2010.

[329] Discours prononcé à Malatya, une ville à l'Est de la Turquie dont la population dominante est alévie. "Nous voulons partager la prospérité dans Notre pays. Nous voulons diffuser le bien-être sur toute la base. Ce qui a été produit n'est pas partagé d'une manière juste, égalitaire ou correcte". *(Kendi ülkemizde refahı paylaşmak istiyoruz. Refahı tabana yaydırmak istiyoruz Adaletle bölüşülmüyor, hakça bölüşülmüyor, düzgün bölüşülmüyor. Cebini düşünen siyasetçi buna engel).*Malatya, 23 juillet 2010.

Tableau 4.8 : Accentuation sur l'ordre juste par rapport au Travail

	Redistribution égalitaire, l'ordre juste	Travail
1 : Ethnique - Turc	17	29
2 : Ethnique - Kurde	1	4
3 : Ethnique - Mixte	4	7
4 : Location Géographique - Ouest	2	4
5 : Location Géographique - Sud-est	3	9
6 : Location Géographique - Nord	6	6
7 : Location Géographique - Sud	2	3
8 : Location Géographique - Anatolie Centrale	7	14
9 : Location Géographique - Est	2	4
10 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -pratiquant	9	16
11 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -laïc	7	10
12 : Attachement Religieux - Mixte (+ population Alévie)	4	7

Tableau 4.8 présenté ci-dessus essaie d'examiner en croisant les fréquences des expressions liées aux concepts de la redistribution égalitaire, l'ordre juste par rapport au concept du travail. Les chiffres montrent ici le nombre des références faites par le leader du parti d'opposition dans les rencontres pendant le Référendum 2010.

En regardant le tableau 4.8, nous arrivons à dire qu'une cohérence est établie ces deux concepts dans les villes se trouvant au Nord avec le chiffre 6 apparus réciproquement. L'accent est mis sur l'ordre juste dans les villes dont la population majoritaire est mixte avec les alèvis.

Par contre, nous trouvons un point intéressant suivant le travail a été accentué dans les villes dont la population est kurde. Par contre, nous voyons que l'ordre juste n'a pas trouvé de place dans le sdiscours de Kılıçdaroğlu dans les villes ayant une population kurde.

D'autre part, les chiffres pour les villes où l'origine ethnique des habitants est kurde, et qu'elles sont situées dans les régions économiquement les moins développées comme l'Est et le Sud-est de la Turquie où le peuple est religieusement mélangé apparaissent tout à fait bas. Cela peut être attribué à son évaluation probablement comme suit : malgré le fait que les concepts l'ordre juste et le travail sont extrêmement significatif qu'il entasse, leur niveau de perception par le peuple souffrant de problèmes ethniques, économiques et religieux serait bas.

Tableau 4.9: L'accent sur l'état de prospérité en fonction de la répartition des villes étudiées

	Etat de Prosperité
1 : Ethnique - Turc	29
2 : Ethnique - Kurde	2
3 : Ethnique - Mixte	3
4 : Location Géographique - Ouest	3
5 : Location Géographique - Sud-Est	6
6 : Location Géographique - Sud	7
7 : Location Géographique - Nord	2
8 : Location Géographique - Anatolie Centrale	13
9 : Location Géographique - Est	3
10 : Attachment Religieux - Musulman Sunnite -pratiquant	15
11 : Attachment Religieux - Musulman Sunnite -laic	12
12 : Attachment Religieux - Mixte (+ population Alévie)	4

Le tableau ci-dessus montre les fréquences du mot « état de prospérité » que Kılıçdaroğlu a prononcé pour expliquer comment il a pour but de diffuser la prospérité dans toute la Turquie.

Selon le Tableau 4.9 les chiffres les plus hauts abordent dans les villes avec la population dominante est turque (29), situé en Anatolie centrale (13) et religieusement la majorité est sunnite musulmane pratiquante (15). Tandis que les chiffres les plus bas appartiennent aux villes qui sont situées dans les régions du nord (2) ainsi que les villes ayant le caractère religieux sont mélangées avec les alévies (4). En ce qui concerne les villes dont la population est majoritairement kurde, nous voyons que l'accent est mis dans la moitié des rencontres tenues.

4.2.7. De la question kurde

Depuis 1984, pratiquement il ne se passe pas un jour sans qu'apparaissent des affrontements ou des conflits sanglants entre le PKK et l'armée turque. Alors la question kurde à l'heure actuelle, elle est probablement la question la plus inquiétante de la Turquie. Comme nous l'avons récemment expliqué, le gouvernement turc a pris une mesure avec l'initiative démocratique mais il a échoué à la développer car on a supposé dans le passé que la question kurde était simplement une question de développement économique. Mais ensuite, on a décidé que les demandes concernant les droits identitaires et démocratiques n'étaient pas des revendications passagères. Une fois de plus, la question a été réduite à la formule classique : si le bien-être de la région augmente, la terreur ne trouvera plus de

militants. Quant à l'ouverture démocratique, le gouvernement a systématiquement évité de serrer la main des représentants des kurdes au Parlement. En effet, peu d'actions symboliques envers des kurdes ont été jugées suffisantes pour justifier l'ouverture démocratique. Près de 1300 membres parmi les fonctionnaires municipaux et les responsables kurdes ont été arrêtés, les enfants jetant des pierres à la police ont été envoyés en prison et des kurdes revenant du camp de Makhmour en Irak du nord et des montagnes Kandil ont été arrêtés, contrairement à qui avait été promis. Le pouvoir judiciaire continue d'assaillir les membres du Parti de Paix et de la Démocratie (*Barış ve Demokrasi Partisi*, BDP) et ceux de son prédécesseur, c'est-à-dire le Parti de la Société Démocratique (*Demokratik Toplum Partisi*, DTP).

La question kurde est l'un des problèmes fondamentaux remontant à la fondation de la République puisqu'il a survécu depuis lors et le résoudre est vraiment difficile. La langue et les concepts utilisés au sujet de ce conflit reposent surtout sur l'armée, ou du moins sur des solutions conflictuelles. Malgré les déclarations récentes pour poursuivre l'initiative démocratique, les membres du gouvernement penchent inévitablement vers le langage du conflit.

De plus, l'utilisation du mot "terreur" rend la question kurde totalement obscure et incompréhensible. Le PKK est une organisation qui effectue de temps en temps des actes de terreur, mais dans l'essence, mais la question de la cause pour mener cette lutte reste toujours à être résolue. Par contre, l'avis général en Turquie reflète l'idée que la question kurde n'est qu'une question de terreur que l'on doit arrêter.

Selon le leader du premier parti à l'opposition, comme ce fut le cas dans toutes les autres initiatives réformistes, le gouvernement a transformé l'initiative démocratique pour les Kurdes en un vide, par manque de vision et d'expertise technique pour résoudre le problème. Avec le PKK parlant de « l'autonomie démocratique » ou, en d'autres mots, parlant de former un gouvernement autonome, et avec le Parti pro-kurde pour la Paix et la Démocratie (*Barış ve Demokrasi Partisi*-BDP), a décidé de boycotter le référendum constitutionnel.

Le premier point qui apparaît dans le discours de Kemal Kılıçdaroğlu consiste à dire que la question kurde est saisie en relation avec la localisation géographique de la région comme cause de sous-développement. En effet, la localisation défavorisée de la région rend les communications plus difficiles avec les autres régions du pays qui auraient pu augmenter les échanges d'abord économiques puis culturels. Dans

cette perspective, la pauvreté, la famine et le chômage sont considérés comme les problèmes fondamentaux de la région.

Tableau 4.10 : Analyse croisée de la location géographique et de la pauvreté et du chômage par rapport à la question kurde suite à la répartition des villes étudiées

	Corruption, Pauvreté, Chomage	Location Géographique
1 : Ethnique - Turc	40	5
2 : Ethnique - Kurde	4	4
3 : Ethnique - Mixte	10	4
4 : Location Géographique – Sud-est	5	5
5 : Location Géographique - Ouest	9	0
6 : Location Géographique - Nord	12	2
7 : Location Géographique - Sud	6	3
8 : Location Géographique - Anatolie Centrale	15	2
9 : Location Géographique - Est	7	1
10 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite - pratiquant	22	5
11 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -laïc	14	2
12 : Attachement Religieux - Mixte (+ population Alévie)	11	6

Le tableau ci-dessus montre les fréquences de la localisation géographique en liaison avec la pauvreté, la corruption et le chômage prononcés par Kılıçdaroğlu durant les rencontres tenues pendant la campagne « non » au Référendum en 2010. En nous appuyant le Tableau 4.10, nous arrivons à dire que la correspondance complète des chiffres est observée avec 4 mentions dans les villes où la population dominante est kurde.

A Bingöl, une ville au Sud-est dont la population dominante est kurde d'attachement religieux mixte avec les alévies, Kılıçdaroğlu parle de l'immigration vers les grandes villes pour des raisons économiques. « *La moitié de la population de Bingöl habite en dehors de la ville. Personne ne voudrait quitter la ville où elle est née. De même, elle voudrait qu'elle ait des bonnes conditions, que ces enfants habitent là ensemble et tranquillement* ».[330] Nous pensons qu'il ne sera pas par hasard que Kılıçdaroğlu parle de la tranquillité dans une région où il existe une augmentation récente des actions violentes de la part de PKK. Alors, nous voyons

[330] Discours prononcé par K. Kılıçdaroğlu à Bingöl, une ville au Sud-est dont la population dominante est kurde de l'attacheemnt religieux mixte. "La moitié de la population de Bingöl habite en dehors de la ville. Personne ne voudrait quitter la ville où elle est née. De même, elle voudrait qu'elle ait des bonnes conditions, que ces enfants habitent là ensemble et tranquillement" (*Bingöl'ün nüfusunun yarısı Bingöl'ün dışında yaşıyor. Hiç kimse doğduğu topraklardan ayrılmak istemez. Ve ister ki*

que l'amélioration des conditions de vie est considérée comme un point important pour le problème conflictuel dans la région.

Pareillement à Erzurum, Kemal Kılıçdaroğlu dessine le rôle de la politique suivant la mission de faire supprimer les inégalités entre les régions. De plus, selon Kılıçdaroğlu « *l'Etat doit prendre l'initiative de faire commencer le développement à l'Est et au Sud-est* ».[331] Dans une ville au Sud-est dont la population dominante est kurde, Kılıçdaroğlu se réclame d'être accusé pour avoir défendu du développement économique du Sud-est et de l'Est.[332] Il défend que le taux de chômage parmi les jeunes est de 43-44% dans ces régions même si le chiffre se réduit à 15% dans les villes se trouvant à l'Ouest. D'ailleurs, le Tableau 4.10 nous indique que le discours est plutôt concentré sur la corrélation entre la localisation géographique de la région avec le chômage et la pauvreté mentionnée comme cause du problème kurde suivant le chiffre 5 de la corrélation observée dans les villes au Sud-est.

L'Est et le Sud-est du pays sont des régions qui sont sous des conditions difficiles à cause des montagnes qui rendent difficiles toute connexion avec les autres régions du pays, ils ne sont pas proches à la mer et le climat n'est pas favorable pour l'agriculture à part la culture du blé qui n'est donc pas très valable. De l'autre côté, le fait que ces régions soient voisines de pays en conflits comme l'Iraq, l'Iran et la Syrie. Kılıçdaroğlu parle de l'aspect géographique du problème dans les villes qui se trouvent à la région de la Mer Noire, une région plus développée au niveau économique et relativement nationaliste au niveau ethnique contre les kurdes. A Samsun et à Trabzon, deux villes au Nord à population turque et pratiquante musulmane sunnite, Kılıçdaroğlu explique de la manière suivante comment l'Etat doit intervenir pour améliorer les réseaux de connexion : « *La Turquie intégrée avec l'Est et l'ouest sera aussi intégrée avec le Sud et le Nord. Le train partant de Ş.Urfa*

---

doğduğum yerde karnım doysun, çocuklarımda orada yaşasın, beraber yaşasınlar, huzur içinde yaşasınlar der). Bingöl, le 25 août 2010.

331 Discours prononcé à Erzurum, une ville qui se trouve à l'Est dont la population dominante est turque musulmane pratiquante. « Le sujet de la politique est de supprimer les inégalités entre les régions. l'Etat doit prendre l'initiative de faire commencer le développement à l'Est et au Sud-est (*Siyasetin konusu bölgeler arası dengesizliği gidermektir. Doğu, güneydoğuda kalkınmayı devlet başlatacak*) ». Erzurum, le 2 août 2010.

332 Discours prononcé à Van, « Nous sommes été critiqués quand nous avons parlé du développement du Sud-est et de l'Est. (On nous a demandé) S'il n'y avait pas d'autre problème à résoudre. Le chômage est une fissure sociale. Les jeunes sont en chômage de 43-44 %. (*Biz bu ülkede doğu ve güneydoğunun kalkınmasından söz ederken eleştirdiler bizi. Vay efendim başka konumu yok? İşsizlik bir sosyal yaradır. Van'a daha önce geldiğimde genç çocukları gördüm. Üniversite mezunları arasındaki işsizlik %30-40'larda. Genç işsizlik oranı %43-44'lerde. Genelde %15'te işsizlik.*) » Van, 24 août 2010.

arrivera confortablement à la Mer Noire. Nous allons établir la connexion, nous allons rendre la Turquie un pays de fraternité avec ses réseaux »[333]. Le chef du CHP continue à Trabzon à expliquer comment celle-ci contribuera à la résolution du problème culturel. « *Quand on établira le chemin de fer et les routes nationales, nous allons lier Trabzon (du Nord) avec l'Anatolie et le Sud-est. Et nous allons voir comment les chansons de fraternité se chantent sur cette région* »[334].

En nous appuyant sur ces discours, nous arrivons à dire qu'il existe un côté économique derrière cet accent sur la localisation géographique de la région en liaison avec sa situation sous-développée. Alors, nous arrivons à voir plus en détail l'approche de Kılıçdaroğlu quand nous regardons ces discours dans les villes qui se trouvent au Sud et au Sud-est. Par exemple à Adana qui est une ville située au Sud et qui peut être considérée relativement riche parmi les autres villes de la région, Kılıçdaroğlu demande ce qu'on n'arrive pas à partager dans ce pays. Ayant un caractère mixte au niveau ethnique, Adana a commencé à connaître le chômage après la fermeture des grandes usines locales. Alors, selon Kılıçdaroğlu, la nouvelle Constitution n'apportera pas de modifications concernant l'amélioration des niveaux de vie des habitants des régions du Sud et du Sud-est. Dans cette perspective, les croyances et les appartenances ethniques du peuple sont abusées par le gouvernement qui n'apporte pas de solutions aux problèmes économiques. Alors pour le leader du CHP, *« il faut dire « non » à toute sorte de l'abus. A l'abus du travail, à l'abus des croyances et des identités ethniques et nous allons faire notre propre Constitution pour la Turquie libre et riche* »[335] En partant de ces phrases, nous voyons que pour

---

[333] Discours prononcé à Samsun, une ville au Nord dans la région de la Mer Noire. « La Turquie intégrée avec l'Est et l'ouest sera aussi intégrée avec le Sud et le Nord. Un train partant de Ş.Urfa arrivera confortablement à la Mer Noire. Nous allons établir la connexion, nous allons rendre la Turquie un pays en fraternité avec ses réseaux (*Doğuyla, batıyla entegre olan Türkiye güneyiyle, kuzeyiyle entegre olacaktır. Şanlıurfa'dan kalkan bir tren rahatlıkla Karadeniz'e gelebilecektir. Bağlantıyı kuracağız, Türkiye'yi ulaşım ağıyla da bir kardeş ülke yapacağız*) ». Samsun, le 26 juillet 2010.

[334] Discours prononcé à Trabzon, une ville au Nord ayant la population turque à l'attachement religieux musulmane sunnite assez pratiquant. « Quand on établie le chemin de fer et les routes nationales, nous allons lier Trabzon (du Nord) avec l'Anatolie et le Sud-est. Et nous allons voir comment les chansons de fraternité se chantent sur cette région (*Hem karayolunu, hem demiryolunu yapacaksınız, Trabzon'u Anadolu'ya, GAP'a bağlayacaksınız siz. O zaman göreceksiniz kardeşlik Türküleri bu coğrafyada nasıl güzelce söyleniyor*) » Trabzon, le 3 juillet 2010.

[335] Discours prononcé à Adana, par M.Kılıçdaroğlu, « On va dire non à toute sorte de l'abus. De l'abus du travail, de l'abus des croyances et des identités ethniques et nous allons faire notre propre Constitution. Pour la Turquie en liberté et pour la Turquie riche que nous allons la faire (*Sömürüye son diyeceğiz. Emek sömürüsüne de, inanç sömürüsüne de, etnik kimlik sömürüsüne de hayır diyeceğiz ve kendi Anayasamızı kendimiz yapacağız. Özgür Türkiye için. Karnı doyan Türkiye için. Zengin Türkiye için yapacağız bunu) ».* Adana, 2 septembre 2010.

Kemal Kılıçdaroğlu, chose la plus importante consiste à éliminer l'abus des identités religieuses et ethniques en améliorant les conditions de la vie dans les régions sous-développées.

Par contre, à Batman qui est une ville au Sud-est ayant connue à cause des conflits entre les militaires et les guérillas de PKK suite aux affrontements kurdes dans la région, Kılıçdaroğlu accuse tous les anciens gouvernements turcs d'avoir transféré le problème kurde à l'armée de manière non pacifiste. Alors, ce point constitue le deuxième élément important que nous ayons trouvé dans le discours de Kılıçdaroğlu sur le débat de la question kurde. Ce point porte sur l'aspect des meurtres non résolus dans la région. Kılıçdaroğlu y faisant référence dans 5 villes, a dessiné comment les meurtres non résolus font partis de la question kurde mais aussi d'une faute pour la démocratisation du pays.

Entre les années 2002-2011, la Turquie a connu 220 meurtres dont les responsables ne sont pas arrêtés. Presque toutes ces personnes disparues ont été résidentes de la région du Sud-est et de l'Est du pays. Le gouvernement turc garde toujours le silence pour l'enquête de ces meurtres dont les responsables ne sont toujours pas trouvés. L'opinion générale consiste à dire que ces gens ont disparu en fonction de leurs activités au nom de la question kurde. Dans cette perspective, nous préférons conserver cet aspect du problème dans le cadre de la question kurde.

Tunceli, est une ville à population kurde et alévie, se trouve au Sud-est du pays est au centre des conflits entre les militaires turcs et les guérillas kurdes. De plus, c'est la ville où Kılıçdaroğlu venait même s'il n'a presque jamais déclaré explicitement qu'il est kurde et alévie. Alors, dans sa ville natale, Kılıçdaroğlu a prononcé un discours très spécial qui met l'accent sur les meurtres en Turquie dont les responsables ne sont toujours pas trouvés. Kılıçdaroğlu a expliqué comment son parti a donné une motion de quête pour les meurtres à l'Assemblée Nationale et il a accusé le parti au gouvernement d'avoir réfuté le projet pour la recherche des responsables de ces crimes. « *Aucun de ces meurtres ne restera sans réponse. Un être humain est mort. C'est un homme même si on ne partage pas son opinion* »[336]

[336] Discours prononcé par Kemal Kılıçdaroğlu à Tunceli, une ville au centre de tout le débat kurde avec sa majorité ethnique kurde symbolisant aussi l'appartenance religieuse alévie. « Nous avons donné une motion de quête pour les meurtres à l'Assemblée Nationale et il a accusé le parti au gouvernement d'avoir réfuté le projet pour la recherche des responsables de ces crimes. Aucune de ces meurtres restera en sombre. Ce qui a été mort, c'est un être humain. C'est un homme même si on ne partage pas son opinion. (*Bu coğrafyada çok sayıda faili meçhul cinayet işlendi. Bütün faili meçhul cinayetlerin aydınlatılması için araştırma önergesi verdik. Bizim dışımızda araştırma önergesi*

De l'autre côté, à Van qui est une autre ville dans la région du Sud-est ayant la population majoritaire kurde, Kılıçdaroğlu demande s'il peut exister des meurtres dans la démocratie. Pour lui, c'est une faute pour la démocratie.[337]

Le gouvernement turc est confronté depuis le début des années 80 à une agitation quasi-permanente dans les territoires kurdes parce que l'armée est engagée dans des affrontements avec le Parti illégal des Ouvriers du Kurdistan nommé le PKK.

Par conséquent, l'Est du pays est ainsi victime d'une véritable guerre civile dont le bilan humain ne cesse de s'alourdir et qui ralentit considérablement le développement économique de la région. En partant des discours prononcés par Kemal Kılıçdaroğlu, nous voyons que le débat autour de la terreur a été mentionné avec 122 références sur 17 villes anatoliennes sur 59. Alors, le dernier aspect de la question kurde porte sur la terreur.

Tableau 4.11 : Analyse de la fréquence de la terreur par rapport à la question kurde à travers la répartition des villes anatoliennes

	Terreur
1 : Ethnique - Turc	10
2 : Ethnique - Kurde	4
3 : Ethnique - Mixte	3
4 : Location Géographique – Sud-est	4
5 : Location Géographique – Ouest	3
6 : Location Géographique – Nord	6
7 : Location Géographique – Sud	2
8 : Location Géographique - Anatolie Centrale	1
9 : Location Géographique - Est	1
10 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -pratiquant	6
11 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -laïc	5
12 : Attachement Religieux - Mixte (+ population Alévie)	5

En nous appuyant sur le Tableau ci-dessus, nous arrivons à dire que le mot « terreur » a été prononcé d'avantage durant les rencontres organisées dans les villes

---

verenlerde vardı. Onlara da evet dedik. Recep bey ve arkadaşları faili meçhul cinayetlerin araştırılmasına karşı çıktılar. Hayır oyu verdiler. Hiçbir faili meçhul cinayet gizli kalmamalıdır. Ölen insandır. Düşüncesini paylaşmasak bile insandır) » Tunceli, 25 août 2010.

[337] Discours prononcé à Van, une ville au Sud-est ayant la population kurde en majorité. « L'homme est un être humain. Vous pouvez ne pas aimer ses pensées ou partager la même opinion avec lui. Mais est-ce que vous pouvez le tuer? Est-ce qu'il peut exister des meurtres dont les responsables ne sont pas trouvés? Dans quelle démocratie il existe des meurtres? (*İnsan insandır. İnsanın düşüncesini beğenmeye bilirsiniz. Aynı düşünceyi paylaşmaya bilirsiniz. Ama adam öldürür müsünüz? Faili meçhul olur mu? Hangi demokraside faili meçhul olur*) » Van, le 24 août 2010.

de population turque du Nord et relativement de l'Ouest par rapport aux villes de l'Est et du Sud-est ayant la population dominante kurde ou mixte.

Dans cette optique, à Rize qui est une ville du Nord ayant la population de base ethnique turque et croyante au niveau religieux, Kılıçdaroğlu explique comment les formules pour une ouverture démocratique ont donné lieu à une situation d'impasse où aucun gagnant ne peut émerger parce que cette ouverture a joué un rôle pour séparer la nation en diversifiant et identifiant la société.[338] Toujours dans la région du Nord, à Trabzon, Kılıçdaroğlu explique comment vaincre la terreur. « *Nous allons vaincre le chômage, la pauvreté et la terreur* »[339]. En partant de ces phrases, il ne sera pas faux d'arriver à l'idée que pour vaincre la terreur, il faut vaincre le chômage et la pauvreté selon Kılıçdaroğlu. Autrement dit, si on arrive à éliminer les problèmes économiques, la terreur sera terminée.

A Bilecik, qui se situe toujours au Nord du pays ayant la population turque à l'attachement religieux laïc, Kılıçdaroğlu a prononcé la fameuse expression des nationalistes que « *les martyres ne soient pas morts et la patrie ne soit pas divisée* »[340].

Le même message pour l'unité nationale se veut donner dans les villes à base ethnique kurde. Par exemple à Bingöl, une ville située au Sud-est du pays dont la population est kurde avec une identité religieuse mixte avec les alévies, Kılıçdaroğlu explique comment il fallait revitaliser le sentiment de la fraternité entre ces deux peuples. « *On a fait de la guerre depuis 30 ans. La question a été transférée aux militaires mais nous déclarons que ce problème ne trouvera pas de solution par l'armée. La situation a une dimension économique, politique et culturelle. C'est la*

---

[338] Discours prononcé par Kılıçdaroğlu à Rize, « Nous avons dit (au gouvernement) de ne pas faire de la séparation, de la diversification dans la société. Mais ils ont fait le contraire. Ils ont parlé d'une politique d'ouverture. Qu'est-ce qui s'est passé après avec la politique d'ouverture? Vers où celle-ci a conduit la Turquie? Nous vous promettons de terminer la terreur. Nous allons prendre le support du peuple pour la terminer. (*Söyledik size yapmayın, etmeyin, milleti ayrıştırmayın, milleti bölmeyin. Fakat tam aksini yaptılar. Açılım politikası dediler. Ne oldu açılım politikası? Nereye getirdi Türkiye'yi? Derdimiz, biz size söz veriyoruz, terörü de bitireceğiz. Çünkü bizim en büyük gücümüz halktır, desteği de halktan alacağız biz*) ». Rize, 1 août 2010.

[339] Discours prononcé à Trabzon, une ville au Nord ayant la population turque pratiquante, « Nous allons vaincre le chômage, la pauvreté et la terreur. Nous promettons que nous allons établir la Turquie tranquille en conformité, (*İşsizliği de yeneceğiz, yoksulluğu da yeneceğiz, terörü de yeneceğiz, rahat, huzur içinde yaşayan bir Türkiye'yi kuracağız diyoruz*) ». Trabzon, 3 juillet 2010.

[340] La fameuse expression des nationalistes répétée quand il y a eu des soldats morts après les conflits avec les militants de PKK, "Que les martyres ne soient pas morts et la patrie ne soit pas divisée !" (Şehitler Ölmez, Vatan Bölünmez!) pour faire mobiliser les masses avec le sentiment de l'unité nationale. Elle est donc prononcée par Kemal Kılıçdaroğlu lors de la rencontre organisée à Bilecik, le 16 juillet 2010.

politique qui va résoudre ce problème. Nous allons d'abord penser à notre peuple, nous allons le prendre comme un être humain »[341].

La dimension économique dont Kemal Kılıçdaroğlu venait de souligner, a été reprise pendant plusieurs rencontres que nous retrouvons dans les villes du Sud-est et de l'Est. Par exemple à Van, une ville de l'Est ayant la population kurde, Kılıçdaroğlu explique que s'il y a de l'inquiétude et du conflit, « *le marchand ne sera pas content ; l'ouvrier et le retraité ne le seront pas non plus et tout le monde se réclamera* »Alors, pour Kılıçdaroğlu, la politique est donc chargée d'enlever la cause de cette réclamation.[342]

De même, à Tunceli qui peut être considérée comme étant l'une des villes les plus remarquables pour le conflit entre ces deux sociétés, Kılıçdaroğlu défend l'idée que tout le monde doit exprimer ces idées librement, d'une manière civilisée et que les armes s'arrêtent. Dans le même discours, nous voyons aussi que dans cette ville très spéciale, Kılıçdaroğlu donne la formule pour la résolution du problème quand le peuple « *aura un emploi et de quoi se nourrir* ».[343]

Un point qui retient notre attention est lié au fait que la seule ville dans laquelle Kılıçdaroğlu a mentionné le débat sur la question kurde autour du changement constitutionnel est Maraş-Elbistan. Plus clairement, nous avons remarqué que le leader du CHP n'a pas expliqué pourquoi le changement constitutionnel ne serait pas favorable en ce qui concerne la résolution du problème kurde. Au contraire, dans son

---

[341] Discours prononcé par Kemal Kılıçdaroğlu à Bingöl, une ville située au Sud-est du pays, « On a fait de la guerre depuis 30 ans. La question a été transférée aux militaires mais nous déclarons que ce problème ne trouvera pas de solution par l'armée. La situation a une dimension économique, politique et culturelle. C'est la politique qui va résoudre ce problème. Nous allons d'abord penser à notre peuple, nous allons le prendre comme un être humain, (*Yeniden kardeşliği ayağa kaldıracağız. 30 yıldır kardeş kanı dökülüyor. 30 yıldır mücadelesi yapılıyor. Askere havale ettiler mesele çözülür diye. Dedik bu iş askerle çözülmez. Bu işin ekonomik yönü var, siyasi yönü var, kültürel yönü var, politik yönü var. Bu işi çözecek olan siyaset kurumudur. Şapkamızı önümüze koyacağız önce insanımızı düşüneceğiz. İnsan olarak göreceğiz bunu*) ». Bingöl, le 25 août 2010.

[342] Discours prononcé à Van, une ville au Sud-est ayant la population kurde en majorité, « S'il y a de l'inquiétude et s'il y a du conflit, le marchand ne sera pas content ; l'ouvrier et le retraité ne le seront pas non plus et tout le monde se réclamera. Est-ce que la mission de la politique n'est pas d'enlever cette réclamation ? (*Eğer huzursuzluk varsa, eğer çatışma varsa esnafı memnun olmaz, işçisi memnun olmaz, emeklisi memnun olmaz, esnafı memnun olmaz, herkes şikayet eder. Şikayeti ortadan kaldırmanın yolu siyasetin görevi değil midir?*) » Van, le 24 août 2010.

[343] Discours prononcé par M.Kılıçdaroğlu à Tunceli, une ville située au Sud-est de la Turquie dont la population est kurde et alévie. « (…..) Que tout le monde exprime ces idées librement, d'une manière civilisée et que les armes s'arrêtent et qu'il ait un boulot et le repas à manger, (Herkesin *özgürce, uygarca tartışabildiği, kardeşçe yaşabildiği, silahların sustuğu, (…..) herkesin evine aş, iş ve alın teriyle kazandığı ekmeği götürdüğü bir güzel coğrafyayı yaratmak için buradayım*), »Tunceli, le 25 août 2010.

discours à Maraş-Elbistan, Kılıçdaroğlu défendait l'idée qu'il y avait de la terreur et de la misère dans la région, par contre le parti au pouvoir (AKP) est en recherche de changer l'agenda du pays grâce à ce changement constitutionnel.[344] D'après Kılıçdaroğlu, parallèlement à la recherche d'un cessez-le-feu, des commissions constituées d'experts nationaux devraient être créées, plutôt que d'avoir des organisations d'amateurs concernées uniquement par la sécurité. Par contre, le chef du CHP n'a pas parlé des Commissions de déclassement des armes ; de l'amnistie, du rapatriement et de la réhabilitation ; ni de la politique régionale ; que l'on devrait considérer la Constitution et les lois comme pouvant produire une politique. Le leader du premier parti à l'opposition, a favorisé plutôt la fraternité pour ne pas se battre l'un contre l'autre, mais il n'a pas proposé des formules concrètes pour pouvoir vivre ensemble.

4.2.8. Des problèmes devant la démocratisation du pays : les libertés sociales, le seuil de 10%, la pression et les écoutes illégales

La campagne négative du CHP dirigé par Kemal Kılıçaroğlu envers le projet du changement constitutionnel, a été interprétée par certains groupes en Turquie d'avoir mis un obstacle devant la démocratisation du pays. En revanche, durant son tour du pays, Kılıçdaroğlu a essayé d'expliquer dans quels points le changement constitutionnel poseraient des problèmes au nom de la démocratie.

Nous avons vu dans les parties précédentes, le contenu des discours prononcés par Kılıçdaroğlu en ce qui concerne des questions spécifiques comme l'immunité parlementaire, la question des identités ethniques et religieuses, les problèmes économiques et ainsi de suite. Dans cette partie de notre analyse, nous proposons de voir comment la pression sur les médias, le débat autour du retrait du seuil de 10% aux élections et la question des libertés sociales et individuelles trouvent place dans le discours du leader du CHP durant les rencontres organisées dans la cadre du Référendum de 2010.

Le premier aspect des problèmes sur la démocratisation de la Turquie porte sur la pression imposée par le gouvernement du Parti de Justice et du Développement

[344] Discours prononcé à Maraş-Elbistan, une ville à l'Est de la Turquie dont la population est mixte avec les kurdes ayant l'attachement religieux est musulmane sunnite pratiquant. « Maintenant l'AKP va changer l'agenda. Il existe de la terreur, le fermier est en misère, le marchand aussi. Je vous demande pourquoi ils apportent du changement constitutionnel maintenant?, (*Şimdi AKP gündem değiştirecek. Terör var, çiftçi perişan, esnaf perişan. Ben şimdi size soruyorum bu anayasa değişikliği niye geliyor Allah aşkına?*) » K.Maraş-Elbistan, le 30 juillet 2010.

(AKP) de Tayyip Erdoğan sur les libertés d'expressions et de la presse. Les sources d'informations non officielles ont mis en lumière que […] des personnes ont été victimes d'écoutes illégales. Parmi ces personnes, certaines ont été emprisonnées plus tard à cause de leurs opinins, comme des journalistes étant accusé de collaborer avec l'armée et l'Etat profond pour faire renverser le gouvernement.

Dans cette optique, Kılıçdaroğlu a accordé une place relativement importante dans ses discours de la campagne durant le Référendum en 2010. En effet, dans 18 villes anatoliennes, le chef du premier parti à l'opposition a mentionné 37 fois le danger qu'il voit en Turquie concernant l'établissement d'une « société de peur ». Par exemple à Mersin, dans une ville au Sud, Kılıçdaroğlu explique comment le gouvernement utilise une pression sur le peuple. Selon Kılıçdaroğlu, « *personne ne parle tranquillement au téléphone. Ils ont peur de parler et d'être écouté. On a crée une société de peur. Nous allons détruire la société de peur et nous allons établir une société plus libre, plus juste exprimant librement ses pensées. Les juges, les bureaucrates, les militaires sont écoutés. Ce gouvernement veut utiliser la jurisprudence et les forces de sécurité pour but de pressions, pour opprimer et rendre le peuple silencieux* ».[345] Toujours au Sud à Antalya, il explique comment le peuple ne pourrait pas voter « non » au Référendum car *« les médias subissent une pression, les citoyens reçoivent aussi. Les villes qui voteront « non » sont sous cette pression* ».[346]

---

[345] Discours prononcé par Kemal Kılıçdaroğlu à Mersin, une ville au Sud ayant la population mixte, "« Personne ne parle tranquillement au téléphone. Ils ont peur de parler pour être écouté. On a crée une société de peur. Nous allons détruire la société de peur et nous allons établir une société plus libre, plus juste exprimant librement ses pensées. Les juges, les bureaucrates, les militaires sont écoutés. Ce gouvernement veut utiliser la jurisprudence et les forces de sécurité pour but de pressions, pour opprimer et rendre le peuple silencieux, (*Kimse telefonla rahat konuşamıyor. Telefonla konuşmaktan korkuyor insanlar. Telefonum dinleniyor mu diye. Bir korku toplumu yaratıyorlar. Korku toplumunu yıkacağız. Daha özgür, hakça bağıran, özgürce düşüncelerini ifade eden bir toplum yaratacağız. Yargıçlar dinleniyor, bürokratlar dinleniyor, askerler dinleniyor, memurlar dinleniyor. Bu hükümet yargıyı, her şeyi, güvenlik güçlerini baskı amacıyla kullanmak, halkı sindirmek, sessizleştirmek istiyor)"*.Mersin, le 2 septembre 2010.

[346] Discours prononcé à Antalya, par Kılıçdaroğlu, "Les médias subissent une pression, les citoyens reçoivent aussi. Les villes qui voteront 'non' sont sous cette pression, (Medya baskı altında, vatandaş baskı altında. Doğru dürüst hayır oyu vereceğim diyen yurtlar baskı altında)". Antalya, le 7 septembre 2010.

Plus clairement à Muğla, l'importance de la liberté des médias a été soulignée encore une fois. Pour Kılıçdaroğlu, « *la liberté de la presse est importante pour la démocratie, et pour exprimer les problèmes du peuple* ».[347]

Kılıçdaroğlu continue d'expliquer les raisons pour lesquelles nous ne pouvons pas parler de démocratie en Turquie tant que le peuple est sous pression et les médias sont manipulés par le gouvernement. Surtout à Zonguldak au Nord et à Sakarya de l'Ouest, Kılıçdaroğlu décrit la situation comme un « coup civil » mené par le gouvernement de Tayyip Erdoğan.[348]

Il est aussi intéressant de voir que Tunceli est la seule ville- au Sud-est du pays dont la population majoritaire est kurde religieusement mixte- où Kılıçdaroğlu parle de la pression sur les libertés et sur les médias comme étant obstacle sur la démocratie. Dans les autres villes du Sud-est, la démocratie est concentrée plutôt sur la dimension du seuil de 10% au niveau national qu'il faut enlever.[349]

Le deuxième aspect des problèmes comme obstacles devant la démocratisation du pays porte sur les libertés sociales et individuelles. Comme nous l'avons expliqué au début du Chapitre 4, le projet de changement constitutionnel prévoit certaines modifications sur la protection constitutionnelle pour les employés et pour les associations d'employés. Les dernières modifications comprennent l'annulation des restrictions concernant les grèves et de lockouts politiquement motivés pour promouvoir les droits des travailleurs. Par contre, les syndicats ne seront pas tenus responsables des dommages matériels causés à un lieu de travail où une grève a lieu à la suite d'actions délibérément négligentes des travailleurs et du syndicat. Cette modification prévue a été largement critiquée par Kemal Kılıçdaroğlu, presque dans chaque région du pays, à Istanbul et à Tunceli par exemple, de l'Ouest et de Sud-est,

---

[347] Discours prononcé à Muğla, une ville située à l'Ouest de la Turquie. Selon Kılıçdaroğlu, « la liberté de la presse est importante pour la démocratie, pour exprimer les problèmes du peuple elle est importante, *(Medyanın özgürlüğü çok önemlidir. Demokrasi için önemlidir, halkın sorunlarının dile getirilmesi için önemlidir)*. Muğla, le 17 août 2010.

[348] Discours à Zonguldak, une ville au Nord du pays dont la population est turque pratiquante, " Nous allons dire non au coup du Parti de Justice et du Développement, (*AKP darbesine hayır diyeceğiz*)". Zonguldak, 14 aout 2010; Discours de Sakarya, située à l'Ouest du pays, " Dites non pour que le chemin allant vers les coups civils ne soient pas ouverts", (*Hayır deyin ki sivil darbelerin önü açılmasın. Önü kapansın)"*. Sakarya, le 4 septembre 2010.

349 Discours prononcé à Tunceli, "Nous allons vous apporter de la liberté et de la démocratie. Nous allons créer la société dans la quelle toutes les pensées peuvent s'exprimer librement, et qu'il n'y ait plus de peur. Personne ne soit écouté au téléphone, personne ne suit de pression, (Özgürlüğü *getireceğiz, demokrasiyi getireceğiz. Her düşüncenin özgürce dile getirildiği, korkunun egemen olmadığı bir toplumu hep beraber yaratacağız. Korku toplumu yıkılsın, özgürlüğün yolu açılsın. Kimsenin telefonları dinlenmesin, kimse baskı altında kalmasın*)". Tunceli, le 25 août 2010.

en demandant au gouvernement « *pourquoi a-t-on ratifié les textes de l'Organisation Internationale du Travail si on ne garantit pas tous les droits de grève* ?».[350]

Suite aux modifications de la Constitution de 1980, les avertissements et les réprimandes données aux employés du gouvernement pourront faire l'objet d'un contrôle juridictionnel. Les employés du gouvernement qui croient avoir été punis injustement seront en mesure d'engager des recours. En revanche, Kılıçdaroğlu explique comment les employés pourront faire un procès au gouvernement sans avoir l'aide du syndicat. Autrement dit, avec ce changement, c'est l'employé qui présentera une enquête et non plus le syndicat. Selon Kılıçdaroğlu, cette modification « perturbe la société organisée et il pense que c'est la liberté et la démocratie. »[351]

Selon la nouvelle constitution, les problèmes entre l'Etat et les citoyens seront résolus par l'intermédiaire d'un médiateur, sans avoir à aller devant les tribunaux. Par exemple, sur la question des augmentations de salaire, les décisions de la Commission de Conciliation[352] seront obligatoires. Donner à la Commission de conciliation le droit d'avoir le dernier mot à la place du gouvernement va accroître l'augmentation de salaire que les employés du gouvernement peuvent recevoir.

Cette modification aussi a été largement critiquée par Kılıçdaroğlu lorsqu'on regarde les discours prononcés dans plusieurs villes des régions différentes. En effet, Kılıçdaroğlu pense que ce changement est un obstacle pour que l'employé s'adresse

---

[350] Discours prononcé par Kılıçdaroğlu à İstanbul, une ville de l'Ouest dont la population est mixte au niveau ethnique à cause du mouvement migratoire vers cette ville. En s'adressant au gouvernement, Kılıçdaroğlu demande « Alors, pourquoi tu as signé les contrats de l'Organisation Internationale du Travail ? Pourquoi tu ne donnes pas le droit de la grève ? Comment tu peux être démocrate ? (*Peki, bu Uluslararası Çalışma Örgütünün altına, sözleşmelerin altına niye imza attın sen? Grev hakkını niye vermezsin. Hani sen demokrattın?)* » İstanbul, 22 aout 2010 ; Pareillement à Tunceli, une ville située au Sud-est de la Turquie dont la population majoritaire est kurde ayant l'attachement religieux alévie. Toujours en s'adressant au gouvernement du Premier Ministre Monsieur Tayyip Erdoğan, « Tu nous apportes du droit de la négociation collective mais pourquoi as-tu peur de la grève ?Est-ce que les gens ne vont pas demander leurs droits ? (*Recep bey, toplu sözleşmeyi getiriyorsun da grevden niye korkuyorsun? İnsanlar hak aramayacak mı?)*» Tunceli, le 25 août 2010.

[351] Discours prononcé à Afyonkarahisar, « Maintenant, c'est le syndicat auquel l'employé est attaché qui fait le procès. S'il réussit, l'employé revient à son boulot. La nouvelle constitution enlève le rôle du syndicat pour présenter une enquête et c'est l'employé que s'en occupera. Alors, qui va payer ce procès? Qui va pouvoir payer l'avocat? Ils ont perturbé la société organisée en disant que c'est bien la démocratie, (*Memurun üyesi olduğu sendika dava açıyor şimdi. Kazanırsa memur geri gelebiliyor. Yeni Anayasayla diyorlar ki, artık memurun üye olduğu sendika dava açamayacak. Kim açacak davayı? Memurun kendisi açacak. Para? Avukata verecek para? Para yok. Örgütlü toplumu bozuyor ve buna da özgürlük diyor. Buna da demokrasi diyor. Al o özgürlüğü, al demokrasiyi başına çal.)*" Afyonkarahisar, le 20 août 2010.

[352] La Commission de Conciliation (*Kamu Görevlileri Hakem Kurulu*) est prévue comme une institution médiatrice en cas du désaccord entre le gouvernement et les employés de l'état concernant les augmentations des salaires. Paru pfficiellement sur le « Journal Officiel » de l'Etat disponible sur : http://www.resmigazete.gov.tr/main.aspx?home=http://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2010/05/20100513.htm&main=http://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2010/05/20100513.htm

à la Cour Constitutionnelle suite à ses réclamations. Ce point a été expliqué au peuple presque dans toutes les villes lors des meetings. Par exemple, Kılıçdaroğlu explique à Muğla situé au Sud comment « *on ne peut pas s'adresser aux tribunaux si on n'est pas satisfait des décisions prises par la Commission de Conciliation. Pour la première fois un article explicite s'est trouvé inscrit dans la Constitution concernant l'impossibilité d'aller aux tribunaux à cause d'une affaire administrative* ».[353]

Le dernier aspect des problèmes fournis par le projet de changement constitutionnel pour la démocratisation porte sur le seuil de 10% comme barrage pour pouvoir entrer au Parlement. Alors, la question garde toujours son intérêt pour les groupes marginalisés qui veulent entrer dans la vie politique surtout pour les partis kurdes qui ont du mal à obtenir le 10% des votes au niveau national. Considéré comme une erreur pour la démocratie en Turquie, la question du retrait du seuil était un sujet important dans quelques discours du leader du premier parti à l'opposition surtout pendant ses visites dans les villes à population ethnique kurde.

Relativement rares dans ses discours, Kılıçdaroğlu s'est penché sur cette question en promettant que son parti enlèvera le seuil de 10% une fois que le CHP arrivera au pouvoir. De plus, Kılıçdaroğlu demande au gouvernement à Van pourquoi ils ne présentent pas une proposition de changement même s'ils parlent toujours de ce changement comme une nécessité.[354] Pareillement, à Bingöl et à Batman qui sont des villes du Sud-est dont la population majoritaire est composée par des kurdes, Kılıçdaroğlu a expliqué la nécessité de retirer le seuil de 10%.

Par contre, nous trouvons intéressant que le leader du CHP n'ait pas mentionné la nécessité de baisser le seuil de 10% au niveau national durant les visites qu'il avait réalisé dans les autres villes. Nous pensons que le Tableau figurant la répartition de

---

[353] Discours prononcé par Kılıçdaroğlu à Muğla, une ville située à l'Ouest du pays dont la population dominante est turque laïque. "Disons que vous n'êtes pas satisfait des décisions prises par la Commission de Conciliation. C'est pour la première fois qu'un article explicite s'est trouvé lieu sur la Constitution concernant l'impossibilité d'aller aux tribunaux à cause d'une affaire administrative, (*Diyelim ki Hakem Kurulunda da istediğiniz koşul gerçekleşmedi. Yargıya başvurma hakkınız var mı? Yargıya başvurma hakkınız da yok. İlk kez bir Anayasada idari bir eylem yargıya gitmeyecektir diye açık hüküm koydular*) ». Muğla, le 17 août 2010.

[354] Discours prononcé à Van, "Pourquoi vous ne présentez pas une proposition en ce qui concerne le seuil même si vous en avez autant mentionnée? J'ai demandé à mes amis d'en proposer une, mais AKP s'est resté silencieux », (Siz barajın indirilmesiyle ilgili söylüyorsunuz ama kanun teklifi vermiyorsunuz. Arkadaşlara söyledim. Kanun teklifini de verdik) », Van, le 24 août 2010.

ces questions à travers les villes visitées nous donnera une explication concrète en ce qui concerne les discours.

Tableau 4.12. Analyse croisée de la pression, libertés sociales et le Seuil dans le cadre des problèmes de la démocratie

	Pression, Ecoutes illégal	Démocratie	Seuil
1 : Ethnique - Turc	13	22	0
2 : Ethnique - Kurde	1	4	3
3 : Ethnique - Mixte	4	5	0
4 : Location Géographique – Sud-est	1	4	3
5 : Location Géographique – Ouest	8	8	0
6 : Location Géographique – Nord	2	6	0
7 : Location Géographique – Sud	3	3	0
8 : Location Géographique - Anatolie Centrale	2	9	0
9 : Location Géographique - Est	2	1	0
10 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -pratiquant	3	11	1
11 : Attachement Religieux - Musulman Sunnite -laïc	7	12	0
12 : Attachement Religieux - Mixte (+ population Alévie)	5	4	2

Le premier point à souligner à partir du Tableau 4.11 est que les fréquences des libertés sociales et individuelles, avec le seuil de 10% aux élections apparus dans les discours sont tellement approximatives que l'on pense à une corrélation entre ces deux points dans les villes au Sud-est ayant la population ethnique kurde (avec 4 et 3 sur le Tableau) en ce qui concerne l'importance attribuée à l'enlèvement des obstacles devant la participation active des kurdes à la vie politique.

Par contre, ce qui attire notre attention en regardant le Tableau, c'est le fait que l'accent est mis sur le seuil comme étant problème de la démocratisation du pays seulement dans les trois villes dont la population majoritaire est kurde. Autrement dit, en regardant le Tableau 4.11, nous arrivons à dire que le seuil n'a as trouvé de place dans les villes de L'Ouest et du Nord dont la population majoritaire est turque. De plus, il n'existe aucune accentuation mise sur le seuil comme étant un problème pour la démocratie en Turquie dans les discours prononcés aux villes ayant une population laïque. (Chiffres 0-0)

Un deuxième point important apparaît grâce au Tableau 4.11 sur le fait que l'accent mis sur les libertés sociales et individuelles, avec la pression et les écoutes illégales se montre identique (avec les chiffres 8-8) dans les villes situées à l'Ouest. Cela veut dire que le problème devant la démocratie en Turquie est présenté par

Kemal Kılıçdaroğlu à partir des écoutes illégales et la pression sur les médias opérée par le gouvernement de l'AKP.

De même, le fait que les chiffres soient identiques aux villes du Sud (avec 3-3 mentions) représentant la population laïque votant généralement pour le CHP, nous nous pouvons dire qu'il existe une corrélation et celle-ci est donc exprimée à travers la pression et les écoutes illégales comme problèmes devant la démocratisation du pays que le projet du changement constitutionnel n'en propose aucune modification.

Enfin, nous trouvons intéressant de n'avoir trouvé aucune mention sur la pression ou sur les libertés d'expression dans les discours prononcés dans des villes dont la population majoritaire est kurde. Nous pensons qu'il est paradoxal ne pas parler de la pression sur les libertés d'expression et des médias après avoir parlé de la question kurde à travers des meurtres non résolus dont les victimes ont été tuées à cause de leurs pensées et activités non conformes avec l'opinion générale.

4.3. Relations établies entre les éléments constituants les discours du CHP lors du référendum pour le Changement Constitutionnel

Dans cette partie de l'analyse, nous présentons résultats schématisés que nous venons de relever par les discours du leader du parti d'opposition prononcés en ce qui concerne le projet de changement constitutionnel. Ces discours ont été tirés des meetings organisés dans 59 villes anatoliennes pendant le référendum réalisé en Turquie en septembre 2010. Pendant cette période, Kılıçdaroğlu, le leader du Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) s'est adressé aux électeurs réunis dans ces 59 villes et a rejeté le projet des amendements préparés par le cabinet.

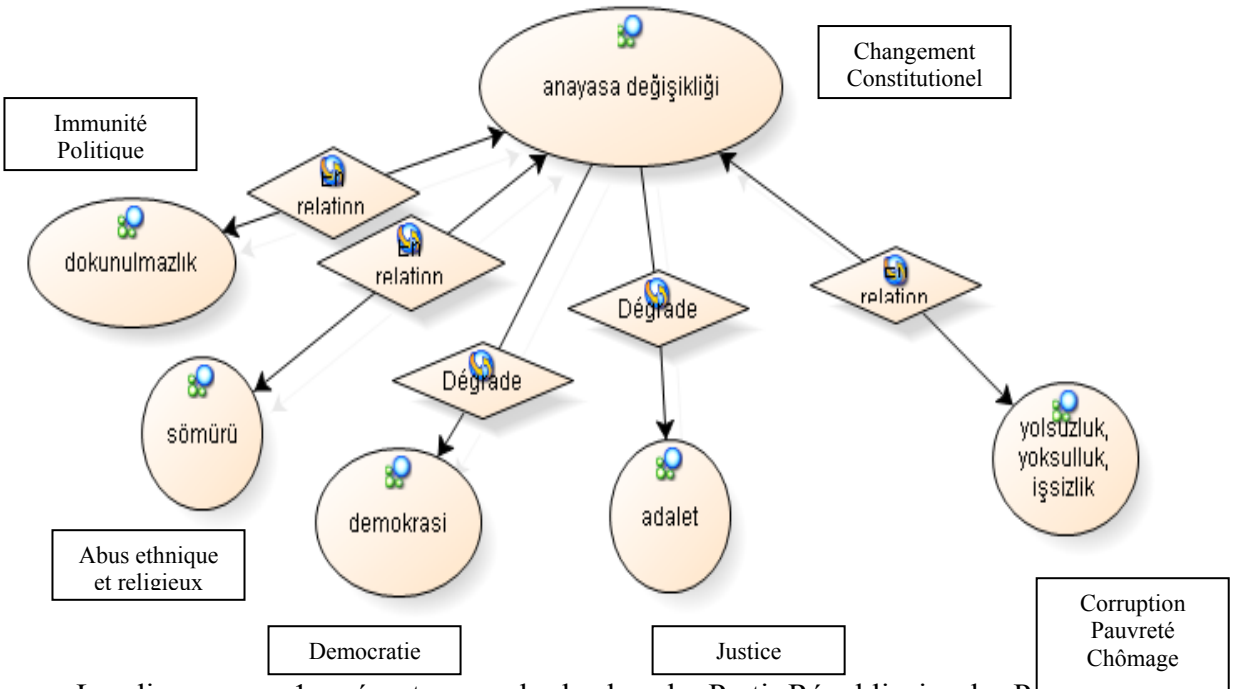
Certaines questions spécifiques concernant les amendements prévus dans la constitution turque ont été présentées dans les parties précédentes de notre thèse et ils sont recueillis de nouveau pour cette analyse. Ceux-ci sont les débats liés au changement constitutionnel, le sujet de la politique, l'immunité politique, la question kurde et l'unité nationale.

Le logiciel spécial Nvivo que nous venons d'utiliser pour l'encodage de textes choisis parmi les discours de M. Kılıçdaroğlu nous offre une série de diagrammes montrant les liaisons établies entre les nœuds qui ont postérieurement formé notre analyse de cas. En effet, le traitement est composé par l'évaluation de certains codes et l'accentuation des relations réciproques entre elles. Le logiciel a préparé les diagrammes composés des types de relations comme le produit du résultat et les productions sont interprétées parallèlement à la thèse principale de l'étude.

Les diagrammes des quatre concepts de base sont présentés ci-dessous.

Diagramme 1 – Le Changement Constitutionel[355]

Le diagramme 1 nous présente les relations établies autour du changement constitutionnel suivant des codes choisis au début de notre analyse comme l'immunité politique, l'abus ethnique et religieux, les problèmes face à la démocratie, la justice, la classe ouvrière, l'intérêt public et la corruption – la pauvreté – le chômage dans l'ensemble à partir du caractère des relations spécifiques entre elles.



Le diagramme 1 présente que le leader de Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) a indiqué les effets du changement de constitutionnel que nous venons de tirer à partir de ses discours prononcés dans les villes qu'il a visité pendant le tour de référendum en 2010.

[355] Puisque les matériels utilisés et l'encodage étaient incontournablement en langue turc, le logiciel utilisé (*Nvivo*) a seulement traité les données brutes dans cette langue, alors il nous était nécessaire de traduire les résultats en langue française qui est la langue de cette étude.

Selon les résultats obtenus des analyses réitérées par le logiciel « Nvivo » ces relations réciproques peuvent être présentées comme suit :

a. Les deux relations du changement de constitution établies entre « l'immunité parlementaire » et entre « la corruption, la pauvreté et le chômage » et « l'abus des identités ethniques et croyances religieuses » ont de caractère *symétrique* comme nous arrivons à voir dans l'Annexe 6, le Rapport sommaire de relation.

Selon Kılıçdaroğlu, le projet de changement constitutionnel devrait inévitablement posséder la limitation de l'immunité parlementaire par l'immunité de discours et de l'expression accordée aux députés. D'ailleurs, c'est par la Constitution de 1980 rédigée par les acteurs du dernier coup d'Etat militaire que l'immunité parlementaire était entrée dans la Constitution et si selon Kılıçdaroğlu, le gouvernement est sincère de rédiger une constitution civile, alors il devrait commencer par la modification des articles rédigés par les acteurs du coup d'état. D'autre part, Kılıçdaroğlu défend l'idée que l'immunité parlementaire comme elle est rédigée à l'heure actuelle, n'empêchera pas non plus la corruption commise par la haute bureaucratie.

De même, le changement constitutionnel est en relation symétrique avec l'abus ethnique et religieux car en effet selon Kılıçdaroğlu, le Parti de Justice et du Développement (AKP) au pouvoir abuse les sentiments religieux du peuple et matérialise les appartenances ethniques comme sources de gain politique.

b. La relation établie entre le changement constitutionnel avec la classe travailleurs comprenant les ouvriers, les fonctionnaires, les retraités et les fermiers est de caractère *associatif* parce qu'en effet, selon le leader du premier parti à l'opposition, le projet du changement constitutionnel devrait d'abord répondre aux besoins et aux demandes des ouvriers, des fonctionnaires et des retraités. A plusieurs reprises, Kılıçdaroğlu demande pendant les rencontres organisées si la nouvelle constitution pourrait répondre aux problèmes des ouvriers, des retraités et des employés de l'Etat. De même au niveau rural, il défend l'idée que les paysans ou les fermiers n'ont pas reçu la valeur de leur travail. Kılıçdaroğlu en faisant référence 157 références dans 50 villes, montre la priorité qu'il a accordée à la valorisation du travail de cette classe dans ses discours.

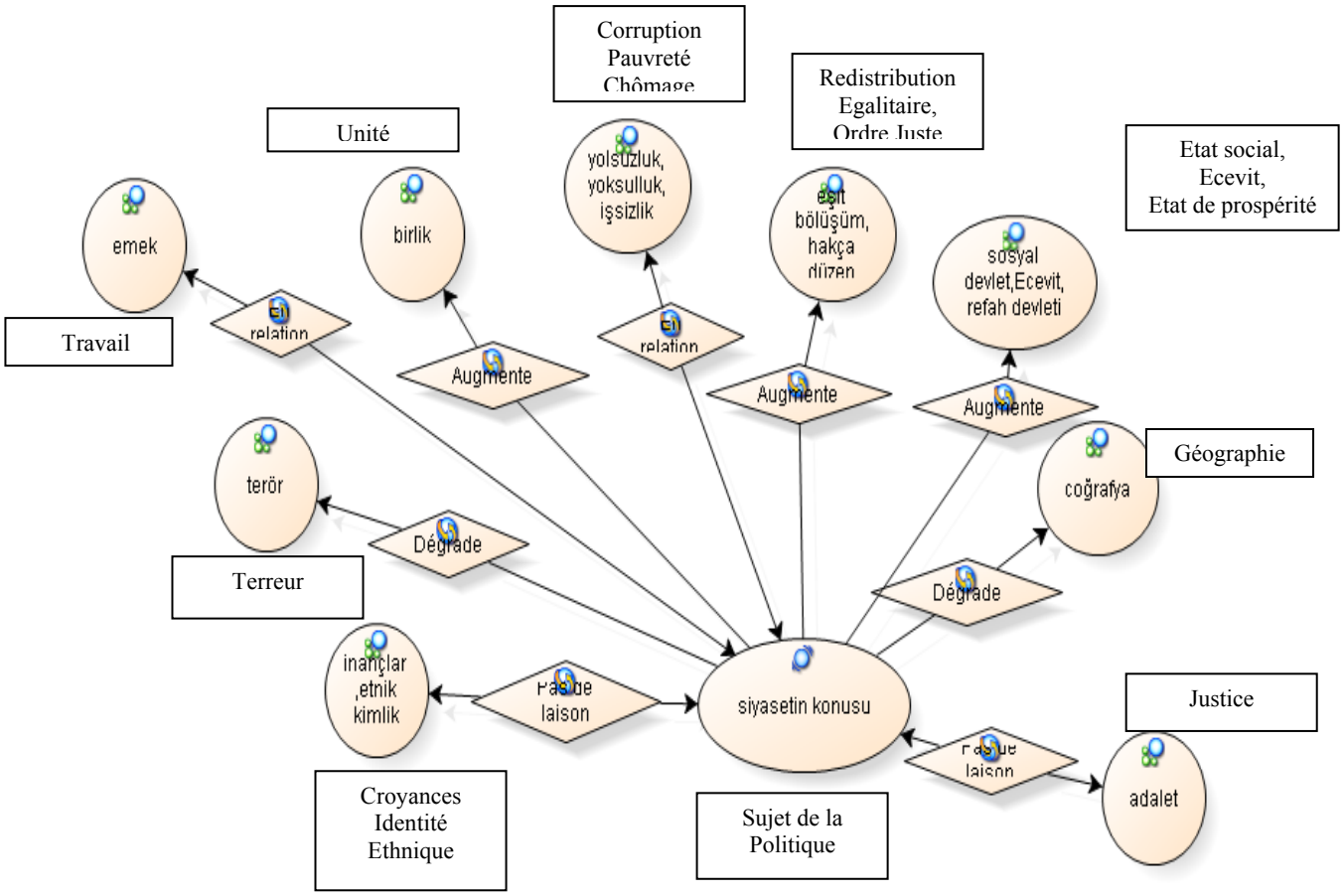
c. Les trois relations établies entre le changement constitutionnel avec la justice, avec « les problèmes devant la démocratie » et ont un caractère *dégradant*.

Dans ce cadre, le changement constitutionnel a un effet dégradant sur la justice et le système judiciaire faisant pression sur les juges et enlevant le droit de l'employé d'aller devant le Conseil d'état.

Le changement constitutionnel a un effet dégradant sur la démocratie car il ne propose pas une amélioration pour retirer le Seuil de 10% comme condition d'entrer au Parlement pour les partis politiques ; il favorise les écoutes téléphoniques illégales créant une pression sur le peuple et sur les médias et il ne propose aucune aide pour établir une Commission de Recherche pour les Vérités (*Hakikatleri Araştırma Komisyonu*) en ce qui concerne les responsables des meurtres non résolus.

Diagramme 2 – L'objet de la politique

Ce diagramme présente les relations établies entre l'objet de la politique avec des codes choisis comme la justice, la géographie, l'Etat social et l'Etat de prospérité, la redistribution égalitaire, l'ordre juste et la corruption, la pauvreté et le chômage, l'unité, le travail, la terreur, les croyances et les identités ethniques ensemble ayant un caractère spécifique pour chaque relation.



Le diagramme 2 nous présente les relations par rapport à ce qu'il explique à plusieurs reprises ce que doit faire et ce que ne doit pas faire l'objet de la politique. Selon les résultats tirés à partir des discours prononcés par Kılıçdaroğlu, il existe trois types de relations réciproques avec les concepts exposés qui sont les suivants.

a. La relation *croissante* qui se présente entre l'objet de politique et les autres nœuds nous désignent que l'objet de la politique est concerné par le concept de l'Etat social, de l'Etat de prosperité, de l'ordre juste et de l'unité.

Selon Kılıçdaroğlu, les problèmes majeurs en Turquie sont réciproquement liés à la corruption, à la pauvreté, au chômage et l'invalidation du travail et du labeur à cause des politiques menées par le Parti de Justice et du Développement. Dans cette optique, la politique est chargée d'augmenter la redistribution égalitaire en garantissant un ordre juste. Elle doit donc favoriser l'Etat social suivant la définition fournie par Bülent Ecevit.

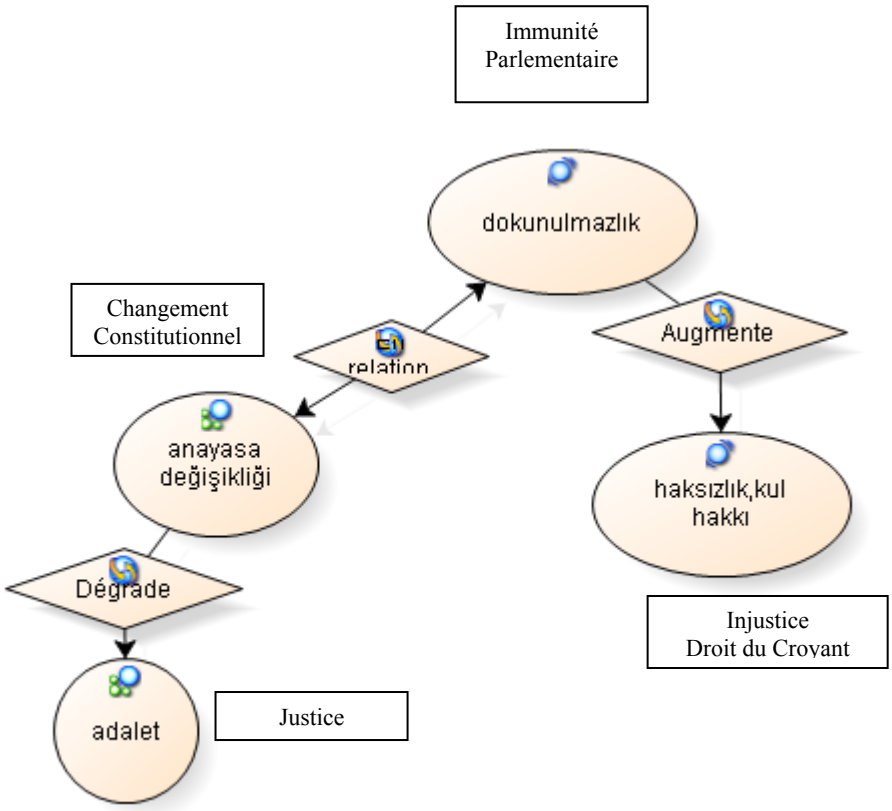
b. Pareillement, la politique est en relation *symétrique* avec la corruption, la pauvreté et le chômage car en effet, ces trois problèmes fondamentaux du pays doivent faire l'objet de la politique au premier rang. De la même manière, la politique est chargée d'empêcher la corruption et la pauvreté et c'est pour cela que le changement constitutionnel devrait posséder des modifications concernant ces trois questions.

c. D'autre part, la relation entre l'objet de la politique comme un concept avec la location géographique des villes et la terreur, est de caractère *dégradant*. Autrement dit, Kılıçdaroğlu insiste sur le fait que le sujet de la politique doit s'occuper de l'abolition de la terreur et des inégalités causés par les différences géographiques entre les villes.

d. Finalement, selon Kemal Kılıçdaroğlu, il n'y a aucune relation entre l'objet de la politique avec les croyances et les identités culturelles. En d'autre mot, selon le chef du Parti Républicain du Peuple (CHP), la politique ne doit pas s'intéresser aux différences ethniques ou religieuses des citoyens. D'ailleurs, c'est par là que l'idée d'une unité nationale doit s'établir parmi les compatriotes.

Diagramme 3 – Immunité Parlementaire

Ce diagramme présente les trois corrélations que l'on peut observer entre l'immunité politique à travers les mots encodés comme l'injustice et le droit du croyant ; le changement conditionnel et la justice ensemble dont le caractère de la relation est spécifique pour chacune.



Selon Diagramme 3, le leader du parti d'opposition du Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP), l'immunité parlementaire est en relation *symétrique* avec le changement constitutionnel car ce concept a été introduit dans la Constitution préparée en 1980 rédigée par les acteurs du dernier coup d'état. Alors, selon Kılıçdaroğlu il faut commencer par la modification des articles problématiques de la présente constitution pour en faire une nouvelle plus civile.

D'autre part, si l'immunité parlementaire ne sera pas limitée dans la nouvelle constitution par l'immunité des députés au cursus en leur garantissant l'immunité d'expression, alors on ne pourra pas empêcher la corruption par la main de la haute bureaucratie, et cela finalement dégradera la justice dans la société. De plus, l'immunité parlementaire comme elle est interprétée à l'heure actuelle augmentera l'injustice et la violation des droits des citoyens faibles dans la société.

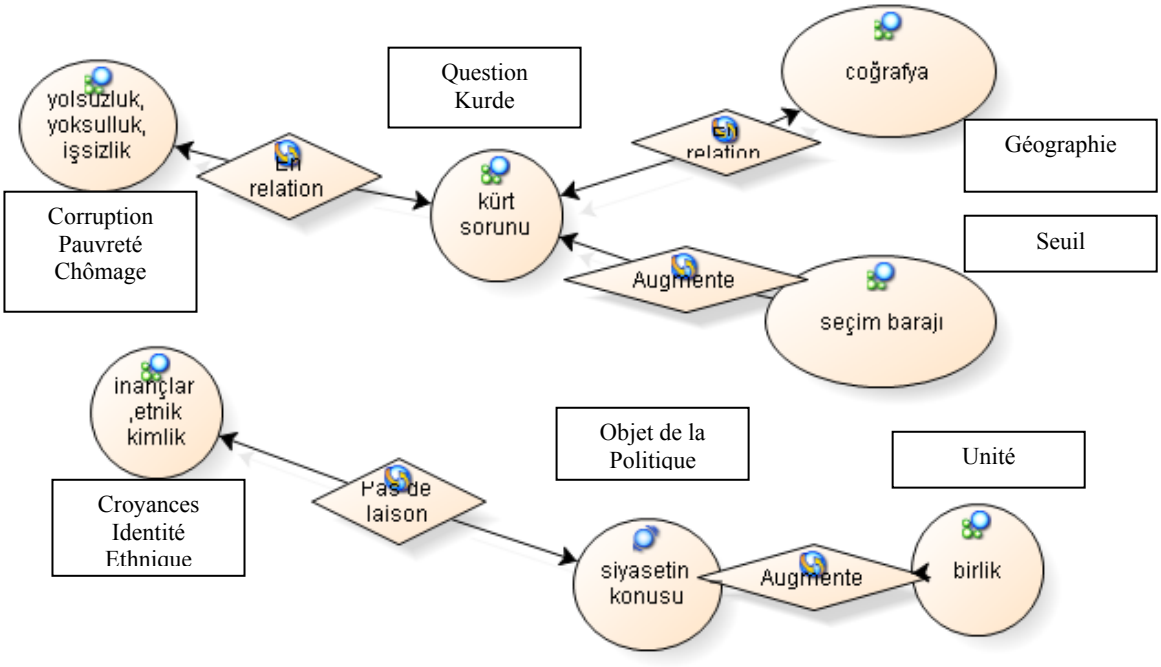
Diagramme 4 – La question kurde et l'unité nationale

La région où la population dominante est kurde est bien la région du Sud-est de la Turquie qui est relativement moins développée au niveau socio-économique par

rapport aux autres régions du pays. D'autre part, il existe une situation conflictuelle qui produit parfois une volonté de séparer politiquement la région d'une manière autonome. D'ailleurs les représentants des kurdes groupés autour du Parti de la Paix et de la Démocratie (*Barış ve Demokrasi Partisi*-BDP) proposant une autonomie démocratique, donne le signal d'une séparation possible au niveau politique mais aussi psychologique dans la société turque.

Dans cette perspective, le diagramme ci-dessous a été fourni par le logiciel Nvivo suivant le contenu des textes des discours prononcés par Kemal Kılıçdaroğlu pendant la campagne du référendum de 2010, durant lequel le leader du CHP a délibérément parlé de ces deux concepts de la question kurde et l'unité nationale.

Ce diagramme présente donc les corrélations de la question kurde et de l'unité national en partant des codes choisis comme le seuil (le barrage de 10% aux élections législatives), la géographie, la corruption, la pauvreté et le chômage et aussi l'objet la politique, des croyances et l'identité ethnique prises ensemble dont le caractère de la relation est spécifique pour chacun.



Le diagramme 4 présente séparément la question kurde et l'unité nationale.

En nous appuyant sur les discours de Kılıçdaroğlu, nous voyons que le problème de seuil augmente la question kurde vu que le présent système empêche l'entrée de plusieurs partis kurdes au Parlement. Le seuil oblige que chaque parti

politique passe le seuil de 10% des votes au niveau national. D'ailleurs, dans les deux dernières élections législatives, les députés de BDP ont été élus d'une manière indépendante puis ont formé postérieurement leurs groupes au Parlement.

La question kurde est en relation symétrique la situation défavorisée de la région puisque le Sud-est du pays n'a aucune connexion économique ni culturelle avec les autres régions du pays à cause des difficultés géographiques, de plus le climat n'est pas favorable. D'autre part, la région est en voisinage avec les pays du Moyen-Orient où il continue des conflits internes.

Relativement à la question kurde, les identités ethniques ne doivent pas faire l'objet de la politique et la question kurde a des dimensions économiques et sociales. Selon le leader du premier parti à l'opposition, la question kurde est en relation avec la pauvreté et le chômage. Pour lui, la résolution du problème ne doit pas être transférée non plus à l'armée.

La question doit être résolue sur la plate-forme de la citoyenneté turque et la nouvelle constitution doit être rédigée de la manière purifiée de toute différence ethnique. Dans cette optique, la politique sera chargée d'augmenter le sentiment de l'unité dans la société turque.

4.4. Conclusion

Dans notre quatrième et dernier Chapitre, nous avons analysé les discours discours du CHP prononcés par Kemal Kılıçdaroğlu pendant les rencontres organisées et réalisées dans la période du référendum qui a eu lieu le 12 septembre, au terme de 3 mois commençant par le mois de juillet. En effet, la révision constitutionnelle proposée par le parti au gouvernement porte sur des nouveaux droits pour les fonctionnaires et la protection de l'égalité des sexes, et ouvre la possibilité de juger les auteurs du coup d'Etat militaire de 1980.

En nous appuyant sur le contenu des discours, nous avons remarqué que le CHP continue à formuler des politiques suivant l'appel à la redistribution égalitaire des revenus, au travail, au chômage et à la corruption qui sont les thèmes de la politique d'un Etat de la prospérité. En effet, le nœud hiérarchique que nous venons de composer par la corruption, la pauvreté et le chômage apparaît sur la liste

prioritaire avec 2.200 codages comme nous arrivons à voir sur le Rapport Sommaire des Noeuds presentés en Annexe 5. Ces trois problèmes ont été les sujets les plus fréquents auxquels le leader du premier parti à l'opposition a donné de l'importance.

D'autre part, reliée directement à la corruption, la question de l'immunité parlementaire occupe une place aussi importante dans le discours de Kemal Kılıçdaroğlu. En effet, Kılıçdaroğlu accuse nettement le parti au pouvoir de vouloir échapper à la Cour Constitutionnelle à cause de leurs affaires illégales.

Par là, un premier point à souligner concerne que le débat sur le Changement constitutionnel se concentre sur la corruption et l'immunité parlementaire dans les villes de l'Ouest et du Nord dont la population est turque et relativement moins pratiquante tandis que dans les villes où la population dominante est kurde, l'accent est mis plutôt sur le côté économique de la question.

Un deuxième point important concerne l'effet dégradant de cette nouvelle constitution proposée sur la démocratie dans le pays. Kılıçdaroğlu parle de cet effet qui perturbe la justice et le système judiciaire dans les villes à l'Ouest en expliquant comment l'AKP fait pression sur les juges. D'autre part, la suppression du droit des employés d'aller devant le Conseil d'Etat trouve une large place dans le discours du leader. Nous avons remarqué que l'effet dégradant de cette nouvelle Constitution proposée trouve place dans les villes à l'Est et au Sud-est dont la population est kurde mais par des motifs différents. En nous appuyant sur les discours, nous arrivons à voir que selon Kılıçdaroğlu la nouvelle Constitution ne répond nullement aux problèmes devant la démocratisation du pays, qui sont la question du seuil de 10% ; la résolution des meurtres dont les responsables ne sont pas arrêtés qui forment les deux aspects de la question kurde.

Un troisième point qui retient notre attention est lié à l'explication faite par Kemal Kılıçdaroğlu pour désigner ce que doit être et ce que ne doit pas être l'objet de la politique. Dans ce cadre, nous voyons que dans les villes qui se sont situées à l'Ouest et au Sud, l'accent est mis sur le fait que la politique ne doit pas intervenir dans le système judiciaire et dans les décisions prises par les juges. D'autre part, dans les villes de l'Est et du Sud-est, nous avons vu que l'accent est mis plutôt sur le fait que la politique est chargée d'augmenter le niveau de la prospérité dans le pays en garantissant une redistribution égalitaire des revenus. Dans cette perspective, la

politique s'est donc vu chargée d'empêcher la corruption et de trouver des solutions efficaces à la pauvreté et au chômage qui sont les problèmes fondamentaux du pays.

Nous voulons attirer l'attention sur le fait que selon Kılıçdaroğlu, la politique ne s'occupe pas des identités ethniques et appartenances religieuses. Autrement dit, en accusant l'AKP d'avoir matérialisé les identités ethniques et religieuses du peuple pour but d'avoir un gain électoral, Kılıçdaroğlu déclare que son parti est respectueux de toutes les identités culturelles.

Dans cette optique, le dernier point qui retient notre attention est lié à la question kurde qui a été dessinée autour du débat sur le retrait du seuil de 10% et la nécessité d'établir une commission de recherche des meurtres non résolus. Par contre, il est intéressant de voir que le leader du CHP n'ait néanmoins fait presque aucune accentuation sur le droit de la langue maternelle pour le peuple kurde ou la reconnaissance officielle du peuple kurde dans la nouvelle Constitution. En revanche, en faisant appel à l'unité nationale, nous avons vu que Kılıçdaroğlu a mentionné clairement le partage la même conception du bien au niveau national pour dépasser les problèmes culturels. D'ailleurs, nous avons vu que le discours dans les villes du Sud-est, il est défendu la question kurde devrait être résolue suite aux améliorations des conditions de vie des habitants de la région.

En nous appuyant sur le contenu de ces discours, nous remarquons que le CHP utilise certainement un ton moins idéologique qu'avant, et plus pragmatique par rapport au mouvement mené par son prédecesseur en s'appropriant le vocabulaire fourni par Bülent Ecevit.

CONCLUSIONS GENERALES

1. Reprise de la problématique initiale et rappel de l'idée directrice

Le kémalisme républicain en Turquie n'a pas présenté une doctrine universelle basée sur la proposition d'un meilleur modèle d'organisation pour les régimes politiques comme ils ont fait le libéralisme ou le communisme. La plupart des principes dessinés par Mustafa Kemal sont spécifiquement désignés pour couvrir seulement le développement de la Turquie. C'était donc l'intention de l'élite formative républicaine de construire un Etat-nation qui ne ressemble pas à celui mené par les autres pays.

Dans les années 1930, un total de six principes a été rédigé d'abord dans le programme CHP et après dans la Constitution de la République turque. Dunkwart Rustow suggère que le kémalisme soit l'équivalent turc de l'éclaircissement, une philosophie de direction qui a amené les turcs de l'âge de l'ignorance à la route de la modernité.[356] L'auteur accepte que la période de gouvernement du parti unique dirigé par le CHP entre 1925 et 1946, ait des caractéristiques autoritaires même si son intention suprême était pour l'établissement d'une démocratie moderne et participative. Les critiques de cette école suggèrent que le kémalisme ait un composant fort idéologique et touche à la fois aux caractéristiques de corporatisme.

[356] Dunkwart Alexander Rustow, **Atatürk as a founder of a state**, Institute of War and Peace Studies, New York: Columbia University Press, 1968, pages: 793-828.

En outre, dans la période de l'après Guerre Froide, il était plus difficile d'identifier exactement où entrent les trois phases de révisionnisme social-démocrate identifié dans le troisième chapitre dans l'idéologie du parti. Bien que les électeurs turcs identifient toujours le CHP comme un parti gauche, en comparaison des années 1960 et les années 1970, il est beaucoup plus facile de le reconnaître laïciste et nationaliste. Le programme le plus récent du parti préparé en 2008 et des manifestes d'élection successifs continuent à diriger les questions de la justice sociale, mais soulignent les dangers qui se développent pour saper l'intégrité de l'Etat kémaliste, à savoir la diffusion de l'Islam Politique et le séparatisme ethnique.

Dans cette perspective, notre objet d'étude était de démontrer qu'il existe une tension entre l'idée républicaine et la démocratie qui s'est cristallisée au sein du Parti Républicain du Peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi, CHP*). Nous avons essayé de dessiner cette tension dans les deux premiers chapitres par rapport au croisement des deux courants d'analyse, la théorie de la modernisation et le néo républicanisme. Selon la théorie de la modernisation, le développement économique est considéré comme le requis du développement économique qu'on entend par la démocratie. D'autre part, pour le néo républicanisme qui est globalement encore lié à la tradition classique du républicanisme, il se diffère du dernier par la compréhension de la liberté comme une non-domination. De plus, nous avons vu que J.G.A. Pocock, en parlant de la rupture entre l'homme politique et l'homme économique, met en lumière les premières instances de la tension apparue entre l'idée républicaine et les revendications démocratiques nouvelles.

Pour le cas turc, le fait que le Parti Républicain du Peuple (CHP) reste encore lié aux slogans utilisé par Bülent Ecevit, nous a donné des idées florissantes pour comprendre quelle vision de la social-démocratie a le parti. En effet, la tension apparaît lorsque le Parti Républicain du Peuple s'attache encore à un vocabulaire plutôt économique que social qu'il ne puisse pas répondre aux besoins et aux revendications sociales venant des différentes parties de la société.

En raison d'être le parti fondateur de l'état, le CHP n'est pas arrivé pas à apporter une alternative au statu quo existant alors, comme la révision ne se trouve pas de lieu dans l'idéologie du parti, le CHP républicain reste en opposition dans sa relation avec les revendications démocratiques. Les slogans utilisés comme la justice

sociale, la redistribution égalitaire des revenus et l'état de prospérité, ont des appuis simplement économique en face des problèmes sociaux aux quels la Turquie confronte au lieu des politiques identitaires aux niveaux religieux et ethnique. Autrement dit, le Parti Républicain du Peuple en insistant sur la gauche proposée de Bülent Ecevit, il reste sourd aux luttes des nouveaux mouvements. En effet, notre thèse consiste à montrer que le CHP abandonne la lutte culturelle en revenant à la politique consistant sur les demandes des classes ouvrières même s'il existe « une nécessité de trouver une chaine d'équivalences entre les diverses luttes démocratiques contre différentes formes de subordination. »[357]

Pour but de démontrer que le CHP continue d'utiliser des slogans des périodes dans lesquels le système de gestion keynésien était valide et des politiques centristes qui ne trouvent plus de réponse devant les revendications sociales en Turquie, nous avons choisit comme cas d'analyse, le processus du référendum sur le changement constitutionnel. En effet, la présente Constitution rédigée par les acteurs du coup d'Etat de 1980 a été soumise à un référendum en septembre 2010 pour apporter des modifications des articles concernant les éléments fondamentaux pour la vie politique et sociale du pays. La révision constitutionnelle propose de nouveaux droits pour les fonctionnaires et la protection de l'égalité des sexes, et ouvre la possibilité de juger les auteurs du coup d'Etat militaire de 1980. De même, l'interdiction de partis politiques deviendra plus difficile, et l'armée sera pour la première fois susceptible d'être soumise à la justice civile.

Du côté de l'opposition, le référendum sur le changement constitutionnel est largement réfuté par le Parti Républicain du Peuple pour une série de raisons dont nous trouvons les détails dans notre analyse des discours de son leader prononcés durant la campagne du « non » au référendum.

2. Bilan des résultats de la recherche présentés par fréquences

Pour analyser le contenus des discours prononcés par le leader du premier parti à l'opposition (Parti Républicain du Peuple, CHP), Kemal Kılıçdaroğlu, nous avons

[357]Ernesto Laclau & Chantal Mouffe, Hégémonie et stratégie sociale, Vers une politique démocratique radicale, traduit de l'anglais par Julien Abriel, Besançon :Les Solidaires Intempensifs, 2009, page:34.

recueillit les extraits des discours dans 59 villes anatoliennes durant la campagne du « non » au référendum du mois de juillet jusqu'au mois de septembre 2010. A l'aide du logiciel informatisé « Nvivo » pour recherche qualitative, nous avons traité les données brutes en fonction de nos encodages et avons formé des tableaux divers par l'interrogation des mots choisis sous le toit de sept nœuds hiérarchiques qui sont les suivantes : le changement constitutionnel ; les problèmes de la démocratie ; les croyances et les identités ethniques ; la question kurde ; l'état de prospérité et la pauvreté ; la corruption et le chômage. En dehors de ces nœuds hiérarchiques, il existe aussi des nœuds libres comme l'immunité politique ; l'injustice et le droit du croyant ; les employés de l'état et l'objet de la politique. Les résultats que nous avons relevés sont présentés dans l'Annexe n°5 intitulée Rapport Sommaire de Nœuds.

Les données brutes des discours prononcés par Kemal Kılıçdaroğlu sont fournies en leur langue originale qui est le turc. Par contre les spécifications techniques du logiciel sont en langue anglaise alors le Rapport Sommaire de Nœuds est apparu dans une multitude de langues. Cependant, chaque mot qui n'est pas en langue française a été traduit en français et présenté avec son original dans les notes de bas de page.

Comme nous pouvons l'observer dans le Rapport Sommaire de Nœuds, le logiciel spécifie la date réelle et les heures où le travail a eu lieu. Alors, il met en lumière les nombres de mots choisis, les paragraphes codés ensemble avec les nombres de sources et les cas codés suivant les références de codage. Comme nous l'avons d'expliquer précédemment, deux différents types de codages sont utilisés comme des nœuds libres et des nœuds hiérarchiques.

Puisque les mots choisis représentent les messages significatifs de Kemal Kılıçdaroğlu, nous bénéficierons du Rapport Sommaire de Nœuds présenté dans l'Annexe n°5 pour évaluer la liste prioritaire de Kılıçdaroğlu pendant le tour de Turquie pour le Référendum de 2010. Les fréquences des mots choisis sont inscrites dans l'ordre décroissant ci-dessous:

– « **Changement constitutionnel** » a été le mot le plus fréquemment prononcé avec l'encodage de 2.767 pendant le tour du pays. Dans toutes les villes Kılıçdaroğlu, explique pourquoi le changement constitutionnel doit être réfuté pour des raisons que nous allons reprendre en dessous,

- Le nœud hiérarchique composé par les trois problèmes majeurs de la Turquie qui sont la **corruption, la pauvreté et le chômage** apparaît sur la liste prioritaire avec 2.200 codages. Ces trois problèmes ont été les réclamations les plus fréquentes des grands groupes envers le gouvernement du Parti de Justice et du Développement en Turquie. Le changement constitutionnel selon Kılıçdaroğlu ne prévoit aucune modification concernant ces trois problèmes majeurs du pays. D'ailleurs, le projet devrait absolument répondre à ces trois questions majeures. De même, le gouvernement au pouvoir est accusé de s'échapper d'aller à la Cour constitutionnelle comme résultat de la corruption vue dans la haute bureaucratie en Turquie.

- Après, les mots les plus fréquemment codés appartiennent à **la classe ouvrière** avec 2.127. Dans les records originaux des discours Kemal Kılıçdaroğlu, les expressions comme « les ouvriers », « les fonctionnaires », « les retraités » et « les fermiers » ont été utilisées sous un nœud hiérarchique et ils ont été regroupés ici sous la classe des travailleurs formée par les ouvriers, les fonctionnaires, les fermiers et les retraités. Kılıçdaroğlu souligne en insistant que les retraités bénéficieront de la surproduction économique et a promis à plusieurs reprise que son parti proposera une loi sur la Conformité pour les retraités. De même, Kılıçdaroğlu défend l'idée que le gouvernement actuel ne valorise pas le travail des fermiers et plus généralement celui de la classe des travailleurs.

- Le quatrième mot encodé parmi les plus fréquents porte sur **les identités ethniques et les croyances religieuses**. En effet, les croyances et les identités ethniques dans le Rapport sommaire des nœuds apparaissent au nombre de 2.031. Cela peut être attribué à l'atmosphère spéciale créée au moment du Référendum de 2010. En fonction des changements constitutionnels rédigés par le gouvernement au début de l'été de 2010, deux inclinations significatives ont été plus ravitaillées dans la constitution principalement pour d'islamisme et l'appartenance ethnique. C'est bien connu en Turquie que ces deux messages sont fortement sensibles pour le Parti Républicain du Peuple (CHP) et ses partisans. Pour le Parti du Peuple, ces deux questions graves ne doivent pas faire l'objet de la politique. En effet, le CHP défend l'idée que ces deux problèmes peuvent être surmontés par un accord fondé sur la citoyenneté.

Le deuxième groupe de messages transmis est ceux qui ont été codés entre 1.000 et 2.000 mentions. Ceux-ci sont de mots **l'unité** (1.560), **l'objet de la politique** (1.137), **l'injustice et le droit du croyant** (1.102), **les problèmes de la démocratie** (1.071); **l'Etat social** (1.011).

- Ce que l'on comprend par l'unité, c'est bien l'unité nationale en Turquie et elle représente l'obstacle le plus puissant en face des demandes ethniques. En raison de l'héritage des doctrines républicaines originales des années 1930, le Parti Républicain du Peuple est chargé d'être le partisan loyal de l'unité nationale en Turquie et en ignorant à la fois les revendications ethniques. Donc, étant le leader du parti, Kılıçdaroğlu a mentionné l'idée de l'unité nationale 1.560 fois pendant les rencontres tenues pour le référendum de 2010. D'ailleurs, nous avons constaté que c'est dans les villes dont les populations majoritaires sont kurdes que le message sur l'unité nationale a été transmis.
- Le nombre de l'encodage pour l'objet de politique est 1.137 fois dans le Rapport sommaire des nœuds. Les relations établies à travers les discours de Kılıçdaroğlu qui sont présentés dans le Rapport synthèse de Relation montrent que l'expression est principalement utilisée à partir d'une approche négative pour ce qui est des identités ethniques et religieuses. Pendant le tour du référendum, Kılıçdaroğlu a souligné que la mission de la politique ne peut pas se borner à l'identité ethnique ou la langue maternelle, mais cela devrait être la corruption, la pauvreté et le chômage puisqu'ils sont les problèmes fondamentaux du pays.
- Les expressions liées à l'injustice et au droit du croyant ont compté 1.102 fois dans les discours prononcés dans 59 villes anatoliennes. Ces questions ont gagné leurs significations en raison des activités actuelles du parti dirigeant en 2010, comme l'intolérance aux dissidents, l'emprisonnement de certains groupes de journalistes, les longues durées de détention avant d'être jugé, etc.… Les messages transmis par rapport à l'injustice et aux droits civils devraient avoir un grand rapport avec l'agenda du changement constitutionnel. En effet, pour critiquer les attitudes et les activités actuelles du gouvernement, ils s'occupent d'une partie majeure dans les discours du leader du premier parti à l'opposition. En effet, nous avons constaté un point important selon lequel l'accent sur le changement constitutionnel est fourni par un vocabulaire

religieux lorsque Kılıçdaroğlu s'adresse à une audience qui est relativement pratiquantes.

- Les problèmes de la démocratie en Turquie ont été codés 1.071 fois dans les discours de M.Kılıçdaroğlu. C'est un fait que, le leader, les membres et les partisans de CHP blâment fortement le parti dirigeant en Turquie à cause de son attitude discrète liée à la démocratie. Selon Kılıçdaroğlu, le seuil de 10% et les meurtres non résolus sont des problèmes graves devant la démocratisation du pays. Un point qui retient notre attention est que ces deux issues font parties de la question kurde dont le leader ne présente presque rien à par ces deux motifs.
- Finalement, les mots de l'Etat social, et l'Etat de prospérité ont été prononcés 1.011 fois dans les villes visitées pendant le référendum. Il devrait être rappelé que Bülent Ecevit était le leader légendaire du Parti Républicain de Peuples ayant obtenu la majorité des votes en années 1970. Les expressions comme l'état social et l'État de prospérité sont des slogans à Ecevit qui ont effectué les foules alors en Turquie. Kemal Kılıçdaroğlu, est le leader nommé récemment du Parti Républicain de Peuples (CHP) doit avoir trouvé utile de les attribuer à ses rencontres pour montrer qu'il s'appropriait l'héritage de Bülent Ecevit.

Selon le Rapport sommaire des nœuds présenté dans l'Annexe 5, le troisième groupe de messages est ceux qui ont été codés à moins de 1.000 mentions. Ils sont donc présentés dans un ordre décroissant sur le Tableau ci-dessous;

Tableau 5.1 : La fréquence des sujets ayant moins de 1.000 mentions

Codage	Fréquence
Travail	812
Abus ethnique et religieux	731
Immunité Politique	695
Terreur	550
Anti– militarisme	417
Redistribution égalitaire, l'ordre juste	360
Etatisme	345
Pouvoir du peuple, CHP	341
Pression, écoutes téléphoniques illégales	334
Justice	255
Localisation géographique	216
Citoyen, Compatriote	164
Meurtres non résolus	159
Seuil de 10%	29
Interdiction du foulard	17
Langue Maternelle (kurde)	15

3. Bilan des résultats de la recherche présentés par rapport à la théorisation

Cette étude a permis de constater que le Parti Républicain du Peuple utilise les slogans de l'égalité, de la récompense et du mérite, de la laïcité, de la souveraineté du peuple, de la volonté générale et de l'unité nationale qui sont les concepts de la république.

Le message pour une unité national est tellement souligné par Kemal Kılıçdaroğlu que nous constatons qu'il n'existe pas de différence ethnique, religieuse ou régionale. En partant des discours prononcés, nous avons vu que l'accent sur l'unité est mis presque dans toutes les régions du Nord, du Sud, de l'Est et à l'Ouest. Ce faisant, Kılıçdaroğlu insiste sur l'idée que son parti est respectueux de toutes les croyances et de toutes les ethniques culturelles. Cependant, il est clairement souligné que les revendications culturelles doivent être dissoutes dans la citoyenneté et le compatriotisme turc qui dépasse toutes les différences ethniques et culturelles. La constitution devrait être dépourvue de toute référence ethnique qui brise la notion de l'égalité devant la loi. En se référant aux problèmes devant la démocratisation comme les écoutes illégales, la pressions sur les médias et les meurtres dont les responsables ne sont toujours pas trouvés, Kılıçdaroğlu explique pourquoi et dans

quels aspects la nouvelle constitution ne peut pas apporter des améliorations au système judiciaire de la Turquie. En partant de ce point, nous pensons à l'idée de la « liberté comme une non-domination » proposée par Philipp Pettit, qui désigne la liberté non pas comme des droits attribué aux groupes subordonnés, mais comme une absence de subordination à – ou de l'interférence de la part de – une autorité susceptible de devenir arbitraire.[358]

En effet, dans l'idée de la république, nous trouvons la société politique où le peuple est source de la loi et où l'autorité s'exerce par la loi sur des individus libres et égaux. Un pouvoir est républicain lorsqu'il est l'émanation du peuple et qu'il est responsable devant lui. En contrepartie, les citoyens acceptent des lois et un pouvoir institué par eux-mêmes parce qu'il exprime et définit l'intérêt général, qu'il maintient l'égalité de tous devant la loi, protège les libertés et la cohérence de la nation. Une première condition pour définir l'intérêt général est la mise à distance des intérêts particuliers et de tous les particularismes ce qui implique une république « une et indivisible ».

Cependant, la République ne reconnaît pas tout ce qui tend à morceler la communauté civique qui est la nation par les groupes ethniques, religieux et culturels. Cela implique donc une fraternité qui ne soit pas une fraternité de sang, d'ethnie ou d'un territoire mais c'est plutôt une fraternité construite. En conséquence, la loi est la même pour tous et sur tout le territoire. Pareillement, la fraternité est un point que nous avons trouvé fréquemment dans les discours prononcés par le leader du premier parti à l'opposition. En effet, nous avons constaté que le message pour la fraternité a été transmis 126 fois dans 52 visites.

L'unité de la nation selon l'idéologie kémaliste peut être mise en péril par la reconnaissance d'appartenance communautaire qui la sépare, que ces appartenances soient ethniques, religieuses ou sociales. C'est pourquoi le Constitution refuse en 1980 une réforme du statut aux kurdes qui reconnaissait l'existence du peuple kurde. Comme nous arrivons à voir dans le cas turc, le civisme du citoyen consiste à mettre à distance ses appartenances multiples pour exercer ses choix politiques en vue de l'intérêt général. La nation n'est pleinement républicaine que comme une communauté des citoyens animés de vertu civique.

---

[358] Philipp Pettit, *Chapitre VIII, Civiliser la République*, **Républicanisme**,**Une théorie de la liberté et du gouvernement,** traduit de l'anglais par Patrick Savidan et Jean-Fabien Spitz , Editions Gallimard, Paris : 2004, pages: 91-94.

En face de la reconnaissance du peuple kurde, dans le souci de l'intérêt général, il existe quand même une nouvelle idée après l'arrivée de Kılıçdaroğlu de penser qu'un pouvoir républicain peut, sans trahir les valeurs de la République, accorder des droits particuliers à des minorités pour qu'elles puissent apporter toutes leurs richesses à la communauté des citoyens. Par contre, la méthode que l'on voit proposée durant les rencontres, est nettement basée sur un interventionnisme étatiste qui a pour but de créer des sources de revenus aux couches marginalisées de la société. Nous avons vu que l'interprétation de la social-démocratie dans le monde s'est tellement inclinée sur « la redistribution des possibilités » au lieu d'une redistribution des revenus. Par contre, c'est par l'idée que le développement économique est la première condition du modernisme que l'aspect étatiste du Parti Républicain du Peuple trouve lieu d'être.

De l'autre côté, en nous appuyant sur les discours de Kemal Kılıçdaroğlu, nous arrivons à dire que le message pour l'unité de la République face aux particularismes s'exprime face aux appartenances religieuses. Pour la République turque, une République « une » ne peut qu'être laïque. En effet, selon la théorie envisagée, la République distingue ce qui est de tous, le public et ce qui est de plusieurs, et ainsi sépare bien l'espace public de la sphère privée.

Cependant, la définition de la laïcité n'a cessé de faire débat en Turquie. La laïcité, historiquement a d'abord consisté à clairement distinguer ce qui est religieux et ce qui est politique. D'ailleurs, nous avons vu que Kılıçdaroğlu a souligné nettement que la question sur les identités religieuses ne fait pas l'objet de la politique. Cela conduit le citoyen à considérer ses croyances comme relevant de la sphère privée. La République en contrepartie, assure la liberté de conscience et garantit le libre exercice des cultes.

Les Etats démocratiques sont aussi confrontés à la question des rapports entre le religieux et le politique même si la plupart d'entre eux n'aboutissent dans les faits à une réelle séparation des deux domaines. Par contre, la situation en Turquie devient un peu grave depuis que l'Institution des affaires religieuses (*Diyanet İşleri Başkanlığı*) a été crée directement attachée à l'Etat dans les premières années de la fondation de la République. Le point où nous sommes arrivés maintenant, nous montre que les deux sphères ne sont pas vraiment séparées que le contrôle de l'Etat sur les affaires religieuses et morales persiste. En effet, dans cette acception de la

laïcité, il y a la volonté de construire un civisme fondé sur la vertu des citoyens d'où procéderait un homme libéré des dépendances d'autrefois.

Dans cette perspective, il est compréhensible qu'au sein de la république, l'école joue un rôle majeur. Parce qu'au delà des lois, il faut ajouter, selon Philipp Pettit[359], des normes pour faire progresser réellement la liberté. Alors, l'école est le lieu où s'élabore la citoyenneté, où se fait l'apprentissage de la mise à distance de ce qui relève des particularismes. D'ailleurs, la question de l'autorisation de la langue kurde reste toujours à répondre par le Parti Républicain du Peuple. En effet, c'est seulement dans une ville que Kemal Kılıçdaroğlu parle de la langue maternelle dans toute la Turquie (cf. Annexe n°5, Rapport sommaire des nœuds). Par contre, le leader du CHP désigne clairement que son parti est respectueux de toutes les identités ethniques en défendant leur protection devant la loi, en leur enlevant le seuil de 10% et proposant d'établir un conseil de la recherche des meurtres non résolus parmi la population kurde.

D'autre part, en faisant référence à la corruption, à la pauvreté et au chômage durant la campagne de « non », presque dans chaque ville, Kemal Kılıçdaroğlu précise la priorité de son parti qui est l'amélioration du niveaux de vie des habitants en déclarant que ces trois issues sont les problèmes essentiels de la Turquie. Dans cette optique, tandis que l'accent est plutôt mis sur la corruption dans les villes du Nord et de l'Ouest, quand nous venons au Sud-est et à l'Est, nous constatons que l'accent est mis sur le chômage et à la pauvreté. Par là, Kılıçdaroğlu déclare que la politique est chargée de retirer les inégalités entre les régions géographiques.

Tout ce vocabulaire économique basé sur une vision égalitaire des revenus et la valorisation du travail nous montre que le Parti Républicain du Peuple considère les problèmes économiques du pays sont donc les plus urgents et importants à résoudre.

Parmi les théoriciens contemporains de l'idée républicaine, J.G.A. Pocock souligne que les sociétés qui ont atteint un certain point de développement économique deviennent plus réceptives aux revendications culturelles, ethniques et sociales, car en effet, selon le théoricien, une fois que la phase économique est achevée, la phase culturelle commence et cela peut être considéré comme le début du

[359]Philip Pettit, Républicanisme, Chapitre VIII, Civiliser la République, **Républicanisme, Une théorie de la liberté et du gouvernement,** traduit de l'anglais par Patrick Savidan et Jean-Fabien Spitz, Editions Gallimard, Paris, 2004, pages:323-329.

déclin du tissu social.[360] Parce qu'en effet, la spécialisation parmi les citoyens donne inévitablement de lieu aux différences dans la société que les républicains voulait unifier au départ.

En ce qui concerne le cas turc, nous arrivons à accepter que les dynamiques internes et le niveau économique acquis de la société turque a incontournablement donné lieu à des revendications sociales, également par la montée de la mondialisation et du multiculturalisme que les républicains en Turquie ont du mal à s'adapter. Nous pensons que c'est ici que la tension se produit quand les républicains en Turquie n'arrivent pas à produire des politiques sociales et culturelles en insistant encore sur les politiques économiques en face des problèmes du pays.

4. Interprétation des résultats de la recherche

Dans la présente thèse, notre objectif principale était de comprendre où et pourquoi une tension entre l'idée républicaine et la démocratie se produit au sein du Parti Républicain du Peuple. Il est maintenant clair que la compréhension social-démocrate du Parti Républicain du Peuple est basée sur une économie politique qui fait que la redistribution égalitaire et méritocratique est considérée suffisante pour achever le processus de la modernisation.

De l'autre côté, le fait d'être le parti fondateur de la République turque donne une mission de préserver l'Etat même si le CHP tombe à la fois dans un conservatisme. Alors, il s'agit d'un conservatisme des valeurs républicaines et unitaires que le Parti Républicain du Peuple n'arrive pas vraiment à établir une révision idéologique comme nous voyons au sein des partis sociaux-démocrates en Europe. Pour réaliser la phase révisionniste, il faut qu'il y ait une alternative au *statu quo*. Pour le cas turc, le *statu quo* est tellement forgé par l'idéologie kémaliste que le CHP a du mal à apporter une autre à sa raison d'existence au départ.

Les soucis de Kılıçdaroğlu sur les libertés d'expression, la pression sur les médias et le peuple nous montre que pour le Parti Républicain du Peuple, la démocratie est conçue comme une capacité de contester. Par contre nous pensons qu'il existe une nécessité de renouveler la compréhension social-démocrate qui ne

[360] J.G.A. Pocock, **Le Moment Machiavélien**, Chapitre XIV, Lé débat du XVIIIè siècle, La vertu, la passion et le commerce, traduit de l'anglais par Luc Borot, P.U.F., Paris :1997, pages:471-477.

peut être réduite ni à la notion de contestation, ni aux principes égalitaire et méritocratique de la redistribution des valeurs.

BIBLIOGRAPHIE

Modernisme et développement politique

ABADAN UNAT, Nermin, **Patterns of Political Modernization and Turkish Democracy**, Ankara: SBF, Turkish Yearbook of International Relations, No: XVIII, 1979

ADORNO, Theodor & HORKHEIMER, Max, **Dialectic of Enlightenment**, London: Verso, 1979

AHMAD, Feroz, **The Turkish Experiment in Democracy 1950-1975**, London: Westview Press for Royal Institute of International Affairs, 1977

APTER, David, **The Politics of Modernization,** Chicago and London: University of Chicago Press, 1969

BERKES, Niyazi, **Türkiye'de Çağdaşlaşma** *(La Modernisation en Turquie)*, İstanbul: Doğu-Batı Yay.,1978

DAHL, Robert A., **Controlling Nuclear Weapons**, **Democracy Versus Guardianship,** Syracuse, NY: Syracuse University Press, 1985

DAHL, Robert Alan, **Modern Political Analysis**, New Jersey: Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 2d ed. 1970

EROĞUL, Cem, Çok Partili Düzenin Kuruluşu (La Construction de l'Ordre Multipartite) :1945-71 In SCHICK Irwin Cemil and TONAK Ahmet (eds), **Geçiş Sürecinde Türkiye** (La Turquie en transition), Istanbul: Belge Yayınları, 1992

GRAY, John, **Hayek on Liberty**, Oxford: Basil Blackwell, 1984

HEPER, Metin, **Türkiye'nin Siyasi Hayatı (La vie politique de Turquie, du point de vue théorique, historique et comparé)**, Istanbul : Doğan Egmont Yayıncılık ve Yapımcılık Ticaret A.Ş. , Première édition pour la traduction turque, 2011

HUNTINGTON, Samuel P., **Political Order in Changing Societies**, New Haven: Yale University Press, 1968

HUNTINGTON, Samuel P., **The Change to Change: Modernization, Development, and Politics**, New York: The City University of New York, 1971, Vol.3, Comparative Politics

HUNTINGTON, Samuel P., **Siyasal Gelişme ve Siyasal Bozulma (Le Développement Politique et la Déformation Politique)**, traduit en turc par Ergun Özbudun, AÜHFD, Cilt:XXII-XXIII. Sayı:1-4, 1965

HUNTINGTON, Samuel, **Political Order in Changing Societies,** New Haven and London: Yale University Press, 1968, Praetorianism and Political Decay

HUNTINGTON, Samuel, Social and Institutional Dynamics of One-Party Systems, In S.Huntington et C. Moore, ed., **Authoritarian Politics in Modern Society**, New York: Basic Books, 1970

JESSOP, Bob, **The Future of the Capitalist State**, Cambridge: Polity Press, 2002

KAUTSKY, John H., **The Political Consequences of Modernization**, New York: John Wiley & Sons, Inc.,1972

KUHN, Thomas, **La Tension Essentielle : Tradition et Changement dans les Sciences,** traduit de l'anglais par Michel Biezewski, Paris : Gallimard, 1990

LACLAU, Ernesto, **İdeoloji ve Politika** *(L'idéologie et la Politique),* traduit par H.Sarıca, İstanbul : Belge Yayınları, 1985

LACLAU, Ernesto & MOUFFE, Chantal, **Hégémonie et stratégie sociale, Vers une politique démocratique radicale**, traduit de l'anglais par Julien Abriel, Paris : Les Solidaires Intempestifs, 2009

LINZ, Juan J., **Totaliter ve Otoriter Rejimler** *(Les Régimes Totalitaires et Autoritaires)*, traduit en turc par Ergun Özbudun, Ankara : Siyasal İlimler Türk Derneği Yay., 1984

LINZ, Juan J. & STEPAN, Alfred***, The Breakdown of Democratic Regimes, Crisis, Breakdown and Reequilibration, an Introduction*** , Vol I ,Baltimore and London: John Hopkins University Press, 1978

LIPSET, Seymour Martin, **Siyasi İnsan** *(L'Homme Politique)*, traduit en turc par Mete Tunçay, Ankara : TSY Yay.,1964

PACKENHAM, Robert A., **Liberal America and the Third World. Political Development, Ideas and Social Sciences**, Princeton, New Jersey; Princeton U. Press, 1973

POPPER, Karl R., **Açık Toplum ve Düşmanları** *(La Société Ouverte et ses Ennemis)*, Ankara :Türk Siyasi İlimler Derneği Yayınları, 1967

POGGI, Gianfranco, **The Development of Modern State, A Sociological Introduction,** London: Hutchinson, 1978

POGGI, Gianfranco, **Modern Devletin Gelişimi : Sosyolojik bir yaklaşım (Le developpment de l'état modern, une introduction sociologique),** İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları (Editions de l'Universite Bilgi à Istanbul), 2ème édition, 2002

PYE, Lucian W., **Aspects of Political Development, an analytic study**, Boston; Little Brown, 1966

SARTORI, Giovanni, **Demokrasi Teorisine Geri Dönüş** *(The Theory of Democracy Revisited)*, traduit par Tunçer Karamustafaoğlu et Mehmet Turan, Ankara: Yetkin, 1993

SHAW, Stanford J., Some Aspects of the Aims and Achievements of the Nineteenth Century Ottoman Reformers In POLK, William R. & CHAMBERS, Richard L. (éds), **Beginnings of Modernization in Middle East**, Chicago: The University of Chicago Press, 1968

SHILLS, Edward, **Center and Periphery, Essays in Macrosociology**, Chicago: The University of Chicago Press, 1975, The Concentration and Dispersion of Charisma-Their Bearing on Economic Policy in Underdeveloped Countries

TRIMBERGER, Ellen Kay, Revolution From Above, Military Bureaucrats and Development in Japan, Egypt and Peru In KÖKER, Levent, **Modernleşme, Kemalism ve Demokrasi** *(Modernisme, Kémalisme et Démocratie)*, İletişim Yayınları, İstanbul, 2009.

TUNAYA, Tarık Zafer, **Türkiye'nin Siyasal Hayatında Batılılaşma Hareketleri** *(Les mouvements de modernisation dans la vie politique turque)* , İstanbul : Yedigün M., 1960

L'Idée républicaine

AUDIER, Serge, **Les théories de la république**, Editions La Découverte, Paris : 2004

PETTIT, Philip, **Républicanisme, Une théorie de la liberté et du gouvernement,** traduit de l'anglais par Patrick Savidan et Jean-Fabien Spitz, Editions Gallimard, Paris : 2004

POCOCK, John Greville Agard, **Le Moment Machiavélien, La pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique,** Paris : Presses Universitaires de France, 1997

POCOCK, John Greville Agard, **Vertu,Commerce et Histoire, Autorité et propriété, La question des origines du libéralisme** , traduit de l'anglais par Luc Borot, Paris : Presses Universitaires de France, 1998

ROUSSEAU, Jean-Jacques, **Le Contrat Social ou Principes du Droit Politique,** P.Pourrat Frères, Paris : Imprimerie de Bourgogne et Martinet, 1839

WALZER, Michael, Pluralisme et Démocratie In AUDIER Serge, **Les théories de la république, Socialisme associatif et républicanisme,** Paris : Editions la Découverte, 2004

Le Kémalisme

AHMAD, Feroz, **Kemalist Türkiye'de İdeoloji Arayışı 1919-1939** *(La recherche de l'idéologie en Turquie kémaliste)*, İstanbul: Kaynak, 1985

CIDDI, Sinan, **Kemalism in Turkish Politics, The RPP's secularism and nationalism,** New York: Routledge Studies in Middle Eastern Politics, 2009

ECEVIT, Bülent, **Atatürk ve Devrimcilik** *(Atatürk et le révolutionnisme),* Ankara : Tekin Yayınevi, 4ème édition, 1976

GEERTZ, Clifford, Ideology as a Cultural System, The Interpretation of Cultures In KÖKER, Levent, **Modernleşme, Kemalizm ve Demokrasi** *(Kémalisme, modernisme et démocratie),* İstanbul : İletişim, 2009

GÖKALP, Ziya, **Türkçülüğün Esasları** *(Les principes du turquisme)*, İstanbul : İnkılap Kitabevi, 1997. L'Histoire du turquisme

GÖKBERK, Macit, **Çağdaş Düşüncenin Işığında Atatürk** *(Philosophie des Lumières, Les Réformes et Atatürk sous la lumière de la pensée contemporaine)*, İstanbul : Eczacıbaşı Yayınları, 1983Aydınlanma Felsefesi, Devrimler ve Atatürk

İNAN, Afet, **Atatürk Hakkında Hatıralar ve Belgeler** *(Mémoires et Documents à propos d'Atatürk),* Ankara : İş Bankası Yayınları, 1959, No. 10, Atatürk ve Devrim Serisi

İNAN, Arı, **Düşünceleriyle Atatürk** *(Atatürk et ses pensées),* Ankara : Türk Tarih Kurumu, 1999

KOCATÜRK, Utkan, **Atatürk'ün Fikir ve Düşünceleri** *(Les idées et les pensées d'Atatürk)* , İstanbul : Atatürk Araştırma Merkezi, 2007

KÖKER, Levent, **Modernleşme, Kemalizm ve Demokrasi** *(Modernisation, kémalisme et démocratie)*, İstanbul : İletişim Yayınları, 2009

MANNHEIM, Karl, **Essays on Sociology and Social Psychology**, édité par P. Kecskemeti, London: Routledge and Kegan Paul Editions, 1969, Conservative Thought

ÖZBUDUN, Ergun, The Nature of The Kemalist Political Regime In KAZANCIGİL, Ali & ÖZBUDUN,Ergun , **Atatürk, The Founder of Modern State,** London: C. Hurst and Co., 1981

ÖZBUDUN, Ergun, Established Revolution versus Unfinished Revolution. Contrasting Patterns of Democratization in Mexico and Turkey In HUNTINGTON, Samuel P. & MOORE, Clement H., **Authoritarian Politics in Modern Society, The Dynamics of Established One-Party Systems,** New York: London Basic Books Inc., 1970

SAYARI, Binnaz, Mustafa Kemal'in önderliğindeki milliyetçi hareketin amaçları (Les objectifs de l'action nationale sous la direction de Mustafa Kemal) In KÖKER, Levent, **Modernleşme, Kemalizm ve Demokrasi**, İstanbul : İletişim, 2009, Dinin Denetim İşlevi (La fonction de surveillance de la religion)

ÜSTEL, Füsun, **Türkiye Cumhuriyeti'nde Resmi Yurttaş Profilinin Evrimi** (L'évolution du profil officiel du citoyen dans la République turque), Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, Milliyetçilik, İstanbul: İletişim Yayınları, 2002

La Social-démocratie

ANDERSON-ESPING, Gosta , After the Golden Age? Welfare State Dilemmas in a Global Economy In **Welfare States in Transition,** London: Sage Publications, 1996

ASHFORD, Douglas E., **The Emergence of the Welfare State**, Oxford: Blackwell, 1986

AYLOTT, N., The Swedish Social Democratic Party In LADRECH, Robert, **Social Democratic Parties in the European Union: History Organization, Policies,** Basingstoke: Macmillan, 1999

BELL, David Scott & CRIDDLE, Byron, **The French Socialist Party: The Emergence of a Party Government,** Oxford: Clarendon Press, 2nd edition, 1988

BILA, Hikmet, **Sosyal Demokrat Süreç İçinde CHP ve Sonrası** *(Le CHP dans le processus social-démocrate et après)*, İstanbul : Milliyet Yayınları, 1987

CALLAHAN, John, **The Retreat of Social Democracy**, Manchester: Manchester University Press, 2000

ECEVİT, Bülent, **Bu Düzen Değişmelidir** *(Cet ordre doit changer)*, İstanbul: Tekin Yayınları, 3ème édition, 1974

ECEVIT, Bülent, **Ortanın Solu** *(Le gauche du centre)* , İstanbul : Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, (La première édition date de 1966 par la Maison d'édition KIM), 2009

GIDDENS, Anthony, **The Third Way: The Renewal of Social Democracy**, Oxford: Oxford Polity Press1998.

GLYNN, Andrew***, Social Democracy in Neoliberal Times: The Left and Economic Policy since 1980***, Oxford: Oxford University Press, 2003

HELD, D., Regulating Globalisation? Reinvention of Politics, In GIDDENS, Anthony, **The Global Third Way Debate**, Oxford: Oxford Polity Press, 2001

JONES, Tudor, **Remaking the Labor Party: From Gaitskell to Blair**, London: Routledge, 1996

KEYNES, John M., **Théorie Générale, Analyse critique**, traduit par Maurice Roy, Paris : Hatier, 1972

KITSCHELT, Herbert, The Socialist Discourse and Social Democratic Party in West European Democracies In LEMKE, Christiane & MARKS, Gary, **The Crisis of Socialism in Europe** , Duke University Press, Durham, 1992

KITSCHELT, Herbert, **The Transformation of Social Democracy**, Cambridge: Cambridge University Press, 1994

LADRECH, Robert & MARLIERE, Philippe, **Social Democratic Parties in the European Union***: History, Organization, Policies*, Basingstroke : Macmillan, 1999

LEMKE, Christiane & MARKS, Gray, From *Decline to Remise? The Fate of Socialism in Europe* In CİDDİ, Sinan, **Kemalism in Turkish Politics, The RPP's secularism and nationalism,** New York: Routledge Studies in Middle Eastern Politics, 2009

LEMKE Christiane & MARKS Gary, **The Crisis of Socialism in Europe**, Durham: Duke University Press, 1992

LINDEMANN, Albert, **A History of European Socialism**, New Haven: Yale University Press,

MACRIDIS, Roy C. & HULLIUNG, Mark L., **Contemporary Political Ideologies, Movements and Regimes**, New York: Harper Collins College Publishers, sixth edition, 1996

MARQUAND, David, Premature Obsequies: Social Democracy comes in From the Cold In LEMKE, Christiane & MARKS, Gary, **The Crisis of Socialism in Europe,** Duke University Press, Durham, 1992

MILNER, Henry, Sweden:Social Democracy in Practice In CİDDİ, Sinan, **Kemalism in Turkish Politics, The RPP's secularism and nationalism**, New York: Routledge Studies in Middle Eastern Politics, 2009

NOZICK, Robert, **Anarchy, State and Utopia**, New York: Basic Books, 1974

PADGETT, Stephen & PATERSON, William E., **Social Democracy in Post-War Europe**, London: Longman, 1991

PATERSON, William E. & THOMAS, Alastair H., The Future of Social Democracy, **Problems and Prospects of Social Democratic Parties in Western Europe**, Oxford: Clarendon Press, 1986

PENNOCK, Roland J., **La théorie actuelle et empirique de la démocratie,** Democratic Political Theory, New Jersey: Princeton University Press, 1979

PLANT, Raymond, Social Democracy In CİDDİ, Sinan, **Kemalism in Turkish Politics, The RPP's secularism and nationalism,** New York: Routledge Studies in Middle Eastern Politics, 2009

PRZEWORSKI, Adam, **Capitalism and Social Democracy**, Cambidge: Cambridge University Press, 1985

SASSOON, Donald, **One Hundred Years of Socialism: The West European Lift in the Twentieth Century,** London: I.B.Tauris, 1996

SCHUMPETER, Joseph A., **Kapitalizm, Sosyalizm ve Demokrasi (Capitalisme, Socialisme et Démocratie),** Socialisme et Démocratie, Tome II, traduit par TINAZ, R., İstanbul : Varlık Yayınları, 1971

VAIZEY, John, **Revolutions of Our Time: Social Democracy**, London: Widenfeld and Nicholson, 1971

VARTIANIEN, Juhana, Understanding Swedish Social Democracy:Victims of Success?" In GLYNN, Andrew, **Social Democracy in Neoliberal Times: The Left and Economic Policy since 1980,** Oxford: Oxford University Press, 2003

WILDE, Lawrence, **Modern European Socialism**, Vermont: Dartmouth Publishing Company, 1994

Les partis politiques et élections en Turquie

AKARLI, E.D. & Ben-Dor, G. , **Political Participation in Turkey: Historical Background and Present Problems,** İstanbul: Boğaziçi University Publication, 1975AYATA-GÜNEŞ, Ayşe & AYATA, Sencer, Ethnic and Religious Bases of Voting In **Politics, Parties and Elections in Turkey**, SAYARI, Sabri & ESMER, Yılmaz, London: Boulder and Lynne Rienner Publishers, 2002

ÇARKOĞLU, Ali, **The Turkish General Election of 24 December 1995**, Electoral Studies, 16 (1), Istanbul: 1997

EROGUL**,** Cem.**, Demokrat Parti: Tarihi ve İdeolojisi** *(Le Parti démocrate, son histoire et son idéologie),* Ankara : İmge Kitabevi Yayınları, 2001

KARPAT, Kemal, The Politics of Transition: Political Attitudes and Party Affiliation in the Turkish Gecekondu In AKARLI E.D. and Ben-Dor G., **Political Participation in Turkey: Historical Background and Present Problems,** İstanbul: Boğaziçi University Publication, 1975

KİLİ, Suna, **Turkish Constitutional Developments and Assembly Debates on the Constitutions of 1924 and 1961**, İstanbul: Menteş Matbaası, 1971

MARDIN, *Şerif***, Jön Türklerin Siyasi Fikirleri 1895-1908 (La Pensée Politique des Jeunes Turcs),** İstanbul : İletişim Yay., 1983

MARDİN, Şerif, **Türk Siyasasını Açıklayabilecek Bir Anahtar: Merkez-Çevre İlişkileri** *(Une clé pour expliquer la politique turque : les relations centre-périphérie)* , traduit par Şeniz Gönen, Dün ve Bugün Felsefe, İstanbul: BFS, 1985

MARDIN, Şerif, **Din ve İdeoloji** *(L'Idéologie et la Religion)*, İstanbul : İletişim Yayınları, 1983

ÖZBUDUN, Ergun, **Social Change and Political Participation in Turkey**, New Jersey.: Princeton University Press, 1976

RUSTOW, Dunkwart, The Development of Parties in Turkey In LAPALOMBARA, Joseph, WEINER, Myron, **Political Parties and Political Development**, New Jersey: Princeton University Pres, 1996

SEILER, Daniel-Louis, **Les partis politiques**, Armand Colin, Paris : 1993

TEKELİ, Şirin, **Contribution de David Easton à la Théorie Politique**, thèse de doctorat publiée, İstanbul : İstanbul Üniversitesi Yay. No 2129, İktisat F.Yay. No: 370, 1976

TOPLU, Abdülhadi, **Anayasada Milliyetçilik Mücadelesi: 27 Mayıs ve Kurucu Meclisin Perde Arkası,** *(Le nationalisme en lutte pour la Constitution: 27 Mai dans les coulisses de l'Assemblée constituante),* Ankara: Töre-Devlet Yayınevi, 1976

WEIKER, Walter F., **The Turkish Revolution 1960-1961: Aspects of Military Politics,** Washington D.C.: Brookings Institution, 1963

WEIKER, Walter F., **Political Tutelage and Democracy in Turkey, The Free Party and Its Aftermath,** Leiden: E.J.Brill, 1973

Articles de périodique

ALPER, Cem, **Kadro** (*Le Cadre*), 3 vol., Ankara. Ankara Ticari İlimler Akademisi, 1980

ARMANER, Türker, **The Reception of Fichte's Nationalism in the Journal of Ülkü**, Lapsus, éditions de l'Université Galatasaray, Printemps 2007/II

AYDEMIR, Şevket Süreyya, **İnkılap ve Kadro** (Révolution et Cadre), Numéro:34; Belge. Hürriyet Mefhumu Hakkında (De la Notion de Liberté), *Kadro*, Septembre, 1933

ÇARKOGLU, Ali & TOPRAK, Binnaz, **Türkiye'de Din Toplum ve Siyaset** (Religion, Société et Politique en Turquie) , rapport publié par TESEV (Fondation turque des Etudes Economiques et Sociales), 2000, İstanbul

DYSON, Kenneth, **Bening or Malevolent Leviathan ? Social Democratic Governments in a Neo-Liberal Euro Area**, Political Quarterly*,* 1999, Vol.70, No:2, Malden: Wiley- Blackwell

ECEVIT, Bülent, **Bir Dönüm Noktasında Toplanan Kurultay** *(La conférence réunie à la croisée des chemins)*, revue KİM, Ankara :1959

GAMBLE, Andrew & WRIGHT, Tony, **The New Social Democracy**, Political Quarterly, Oxford: Wiley- Blackwell, 1999, ISBN: 978-0631217657

HALE, William, **Aspects of the Turkish General Election of 1969**, Middle Eastern Studies, Volume 8, No.3, October 1972

HUNTINGTON, Samuel, **The Change to Change: Modernization**, Development, and Politics, Vol.3, No.3, Apr., New York: The City University of New York, 1971.

INAN, Afet, **Atatürk ve Demokrasi** *(Atatürk et la Démocratie)* , revue Belleten, Türk Tarih Kurumu Yayınları (Editions de l'institution de l'histoire et la culture turque), Ankara :1959

KALAYCIOĞLU, Ersin, **New Shaping of Party Preferences In Turkey: Coping with the post-Cold era in New Perspectives in Turkey**, revue publiée par l'Université de Boğaziçi, no: 2(2), Istanbul: 1999

KAZANCIGİL, Ali, **Türkiye'de Modern Devletin Oluşumu ve Kemalizm** *(La Construction de l'Etat Moderne en Turquie et le Kémalisme)*, Revue Toplum ve Bilim, no:17, Ankara : 1982

KARPAT, Kemal, **The Turkish Left**, Journal of Contemporary History, Vol.1 No.2, 1966, disponible sur http://www.jstor.org/pss/259929, dernière consultation le 10 octobre 2011.

KITSCHELT, Herbert, **Class Structure and Social Democratic Party Strategy**, British Journal of Political Science, Vol: 23, No: 3, Cambridge: Cambridge University Press, 1993

LIPSET, Seymour Martin, **Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy**, American Political Science Review, no: 53 March , Los Angeles: 1959

MARDIN, Şerif, **Ideology and Religion in Turkish Revolution**, International Journal of Middle East Studies, Tome:II, Cambridge: Cambridge University Press, 1971

MARDIN, Şerif, **Center-Periphery Relations: A Key to Turkish Politics?**, Journal of the American Academy of Arts and Sciences, Vol. 102, No:1, Cambridge: Daedalus, 1973

ÖNİŞ, Ziya, **Political Islam at the Crossroads: from hegemony to co-existence**, Contemporary Politics, Volume 7, 2001, No: 4

ÖNİŞ, Ziya & KEYMAN, Fuat, **Turkey at the Polls: A New Path Emerges**, Journal of Democracy, Volume 14, No:2, Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 2003, ISSN: 1086-3214

ÖZBUDUN, Ergun & TACHAU, Frank, Social **Change and Electoral Behaviour in Turkey**, International Journal of Middle East Studies, Volume 4, No: 4, Cambridge: 1975

SUNAR, İlkay, **Populism and Patronage**: **The Democrat Party and its Legacy in Turkey**, Il Politico, Vol: LV, No :4, Pavia: Universita di Pavia, 1990

PIERSON, Chris, **Globalisation and the End of Social Democracy**, Australian Journal of Politics and History, Volume 47, No:4,Queensland QLD: The University of Queensland Press, 2001

RUSTOW, Dunkwart, **Transitions to Democracy towards a dynamic model**, Comparative Politics, Vol.2, No.3, New York: City University of New York, April 1970

SASSOON, Donald, European Social Democracy and New Labour : Unity in Diversity? In GAMBLE, Andrew & WRIGHT, Tony, **The New Social Democracy**, Political Quarterly, Oxford: Wiley- Blackwell, 1999, ISBN: 978-0631217657

SHILLS, Edward, **The Intellectuals and the Powers: Some Perspectives for Comparative Analysis**, Comparative Studies in Society and History, Vol. 1, No: 1, Cambridge: Cambridge University Press , October 1958

SIMPSON, Dwight J., **Development as a Process: The Menderes Phase in Turkey**, Middle East Journal, Vol: 19, Issue: 2, Washington: 1965, disponible sur http://www.metu.edu.tr/~fsenses/files/510_2005_2006.pdf, dernière consultation le 10 octobre 2011.

VANDERBROUCKE, Frank, European Social Democracy: Convergence, Divisions and Shared Questions, In GAMBLE, Andrew & WRIGHT, Tony, **The New Social Democracy**, Political Quarterly, Oxford: Wiley- Blackwell, 1999, ISBN: 978-0631217657

WALLACE, William, **The Sharing of Sovereignty: The European Paradox**, Political Studies**,** Vol. 47, Issue: 3, Oxford: Blackwell - Political Studies Association, 2002

Programmes du Parti Républicain du Peuple (CHP)

Programme du 2008 du Parti Républicain du Peuple, disponible sur http://www.chp.org.tr/?page_id=70, dernière consultation le 10 octobre 2011.

İlk Hedefler Beyannamesi (La Déclaration des objectifs primaires), revue KİM, 23 Janvier 1959

Programme de 1961 du Parti Républicain du Peuple, Ankara : Ankara Basım ve Ciltevi, 1961

De la Gauche Démocratique, Programme de CHP daté de 1976, Gündüz Matbaacılık, Ankara

Articles d'encyclopédie

TUNÇAY, Mete, **Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi, (l'Encyclopédie de Turquie dans la période de la République)**, İstanbul : Yapı Kredi Yayınları, Vol.7, 2005, Türkiye Cumhuriyeti'nde Siyasal Düşünce Akımları (Les courants de pensées politiques en Turquie), ISBN:9754705355

MARDIN, Şerif, **Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi, (l'Encyclopédie de Turquie dans la période de la République)**, İstanbul : Yapı Kredi Yayınları, Vol.I, 2005, Batıcılık (L'occidentalisme) , ISBN:9754705355

Le petit Robert: dictionnaire illustré. Paris : Dictionnaires le Robert, 2004. Freinet (Célestin), ISBN 2-85036

Autres

VICO, Giambattista, **La Science Nouvelle**, Librairie Jules Renouard et Cie, Rue de Tournon,6, et à la Librairie Charpentier, 29, Rue de Seine, Paris,1844

TEKELİ, Şirin, **David Easton'un Siyasal Sistem Kuramı Bağlamında Siyasal Katılma**, İstanbul: İ.Ü.Yay. No 2129, İktisat F.Yay. No: 370, 1976

Sources électroniques

MARCOU, Jean , **De l'ouverture kurde à la réforme constitutionnelle ou le cercle vicieux de la transition politique turque**, 16 novembre 2009, disponible sur : http://ovipot.hypotheses.org/1038: dernière consultation le 10 octobre 2011.

MASSICARD, Elise, **Sivas, une province turque entre local et global**, Les études du CERI, No :79, Octobre 2001, disponible sur : http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude79.pdf, dernière consultation le 10 octobre 2011.

LEE, Martin A., **Collusion entre forces de sécurité, Loups Gris et Mafia, Les liaisons dangereuses de la police turque**, Le Monde diplomatique, Archives Mars

1997, disponible sur : http://www.monde-diplomatique.fr/1997/03/LEE/8019, dernière consultation le 10 octobre 2011.

ÖZDEN, Mehmet, **Bir Halkçı Münevverler Platformu : Halka Doğru Dergisi (1913-1914)**, *(Une plate-forme d'intéllectuels du peuple)*, révue Milli Folklor, 2011, Année :23, No : 89, page : 113., disponible sur : http://www.millifolklor.com/tr/sayfalar/89/12_.pdf, dernière consultation le 10 octobre 2011.

T.C.Başbakanlık Devlet İstatistik Enstitüsü resmi sitesi, site officiel de l'Institut Statistique d'Etat, http://www.tuik.gov.tr/secimdagitimapp/secim.zul, dernière consultation le 10 octobre 2011.

Loi no: 2820 sur les Parti Politiques, (Siyasi Partiler Kanunu, No: 2820), mise en vigueur le 22 avril 1983, disponible sur :

http://www.mevzuat.adalet.gov.tr/html/608.html, dernière consultation le 10 octobre 2011.

Loi no:6422 date de 1954 diminuant les années de travail pour demander le retrait à 25 années, en visant les membres de la Cour de cassation, le chef et les membres du Conseil d'état et le procureur générale de la République, disponible sur :

http://mevzuat.basbakanlik.gov.tr/Metin.Aspx?MevzuatKod=5.3.5434&sourceXmlSearch=&MevzuatIliski=0, dernière consultation le 10 octobre 2011.

SETA, Fondation de la Recherche Économique Sociale et Politique (Siyaset Ekonomi ve Toplum Araştırmaları Vakfı, SETA), octobre 2010, disponible sur http://www.setav.org/ups/dosya/49788.pdf, dernière consultation le 10 octobre 2011.

Türk Solu Dergisi, (révue de la gauche turque), http://www.turksolu.org/87/billur87.htm, dernière consultation le 10 octobre 2011.

ANNEXES

Annexe 1 : Carte des locations géographiques des villes étudiées

Annexe 2 : Résultats du référendum 2010

Annexe 3 : Rapport d'attributs sommaire

Annexe 4 : Liste des villes étudiées

Annexe 5 : Rapport sommaire des nœuds.

Annexe 6 : Rapport synthèse des relations

Annexe 1: Carte des locations géographiques des villes choisies

Annexe 2: Résultats du Référendum en fonction des villes

Notes : Nous avons emprunté, pour figurer le tableau, les résultats fournis par l'Agence d'Information Cihan disponible sur http://secim.haberler.com/2010/
Les villes colorées en vert symbolisent le "oui" tandis que les rouges montrent les villes disant "non" au projet du changement constitutonnel au Référendum.

Annexe 4 : Liste des villes étudiées

No.	Villes	Ethnique	Location géographique	L' attachement religieux
1	Adana	Mixte	Sud	Mixte + Alévie
2	Afyon	Turc	Anatolie Centrale	Musulman Sunnite - Laïc
3	Ankara	Turc	Anatolie Centrale	Musulman Sunnite - Laïc
4	Ankara - Etimesgut	Turc	Anatolie Centrale	Musulman Sunnite - Laïc
5	Antalya	Turc	Sud	Musulman Sunnite - Laïc
6	Ardahan	Mixte	Est	Musulman Sunnite - Pratiquant
7	Artvin	Turc	Nord	Musulman Sunnite - Pratiquant
8	Aydın	Turc	Ouest	Musulman Sunnite - Laïc
9	Balıkesir	Turc	Ouest	Musulman Sunnite - Laïc
10	Bartın	Turc	Nord	Musulman Sunnite - Pratiquant
11	Batman	Kurde	Sud - est	Mixte + Alévie
12	Bayburt	Turc	Nord	Musulman Sunnite - Laïc
13	Bilecik	Turc	Nord	Musulman Sunnite - Laïc
14	Bingöl	Kurde	Sud - est	Mixte + Alévie
15	Bolu	Turc	Anatolie Centrale	Musulman Sunnite - Pratiquant
16	Burdur	Turc	Sud	Non Attribué
17	Bursa	Turc	Anatolie Centrale	Musulman Sunnite - Pratiquant

18	Denizli	Turc	Ouest	Musulman Sunnite - Laïc
19	Elazığ	Mixte	Sud - est	Musulman Sunnite - Laïc
20	Erzincan	Turc	Est	Mixte + Alévie
21	Erzurum	Turc	Est	Musulman Sunnite - Pratiquant
22	Eskişehir	Turc	Anatolie Centrale	Musulman Sunnite - Laïc
23	Gaziantep - Yavuzeli	Mixte	Est	Musulman Sunnite - Pratiquant
24	Giresun	Turc	Nord	Musulman Sunnite - Pratiquant
25	Gümüşhane	Turc	Nord	Musulman Sunnite - Pratiquant
26	Hatay	Mixte	Sud	Mixte + Alévie
27	Isparta	Turc	Anatolie Centrale	Musulman Sunnite - Pratiquant
28	İstanbul	Mixte	Ouest	Non Attribué
29	İzmir	Turc	Ouest	Musulman Sunnite - Laïc
30	Kahramanmaraş - Elbistan	Mixte	Est	Musulman Sunnite - Pratiquant
31	Kahramanmaraş	Mixte	Est	Musulman Sunnite - Pratiquant
32	Karaman	Turc	Anatolie Centrale	Musulman Sunnite - Pratiquant
33	Kars	Turc	Est	Mixte + Alévie
34	Kayseri	Turc	Anatolie Centrale	Musulman Sunnite - Pratiquant
35	Kırıkkale	Turc	Anatolie Centrale	Musulman Sunnite - Pratiquant
36	Kırklareli	Turc	Ouest	Musulman Sunnite - Laïc

37	Kırşehir	Turc	Anatolie Centrale	Non Attribué
38	Kilis	Turc	Sud	Mixte + Alévie
39	Kocaeli	Turc	Ouest	Non Attribué
40	Konya	Turc	Anatolie Centrale	Musulman Sunnite - Pratiquant
41	Malatya	Turc	Est	Mixte + Alévie
42	Manisa	Turc	Ouest	Musulman Sunnite - Laïc
43	Mersin	Mixte	Sud	Mixte + Alévie
44	Muğla	Turc	Ouest	Musulman Sunnite - Laïc
45	Nevşehir	Turc	Anatolie Centrale	Non Attribué
46	Nevşehir - Hacıbektaş	Turc	Anatolie Centrale	Mixte + Alévie
47	Niğde	Turc	Anatolie Centrale	Musulman Sunnite - Pratiquant
48	Ordu	Turc	Nord	Musulman Sunnite - Pratiquant
49	Rize	Turc	Nord	Musulman Sunnite - Pratiquant
50	Sakarya	Turc	Ouest	Non Attribué
51	Samsun	Turc	Nord	Musulman Sunnite - Pratiquant
52	Sinop	Turc	Nord	Musulman Sunnite - Pratiquant
53	Trabzon	Turc	Nord	Musulman Sunnite - Pratiquant
54	Tunceli	Kurde	Sud - est	Mixte + Alévie
55	Uşak	Turc	Ouest	Non Attribué
56	Van	Kurde	Sud - est	Musulman Sunnite - Pratiquant

57	Yalova	Turc	Anatolie Centrale	Non Attribué
58	Yozgat	Turc	Anatolie Centrale	Mixte + Alévie
59	Zonguldak	Turc	Nord	Musulman Sunnite - Pratiquant

Annexe 5: Rapport Sommaire Noeud /Node Summary Report

Projet / Project: Parti Républicain du Peuple / Republican People's Party (CHP)

Généré /Generated: 28.04.2011 01:13

Immunité Politique (dokunulmazlık)

Noeuds Libres / Free Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	695
Crée / Created	26.04.2011 23:24	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	65
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:24	Codage de Références / Coding References	102
		Sources Codées / Sources Coded	47
		Cas Codés / Cases Coded	46

Injustice, Droit du Croyant (haksızlık,kul hakkı)

Noeuds Libres / Free Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	1.102
Crée / Created	26.04.2011 23:25	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	71
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:25	Codage de Références / Coding References	82
		Sources Codées / Sources Coded	39
		Cas Codés / Cases Coded	39

Objet de la Politique (siyasetin konusu)

Noeuds Libres / Free Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	1.137
Crée / Created	26.04.2011 23:28	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	66
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:28	Codage de Références / Coding References	71
		Sources Codées / Sources Coded	38
		Cas Codés / Cases Coded	37

Justice (adalet)

Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	255
Crée / Created	25.04.2011 23:18	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	17
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 22:55	Codage de Références / Coding References	22
		Sources Codées / Sources Coded	15
		Cas Codés / Cases Coded	15

Langue Maternelle (anadil)

Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	15
Crée / Created	26.04.2011 00:43	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	1
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:01	Codage de Références / Coding References	1
		Sources Codées / Sources Coded	1
		Cas Codés / Cases Coded	1

Changement Constitutionel (anayasa değişikliği)

Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	2.767
Crée / Created	25.04.2011 23:19	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	137
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 22:54	Codage de Références / Coding References	180
		Sources Codées / Sources Coded	50
		Cas Codés / Cases Coded	49

Antimilitarisme (antimilitarizm)

Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	417
Crée / Created	25.04.2011 23:19	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	28
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 22:54	Codage de Références / Coding References	31
		Sources Codées / Sources Coded	20
		Cas Codés / Cases Coded	20

Pression, écoutes téléphoniques (baskı,telekulak)

Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	334
Crée / Created	25.04.2011 23:21	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	30
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:02	Codage de Références / Coding References	37
		Sources Codées / Sources Coded	18
		Cas Codés / Cases Coded	18

Unité nationale (birlik)

Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	1.560
Crée / Created	25.04.2011 23:30	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	112
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 22:19	Codage de Références / Coding References	126
		Sources Codées / Sources Coded	52
		Cas Codés / Cases Coded	52

Location Géographique (coğrafya)

Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	216
Crée / Created	25.04.2011 23:59	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	21
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:03	Codage de Références / Coding References	23
		Sources Codées / Sources Coded	13
		Cas Codés / Cases Coded	13

Démocratie (demokrasi)

Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	1.071
Crée / Created	25.04.2011 23:22	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	67
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:01	Codage de Références / Coding References	75
		Sources Codées / Sources Coded	32
		Cas Codés / Cases Coded	31

Etatisme (devletçilik)

Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	345
Crée / Created	25.04.2011 23:29	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	20
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 22:18	Codage de Références / Coding References	22
		Sources Codées / Sources Coded	13
		Cas Codés / Cases Coded	13

Immunité Politique (dokunulmazlık)

Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	695
Crée / Created	25.04.2011 23:55	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	65
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 22:55	Codage de Références / Coding References	102

Sources Codées / Sources Coded	47
Cas Codés / Cases Coded	46

Travail (emek) — Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	812
Crée / Created	25.04.2011 23:57	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	78
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:02	Codage de Références / Coding References	84
		Sources Codées / Sources Coded	41
		Cas Codés / Cases Coded	40

Redistribution égalitaire, l'ordre Juste (eşit bölüşüm, hakça düzen) — Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	360
Crée / Created	25.04.2011 23:36	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	33
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:03	Codage de Références / Coding References	33
		Sources Codées / Sources Coded	23
		Cas Codés / Cases Coded	22

Meurtres non résolues (faili meçhuller) — Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	159
Crée / Created	26.04.2011 00:01	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	7
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:03	Codage de Références / Coding References	13
		Sources Codées / Sources Coded	5
		Cas Codés / Cases Coded	5

Pouvoir du peuple – CHP (halk iktidarı CHP) — Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	341
Crée / Created	26.04.2011 00:55	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	39
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 22:19	Codage de Références / Coding References	41
		Sources Codées / Sources Coded	30
		Cas Codés / Cases Coded	29

Croyences, Identités éthniques (inançlar, etnik kimlik) — Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	2.031
Crée / Created	25.04.2011 23:44	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	125
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:01	Codage de Références / Coding References	157
		Sources Codées / Sources Coded	52
		Cas Codés / Cases Coded	52

Classe Ouvrière (işçi,memur,emekli,çiftçi — Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	2.127
Crée / Created	25.04.2011 23:51	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	138
Mise á Jour / Modified	27.04.2011 00:42	Codage de Références / Coding References	157
		Sources Codées / Sources Coded	50
		Cas Codés / Cases Coded	49

Question Kurde (kürt sorunu) — Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	0
Crée / Created	25.04.2011 23:59	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	0
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:03	Codage de Références / Coding References	0
		Sources Codées / Sources Coded	0
		Cas Codés / Cases Coded	0

L'Etat de Prospérité (refah devleti) — Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	0
Crée / Created	25.04.2011 23:14	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	0
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:28	Codage de Références / Coding References	0
		Sources Codées / Sources Coded	0
		Cas Codés / Cases Coded	0

Seuil (seçim barajı) — Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	29
Crée / Created	26.04.2011 00:03	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	3
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:01	Codage de Références / Coding References	4
		Sources Codées / Sources Coded	3
		Cas Codés / Cases Coded	3

Etat social, Etat de prospérité (sosyal devlet,Ecevit,refah devleti) — Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	1.011
Crée / Created	26.04.2011 00:51	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	66
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:02	Codage de Références / Coding References	70
		Sources Codées / Sources Coded	34
		Cas Codés / Cases Coded	34

Abus religieux et ethnique (sömürü) — Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	731
Crée / Created	25.04.2011 23:53	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	64
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:00	Codage de Références / Coding References	73
		Sources Codées / Sources Coded	32
		Cas Codés / Cases Coded	32

Terreur (terör) — Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	550
Crée / Created	26.04.2011 00:47	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	35
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:03	Codage de Références / Coding References	41
		Sources Codées / Sources Coded	17
		Cas Codés / Cases Coded	17

Interdiction du foulard (türban) — Noeuds Hiérarchique / Tree Node

Pseudo / Nickname		Mots Codés / Words Coded	17
Crée / Created	26.04.2011 00:50	Paragraphs Codés / Paragraphs Coded	3
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:01	Codage de Références / Coding References	3
		Sources Codées / Sources Coded	2

Cas Codés / Cases Coded	2

Corruption, pauvreté, chômage (yolsuzluk,yoksulluk,işsizlik) **Noeuds Hiérarchique / Tree Node**

Pseudo / Nickname		**Mots Codés / Words Coded**	2.200
Crée / Created	25.04.2011 23:31	**Paragraphs Codés / Paragraphs Coded**	174
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 23:00	**Codage de Références / Coding References**	203
		Sources Codées / Sources Coded	55
		Cas Codés / Cases Coded	54

Citoyen, Compatriote (yurttaş,vatandaş) **Noeuds Hiérarchique / Tree Node**

Pseudo / Nickname		**Mots Codés / Words Coded**	164
Crée / Created	25.04.2011 23:46	**Paragraphs Codés / Paragraphs Coded**	16
Mise á Jour / Modified	26.04.2011 22:18	**Codage de Références / Coding References**	17
		Sources Codées / Sources Coded	15
		Cas Codés / Cases Coded	15

Annexe 6: Rapport Synthèse de Relation / Relationship Summary Report

Projet /Project: Parti Républicain du Peuple / Republican People's Party (CHP)

Généré /Generated: 16.06.2011 02:04

Augmente — Type de Relation / Relationship Type

Direction One Way →

Relations Total / Total Relationships	5	**Total Sources Coded**	0
Total Unique d'Articles / Total Unique From Items	3	**Total Cases Coded**	0
Total Unique à Articles / Total Unique To Items	5	**Total Coding References**	0
		Total Words Coded	0
		Total Paragraphs Coded	0

De / From	**Immunité Parlemantaire / dokunulmazlık**
A / To	**Injustice, Droit du Croyant / haksızlık,kul hakkı**
De / From	**Seuil / seçim barajı**
A / To	**Question Kurde / kürt sorunu**
De / From	**Objet de la Politique / siyasetin konusu**
A / To	**Unité / birlik**
De / From	**Objet de la Politique / siyasetin konusu**
A / To	**Redistribution égalitaire, l'ordre Juste / eşit bölüşüm,hakça düzen**
De / From	**Objet de la Politique / siyasetin konusu**
A / To	**Etat social, Etat providence / sosyal devlet,refah devleti**

Dégrade — Type de Relation / Relationship Type

Direction One Way →

Relations Total / Total Relationships	4	**Total Sources Coded**	0
Total Unique d'Articles / Total Unique From Items	2	**Total Cases Coded**	0
Total Unique à Articles / Total Unique To Items	4	**Total Coding References**	0
		Total Words Coded	0
		Total Paragraphs Coded	0

De / From	**Changement Constitutionel / anayasa değişikliği**
A / To	**Justice / adalet**
De / From	**Changement Constitutionel / anayasa değişikliği**
A / To	**Démocratie / demokrasi**
De / From	**Objet de la Politique / siyasetin konusu**
A / To	**Location Géographique / coğrafya**
De / From	**Objet de la Politique / siyasetin konusu**
A / To	**Terreur / terör**

En relation / Relationship		Type de Relation / Relationship Type	
Direction	Symmetrical	⟷	
Relations Total / Total Relationships	10	Total Sources Coded	0
Total Unique d'Articles / Total Unique From Items	6	Total Cases Coded	0
Total Uniques á Articles / Total Unique To Items	9	Total Coding References	0
		Total Words Coded	0
		Total Paragraphs Coded	0

De / From	Changement Constitutionel / anayasa değişikliği
A / To	Immunité Parlementaire / dokunulmazlık
De / From	Changement Constitutionel / anayasa değişikliği
A / To	Abus Religieux et Ethnique / sömürü
De / From	Changement Constitutionel / anayasa değişikliği
A / To	Corruption, pauvreté, chômage / yolsuzluk,yoksulluk,işsizlik
De / From	Immunité Parlementaire / dokunulmazlık
A / To	Changement Constitutionel / anayasa değişikliği
De / From	Croyences, Identités éthniques / inançlar, etnik kimlik
A / To	Unité / birlik
De / From	Question Kurde / kürt sorunu
A / To	Location Géographique / coğrafya
De / From	Question Kurde / kürt sorunu
A / To	Corruption, pauvreté, chômage / yolsuzluk,yoksulluk,işsizlik
De / From	Objet de la Politique / siyasetin konusu
A / To	Travail / emek
De / From	Objet de la Politique / siyasetin konusu
A / To	Corruption, pauvreté, chômage / yolsuzluk,yoksulluk,işsizlik
De / From	Corruption, pauvreté, chômage / yolsuzluk,yoksulluk,işsizlik
A / To	Immunité Parlementaire / dokunulmazlık

Pas de laison / No Relationship		Type de Relation / Relationship Type	
Direction	Symmetrical	⟷	
Relations Total / Total Relationships	2	Total Sources Coded	0
Total Unique d'Articles / Total Unique From Items	1	Total Cases Coded	0
Total Unique à Articles / Total Unique To Items	2	Total Coding References	0
		Total Words Coded	0
		Total Paragraphs Coded	0

De / From	Objet de la Politique /siyasetin konusu
A / To	Justice / adalet

De / From	**Objet de la Politique /siyasetin konusu**
A / To	**Croyences, Identités éthniques / inançlar,etnik kimlik**

CURRICULUM VITAE

Özge Çopuroğlu Kuzu, née à Ankara le 3 mars 1982, est en train de suivre un programme de doctorat en co-tutelle entre le département de Philosophie à l'Université Galatasaray avec le département de sciences politiques à l'Université Libre de Bruxelles.

Licencié du département de Philosophie à l'Université Galatasaray en 2005, elle a terminé plus tard un programme de Mastère de l'Ecole doctorale en Sciences sociales de l'Université de Bucarest, rédigeant un mémoire de Mastère intitulé : « Identité conservatrice du Parti de Justice et du Développement » en Turquie. Depuis octobre 2006, elle continue à faire des recherches de thèse de doctorat auprès du Département de Science politique de l'ULB.